

LA PARTICIPATION
des
Associations à but idéal
à l'exercice des actions publiques
et civiles

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le jeudi 23 avril 1936, à 17 heures

PAR

Guy GAENG

Avocat à la Cour d'Appel
Attaché au Parquet Général

MEMBRES DU JURY :

Président. . . .	MM. HENRY, professeur.
Assesseurs . . .	SIMONNET, professeur.
	VINCENT, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1936

**La participation des associations
à but idéal à l'exercice
des actions publiques et civiles ⁽¹⁾**

(1) Nous avons résolument écarté de notre titre l'expression couramment employée: « Association à but désintéressé », parce qu'elle exprime implicitement qu'il n'y a d'intérêt que matériel et pécuniaire, idée choquante et que contredit précisément le haut idéal de ces associations.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA PARTICIPATION
des
Associations à but idéal
à l'exercice des actions publiques
et civiles

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le jeudi 23 avril 1936, à 17 heures

PAR

Guy GAENG

Avocat à la Cour d'Appel
Attaché au Parquet Général

MEMBRES DU JURY :

Président. . . .	MM. HENRY, professeur.
Assesseurs. . . .	SIMONNET, professeur.
	VINCENT, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1936

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, ̄, ̄ I).

Assesseur du Doyen: M. BROCARD (*, ̄ I).

Doyens honoraires: MM. F. GÉNY (C *, ̄ I), MICHON (*, ̄ I).

Professeurs honoraires:

MM. MAY (*, ̄ I).

ROLLAND (̄ I).

MOREL (*, ̄ I).

GÉNY (C *, ̄ I).

RENARD (̄ I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (̄ I), docteur en droit.

MM. GÉNY (C *, ̄ I), professeur de Droit privé.

MICHON (*, ̄ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ̄ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, ̄, ̄ I), professeur de Droit romain.

HENRY (*, ̄ I), professeur de Droit criminel.

KRÆLL (̄ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUËL (̄ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (̄ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (̄ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (̄, ̄ I), professeur de Droit civil.

TROTABAS (̄, ̄ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. de MENTHON (̄ A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GROS, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

BERTRAND (̄ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



INTRODUCTION

« Aujourd'hui, le crayon et la plume, dans des genres habituellement très inférieurs et sans aucune prétention à l'art, dont pourtant on songe à les couvrir, se sont démocratisés et mis à la portée de la foule. C'est partout, dans la rue, aux kiosques, dans les gares de chemins de fer, à la porte des collèges et des ateliers, et bientôt jusque dans les moindres villages, que s'étalent les produits frelatés de cette industrie malsaine ».

C'est en ces termes que s'exprimait, en 1892, M. Frédéric PASSY, dans une remarquable communication à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, sur « la question de la pornographie ».

En 1917, M. le docteur GRASSET, professeur à la Faculté de Médecine de Montpellier, écrivait : « Il ne s'agit plus de quelques cas isolés, mais d'un véritable déluge de malpropretés qui envahissent nos rues, nos campagnes, s'étalent aux devantures, se glissent dans nos demeures, offusquent nos yeux, salissent nos oreilles, souillent notre esprit ; c'est à la lettre un débordement d'ordures ».

Cette triste situation s'est encore aggravée. La pornographie est, à l'heure actuelle, une véritable industrie qui poursuit, dans un but commercial, l'exploita-

tion et le développement du vice sous toutes ses formes. Armée de toutes les ressources de la technique et de la publicité modernes, elle a tout envahi : le livre, le journal, le théâtre, le cinématographe, devenant ainsi un redoutable fléau social.

En présence de cette entreprise de démoralisation publique, qu'ont fait les organes chargés de la protection de la Société ? Rien, ou presque rien. Le Parlement, soucieux avant tout de respecter la liberté de la presse, a voté des lois insuffisantes pour enrayer le mal, et s'est refusé à opérer les réformes législatives qui assureraient une répression efficace. L'Administration judiciaire, tenue par ses services de police dans une ignorance presque absolue de tous les outrages aux bonnes mœurs et paralysée, en outre, par l'indifférence de l'opinion publique et la crainte des acquittements, n'intente en cette matière qu'un nombre insignifiant de poursuites. Quant aux municipalités, elles n'usent presque jamais des prérogatives importantes que leur a octroyées le législateur pour assurer la salubrité publique.

Aussi, justement alarmés de l'inertie des pouvoirs responsables en face des progrès de l'immoralité publique, émus, d'autre part, par la résignation de l'opinion et l'apathie des chefs de famille, particulièrement menacés dans leurs femmes et leurs enfants, des esprits éclairés et généreux ont décidé de lutter eux-mêmes. L'autorité publique n'agissant pas, ils ont fait appel à l'initiative privée. Ils se sont donné pour mission de forcer l'attention du public sur la gravité du péril encouru par la jeunesse française, et, pour

faire bénéficier leur propagande de la puissance du nombre et du rayonnement, ils se sont constitués en associations qui se sont elles-mêmes groupées en fédérations.

Grâce à l'honorabilité et à l'influence de leurs dirigeants, grâce encore à la qualité et au dévouement de leurs adhérents, ces associations n'ont pas tardé à exercer une certaine action moralisatrice.

Avertissements, menaces, dénonciations, elles utilisent, du moins quelques-unes, tous ces moyens licites, propres à entraver la propagation des publications obscènes ou contraires aux bonnes mœurs. Elles incitent les particuliers lésés, au moins moralement, à réclamer en justice des dommages-intérêts à seule fin de mettre en mouvement l'action publique. Elles se chargent, dans ce cas, de toutes les formalités, accomplissent toutes les démarches utiles et supportent les responsabilités pécuniaires. Mais beaucoup de particuliers répugnent à voir leur nom figurer dans une procédure correctionnelle ou criminelle. Ils redoutent les interrogatoires, les dérangements, la comparution devant la juridiction du jugement, les vengeances possibles des condamnés. Aussi les Associations, qui ne craignent pas ces inconvénients et qui voient dans une répression énergique le seul moyen d'enrayer l'essor de la pornographie, ont-elles sollicité depuis longtemps le droit de poursuivre, en leur propre nom, la réparation en justice des actes délictueux portant atteinte aux intérêts moraux et collectifs dont elles se sont réservé la défense. Ce droit de poursuite, une jurisprudence constante et presque

unanime s'est toujours refusée à leur reconnaître et le Parlement, saisi à plusieurs reprises, a rejeté, à une forte majorité, les projets ou les propositions de loi tendant à le leur octroyer.

La jurisprudence dominante n'est-elle pas trop étroite ? En confondant l'intérêt personnel d'une Association et le but qu'elle poursuit, ne peut-on pas admettre que toute infraction relative aux intérêts qu'elle protège lui cause un préjudice de nature à lui permettre l'exercice de l'action civile ? En conséquence, pourra-t-elle intervenir dans la répression de l'acte incriminé et, au cas de classement sans suite par le Parquet, mettre elle-même en mouvement l'action publique par voie de citation directe ? En sens contraire, doit-on considérer que l'Association, ne se prévalant, en réalité, que du préjudice moral causé à la Société, ne remplit pas les conditions requises pour la recevabilité de l'action civile ? Mais alors, convient-il d'opérer une réforme législative et d'autoriser les Associations à but désintéressé à saisir les tribunaux répressifs sans avoir à justifier d'un préjudice personnel et direct différent du trouble social consécutif à l'acte délictueux ?

La réponse à ces questions et l'examen des controverses qu'elles ont soulevées constituent l'objet de cet ouvrage. Il s'agit, en somme, de savoir si, sous l'empire de la législation actuelle, les Associations à but idéal pourraient, par une simple évolution de la jurisprudence, se constituer partie civile ou promouvoir directement l'action publique. Et dans la négative,

est-il souhaitable et opportun de leur conférer le droit de poursuite pénale par un texte législatif?

Dès l'abord, et pour éclairer les développements qui vont suivre, nous tenons à préciser les positions que l'examen des textes, l'étude attentive des rapports et des discussions, l'observation impartiale des faits et, dans une certaine mesure, notre expérience personnelle, nous ont amené à prendre :

En l'état actuel de la législation française, L'ACTION CIVILE DES ASSOCIATIONS A BUT IDÉAL EST IRRECEVABLE.

UNE ÉVOLUTION DE LA JURISPRUDENCE QUI L'ADMETTRAIT, en étendant les notions d'intérêt et de préjudice, VIOLERAIT, dans leur lettre et dans leur esprit, LES PRINCIPES FONDAMENTAUX posés par le Code d'Instruction Criminelle pour l'exercice de l'action publique et de l'action civile.

IL N'EST PAS DÉSIRABLE QU'UNE LOI INTERVienne POUR OCTROYER AUX ASSOCIATIONS A BUT DÉINTÉRESSÉ LES DROITS DE LA PARTIE LÉSÉE.

Nous diviserons notre étude en cinq chapitres :

Dans le *premier*, nous relaterons brièvement l'origine, le développement et l'état actuel de la poursuite par les Associations, en mentionnant les projets et les propositions de lois qui ont été déposés au Parlement à ce sujet, ainsi que les vœux afférents à cette question qui ont été émis par des Congrès et des Sociétés savantes ou philanthropiques, à la suite de rapports et de discussions.

Dans un *deuxième chapitre*, nous exposerons, dans son ensemble et dans ses modalités individuelles, l'argumentation des partisans du droit de poursuite. Alors que la plupart d'entre eux n'accordent qu'une place exagérément limitée aux objections de l'adversaire, nous n'hésiterons pas à rapporter longuement les critiques qu'ils formulent à l'égard du système actuel de répression, les réformes qu'ils suggèrent, les arguments qu'ils fournissent à l'appui de leurs idées et les différents systèmes de garantie qu'ils ont élaborés pour tâcher d'obvier aux abus et aux inconvénients qui pourraient résulter de l'innovation qu'ils préconisent.

Un *troisième chapitre* sera consacré à l'étude critique de la jurisprudence, que nous puiserons plus particulièrement dans la matière des outrages aux bonnes mœurs, des violences envers les animaux et des délits de chasse. Les Ligues de Moralité publique, les Sociétés de protection animale et les Société de chasse sont, en effet, les plus agissantes et les plus ardentes à réclamer le droit de poursuite directe. Ce sont elles qui, à maintes reprises, ont saisi les Cours et Tribunaux de leur action civile et leur ont ainsi permis de se prononcer sur la question de principe qui nous occupe.

Dans un *quatrième chapitre*, nous évoquerons brièvement le régime juridique et l'activité de quelques Associations étrangères, particulièrement les Associations anglaises et américaines.

L'argumentation des adversaires du droit de poursuite occupera le *cinquième chapitre*. Après avoir

dégagé la véritable nature de l'action en justice exercée par les Associations à but idéal, nous nous efforcerons de répondre aux critiques des réformateurs et nous exposerons les avantages que nous voyons au maintien du système actuel de poursuite, ainsi que les excès, les dangers et les multiples inconvénients qui, à notre avis, seraient la conséquence inévitable des droits nouveaux reconnus ou octroyés aux Associations à but idéal. Nous terminerons en indiquant que l'état de l'opinion publique est la principale cause de non-répression et que, dans la réforme de cet esprit public, les Associations ont un rôle important à jouer.

CHAPITRE PREMIER

DÉVELOPPEMENT DE L'IDÉE DE LA POURSUITE PAR LES ASSOCIATIONS

L'idée de faire appel à des Associations pour seconder le Ministère public dans la poursuite des infractions est une idée relativement récente en France, car, pendant longtemps, on n'en a pas senti le besoin. D'une part, en effet, l'institution du Parquet, qui remonte au XIII^e siècle, a toujours fonctionné d'une manière satisfaisante, en général, et a toujours répondu à presque toutes les nécessités pratiques. D'autre part, la liberté d'association n'existe que depuis 1901. Avant cette date, les Associations étaient rares et dépourvues de toute activité juridique, ne possédant même pas le droit d'ester en justice.

C'est Edmond ABOUT qui, en 1864, dans un livre consacré à l'étude de quelques réformes sociales (1) a suggéré l'idée que les Associations seraient susceptibles de fournir une aide précieuse à la répression. En 1868, un juriste allemand, MITTERMAIER, exposait, dans un grand traité d'instruction criminelle, le rôle important joué dans la poursuite des infractions par les associations anglaises et américaines. L'idée était

(1) Edmond ABOUT : *Le Progrès*.

lancée et devait faire une belle carrière. Mais avant d'en relater le développement et pour le mieux comprendre, il est utile de connaître, dans ses grandes lignes, la législation relative au droit d'association.

Sous l'Ancien Régime, la constitution d'une association nécessitait l'autorisation royale.

La Constituante posa, au contraire, le principe de la liberté d'association, mais en restreignit considérablement les applications en prohibant par des lois spéciales, les corporations ouvrières et les ordres religieux.

Le Code Pénal de 1810, revenant au principe de l'Ancien Régime, décide, dans son article 291, que « nulle association de plus de 20 personnes, dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du Gouvernement, et sur les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société ». C'était un retour au principe de l'autorisation préalable. L'association constituée et autorisée ne jouissait d'ailleurs d'aucun pouvoir et un décret portant reconnaissance d'utilité publique était nécessaire pour lui conférer la capacité juridique.

Cette législation fut violée dès le début et des lois spéciales comme celle du 15 avril 1850 sur les Sociétés de secours mutuels et celle du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels consacrèrent seulement un état de fait.

Ce n'est toutefois que le 1^{er} juillet 1901 qu'une loi organique proclamait le principe de la libre formation

des associations. L'article 291 du Code Pénal et toutes les dispositions prohibitives étaient abrogées et désormais les associations pourraient se former librement sans autorisation, ni déclaration préalable. Mais du point de vue de la capacité juridique, elles n'étaient point toutes placées au même rang.

Les *Associations non déclarées* sont licites, mais, ne possédant pas la personnalité morale, elles ne peuvent avoir de patrimoine propre et sont incapables d'ester en justice.

Les *Associations déclarées* à la Préfecture ont une capacité plus étendue : elles peuvent ester en justice, acquérir et contracter, mais il leur est interdit de recevoir des dons et legs et d'acquérir des immeubles à titre onéreux ou gratuit autres que ceux qui sont strictement nécessaires à l'accomplissement de leur but social.

Enfin les *Associations* qui ont obtenu, par décret rendu en Conseil d'Etat, la *reconnaissance d'utilité publique* jouissent de la capacité maxima ; aux droits reconnus aux Associations déclarées, elles joignent l'aptitude à recevoir des dons et legs, même immobiliers, moyennant une autorisation par décret et la faculté d'acquérir à titre onéreux ou gratuit des bois, forêts et terrains à reboiser.

Depuis les lois de 1884 et de 1901, nombreux furent les Syndicats et les Associations de toute sorte qui se constituèrent. Les unes se donnèrent pour mission de défendre des intérêts uniquement moraux et sociaux et c'est à elles que nous bornerons notre étude ; les

autres se créèrent pour la défense d'intérêts professionnels.

Les Associations poursuivant des intérêts professionnels sont de beaucoup les plus nombreuses et les plus capables au point de vue du droit de poursuite. Déjà l'article 6 de la loi de 1884 permet aux syndicats professionnels d'ester en justice et la loi du 12 mars 1920 étend encore leur capacité civile en leur donnant la possibilité « d'exercer devant toutes les juridictions, tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent ». Les lois qui admettent des syndicats à intervenir dans des poursuites pénales sont en grand nombre et la liste s'en augmente toujours. Nous citerons seulement :

la loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice illégal de la médecine, qui autorise les associations et syndicats de médecins à poursuivre directement et à se porter partie civile dans les cas d'exercice illégal de la médecine ;

la loi du 29 juin 1907, sur le mouillage des vins, qui permet aux syndicats d'exercer les droits de la partie civile en cas de mouillage et de sucrage des vins ;

la loi du 5 août 1908, sur la falsification des denrées alimentaires, qui habilite à se porter partie civile les syndicats constitués pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture et de la viticulture ;

la loi du 6 mai 1919, relative à la protection des appellations d'origine qui donne aux syndicats une action pour interdire l'usage de cette appellation.

Enfin, tout récemment, la loi du 29 mars 1930 sur les fausses indications d'origine, qui déclare que les syndicats formés pour la défense du commerce et de l'industrie peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile par le Code d'Instruction Criminelle.

La notion d'un intérêt syndical ou corporatif permettant aux syndicats ou associations professionnels d'intervenir dans la poursuite des délits s'est donc considérablement élargie, même dans la loi, ainsi que la notion de préjudice. Très restreinte au début, limitée strictement au cas de dommages subis directement par le Syndicat, c'est-à-dire par les membres qu'il représente, elle a pris une extension importante depuis l'arrêt du 5 avril 1913 qui a admis la recevabilité de l'action syndicale au cas de dommage causé à l'intérêt général de la profession. Cet arrêt, rendu par les Chambres réunies de la Cour de Cassation, a déclaré, à propos d'une affaire de falsification de vins, que le Syndicat National de la Viticulture Française « n'a pas pour objet de donner satisfaction aux intérêts de ses membres, mais bien d'assurer la protection de l'intérêt collectif de la profession envisagée dans son ensemble et représentée par le Syndicat ». Il s'agit là d'une décision de principe particulièrement caractéristique de l'évolution de notre droit, réalisée concurremment par les magistrats et le législateur. Cette extension de la notion de préjudice a, d'ailleurs, dépassé sa limite extrême et a abouti, dans deux lois récentes, à l'exclusion de cette condition de recevabilité de l'action civile. La loi du 10 juillet 1915, sur le travail des femmes à domicile, intégrée dans l'article

33 k du Code du Travail, permet, en effet, aux associations autorisées par décret de poursuivre les infractions à cette loi sans avoir à justifier d'un préjudice et la loi du 9 novembre 1915, sur les débits de boissons, donne aux syndicats constitués pour la défense des intérêts généraux des débitants de boissons et même aux ligues anti-alcooliques les droits reconnus à la partie civile.

Ce sont les deux seuls cas où une association est autorisée à intervenir comme partie civile dans un débat, sans qu'elle soit astreinte à établir le préjudice dont elle a été victime et ils nous ramènent tout naturellement aux associations constituées pour la défense d'intérêts exclusivement moraux ou sociaux. La question de savoir si le droit de poursuite pénale doit être octroyé à de telles associations a fait l'objet de nombreux travaux, vœux et projets que nous allons relater dans leur ordre chronologique.

L'idée émise par Edmond ABOUT fut reprise avec force par M. JOLY dans une série d'articles retentissants parus en 1894, 1895 et 1896 dans la *Revue de Paris*. Spécialiste de ces questions, M. JOLY exposait et vantait l'action bienfaisante exercée par les associations anglaises et préconisait le vote d'une loi qui autorisât, en France, une activité de même ordre susceptible de produire les mêmes résultats.

La question, étant d'actualité, fut mise au concours par l'Académie des Sciences morales et politiques qui couronna le remarquable mémoire de M. Paul NOURISON intitulé : *De la participation des particuliers à*

la poursuite des crimes et des délits. Dans cet ouvrage, l'auteur note l'insuffisance des poursuites dans tous les domaines et indique que les magistrats du Ministère public, surchargés de besogne, ne peuvent, sans danger pour la Société, prétendre conserver le monopole de l'action publique. Il convient donc, non pas de rétablir l'action populaire, mais de permettre aux associations de jouer le rôle d'auxiliaire du Parquet dans la poursuite des infractions.

Sur les sollicitations de M. JOLY, la *Société des Prisons* mit le sujet à son ordre du jour en 1896 et le rapport fut confié à M. NOURRISSON qui, s'appuyant sur l'expérience anglaise, reprit les arguments qu'il avait développés dans son livre. Une intéressante discussion s'ensuivit qui mit aux prises les partisans et les adversaires du droit de poursuite et la Société des Prisons « émit (sous réserve de l'examen des questions d'application pratique), un avis favorable à l'extension du droit de citation directe aux associations reconnues d'utilité publique, spécialement autorisées à cet effet et pour les affaires répondant à l'objet même de leur institution ».

Le Congrès de la *Société d'Economie Sociale*, en 1896, le Congrès des *Sociétés Savantes*, peu après, discutèrent également la question et, en 1898, le *Comité de Défense des enfants traduits en justice* vota la rédaction suivante de la loi : « Le droit de poursuivre, soit par voie de citation directe, soit de se porter partie civile dans les termes des articles 63 et 182 du Code d'Instruction Criminelle, peut être concédé par décret spécial, après avis du tribunal de

première instance, aux associations protectrices de l'enfance reconnues d'utilité publique, en ce qui touche les violences et les attentats commis envers les enfants ».

Sur la demande de M. Paul STRAUSS et Théophile ROUSSEL, et grâce à l'influence de M. BÉRENGER, ce vœu fut introduit textuellement dans l'article 7 de la proposition de loi tendant à la répression des violences et attentats commis envers les enfants, proposition qui devait devenir la loi du 19 avril 1898. L'article précisait d'ailleurs que le droit de poursuite serait « exercé pour chaque association par un de ses membres spécialement désigné par elle, agréé par le Garde des Sceaux et assermenté ». Voté par la Chambre des Députés et adopté en première lecture par le Sénat, l'article 7 fut repoussé en deuxième lecture, le 21 mars 1898, par 226 voix contre 25 sur 251 votants. Que s'était-il donc passé entre les deux délibérations ? Simplement que les parlementaires avaient pris conscience du danger qui pourrait résulter des prérogatives conférées aux associations. Ils ont craint que, sous l'apparence d'un but charitable et philanthropique, les associations exercent en réalité une activité politique ou religieuse (2).

(2) M. BÉRENGER, sénateur, a déclaré au journal *Le Matin* : « M. BERTHELOT, mon voisin, me tira par la manche et me dit à l'oreille : « Erreur ne fait pas compte, j'ai applaudi l'autre jour, je réfléchis aujourd'hui que la plupart des institutions de patronage sont des institutions catholiques ; je ne veux pas donner de nouveaux privilèges aux curés ; je vote contre vous ». M. PONTIER DE CHAILLARD continua la même antienne : « Mon cher, votre projet, que j'ai accepté d'enthousiasme, est parfait en théorie et discutable en pratique ; le Gouvernement ne favorisera que les sociétés secrètes et je ne veux pas accroître la puissance des loges ; je vote contre vous ». Cf. : numéro du 18 septembre 1905 du journal *Le Matin*.

Ces motifs déterminants ne furent pas évoqués en séance où seules des considérations juridiques et pratiques furent envisagées, mais ils provoquèrent incontestablement le rejet de l'article 7.

Cet échec ne devait pas ralentir le zèle et l'ardeur des réformateurs. L'idée, soumise à de nombreuses sociétés savantes ou charitables, fut généralement bien accueillie. C'est ainsi qu'en 1902, à la suite d'un livre récent de M. NOURISSON, *l'Association contre le Crime*, l'*Académie des Sciences morales et politiques* s'occupa à nouveau de la question. Plusieurs séances y furent consacrées et l'intervention de M. LYON-CAEN fut particulièrement remarquée.

En 1903, un rapport de M. NOURISSON provoqua à la *Société de Législation Comparée* un échange de vues auquel prirent part notamment M. LELOIR, magistrat du Parquet Général de Paris et les professeurs THALLER et LE POITTEVIN.

En 1904, ce fut au tour de *l'Association pour la protection des travailleurs* de mettre la question à son ordre du jour et, sur le rapport de M. HAYEM, elle émettait un vœu en faveur de la reconnaissance du droit de poursuite directe aux associations justifiant d'un but de moralité et d'utilité publique. La même année, la *Société centrale de protestation contre la licence des rues* et la section parisienne de la *Ligue de la moralité publique* adoptaient un vœu qui fut porté à la connaissance du Garde des Sceaux et dont voici les termes : « que la faculté de poursuite directe fût accordée aux associations justifiant d'un but d'utilité de moralité publique, moyennant certaines

garanties à déterminer ». Un vœu identique était exprimé simultanément par le *Congrès des Œuvres diocésaines de Paris*.

Le premier *Congrès des Sociétés anti-pornographiques* qui tint ses assises en 1905 à Bordeaux, renouvela le vœu de la Ligue de la Moralité publique. Puis, successivement, la Société des Prisons en 1906, l'Académie des Sciences Morales et Politiques en 1908 et le Comité de Défense des enfants traduits en justice discutèrent à nouveau la question, émettant toujours des vœux favorables à la réforme.

Tout ce mouvement aboutit, le 27 mai 1909, au dépôt, sur le Bureau du Sénat, d'une proposition de loi émanant de MM. BÉRENGER, RIBOT et Paul STRAUSS. Elle était ainsi conçue : « Les associations légalement constituées dans un but d'intérêt général ou public et spécialement autorisées à cet effet par la Cour d'Appel du ressort de leur siège social, statuant en Chambre du Conseil, le Ministère Public entendu, auront le droit de poursuivre devant les tribunaux de répression, soit par voie de citation directe, soit en se portant parties civiles dans les termes des articles 63 et suivants et 182 du Code d'instruction criminelle, les crimes, délits ou contraventions se rattachant à l'objet de leur institution ». Cette proposition était beaucoup plus large que celle de 1898, laquelle ne visait que les violences et les attentats commis contre les enfants. Elle permettait à des associations de se constituer pour la répression d'infractions quelconques. De plus, elle substituait à l'autorisation par un décret spécial, après avis du tribunal de première instance, l'autorisation par la Cour d'Appel.

Consultées sur la valeur et l'opportunité de cette réforme, les Cours d'Appel émirent généralement des avis défavorables. Elles considérèrent à juste titre qu'elles n'avaient aucune qualité pour accorder les dites autorisations et qu'enfin la grave atteinte portée au monopole du Ministère Public était susceptible d'entraîner de graves abus. La proposition ne fut même pas discutée, mais la réforme avait reçu une large publicité.

Le *Congrès de droit pénal* tenu à Rennes en mai 1910 approuva la proposition de loi après un rapport favorable de M. Olivier MARTIN.

En mars 1912, le deuxième *Congrès national contre la pornographie*, réuni à Paris, termina ses délibérations sur le vœu suivant : « Le Congrès réclame avec énergie pour les sociétés qui se sont donné la mission, dans un intérêt de bon ordre et de décence publique, de veiller à l'application des lois sur les outrages aux bonnes mœurs, sous les conditions de garantie qui seront déterminées par la loi, le droit attribué par des lois récentes aux syndicats d'intérêt privé de saisir directement les tribunaux de répression ».

Le mouvement réformateur, interrompu par les hostilités, devait reprendre son essor dès le retour de la paix. En 1922 M. Justin GODART déposa à la Chambre une proposition de loi qui reprenait les termes du vœu émis la même année à Lyon par le *III^e Congrès national contre la pornographie*. Le texte aussi large que celui de la proposition Bérenger, s'appliquait à toutes les associations d'intérêt général mais la garantie préconisée consistait, non dans l'au-

torisation de la Cour d'Appel, mais dans la reconnaissance d'utilité publique. Le rapporteur de la Commission de Législation, M. LIOUVILLE, exigeait, au contraire, un décret rendu en Conseil d'Etat et, pour chaque affaire, une *cautio judicatum solvi*. Cette proposition fut atteinte de caducité par l'expiration de la législature mais son auteur la reprit plus tard.

C'est en 1923, que la *Société des Prisons* ouvrit à nouveau le débat déjà abordé en 1896 et en 1906. Un substantiel rapport de M. le professeur André HENRY concluait à donner aux Associations reconnues d'utilité publique le droit de se constituer parties civiles devant les juridictions de répression sans avoir à justifier d'un autre préjudice que de l'atteinte à l'intérêt général dont elles ont assumé la défense. Aucune somme ne pourrait d'ailleurs être octroyée à titre de dommages-intérêts aux Associations poursuivantes car, par définition, elles ne subissent pas de préjudice personnel et direct. Par contre, l'éminent rapporteur proposait qu'elles pussent obtenir, par voie d'astreinte, l'exécution des condamnations, prohibitions ou injonctions ordonnées par la juridiction répressive. Il exigeait enfin qu'elles fournissent un cautionnement suffisant pour garantir les frais de la poursuite et les dommages-intérêts auxquels elles pourraient éventuellement être condamnées. A la suite d'une intéressante discussion, ces conclusions modérées furent approuvées presque unanimement.

En 1924, M. GODART reprit devant la Chambre sa proposition de 1922, légèrement modifiée en ce qui concerne les garanties préconisées, et, le 10 mars 1925,

M. RENOULT, Garde des Sceaux, déposait ladite proposition sur le bureau de la Chambre sous forme de projet de loi. M. RENOULT désirait opérer la réforme par une incorporation de son projet dans l'article 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901, article qui fixe les droits des associations reconnues d'utilité publique. S'appropriant une partie des suggestions de M. HENRY, il refusait tout droit à des dommages-intérêts et adoptait le système des astreintes pour assurer l'exécution des condamnations. Il demandait à la fois la garantie de la reconnaissance d'utilité publique et celle de l'autorisation des Cours d'Appel donnée au début de l'année judiciaire à des associations choisies sur une liste élaborée par les tribunaux de première instance. En cas d'abus, les Cours d'Appel pourraient retirer l'autorisation octroyée. Le rapport déposé en 1927 par M. Bosc n'ayant pas été discuté au cours de la législature, le projet est devenu caduc.

Dans le pays, des Congrès continuent à réclamer le vote de la réforme. Des vœux dans ce sens sont émis par les *Congrès de la Natalité* de Marseille en 1923, de Strasbourg en 1924, de Clermont-Ferrand en 1925. En 1927, le quatrième *Congrès contre la pornographie*, tenu à Lille, formule un vœu analogue.

Faisant preuve d'une louable ténacité, M. GODART reprit en 1928 sa proposition de 1924 et la déposa au Sénat. Il abandonne la nécessité de l'autorisation des Cours d'Appel et, suivant l'exemple de M. RENOULT, rattache sa proposition à la loi de 1901 : « L'article 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901 est complété ainsi qu'il suit : Elles (les associations reconnues d'utilité publi-

que) peuvent exercer, pour la poursuite des infractions qui se rattachent à l'objet de leur institution les droits reconnus à la partie civile par les articles 63, 64, 67, 68 et 182 du Code d'instruction criminelle, sans toutefois pouvoir prétendre à l'octroi de dommages-intérêts, sauf cependant au cas où elles justifieraient d'un préjudice particulier à elles causé par l'infraction ». Cette proposition plus fortunée que les précédentes vit le jour de la séance et nous rapporterons l'accueil qui lui fut fait.

Mais il convient auparavant de signaler que, franchissant les frontières, l'idée de la poursuite pénale par les associations, allait être soumise à l'opinion européenne. En effet, au *Congrès International de Droit pénal* qui se tint à Bucarest, en 1929, la question suivante avait été posée : « Convient-il de donner aux membres des associations à caractère moral le droit de constater et de poursuivre, individuellement, des infractions à la loi pénale ? Quelles seraient ces associations et ne faudrait-il pas restreindre ce droit aux associations pénales ? Dans le cas affirmatif, quelles seraient les infractions que les membres de ces associations pourraient constater et poursuivre ? » M. le professeur HENRY, chargé du rapport français, présenta à l'appui des mêmes conclusions, les arguments qu'il avait déjà développés à la Société des Prisons en 1923. Des rapports furent communiqués par des délégués de la Belgique, de l'Italie, de la Pologne et de la Roumanie. Après une discussion générale portant sur les différentes thèses en présence, le Congrès émit le vœu suivant :

1° Qu'il soit donné aux membres des associations à caractère moral le droit de constater et de poursuivre les infractions à la loi pénale, qui entrent dans le but de leur préoccupation, sous la responsabilité de l'association elle-même.

« 2° Que ce droit de poursuite soit reconnu spécialement aux associations qui ont pour objet la prévention ou la répression de la criminalité.

« 3° Dans les Etats où l'accusation subsidiaire privée n'est pas admise, il faudrait conférer aux dites associations le droit de se constituer partie civile ».

La proposition Justin GODART, tendant à autoriser les associations qui poursuivent un but moral à se joindre au Ministère Public et, au besoin, à le suppléer dans la poursuite des délits qui rentrent dans le cadre de leur activité, fut discutée au Sénat au cours de la séance du 1^{er} décembre 1932. Le rapport de la Commission de législation civile et criminelle avait été confié à M. Jean Bosc. L'honorable Sénateur, analyse d'abord l'état de la législation et de la jurisprudence relatives aux associations professionnelles et aux associations à but désintéressé. Après avoir manifesté son étonnement du fait que les intérêts matériels des premières sont mieux défendus que les intérêts moraux et sociaux des dernières, il expose, avec une évidente sympathie, les résultats obtenus par les associations anglaises. Puis il aborde la critique et tente la réfutation des objections qui sont opposées au droit de poursuite, la diminution des prérogatives du Minis-

tère public, et les abus possibles. Il prétend que le Parquet est mal armé pour la poursuite de certains délits, tels que les outrages aux bonnes mœurs et les infractions contre l'enfance et que des associations de particuliers pourraient les combattre plus efficacement. Quant aux abus, ils lui inspirent peu de crainte. Il pense que la reconnaissance d'utilité publique et les garanties habituellement exigées de la partie civile suffisent à les éviter. Au surplus, des associations qui engageraient des poursuites sans fondement ou simplement téméraires se discréditeraient rapidement dans l'opinion publique et ne pourraient plus exercer aucune action utile et efficace. La sanction du retrait de la reconnaissance d'utilité publique constituerait d'ailleurs une menace permanente à leur encontre.

M. RENOULT, Garde des Sceaux, auteur du projet de 1925, apporte au nom du Gouvernement une adhésion complète à la proposition GODART et recommande au Sénat l'adoption de la réforme.

Diverses interventions se produisent et M. DELTHIL, ancien magistrat, monte à la tribune pour s'opposer énergiquement au vote d'une loi, qui, d'après lui, nous ferait revenir à plusieurs siècles en arrière. Il prétend que la défense de l'ordre social doit incomber exclusivement aux pouvoirs publics et qu'en l'état actuel de la législation et de la jurisprudence, le Ministère Public est suffisamment armé pour assurer une répression efficace. Sous le prétexte spécieux d'aider la justice dans la poursuite des infractions, il voit, en réalité, le désir de se retrancher derrière des associations irresponsables. Il faut dit-il, laisser à

l'Etat, tous ses droits et ne pas « livrer l'honneur des familles à des personnalités *irresponsables* ».

Le Sénat se rendit aux raisons de M. DELTHIL et rejeta la proposition GODART, par 163 voix contre 120.

En 1934, s'est tenu à Marseille, le *Congrès de la Fédération des Sociétés contre l'immoralité publique*. Dans ses vœux, il a réclamé :

— Le vote du projet modifiant la législation des outrages aux bonnes mœurs (3).

— Une circulaire du Ministre de la Justice rappelant au Procureurs Généraux, les prescriptions de la circulaire de 1903 (4).

— La nomination dans les commissions de contrôle des films, de membres des associations.

Les autres vœux constituent plutôt des « directives » aux associations fédérées : « que les Associations aient le souci constant de renseigner, d'alerter, de documenter la presse locale, et, par elle, l'opinion et les pouvoirs publics, sur le danger de l'immoralité publique et les mesures à prendre pour le combattre ; que pour rendre leur action plus efficace, elles l'exercent en liaison et en collaboration avec les Associations de familles nombreuses et de pères et mères de famille, particulièrement qualifiées pour se faire entendre sur cet angoissant problème ;

« Que les groupements fédérés ne négligent aucune occasion de signaler aux pouvoirs publics, tous outrages aux bonnes mœurs dans les théâtres, cinémas,

(3) Ce projet est analysé au § 2, section 3^e du Chapitre V.

(4) Cette circulaire est intervenue le 28 janvier 1935.

dancings, music-halls ou par radiodiffusion, et engagent leurs adhérents à protester parallèlement, par voie individuelle, quand l'avis en sera manifesté par le Groupe ».

Contrairement aux congrès antérieurs de la même Fédération, le Congrès de Marseille n'a pas émis le vœu de voir reconnaître aux Associations, le droit de poursuite pénale. Mais il ne faut pas déduire de ce silence que les Associations abandonnent cette revendication.

Ce sont des vœux analogues que le sixième *Congrès de l'Ecole des Parents* a exprimés en 1925. Il demande notamment que soient assimilés aux outrages aux bonnes mœurs, les images et récits des crimes de sang et des actes de violence, et souhaite que « les Groupements de pères de famille et Associations familiales n'hésitent pas à se constituer partie civile, devant la juridiction répressive, pour y faire entendre leurs justes exigences et, par leur intervention ferme et pondérée, obtenir des tribunaux des sanctions effectives et non de simples condamnations de principe ».

Tel est l'état de la législation et de l'opinion au sujet de la poursuite pénale par les Associations. Nous verrons plus loin la position de la doctrine et de la jurisprudence. L'échec au Sénat de la proposition Godart a été très sensible aux réformateurs qui comptaient fermement sur un succès. Ils gardent toutefois l'espoir d'aboutir devant la Chambre des Députés, où doit venir en discussion le projet sur la répression des outrages aux bonnes mœurs (5), éla-

(5) Ce projet est analysé au § 2 de la section 3^e du Chapitre V.

boré par MM. Gaston DESCHAMPS, Marcel GÉGOUT et par M. le Sénateur BUHAN, président de la Commission internationale, qui avait été constituée en 1924, à la suite de la Convention Internationale de Genève, pour étudier les modifications à apporter à la législation concernant les publications obscènes et les manifestations licencieuses. L'article 8 de ce projet reproduit la proposition de M. Justin GODART.

CHAPITRE II

ARGUMENTATION DES PARTISANS DU DROIT DE POURSUITE (1)

Si les partisans du droit de poursuite sont unanimes à reconnaître l'urgente nécessité de la réforme qu'ils préconisent, leurs avis sont très différents quant aux moyens à employer pour la réaliser et aux garanties à exiger pour éviter les abus possibles. Ce sont les points communs que nous exposerons en premier lieu, réservant pour les sections suivantes l'étude des systèmes proposés, systèmes que l'on peut ramener à deux, celui de la réforme par une évolution jurisprudentielle et celui de la réforme par une intervention législative.

SECTION I

Argumentation générale

Le raisonnement des partisans du droit de poursuite est très simple : la criminalité augmente, donc les organes chargés de la répression se révèlent insuf-

(1) Afin de ne pas diminuer la puissance de cette argumentation en la coupant d'objections et de réfutations, nous exposons la thèse favorable à la poursuite, objectivement, sans l'accompagner d'aucune appréciation. Toutes les critiques seront groupées dans le chapitre V.

fisants et il faut leur adjoindre, comme auxiliaires, des associations privées qui, sous certaines conditions, pourront mettre l'action publique en mouvement. Par leur spécialisation, elles sont particulièrement bien préparées à ce rôle et, enfin, le contrôle de l'activité étatique par des groupements de particuliers est une réforme démocratique conforme à l'évolution actuelle du droit.

§ I. — AUGMENTATION DE LA CRIMINALITÉ

Le nombre des affaires déferées au Parquet est en progression constante comme l'indiquent les chiffres rapportés dans le *Compte Général de l'Administration de la Justice Criminelle* :

Années	Affaires
1866	285.144
1876	366.779
1881-1885	422.983 (moyenne)
1886	446.705
1892	531.954
1893	536.010
1894	533.942
1895	509.012
1896	504.202
1896-1900	514.716 (moyenne)
1901	525.457

Années	Affaires
1902	528.641
1903	529.085
1904	543.636
1905	551.893
1906	542.356
1925	568.333
1926	600.577
1927	608.441
1928	600.041
1929	603.525
1930	620.863
1931	626.269
1932	635.261

§ 2. — L'INSUFFISANCE DE LA RÉPRESSION

C'est par les résultats obtenus que s'apprécie la valeur d'un système pénal et l'augmentation régulière de la criminalité française tient certainement à la défectuosité de son système répressif et spécialement de son système pénitentiaire. La douceur exagérée des peines, le traitement trop lénitif des condamnés, les réductions trop faciles de la durée de ces peines, telles en sont les principales imperfections. Il en résulte que la peine n'a aucun effet d'intimidation et que, bien souvent, loin de moraliser les coupables, elle

les corrompt. Toutefois, la cause principale de l'accroissement de la criminalité, c'est l'insuffisance de la répression, qui tient elle-même à l'insuffisance des poursuites. En effet, les tribunaux ne peuvent se saisir d'office pour appliquer les lois; ils ne peuvent statuer et prononcer des condamnations que lorsque les faits délictueux leur ont été déférés. Contrairement au système anglais qui permet à tout citoyen d'assigner les délinquants devant les tribunaux répressifs, la procédure française réserve le droit de promouvoir l'action publique à un corps de fonctionnaires qui constituent le Ministère Public. Dans ces conditions, les responsabilités sont faciles à situer. Le Ministère Public ayant, en principe, le monopole de la poursuite pénale, il est responsable si des poursuites suffisamment nombreuses ne sont pas intentées et si, de ce fait, les infractions se multiplient. Or, l'élévation continue du nombre des affaires impoursuivies et classées sans suite révèle à tout le moins une indulgence excessive.

Années	Affaires dénoncées	Affaires classées sans suite	Proportion pour 100
1866	285.144	131.574	46
1876	366.779	173.960	47
1881-1885 ...	422.983 (moyenne)	225.680 (moyenne)	53
1886	446.705	227.276	50
1892	531.954	283.688	53
1893	536.010	288.985	53
1894	533.942	283.648	53

Années	Affaires dénoncées	Affaires classées sans suite	Proportion pour 100
1895	509.012	267.764	52
1896	504.202	268.728	53
1896-1900 ...	514.761 (moyenne)	294.394 (moyenne)	56
1901	525.457	316.051	60
1902	528.641	319.213	60
1903	529.085	321.014	60
1904	543.636	330.485	60
1905	551.893	339.517	60
1906	549.356	339.287	60
1926	600.577	315.729	52
1927	608.441	317.241	52
1928	600.041	319.923	53
1929	603.525	319.924	53
1930	620.863	330.777	53
1931	626.269	330.612	53
1932	635.261	338.616	54

C'est un membre distingué du Ministère Public, M. MAXWELL, ex-procureur général à Bordeaux qui tire la leçon de ces constatations : « Il y a dans toutes nos défenses contre le crime des signes manifestes de relâchement. Il n'y a pas que les peines qui s'adoucissent et s'abrègent, magistrats, police, gendarmerie, toute la hiérarchie des fonctionnaires chargés de nous

protéger contre les malfaiteurs, s'endort et ferme les yeux. Les Parquets poursuivent de moins en moins, à mesure que le nombre des affaires augmente (1) ».

Mais si la répression est faible, en général, il y a des domaines où elle est presque inexistante. Il semble que quelques lois soient vouées, dès leur naissance, à une inapplication concertée par tous les Parquets de France. Se trouvent particulièrement dans ce cas : la loi relative aux mauvais traitements exercés sur les animaux domestiques, les dispositions afférentes à la répression du braconnage, la loi de 1898, qui a pour objet de réprimer les voies de fait, les actes de cruauté et les attentats dont ils peuvent être victimes, les lois se proposant de réprimer les actes d'excitation de mineurs à la débauche et de vagabondage spécial, enfin et surtout toutes les lois poursuivant un but de moralité publique et destinées à enrayer l'extension des publications obscènes. Dans la répression des outrages aux bonnes mœurs qui nous intéresse plus spécialement, la carence du Parquet est presque absolue ainsi que l'on peut en juger par la statistique suivante (2) :

(1) J. MAXWELL : *Le Crime et la Société*, page 317.

(2) La loi de 1881 s'applique aux livres, celle de 1882 à tous autres écrits et imprimés.

Années	Affaires	Prévenus	Acquittés	Amende	Moins d'un an de prison	Un an et plus
1883:						
Loi de 1881.	1	1	1			
Loi de 1882.	31	60	6	21	32	1
1884	8	12	5	1	6	
.....	48	92	7	29	49	7
1889	néant					
.....	58	139	31	108		
1890	4	13	6		6	1
.....	35	61	11	28	21	1
1891	néant					
.....	101	239	21	109	107	1
1892	2	5	2	2	2	1
.....	78	132	3	65	62	2
1896	néant					
.....	81	102	3	54	45	
1897	néant					
.....	41	61	4	18	38	
1899	néant					
.....	27	42	5	15	22	
1900	néant					
.....	52	58	8	9	40	1
1901	néant					
.....	60	104	4	39	60	1
1904	néant					
.....	139	163		54	95	2
1906	néant					
.....	111	132	14	49	69	
1907	1	3	3			
.....	140	207	43	75	87	2

Années	Affaires	Prévenus	Acquittés	Amende	Moins de 6 jours	Moins de 3 mois	Plus de 3 mois
1910 ..	néant						
..	92	133	5	71	6	50	16
1911 ..	1	2	2				
..	95	133	7	72		39	11
1922 ..	néant						
..	59	95	14	18	21	23	19
1923 ..	néant						
..	72	82	6	14	6	43	14
1924 ..	néant						
..	71	83	7	10	4	42	19
1926 ..	néant						
..	84	112	10				
1927 ..	néant						
..	67	82	7				
1928 ..	néant						
..	123	147	14				
1929 ..	néant						
..	92	135	14				
1930 ..	néant						
..	210	245	18				
1931 ..	néant						
..	92	116	15	51	2	30	18
1932 ..	néant						
..	100	138	18	42	3	50	21

(Nous n'avons pas fait figurer dans le détail des condamnations les mesures de sûreté prises à l'égard des mineurs.)

Est-il besoin d'insister sur la contradiction flagrante entre l'extension et la répression de la pornographie ? En cette matière plus qu'en toute autre, se vérifie la phrase de Jules SIMON : « Faire des lois et ne pas les appliquer, c'est une des traditions et l'un des malheurs de la France ».

A la lecture des statistiques criminelles, il semble qu'il y ait en France, deux catégories de lois : celles qui sont habituellement appliquées et celles dont le Ministère Public ne requiert presque jamais l'application. De cette situation anormale, quelles sont les causes ? De cette carence partielle des organes de la vindicte sociale, quels sont les motifs ? C'est ce que nous allons nous efforcer de dégager.

Il y a, à cette insuffisance de la répression, des causes générales, communes à toutes les infractions et des raisons spéciales propres à certaines catégories de délits. D'un autre point de vue, il y a des causes étrangères au recrutement et à l'activité du Parquet et d'autres qui sont inhérentes à son statut et à son fonctionnement.

Les causes extérieures au Ministère Public sont : l'insuffisance en quantité et en qualité des services chargés de la constatation des infractions et de la découverte des coupables, la fréquence des interventions d'origines diverses destinées à entraver le cours normal de l'activité policière, et enfin la nature même de certains délits dont la manifestation publique est exceptionnelle.

Nous avons vu précédemment les documents statistiques se rapportant au mouvement général de la

criminalité et de la poursuite. Mais il est encore plus édifiant de pénétrer dans le détail des indications fournies par le Ministère de la Justice et relatives aux affaires classées sans suite. Il est, en effet, un poste de cette statistique qui permettra d'apprécier d'une manière significative l'activité des organes d'information et de recherche, c'est celui des infractions qui n'ont pas été poursuivies parce que leurs auteurs en sont demeurés inconnus. C'est en raison de l'importance de ce poste que nous le citons ici, bien qu'il nous oblige à reproduire, pour sa compréhension, des chiffres déjà donnés :

Années	Nombre total des affaires classées sans suite	Affaires classées sans suite parce que auteurs inconnus	Proportion pour 100
—	—	—	—
1866	131.574	32.532	24
1876	173.960	42.080	24
1881-1885 ...	225.680 (moyenne)	64.112 (moyenne)	29
1886	227.276	70.068	31
1886-1890 ...	250.347 (moyenne)		31
1891	287.744	89.262	31
1892	283.688	89.262	31
1893	288.985	91.937	31
1894	283.648	89.582	31
1895	267.764	85.834	32
1896	268.728	87.073	32

Années	Nombre total des affaires classées sans suite	Affaires classées sans suite parce que auteurs inconnus	Proportion pour 100
1896-1900 ...	294.394 (moyenne)	92.064	31
1901	316.051		30
1902	319.213		31
1903	321.014		32
1904	330.485		32
1905	339.517		33
1906	339.287		31
1926	315.721	116.673	36
1927	317.241	120.235	37
1928	319.923	120.138	37
1929	319.924	118.645	37
1930	330.777	118.904	36
1931	330.612	114.877	34
1932	338.616	118.752	35

Le nombre total des affaires classées sans suite parce que les coupables n'ont pas été retrouvés est donc considérable et en progression constante. Cette augmentation prouve d'une manière flagrante l'insuffisance des moyens d'action sociaux mis à la disposition du Parquet pour la recherche des délinquants. Police et gendarmerie sont impuissantes en face de la multiplication des délits à laquelle n'a pas correspondu un accroissement proportionnel de leurs effectifs. Et

peut-on soutenir sérieusement que leur mode de recrutement offre une garantie réelle de compétence ? Peut-on soutenir que les policiers municipaux et gendarmes sont aptes à collaborer efficacement à l'œuvre de justice ? En auraient-ils les capacités, les gendarmes n'en ont pas le temps, trop occupés par des fonctions multiples, particulièrement d'ordre militaire. Dès lors, faut-il s'étonner de l'insuffisance des poursuites ? Le Parquet, n'ayant pas une connaissance directe et personnelle des infractions, comment pourrait-il mettre en mouvement l'action publique si les délits ne lui sont pas dénoncés par les victimes, s'il n'en est pas avisé par ses auxiliaires et si la police judiciaire ne lui livre pas les délinquants ?

Malheureusement, pour cette tâche si ardue, les magistrats du Ministère Public ont bien souvent l'impression de ne pas bénéficier de l'appui sincère et de la collaboration loyale de certaines municipalités de qui relève la police. Des écrivains et des juristes honorables ont même cru pouvoir fournir des précisions importantes à ce sujet. Comme ils y attachent un grand prix et pour ne pas affaiblir leur démonstration, nous les citerons en leur laissant, bien entendu, la pleine responsabilité de leurs allégations.

M. Georges PICOT, membre de l'Institut, a déclaré à la Société Générale des Prisons : « Dans telles villes de France, que je pourrais citer, le Parquet ne reçoit qu'une partie des procès-verbaux ; les autres ont été classés par des pouvoirs élus qui croient avoir intérêt à épargner leur électeurs » (3).

(3) *Revue Pénitentiaire*, année 1896, page 668.

M. THALLER, professeur à l'Université de Paris est intervenu à la Société de législation comparée pour dire notamment : « Combien d'affaires auxquelles, avant même qu'elles n'arrivent au cabinet d'instruction, on s'abstient de donner suite ? Est-ce parce que la plainte était inconsidérée et sans fondement ? Qui oserait l'affirmer ? On ne peut pas faire abstraction des influences sourdes qui s'exercent non pas sur les chefs du Parquet, mais sur le personnel subalterne, à la merci des intrigues électorales. Le Commissaire de police adresse au Procureur de la République un rapport terne, intentionnellement neutre, ne chargeant pas l'inculpé, ne chargeant personne. Et la plainte est classée. Qui sait si ce n'est pas cette puissance qui s'appelle la presse, ou cette autre puissance qui s'appelle la corporation des marchands de vins, qui a obtenu de cet officier de police judiciaire un témoignage de condescendance pour ne pas dire de faiblesse ? Croit-on que le jour où les associations seraient investies du droit de poursuite, tous ces abus s'éterniseraient ? » (4).

Enfin, M. le professeur ARTUR a rapporté au *Congrès de Droit Pénal* tenu à Rennes en 1910 un fait symptomatique : un Procureur de la République ayant invité un Commissaire de police à dresser des procès-verbaux pour délits contre l'enfance en obtint cette réponse : « Quand j'en dresse un, les parents, les voisins vont trouver le conseiller municipal du quartier, le maire, les adjoints ; j'ai toute la municipa-

(4) *Bulletin de la Société de Législation comparée*, année 1903, page 182.

lité à mes troussees, et vous voyez ma situation; avec la meilleure volonté du monde, je ne peux pas » (5).

Pour être juste à l'égard de la police et de la gendarmerie, il faut d'ailleurs reconnaître que les délits dont ils semblent se désintéresser, délits contre l'enfance et outrages aux bonnes mœurs, sont, de leur nature, secrets. Les premiers surtout sont d'une découverte difficile. Ne se révélant pas eux-mêmes ils font rarement l'objet de plaintes de la part des victimes et c'est plus rarement encore que les témoins dénoncent à l'autorité les faits de violence. En réalité l'organisation judiciaire actuelle ne satisfait pas à tous les besoins. Elle est suffisante pour la découverte des délits tels que les vols ou les coups qui provoquent le plus souvent des plaintes des personnes lésées ou des dénonciations de tiers avertis. Mais elle ne convient pas à la recherche des délits sociaux qui ne lèsent directement aucun intérêt particulier et qui, dès lors, ne suscitent ni plaintes ni dénonciations.

Donc bien des partisans du droit de poursuite reconnaissent eux-mêmes bien volontiers qu'il ne faut pas toujours et exclusivement imputer au Ministère Public l'insuffisance de la répression. Bien souvent, s'il ne poursuit pas, c'est qu'il ignore les faits délicieux et s'il les ignore, c'est que les services chargés de le renseigner sont eux-mêmes dans l'ignorance ou voient leur procès-verbaux interceptés. Cette situation, très préjudiciable à la répression, le Parquet n'en est pas responsable. Il la subit et, dans l'état actuel de la

(5) *Bulletin de l'Union internationale de Droit pénal*, 1910. Actes du Congrès de Rennes, pages 46 et 47.

législation, aucun remède n'y peut être apporté. Mais est-ce à dire pour autant que le Parquet n'ait rien à se reprocher ? N'a-t-il pas une part personnelle de responsabilité dans l'insuffisance de la répression et, partant, dans l'augmentation de la criminalité générale et de l'immoralité publique ? Poursuit-il chaque fois qu'il le pourrait et qu'il le devrait ?

Des statistiques que nous avons rapportées, il résulte à l'évidence que le nombre des affaires soumises au Parquet croît chaque année dans d'importantes proportions alors que le nombre des magistrats reste stationnaire. D'autre part, des lois postérieures à la guerre de 1914 ont considérablement étendu les attributions civiles du Procureur de la République et créé de nouveaux délits. Aussi, à l'heure actuelle, dans les grands tribunaux surtout, les membres du Ministère Public sont surchargés de besogne. La complexité des affaires modernes exige d'eux une activité et une application telles qu'ils ne peuvent assurer pleinement la tâche qui leur incombe. Dans de telles conditions, conçoit-on qu'ils excitent le zèle de leurs auxiliaires et les incitent à leur fournir plus d'affaires encore ? Aussi la négligence, l'impuissance ou la complaisance des services de recherches sont assurées de n'être pas troublées. Des poursuites interviennent-elles ? Elles seront menées sans énergie ni célérité ; le plus souvent, on ne saisira pas les dessins ou les journaux incriminés ; au lieu d'employer la procédure rapide de la citation directe on mettra l'affaire à l'information où elle restera des mois. Portée au rôle, l'affaire subira des remises et des renvois. Et si une condamnation

est prononcée, tardive et non diffusée, elle sera sans aucun effet.

En réalité, déclarent les réformateurs, le Ministère Public ne s'alarme pas de l'inertie de ses auxiliaires dans le domaine des outrages aux bonnes mœurs. Il considère que les faits ne sont pas graves et qu'ils révèlent simplement un esprit gaulois dont les manifestations ne tombent pas sous le coup de la loi pénale. N'y a-t-il pas d'ailleurs d'insurmontables difficultés à définir avec précision le délit d'outrage aux bonnes mœurs et à distinguer le nu artistique de l'immoralité? Aussi, ces difficultés jointes à la crainte de paraître béotiens et dépourvus de sentiment artistique écartent-elles les magistrats « debouts » du terrain des infractions aux mœurs. Ils préfèrent consacrer leur attention à des délits dont l'appréciation soit moins délicate. Mais en ont-ils le droit? Leur abstention n'est-elle pas coupable? Cette carence peut-elle durer? Il semble bien, en effet, que l'inertie présente doive se maintenir si une réforme législative n'intervient pas car, suivant les propres termes d'un magistrat du Parquet général de Paris, M. LELOIR : « ... il est difficile de remonter le courant. Les Parquets ne pourraient le faire désormais qu'en affrontant certains sarcasmes... et l'arme du ridicule est la seule peut-être qui puisse servir à paralyser l'action publique. On craint d'être traité de pédant, de vertu, de béotien, d'être accusé de ne rien comprendre aux droits sacrés de l'art. Puis les Parquets n'aiment pas à courir le risque des acquittements successifs qui, lorsqu'ils viennent de juges professionnels, les amoindrissent

toujours un peu dans leur autorité morale. Ils hésitent donc et reculent chaque jour » (6).

Toutes ces considérations nuisent considérablement à la bonne administration de la justice. Nous avons passé sans difficultés du système de l'accusation privée au système de l'accusation publique et cette évolution représentait un progrès certain, mais encore faut-il que les droits de l'accusateur privé soient exercés par l'accusateur public; sinon celui-là pourrait prétendre à juste titre qu'il a été dépouillé de son droit sans aucune compensation. Or, il semble que l'accusateur public n'ait plus actuellement l'indépendance et l'impartialité qu'exige sa haute mission sociale. Mais comme il s'agit là d'un sujet particulièrement délicat où les réformateurs croient devoir formuler des accusations singulièrement graves, nous préférons citer leurs assertions. M. Georges PICOT, membre de l'Institut, déclarait, en 1896, à la *Société Générale des Prisons* : « Les représentants du Ministère Public peuvent poursuivre ou ne pas poursuivre sur l'ordre de qui? Sur l'ordre du représentant politique de l'Etat, du représentant éphémère de l'Etat, du représentant d'un parti dans l'Etat... Le Garde des Sceaux exerce aujourd'hui une autorité toute puissante sur l'action publique » (7). Un autre membre de l'Institut, M. JOLY, écrivait dans la *Revue politique et parlementaire* : « S'agit-il d'affaires graves et où quelques hommes politiques sont directement ou indirectement

(6) *Bulletin de la Société de Législation comparée*, année 1903, page 193.

(7) *Revue Pénitentiaire*, année 1896, page 673.

impliqués, tout Procureur de la République prend l'avis du Procureur Général qui, lui, prend l'avis de la Chancellerie. Or, ici, qu'on ne croie pas que ce mode d'intervention soit réservé aux personnages de marque et à ce qu'on pourrait appeler les grandes affaires. Le contact permanent des membres du Parquet avec cet esprit d'arbitraire déguisé sous des apparences d'intérêt public, finit par leur enlever toute initiative : la notion du devoir faillit tous les jours, ou du moins, elle est étouffée par le désir de prévenir des affaires scabreuses et d'éviter des désaveux » (8).

Les partisans du droit de poursuite affirment non seulement que certains délits sont poursuivis ou passés sous silence suivant les intérêts du partisan poursuivi mais que tous les partis sont opposés à la répression de la pornographie parce que, en s'y attaquant, ils risquent de provoquer le mécontentement de la presse ; or, la presse, qui forme l'opinion, tout gouvernement la craint.

Insuffisance des polices locales, mauvais vouloir des municipalités, crainte du ridicule, terreur de la presse, telles sont les principales causes de l'inertie du Ministère Public en ce qui concerne la poursuite des outrages aux bonnes mœurs et des délits contre l'enfance. Mais ces raisons ne suffisent pas, à elles seules, à expliquer la carence du Parquet car elles existent pour d'autres infractions dont la répression est cependant énergiquement assurée. En réalité, le Parquet manque de courage pour lutter contre la pornographie parce qu'il a l'impression de défendre une cause suran-

(8) *Revue Politique et Parlementaire*, année 1896, page 74.

née, abandonnée par l'opinion publique. La moralité est, en effet, considérée comme une notion relative, instable, variable suivant le climat, l'époque et les mœurs. Dès lors, le Parquet ne se croit plus obligé de défendre une morale publique qui n'existe plus. Au nom de quoi résisterait-il d'ailleurs ? Organe de la société, le Ministère Public doit s'inspirer principalement des volontés du corps social pour l'exercice de l'action publique.

§ 3. — L'ASSOCIATION, AUXILIAIRE
DU MINISTÈRE PUBLIC

A l'inaction du Parquet, à son impuissance, un seul remède, disent les réformateurs : le droit de poursuite directe accordé, sous certaines conditions et garanties, à des associations. Les Associations, pensent-ils, sont particulièrement aptes à exercer ce droit dans des conditions satisfaisantes. C'est par l'étude des avantages prétendus de leur intervention que nous commencerons ce paragraphe et nous montrerons, pour terminer l'étude de l'argumentation générale en faveur du droit de poursuite pénale, que, d'après ses partisans, l'innovation serait conforme à l'évolution normale du droit et n'entraînerait pas les abus que l'on peut redouter.

L'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi. Les particuliers lésés par une infraction ont cependant un moyen indirect de mettre l'action publique en mouvement en cas de refus du Parquet, c'est d'exer-

cer l'action civile qui a pour objet la réparation du préjudice causé par le délit; le tribunal répressif est saisi par là même de l'action publique et il doit statuer sur les deux. Quant aux particuliers non lésés, ils sont complètement désarmés. Ils ont un mandataire légal commun, le Ministère Public, qui a la charge exclusive de défendre la société. Les particuliers, groupés ou isolés, n'ont pour ce rôle aucun titre et ils doivent s'en désintéresser. Tout au plus possèdent-ils le droit de dénonciation, mais, indépendamment de la répugnance du caractère français à dénoncer des concitoyens, même coupables, quelle suite est donnée aux dénonciations désintéressées ? Aucune, bien souvent, parce que les renseignements fournis par ces particuliers dévoués au bien public sont incomplets, manquent de précision et parce que la police est insuffisante pour identifier le délinquant ou rassembler des charges. Aussi, après quelques dénonciations, le particulier qui a pu se rendre compte de la vanité de ses interventions, cesse bientôt de se considérer comme un auxiliaire bénévole du Ministère Public. Il se désintéresse de l'ordre social dont la défense est alors, conformément au vœu du législateur, abandonnée au seul Parquet. Nous avons vu les résultats obtenus par ce monopole et quelques chiffres vont prouver jusqu'à l'évidence que souvent la décision de classement du Parquet était injustifiée. C'est ainsi qu'en 1889, 4.117 condamnations furent prononcées à la requête des parties civiles seules; en 1898, il y en eut 4.385; en 1927, 3.647; en 1928, 3.932; en 1929, 3.756 et en 1932, 4.802. Les réformateurs concluent que, sans

l'action des parties civiles, l'impunité serait acquise annuellement à environ 4.000 délinquants.

Mais la participation à l'action publique des associations aurait-elle pour effet d'assurer une meilleure répression ? Eviterait-elle certaines impunités ? C'est la question à résoudre et les partisans de la réforme y répondent affirmativement en prétendant que les associations seraient mieux informées que la police, poursuivraient sans faiblesse ni ménagements et obtiendraient des condamnations nombreuses et sévères.

C'est surtout en matière de délits et sévices contre l'enfance que le Ministère Public est mal armé parce qu'il n'est pas renseigné. Dans les faubourgs populeux, nombreux sont les enfants martyrisés par des parents dénaturés et adonnés à l'ivrognerie. Les voisins sont souvent au courant mais ils n'adressent aucune plainte. Pourquoi ? Parce que leur nom serait révélé au cours de la procédure et qu'ils craignent des vengeance et des représailles. De plus, ils hésitent à s'adresser au Procureur de la République ; ils sont un peu effrayés par ce haut personnage et par la majesté de la fonction. Ils seraient beaucoup mieux à leur aise, beaucoup plus portés aux confidences en présence de l'inspecteur d'une association protectrice de l'enfance ou d'une dame enquêteuse. L'association serait donc au courant plus facilement et plus rapidement que la police officielle et ainsi plus apte à interrompre les violences par la mise en mouvement d'une action judiciaire appuyée sur des faits bien établis et probants.

Ce qui est vrai pour des délits contre l'enfance l'est aussi pour beaucoup d'autres délits. En effet, contrairement au Ministère Public, l'Association a un champ d'activité limité et bénéficie ainsi des avantages de la spécialisation. Pour la répression d'un même délit, il y a même parfois plusieurs sociétés. Les délinquants auront donc du mal à échapper à leur surveillance attentive et convergente.

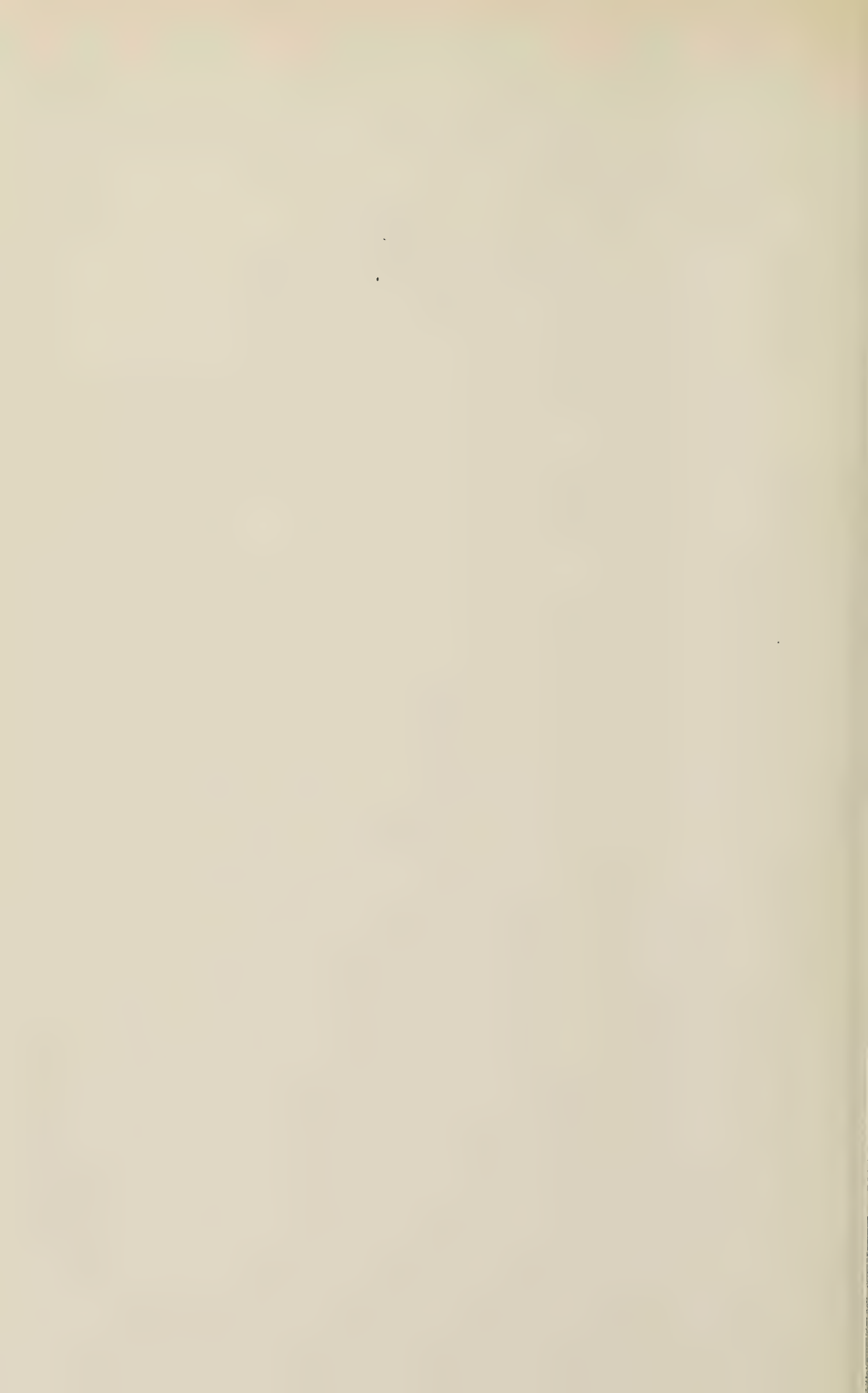
C'est ainsi que depuis 1869, il existe une SOCIÉTÉ PROTECTRICE DE L'ENFANCE, qui se propose de « protéger les enfants de toute condition contre l'incurie, les mauvais traitements, les exemples immoraux auxquels ils pourraient être exposés de la part de leurs parents ou des personnes chargées de veiller sur eux ».

Se proposent un but identique ou analogue, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE PROTECTION DE L'ENFANCE ABANDONNÉE OU COUPABLE, fondée en 1880, la LIGUE FRATERNELLE DES ENFANTS DE FRANCE, fondée en en 1895, et surtout l'importante UNION FRANÇAISE POUR LE SAUVETAGE DE L'ENFANCE.

Fondée en 1865, l'UNION FRANÇAISE POUR LE SAUVETAGE DE L'ENFANCE a été reconnue d'utilité publique par décret du 2 février 1891. Elle a pour but de rechercher, de signaler à qui de droit, ou de recueillir, dans certaines conditions physiques, ceux qui, par négligence des parents, sont habituellement privés des soins indispensables, les enfants qui se livrent habituellement à la mendicité, au vagabondage, ou ceux qui sont employés à des métiers dangereux pour eux. Elle joue le même rôle auprès des mineurs en danger

STATISTIQUE GÉNÉRALE DES AFFAIRES EXAMINÉES PAR L'UNION FRANÇAISE POUR LE SAUVETAGE DE L'ENFANCE AVEC LES SUITES QU'ELLES ONT COMPORTÉES

ANNÉES	NOMBRE des affaires signalées	NOMBRE D'ENFANTS que ces affaires concernent			CATÉGORIES D'ENFANTS						AFFAIRES classées après examen	SOLUTIONS INTERVENUES (Enfants)						TOTAUX
					<i>Maltraités</i>			<i>En danger moral</i>				<i>Adoptés par la Société</i>			Remis à diverses institutions	Avertis- sements aux parents	Signalés aux tribunaux	
		Garçons	Filles	Totaux	Garçons	Filles	Totaux	Garçons	Filles	Totaux		Garçons	Filles	Totaux				
1888-90	472	466	255	721	52	16	68	414	239	653	315	137	96	283	123	»	»	721
1891-95	898	762	584	1.346	154	155	309	608	429	1.037	616	341	228	569	77	53	31	1.346
1896-00	1.330	1.079	1.020	2.099	385	344	729	694	676	1.370	1.142	228	168	396	128	189	244	2.099
1901-05	1.598	1.403	1.143	2.546	411	308	719	846	699	1.545	996	235	184	419	18	985	130	2.546
1906-10	1.540	1.280	1.194	2.474	294	278	572	986	916	1.902	1.114	209	174	383	50	793	114	2.474
1911-15	1.471	1.218	1.198	2.416	450	440	890	768	758	1.526	809	218	172	390	317	675	225	2.416
1916-20	844	786	650	1.436	281	247	528	476	432	908	467	135	102	237	146	479	107	1.436
1921-25	760	637	643	1.280	298	308	606	340	335	675	469	112	106	228	150	278	155	1.280
1926	165	136	133	269	70	65	135	66	68	134	97	28	23	51	38	45	38	268
1927	163	141	117	258	56	57	113	85	60	145	122	30	15	45	33	21	37	258
1928	155	141	130	271	48	52	100	93	78	171	128	33	16	49	34	31	29	271
1929	151	138	127	265	56	53	109	82	74	156	111	28	24	52	38	21	43	265
1930	185	174	146	320	65	49	114	109	107	216	136	29	31	60	46	46	32	320
1931	120	108	96	204	52	40	92	56	56	112	88	25	9	34	24	18	40	204
1932	145	146	112	258	40	39	79	37	25	62	38	22	19	41	18	8	24	258
1933	304	263	243	506	132	113	245	68	70	137	79	37	38	75	21	15	135	506
Totaux	10.301	8.878	7.791	16.669	2.844	2.564	5.408	5.728	5.022	10.749	6.726	1.907	1.405	3.312	1.261	3.657	1.404	16.669



moral, c'est-à-dire les enfants dont les parents vivent dans une inconduite notoire et scandaleuse, ou se livrent habituellement à l'ivrognerie ou à la mendicité, ou encore qui ont été condamnés pour crime ou pour délits contre les mœurs (9). L'UNION FRANÇAISE n'exerce pas de poursuites directes; jamais elle ne se constitue partie civile. Son action consiste surtout dans le dépistage des enfants martyrisés ou en danger moral. Lorsqu'elle a connaissance de faits délictueux particulièrement graves, elle les signale au Parquet et demande au Tribunal la garde des enfants. Voici d'ailleurs ci-contre un tableau qui résume son activité.

L'ASSOCIATION POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES BLANCHES ET LA PRÉSERVATION DE LA JEUNE FILLE, reconnue d'utilité publique par décret du 31 mai 1912, a pour but de prévenir le trafic des femmes. A cet effet, ses inspecteurs exercent une active surveillance dans les agences de placements suspectes, dans les gares et dans les ports. Elle se tient en relation constante avec les Associations françaises ou étrangères analogues. Elle s'efforce d'agir sur l'opinion par des publications, des conférences, des réunions publiques, etc... Elle n'exerce jamais de poursuites judiciaires.

L'ASSOCIATION CATHOLIQUE, DES ŒUVRES POUR LA PROTECTION DE LA JEUNE FILLE, qui n'est pas reconnue d'utilité publique, n'exerce pas non plus de poursuites pénales. Son but est de protéger les jeunes filles contre les dangers qui les menacent et de leur permettre de gagner honnêtement leur vie. Pour réa-

(9) Extrait des statuts.

liser ce but, l'Association fonde, développe et dirige des œuvres et institutions sociales, comme les maisons de famille, les patronages, les écoles ménagères, les ouvroirs, les bureaux de placements gratuits, etc...

La lutte contre l'alcoolisme a également suscité des Groupements, tels que l'UNION FRANÇAISE ANTI-ALCOOLIQUE et la SOCIÉTÉ DE LA CROIX-BLEUE.

La SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE LA CROIX-BLEUE, reconnue d'utilité publique par décret du 2 août 1922, poursuit quatre objectifs :

— Le relèvement des buveurs et de leurs familles par l'abstinence. Depuis sa fondation en 1877, la CROIX-BLEUE s'enorgueillit d'avoir relevé 24.000 buveurs.

— La sauvegarde de la jeunesse et de l'enfance (œuvre de « l'Espoir » et de « l'Espoir du Berceau »).

— La mobilisation des hommes et des femmes de cœur en vue du sauvetage des buveurs.

— L'action coloniale dans le but de sauver les races indigènes de l'alcoolisme. Cette seule section, comprend 34.000 membres.

La SOCIÉTÉ DE LA CROIX-BLEUE n'a jamais exercé de poursuites; elle ne s'est jamais prévalu de l'article 14 de la loi du 9 novembre 1915 (10) pour poursuivre la répression d'infractions à la loi sur les débits de boissons. Elle ne fait pas de dénonciations. La méthode de la contrainte lui est étrangère; « œuvre d'amour fraternel, elle préfère user de persuasion ». Ce n'est qu'au cas où ses méthodes habituelles de psy-

(10) Rapportée à la section I du chapitre V.

chologie se sont révélées inefficaces, ou lorsque les ressources de la religion ont été utilisées en vain qu'elle se résigne à employer les « moyens humains de coercition ». Bien qu'elle n'envisage son exercice que très exceptionnellement, elle reconnaît cependant que le droit de citation directe lui permettrait d'agir utilement dans certaines hypothèses (11).

Enfin, la LIGUE NATIONALE CONTRE L'ALCOOLISME, reconnue d'utilité publique, groupe en une fédération, toutes les Sociétés anti-alcooliques françaises. Elle n'a jamais agi du chef de l'article 14, mais l'utilise comme une « arme comminatoire » (12).

Un domaine où les Associations se montrent particulièrement actives, et spécialement au point de vue de la répression des infractions, c'est celui de la défense de la chasse, de la pêche et de la protection des animaux en général.

La SOCIÉTÉ PROTECTRICE DES ANIMAUX (S.P.A.) la doyenne des Associations françaises à but idéal, a été fondée en 1845, par le Général Comte de GRAMMONT, qui a donné son nom à la loi du 2 juillet 1850. Elle a été reconnue d'utilité publique en 1860.

Son but est de propager dans le public des idées de pitié à l'égard des animaux afin de soulever la réprobation générale à l'égard de ceux qui les maltraitent ou les laissent manquer des soins ou de nourriture.

(11) Lettres du 21 juin et du 1^{er} juillet 1935 de l'Agent général de la Société.

(12) Lettre du 22 juin 1935 du Secrétaire général de la Ligue.

Pour exciter le zèle de ses membres, la S.A.P. distribue des récompenses à ceux d'entre eux qui se sont particulièrement distingués pour assurer la condamnation des auteurs de violences à animaux. Elle se livre à une ardente propagande par la voie de la presse, par l'apposition de papillons, par la distribution de tracts, par l'organisation de conférences. Enfin, elle se porte très fréquemment partie civile, soit d'office, soit sur les poursuites du Ministère Public, en cas de mauvais traitements aux animaux, et une Jurisprudence, déjà abondante, en contradiction d'ailleurs avec celle de la Cour de Cassation, admet la recevabilité de son intervention (13).

Contrairement à une opinion très répandue, la qualité de membre de la S.P.A. ne confère aucun droit de constater les infractions; elle facilite seulement les moyens de requérir les agents de l'autorité pour dresser procès-verbal.

Si la S.P.A. a pour but la protection des animaux domestiques, les Associations de chasse se proposent de protéger le gibier, mais dans l'intention d'en assurer la destruction plus rationnelle.

Le SAINT-HUBERT CLUB DE FRANCE, association fondée en 1902, a été reconnue d'utilité publique par décret du 10 avril 1904.

En principe, le SAINT-HUBERT CLUB ne se charge de poursuites que pour le compte de ses adhérents, et en agissant au nom des intéressés. Il n'apparaît pas dans l'instance et les citations sont délivrées au nom du détenteur du droit de chasse. Toutefois, dans cer-

(13) Cette jurisprudence est rapportée à la page 94 et suivantes.

taines affaires de braconnage d'intérêt général, l'Association se constitue partie civile.

La SOCIÉTÉ CENTRALE DES CHASSEURS POUR AIDER A LA RÉPRESSION DU BRACONNAGE, fondée en 1866, a été reconnue d'utilité publique par décret du 24 avril 1876. Pour atteindre le but fixé, l'article 1^{er} des statuts prescrit « d'encourager la surveillance des propriétés et la constatation des délits résultant du fait de braconnage », tels que l'usage d'engins prohibés, la chasse sans permis ,etc... Comme moyens d'action, la Société donne des primes en argent ou des médailles aux gardes et aux agents qui auront constaté des délits de braconnage, suivis de condamnations, qui auront fait preuve de zèle et d'énergie dans l'exercice de leurs fonctions, ou plus généralement à toutes les personnes qui auront aidé efficacement à la découverte ou à la répression des mêmes délits.

La Société intente parfois des poursuites avec constitution de partie civile, mais elle n'a jamais été habilitée.

Enfin, le FISHING CLUB DE FRANCE a été fondé le 5 décembre 1908, pour lutter contre la contamination des eaux, contre le braconnage et pour la protection de la pêche. Il n'intente jamais de poursuites pénales.

Malgré l'importance de quelques-unes des Sociétés précitées, il est certain que les Associations les plus répandues et celles qui sollicitent avec le plus d'insistance la reconnaissance ou l'octroi du droit de poursuite pénale sont les Associations formées pour la lutte contre l'immoralité publique.

La SOCIÉTÉ CENTRALE DE PROTESTATION CONTRE LA LICENCE DES RUES a été fondée en 1891, pour « lutter, par tous les moyens légaux, contre l'immoralité de la rue et notamment contre son envahissement par les publications et exhibitions propres à corrompre la jeunesse ». Un appel adressé aux Associations de Pères de famille, par les fondateurs de la SOCIÉTÉ CENTRALE, BERENGER et JULES SIMON, réclame l'unité d'action « pour constater le mal, dénoncer les responsabilités, entourer ceux à qui incombe la répression de cette force morale, sans laquelle le pouvoir reste borné, porter, au besoin, nos plaintes en haut lieu, fortifier, en un mot, l'action de la loi, et décourager ceux qui l'enfreignent ».

La LIGUE FRANÇAISE POUR LE RELÈVEMENT DE LA MORALITÉ PUBLIQUE a été créée en 1883, pour prévenir, combattre et détruire l'immoralité dans les lois, les mœurs et les institutions.

Son programme est de :

— Combattre le régime arbitraire de la Police des mœurs.

— Lutter contre la pornographie dans toutes ses manifestations.

— Lutter contre les doctrines et la propagande abortive et anti-conceptionnelle.

— Contribuer à la création et au développement de toutes les œuvres moralisatrices intéressant l'enfance et la jeunesse.

Ses moyens d'action sont la publication de tracts et brochures (14), les conférences, l'organisation de

(14) La Ligue n'a pas de bulletin officiel, mais le RELÈVEMENT

comités locaux et de Congrès, l'action auprès des pouvoirs publics, tant administratifs que judiciaires, pour assurer la répression de tous les faits portant atteinte à la moralité publique (15).

Pour intensifier la propagande, la LIGUE a constitué une MISSION DE PROPAGANDE MORALE, qui parcourt la France en donnant de nombreuses conférences devant des auditoires variés mais plus spécialement militaires, car le Ministère de la Guerre lui a confié la mission officielle de faire aux recrues des conférences d'éducation morale.

D'après les partisans de la poursuite pénale, la coopération de ces nombreuses associations spécialisées assurerait au Ministère Public le bénéfice d'une expérience profonde des délits qu'elle veut réprimer.

Les membres de ces Associations appartenant à tous les milieux sociaux, le seul fait de leur adhésion révèle un esprit généreux, soucieux de l'ordre public. Nul doute, dans ces conditions, que leur information ne soit plus complète que celle d'une police dont l'attention doit porter sur un nombre considérable d'infractions, et qui, en certaines matières, ne possède pas la compétence acquise par les policiers bénévoles grâce à une expérience quotidienne.

Mieux informée que le Ministère Public, l'Association n'hésitera jamais à poursuivre les coupables quand les faits seront constants et suffisamment gra-

SOCIAL, revue de morale et d'action sociale, insère tous ses communiqués et tient le public au courant de son activité.

(15) Extrait des statuts de la Ligue.

ves. Indépendante du Gouvernement et de la presse, elle aura plus de force pour résister à toutes les pressions qui tenteraient de s'exercer sur elle. D'ailleurs, chaque fois que l'on a voulu s'attaquer efficacement à un délit social grave, dont de puissants intérêts cherchaient à entraver la répression, on a fait appel, pour appuyer ou suppléer l'action du Ministère Public, au concours des Associations directement intéressées à la rigoureuse application de la loi. Il en fut ainsi notamment en matière de fraudes viticoles, agricoles ou commerciales et en cas d'infractions aux lois réglementant le travail. Des Associations désintéressées comme les ligues anti-alcooliques ont même été autorisées à poursuivre les infractions à la loi sur les débits de boissons. Or, le zèle et la passion du bien qui animent les membres des Associations à but idéal garantissent une action aussi énergique que celle des Associations et Syndicats professionnels.

Non seulement ces Associations mettraient l'action publique en mouvement mais, à l'audience, elles appuieraient l'accusation avec une chaleur et une habileté dont les organes du Ministère Public ne témoignent généralement pas pour ces sortes d'affaires. Si le résultat ne correspond pas à leurs efforts, si elles n'obtiennent pas de condamnation, elles auront la faculté d'interjeter appel. Certes, l'effet dévolutif de l'appel serait limité aux intérêts civils mais, en réalité, les condamnations pécuniaires élevées punissent plus sensiblement les professionnels de la pornographie et leurs complices qu'une légère peine d'emprisonnement. Un ou plusieurs échecs ne diminueraient d'ailleurs pas

l'ardeur des Associations, parfaitement conscientes de la valeur de leur cause et de la grandeur de leur mission volontaire. Ce n'est pas à dire, toutefois, qu'elles vont engager des poursuites téméraires ou inconsidérées et encombrer le rôle des tribunaux répressifs. La seule crainte de perdre le crédit moral et le prestige que leur vaut leur caractère philanthropique suffira à éveiller leur circonspection et leur modération. Au surplus, les associations ne manqueront pas d'agir, à l'instar des sociétés anglo-saxonnes, par voie d'avertissement. La citation en justice ne sera lancée que si l'avertissement n'a pas été suivi d'effet. Aussi les réformateurs espèrent-ils que la seule menace d'une poursuite suffira à provoquer la cessation des faits délictueux.

Et maintenant, connaissant les avantages qui résulteraient de la réforme au point de vue de la répression, si on l'envisage à la lumière des principes généraux du droit, on se rend compte instantanément, disent les partisans du droit de poursuite, qu'elle répond aux aspirations et aux besoins du monde moderne et se trouve dans l'axe de l'évolution du droit public contemporain. En effet, la conception libérale et individualiste du droit s'est écroulée sous la pression des réalités corporatives. L'Etat n'est plus le gardien exclusif des intérêts qui ne sont pas strictement individuels. Entre l'Etat et les individus existent des institutions nombreuses, représentant des intérêts très divers. Ces organismes ont une double utilité : la concentration des intérêts individuels, pour leur assu-

rer une représentation plus active et le contrôle de l'activité étatique.

Il arrive fréquemment — et tout particulièrement dans le domaine des outrages aux bonnes mœurs — que les actes délictueux ne causent pas à une personne déterminée un préjudice suffisamment considérable pour justifier une réparation et, par suite, l'exercice d'une action civile; l'ensemble des actes, par exemple les spectacles licencieux, la distribution de prospectus obscènes, lèse gravement la collectivité, mais chaque individu pris en soi ne peut exciper d'un dommage évaluable pécuniairement. L'association, réunissant les individus lésés, va rendre perceptibles des intérêts réels, mais minimes et « substituer à l'isolement des individus la concentration du groupe ». La loi du 1^{er} juillet 1901, relative au contrat d'association a précisément permis à ces intérêts d'ordre collectif d'avoir une représentation.

Cette collaboration de particuliers généreux et philanthropes ne peut d'ailleurs être que profitable à l'Etat. En effet, que mettent-elles en commun, ces associations à but idéal ? La passion du bien général : « Il s'agit, non de troubler la paix de la Cité, mais de servir d'auxiliaire au Ministère public, d'aider l'œuvre de la Magistrature, en un mot de donner un appui aux forces sociales, en suscitant les efforts individuels » (16). Est-il rien de moins séditieux ? Dès lors le but constant du législateur ne doit-il pas être d'en susciter la constitution, d'en favoriser l'essor et d'en

(16) M. Georges PICOT à l'Académie des Sciences morales et politiques.

augmenter les pouvoirs ? Au surplus, toutes les prérogatives octroyées aux associations profitent aux particuliers qu'elles groupent, car elles possèdent sur ces derniers l'avantage de ressources plus considérables, une permanence qui assure la continuité dans l'action, une organisation qui leur permettent d'intenter et de suivre de longs et coûteux procès et enfin une puissance capable de vaincre le mauvais vouloir, l'arbitraire et les abus des gouvernements.

Au fur et à mesure que l'Etat étend la sphère de son activité éclate avec plus d'évidence son impuissance à tout gérer. Il ne suffit pas de proclamer des droits individuels et collectifs et de multiplier les lois pénales. Encore faut-il en assurer la protection et l'application. Or les Associations sont spécialement aptes à défendre les intérêts que l'Etat proclame et ne peut faire respecter. Aussi convient-il de leur fournir tous moyens utiles dont un des plus efficaces est incontestablement le droit de déférer aux tribunaux les individus coupables d'actes délictueux portant atteinte aux intérêts dont elles ont assuré la défense.

Le droit de saisir le juge a toujours été considéré comme un droit naturel. Le régime démocratique réalisant la plus grande participation des citoyens à l'administration de la chose publique, il lui appartient, plus qu'à tout autre, de le reconnaître. Aussi la défense contre le crime étant une fonction publique et sociale, il est dans la logique d'un système démocratique d'admettre et même de solliciter pour son exercice le concours de tous les citoyens. Nous avons vu que l'action des individus est précaire et exceptionnelle,

mais qu'elle serait avantageusement supplée par l'action efficace d'associations. Les réformateurs concluent que la reconnaissance du droit de poursuite pénale aux associations à but idéal, loin de constituer une révolution serait « en harmonie avec les progrès incessants de l'idée « d'association » et « conforme à l'évolution normale du droit et de la civilisation » (17).

Pour couronner leur argumentation générale, démontrer les bienfaits de la réforme qu'ils préconisent et pour répondre par des faits aux critiques qui leur furent adressées et aux craintes qui leur furent exprimées au sujet d'abus possibles et même probables, les partisans du droit de poursuite invoquent l'exemple de l'étranger et spécialement celui de l'Angleterre et des Etats-Unis d'Amérique. En effet, depuis cinquante ans, il existe dans ces deux pays de multiples associations (18) à buts très divers, dont l'activité est considérable et qui exercent une action puissante et bienfaisante. En but, à l'origine, à certaines suspensions, elles sont parvenues par leur persévérance, le bien fondé et la prudence de leurs interventions et de leurs poursuites à acquérir une estime unanime et une force véritable mises au service de toutes les causes de défense et de progrès social. Elles doivent cette influence à la procédure anglo-saxonne qui, en leur permettant de traduire les délinquants devant les juges répressifs, donne, par le fait même, à leurs avertissements, une autorité et un pouvoir tels

(17) LE POITTEVIN: *Compte rendu de la Société de Législation comparée*, année 1903, page 199.

(18) Ces associations sont étudiées dans le chapitre IV.

qu'elles parviennent bien souvent à interrompre les actes délictueux par la seule menace d'une instance pénale. Les abus que des esprits pessimistes avaient déclaré inévitables ne se sont pas produits. A la fin de son article de la *Revue de Paris*, M. JOLY écrit : « L'exemple de l'Angleterre démontre que la puissance d'un état et la force de ses pouvoirs ne perdent absolument rien à ce que tous les bons citoyens veuillent et puissent prendre en main le salut du pays » (19).

En somme, il est intéressant de remarquer que l'Association répond en France et en Angleterre à des nécessités semblables, mais pour des motifs différents et même inverses. En Angleterre, des Sociétés existent pour obvier aux inconvénients de l'absence d'un Ministère Public. Elles existent en France et réclament des droits pour réagir contre le monopole du Ministère Public. Ainsi, deux systèmes absolument différents ont engendré des effets identiques. Absence de Ministère Public ou monopole du Ministère Public, dans les deux cas, insuffisance de la répression. Dès lors, les partisans du droit de poursuite pénale par les associations se croient fondés à conclure que leur système mixte est le meilleur, qui consiste à maintenir le Ministère Public, mais à lui adjoindre des associations comme auxiliaires.

Cette réforme peut-elle s'opérer sous l'empire de la législation actuelle par une évolution jurisprudentielle ? Faut-il, au contraire, l'intervention du législateur et, dans l'affirmative, quelles devront être les

(19) *Revue de Paris*, numéro du 1^{er} décembre 1894, page 597.

modalités de la loi ? Les partisans du droit de poursuite se divisent sur ces questions et nous allons étudier leurs positions respectives à cet égard.

SECTION II

Reconnaissance du droit de poursuite par la Jurisprudence

Le Parlement ayant à plusieurs reprises rejeté les projets ou propositions de lois tendant à accorder aux associations à but désintéressé le droit de poursuite, des juristes ont essayé de fonder sur des textes et des principes en vigueur la recevabilité de l'action civile qui leur permettra de mettre en mouvement l'action publique.

Les uns identifient l'intérêt personnel de l'association avec le but qu'elle poursuit et lui reconnaissent, en conséquence, les droits de la partie lésée, chaque fois qu'un délit porte atteinte aux intérêts généraux qu'elle défend.

D'autres estiment que l'intérêt du groupe étant constitué par la somme des intérêts individuels dont la défense lui a été déléguée, c'est l'Association elle-même qui peut exercer l'action civile, en son propre nom quand un de ses membres subit un dommage.

§ 1.

La première opinion est soutenue notamment par MM. BÉRENGER, LE POITTEVIN et THALLER. Le droit de poursuite, à leur avis, est parfaitement

compatible avec la législation présente; il suffit seulement d'élargir la notion d'intérêt. C'est le Sénateur BÉRENGER, auteur de l'amendement à la loi de 1898, qui a écrit : « En définitive, ce que nous demandons n'est pas autre chose qu'une extension du droit de citation directe; l'individu a le droit de poursuivre quand son intérêt personnel est lésé... Or, quel est l'intérêt personnel d'une collectivité sinon le but qu'elle poursuit ? Il est donc logique de demander pour la collectivité, fondée dans le but de combattre un ordre d'abus déterminés, le droit de poursuivre les faits délictueux qui relèvent de ces abus » (20). Le loi de 1901 en conférant la personnalité juridique aux associations déclarées, leur a simplement donné la capacité d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de leur but. De sorte que l'association est personnellement victime d'un préjudice moral quand son effort est entravé par une atteinte aux intérêts pour la défense desquels elle est créée. C'est en cette lésion que l'association doit trouver le principe de son action civile qui pourra être portée devant la juridiction répressive.

§ 2

« Est-il bien nécessaire qu'une loi intervienne pour donner ce pouvoir (le droit de citation directe) aux associations ? N'est-ce pas plutôt une question de jurisprudence à résoudre par le droit commun et par cette seule raison qu'il est impossible d'admettre que lorsque tout le monde est atteint, personne n'est

(20) *Revue pénitentiaire*, année 1896, page 687.

blessé ». Ainsi s'exprimait en 1893, à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, M. le professeur LAROMBIÈRE. Bien souvent, le dommage, impondérable en tant qu'il touche un individu isolé, se concrète en se multipliant sur plusieurs individus et si ces particuliers lésés sont constitués en associations, leurs droits individuels, infimes et imprécis, se rassemblent pour former un puissant faisceau. C'est à ce point qu'apparaît la théorie de M. CAIL, avocat à la Cour de Cassation et au Conseil d'Etat : « ... lorsqu'un membre de l'association est atteint par un de ces délits dont la répression constitue le but même du groupe dont il fait partie, ... ce n'est pas l'associé qui se trouve lésé et qui a le droit d'agir, c'est l'association elle-même. Il s'est fait à son profit une sorte de délégation; c'est elle qui est censée de prouver le préjudice, c'est elle qui peut réclamer des dommages-intérêts non pas au nom et pour celui de ses membres qui se trouve réellement atteint, mais en son nom propre et pour elle-même; c'est elle seule qui peut user du droit de citation directe » (21). Cette théorie, en tant qu'elle exclut l'action individuelle de l'associé, n'a pas été consacrée explicitement par la Jurisprudence, mais elle a inspiré certains arrêts récents qui ont admis l'intervention, comme parties civiles, d'associations de pères de familles. La Jurisprudence a, en effet, reconnu aux pères de famille groupés en association, les droits qu'elle leur reconnaît individuellement. D'ores et déjà, donc, sans réforme législative, pensent certains juristes, des associations à but désinté-

(21) *Revue pénitentiaire*, 1906, page 391.

ressé peuvent mettre en mouvement l'action publique en leur propre nom, dès lors qu'un membre a été lésé (22).

SECTION III

Octroi du droit de poursuite par une loi

La plupart des partisans du droit de poursuite ne croient pas qu'on puisse, par voie jurisprudentielle, en élargissant la notion d'intérêt, concéder ce droit à des associations qui seraient considérées, à raison de leur but, comme représentant un intérêt général relatif à tel ou tel objet. Ils estiment que « l'action civile dont on prétend investir les associations à but désintéressé n'est qu'en la forme une action civile; au fond, c'est une action publique » (23). M. le professeur HENRY, dans son rapport au Congrès de Bucarest, a indiqué les motifs pour lesquels on dissimule la nature réelle de l'action des associations. « Si on la maintient encore dans le cadre étroit de l'action civile, c'est afin d'éviter un bouleversement général des principes de notre code d'instruction criminelle, et surtout afin de maintenir sa subordination vis-à-vis du Ministère Public qui, ne pouvant s'opposer à la mise en mouvement de l'action publique par l'exercice de l'action civile, conserve tout au moins sa liberté d'appréciation absolue quant à la suite à y donner » (24). S'il

(22) L'opinion que nous avons adoptée au sujet de la nature juridique de l'action des associations à but idéal est exposée dans la section I du chapitre V.

(23) M. André HENRY, dans *Rapport français au Congrès de Bucarest* en 1929.

(24) *Ibidem*.

s'agit non plus d'une action civile, mais d'une action publique, quasi publique ou publique subsidiaire, une intervention législative est absolument indispensable pour permettre aux associations de l'exercer. Nous avons vu au cours du chapitre premier que plusieurs projets ou propositions de loi relatifs à cette question avaient été rejetés. Ils tendaient à reconnaître aux associations constituées dans un but d'intérêt général les droits de la partie lésée moyennant certaines conditions dont les plus fréquemment exigées, étaient la reconnaissance d'utilité publique et l'autorisation de la Cour d'Appel. Mais si les juristes et les sociologues partisans de la réforme sont d'accord sur le principe, ils sont très divisés sur l'étendue des pouvoirs à accorder aux associations et sur les garanties auxquelles il convient de subordonner la concession et l'exercice du droit pour éviter ou sanctionner des poursuites abusives ou téméraires. Il ne saurait évidemment être question de rapporter ici tous les systèmes élaborés. Nous nous bornerons à citer successivement les pouvoirs qui ont été réclamés et les garanties qui ont été proposées.

§ 1. — PRÉROGATIVES DES ASSOCIATIONS

Les prérogatives conférées aux associations doivent correspondre au but qu'elles se proposent et au rôle qu'on prétend leur faire jouer. Quel sont-ils ? « En réalité, ce que nous désirons, ce n'est pas instituer, dans l'intérêt général, à leur profit, la faculté d'un dommage personnel qu'elles n'ont pas réellement

éprouvé, et qui, au maximum, se chiffrerait par un franc; c'est faire revivre, dans des conditions restreintes, limitées, surveillées, l'ancienne action populaire » (25). Telle était l'impression générale que dégageait à la Société des Prisons M. le Conseiller Prudhomme. Puisque, par hypothèse, l'exercice de l'action des associations ne suppose aucun préjudice, puisque l'association n'est pas une partie civile au sens des articles 1 et 3 du Code d'instruction criminelle, on ne doit pas exiger tous les effets de l'action civile. Certes, l'association pourra porter son action civile devant le tribunal correctionnel ou la déposer entre les mains du Doyen des Juges d'instruction et mettre ainsi l'action publique en mouvement, mais son instance ne devra pas pouvoir tendre à l'octroi de dommages-intérêts, en dehors du remboursement des frais de poursuite et du dommage particulier qui peut exister dans certains cas. C'est dire que l'association ne pourra jamais conclure devant le tribunal civil. Toutefois, on peut admettre la possibilité d'une astreinte (26) en faveur de l'association, afin d'assurer l'exécution des peines accessoires ou complémentaires prononcées par le Tribunal, telles que la fermeture du débit d'une salle de spectacles, l'interdiction d'une pièce licencieuse, la destruction d'ouvrages pornographiques.

(25) Intervention de M. le Conseiller PRUDHOMME dans la discussion qui a suivi le rapport de M. le Professeur HENRY à la Société des Prisons, le 25 avril 1923, in *Revue Pénitentiaire*, année 1923, page 112.

(26) Proposé par M. HENRY; cf. *Revue Pénitentiaire*, année 1923, page 96.

Certains juristes, en particulier M. LELOIR (27) et M. DE LA GRASSERIE, accepteraient que l'association eût le droit de se constituer partie civile devant le Juge d'instruction, mais ils ne croient pas désirable de lui reconnaître le droit de citation directe par crainte d'abus auxquels le Juge d'instruction, lui, pourra obvier en partie. En effet, c'est la crainte de comparaître devant une juridiction de jugement qui entraîne le plus souvent le succès d'une manœuvre de chantage. La crainte du Juge d'instruction est moins décisive parce qu'il y a l'espoir du non-lieu et que l'information n'est pas publique.

La plupart des réformateurs ne veulent pas pousser plus avant l'imitation du système anglais. Toutefois, un magistrat, M. Raoul DE LA GRASSERIE (28) a proposé de conférer aux associations des pouvoirs beaucoup plus étendus dont l'exercice supposerait l'introduction dans notre organisation judiciaire d'une nouvelle juridiction d'instruction. A l'instar de son collègue, M. LELOIR repousse le droit de citation directe, mais, par contre, il voit des inconvénients dans la constitution de partie civile devant le Juge d'instruction. Il craint que ce magistrat, saisi par un autre que le Procureur de la République ne conduise pas son information avec autant d'impartialité. Aussi, M. DE LA GRASSERIE, pénétré de la législation anglo-

(27) Intervention de M. LELOIR dans la discussion qui a suivi le rapport de M. NOURRISSON à la Société de Législation comparée le 19 janvier 1930, sur la « Poursuite Criminelle par les Associations » ; cf. *Bulletin de la Société de Législation comparée*, année 1903.

(28) *Revue Générale du Droit, de la Législation et de la Jurisprudence*, année 1899, numéros de mai à octobre ; année 1900, numéros de mars, avril, mai, juin ; cf. notamment année 1900, pages 131 à 143.

saxonne et du droit intermédiaire, propose-t-il le rétablissement d'un jury d'accusation, composé de trois jurés pris sur les listes ordinaires mais avec des conditions spéciales de capacité, telles que la licence en droit. Ce jury déciderait souverainement de la poursuite en matière criminelle, mais n'interviendrait en matière correctionnelle qu'au cas d'appel de l'ordonnance de non-lieu du Juge d'instruction. Présidé par un magistrat, siégeant à huis clos, il prendrait communication du dossier, interrogerait l'accusé et entendrait le Ministère Public et la défense.

Ce nouvel organisme d'instruction, M. DE LA GRASSERIE estime qu'il jouirait d'une plus grande indépendance que la Chambre des Mises en accusation et qu'il constituerait une garantie pour l'association, une barrière contre le chantage et une protection pour l'innocent. Mais pour qu'il fonctionne, il faut que les associations poursuivent et donc qu'elles soient renseignées sur les infractions et leurs auteurs. Aussi doivent-elles posséder des moyens de recherche et tout d'abord une police spéciale pour la découverte et la constatation des délits dont la répression constitue l'objet de leur société. Pour accomplir un travail utile et aider la police officielle, il faut que leurs agents aient les droits de perquisition, de saisie, d'arrestation et le pouvoir d'interroger les témoins et même le prévenu, sauf à le conduire peu après au Parquet. La franchise postale avec les autorités de justice et de police assurerait une collaboration fructueuse. Enfin, des mandataires de l'association seraient chargés d'assister à l'instruction; à l'audience, tout en soutenant l'accusation, ils

réclameraient les dommages-intérêts pour couvrir leurs frais d'information et de propagande.

Le système de M. DE LA GRASSERIE a eu peu de succès auprès des juristes français. Aucun ne l'accepte dans son ensemble, mais quelques-uns lui empruntent des idées et seraient partisans de conférer aux agents des associations le droit de dresser des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire, le droit d'association et la faculté d'appuyer ou de soutenir l'accusation à l'audience, en interrogeant les prévenus et les témoins; enfin le droit d'interjeter appel.

§ 2. — GARANTIES

Le droit de poursuite est une arme redoutable mise entre les mains des associations; peut-être en abuseraient-elles et le détourneraient-elles de leur but. Telle est l'objection la plus fréquemment présentée contre le droit de poursuite.

Les réformateurs sont conscients de ce danger mais ils estiment que la possibilité de l'abus d'un droit n'est pas une raison suffisante pour ne pas accorder le droit lui-même. Il suffit de prendre des mesures préventives et de prévoir des sanctions et des réparations en cas d'abus.

Des garanties nombreuses et diverses ont été imaginées. Les propositions de loi et surtout les juristes en ont varié à l'infini les combinaisons. Sans entrer dans les différents systèmes, nous énumérerons ces garanties en citant d'abord celles qui se réfèrent à la concession du droit de poursuite et enfin celles qui se rapportent aux conditions d'exercice du droit de poursuite.

A) *Garanties se référant à la concession
du droit de poursuite*

La concession du droit de poursuite aux seules associations reconnues d'utilité publique est la garantie la plus couramment exigée et elle est généralement considérée comme suffisante. Elle a été retenue par toutes les propositions de loi qui ont été déposées au Parlement (29). Les partisans du droit de poursuite estiment que les précautions qui entourent la déclaration d'utilité publique garantissent le sérieux et l'honorabilité des bénéficiaires de cette mesure.

Toutefois, la proposition Godart et le projet Renoult (30) exigent en outre que les associations soient autorisées par une décision annuelle de la Cour d'Appel délibérant en Chambre du Conseil, le Ministère Public entendu, autorisation qui pourrait être révoquée en cas d'abus.

Mais le rapporteur de la proposition Godart, M. LIOUVILLE avait marqué sa préférence pour une autorisation par décret spécial, rendu en Conseil d'Etat, dans la forme d'un règlement d'administration publique (31). Le Conseil d'Etat pourrait, pour faute grave et sur plainte du Garde des Sceaux, retirer l'autorisation de poursuivre sans priver du même coup l'association de la reconnaissance d'utilité publique (32).

(29) La loi du 9 novembre 1915 sur les débits de boissons n'habilite à agir que les Sociétés reconnues d'utilité publique.

(30) Cf. pages 25 à 29.

(31) La loi du 10 juillet 1915, sur le travail des femmes à domicile, exige que les Associations poursuivantes aient été autorisées par décret spécial.

(32) *Revue Pénitentiaire*, année 1923, page 105.

Rien n'oblige d'ailleurs à effectuer la réforme en une seule fois. On eut y procéder successivement et, pour commencer, octroyer le droit de poursuite aux seules associations protectrices de l'enfance maltraitée qui sont les moins portées à abuser de leurs droits; si l'expérience était heureuse et ne révélait pas d'inconvénients graves, on pourrait étendre successivement la réforme aux autres associations (33).

Ce qui est surtout à craindre, c'est que, sous prétexte d'assurer la défense de l'ordre public, les associations exercent une activité politique ou religieuse et détournent ainsi de son but le droit de poursuite qu'on leur conférerait. Pour obvier à cet inconvénient, les réformateurs proposent d'abord une spécialisation des Associations. La loi limiterait les infractions pour la répression desquelles des associations pourraient se constituer et exclurait par exemple les fraudes électorales. Ils suggèrent ensuite d'introduire obligatoirement dans les statuts une clause par laquelle tout le monde serait admis (sauf condamnation) à faire partie de l'association, sans distinction d'opinions politiques ou confessionnelles. L'action de l'association ne serait évidemment recevable qu'en ce qui concerne les infractions se rattachant au but qu'elle poursuit.

Enfin, un ancien magistrat, M. CAMOIN DE VENCE (34) avait proposé à la Société des Prisons un système de garanties qui lui est demeuré personnel. Toutes les

(33) *Bulletin de la Société de Législation Comparée*, année 1903, page 200 (LE POITTEVIN).

(34) Intervention de M. CAMOIN DE VENCE dans la discussion qui a suivi le rapport de M. NOURRISSON à la Société des Prisons. *Revue Pénitentiaire*, année 1896, page 679 sqq.

associations reconnues d'utilité publique auraient le droit de poursuite. Mais, dans les espèces où le Ministère Public estimerait son action injustifiée ou inopportune, il pourrait mettre son veto. Sa décision serait susceptible de recours devant le Tribunal siégeant en Chambre de Conseil. M. CAMOIN DE VENCE pense que son système a l'avantage de respecter la séparation des pouvoirs puisqu'il ne fait pas appel à l'autorité administrative dont il redoute l'arbitraire.

B) *Garanties se référant aux conditions
d'exercice du droit de poursuite*

C'est le Président de l'Association qui, seul, pourra exercer les poursuites sur avis conforme du Conseil d'administration (35).

Les frais de chaque instance, évalués par le Président de la juridiction saisie, devront être consignés au Greffe.

Pour chaque affaire, devra être versée une caution *judicatum solvi* garantissant le paiement des dommages-intérêts en cas de condamnation (36). La responsabilité pécuniaire de l'association au cas de poursuite téméraire ou calomnieuse est, en effet, une des garanties les plus efficaces.

Par contre l'Association ne pourra pas conclure à l'octroi des dommages-intérêts à son bénéfice (37), car non seulement elle ne subit pas de préjudice et

(35) M. LIOUVILLE. *Revue Pénitentiaire*, année 1923, page 105.

(36) Garantie exigée par la loi du 10 juillet 1915 sur le travail des femmes à domicile.

(37) M. André HENRY : *ibidem*, page 96.

exerce en réalité l'action publique, mais il serait à craindre qu'elle exerçât des poursuites abusives par appât du gain.

En ce qui concerne l'audience (38), elle aura lieu à huis clos pour éviter les inconvénients de la diffamation. Toujours pour le même motif la presse n'aura pas le droit de reproduire les débats, et, en cas d'acquittement, le jugement ne sera ni publié ni prononcé en audience publique, sauf si le prévenu acquitté en exprime le désir. Ce dernier aura d'ailleurs la faculté de ne pas comparaître en personne à moins de décision contraire de la Cour ou du Tribunal saisi.

Enfin certains ont proposé que l'association n'eût pas le droit d'appel pour éviter la prolongation d'une procédure que la décision d'instance permet de considérer comme abusive.

Telle est résumée — et fidèlement, nous l'espérons — l'argumentation des partisans du droit de poursuite pénale par les Associations. Nous allons maintenant, dans un chapitre troisième, étudier les positions que la Jurisprudence a prises relativement à la recevabilité de l'action civile des associations à but désintéressé.

(38) M. DE LA GRASSERIE: *Bulletin de la Société de Législation Comparée*, année 1903, page 330.

CHAPITRE III

ÉTUDE DE LA JURISPRUDENCE

Les associations qui poursuivent le plus fréquemment et qui ont permis à la Jurisprudence de se prononcer sont les associations de moralité publique, les associations de protection animale et les associations de chasse.

SECTION I

Associations de moralité publique

En 1912, le *Comité de Vigilance pour la protection morale de la jeunesse et la répression de la licence des rues* voulant provoquer de la part de la Jurisprudence une décision de principe concernant l'exercice par les associations du droit de poursuite, assigna le Directeur d'un musée anatomique installé à la Foire de Bordeaux. Il avait auparavant réclamé auprès du Maire la fermeture dudit musée, puis, sur son refus, avait adressé au Procureur de la République une plainte dans laquelle il prétendait que les modèles de cire exhibés présentaient un caractère d'obscénité incontestable. Le Parquet, au vu du rapport du Commissaire de Police, classa la plainte sans suite.

C'est alors que le Comité fit dresser un constat par huissier, y joignit des photographies et cita devant le Tribunal Correctionnel le Directeur de l'établissement, lui demandant 1.000 francs de dommages-intérêts à raison du préjudice causé par l'exhibition de pièces d'anatomie pathologique constituant des outrages aux bonnes mœurs. Le procès posait donc nettement le problème de l'action civile d'une association en vue de la défense de l'objet pour lequel elle est formée, cet objet étant d'ordre général.

Le Tribunal de Bordeaux déclara irrecevable l'action du *Comité de Vigilance*. Il motiva sa décision par le caractère du délit d'outrage aux bonnes mœurs, essentiellement conventionnel et relatif. Il estime que l'association étant une personne morale, une abstraction, elle n'a pas « une pudeur susceptible de souffrir d'exhibitions ou spectacles qu'elle ne peut percevoir » et que, dès lors, aucun préjudice ne peut résulter pour elle de l'infraction poursuivie.

Ce jugement fait une application exacte de la loi, mais il est fort mal motivé. En effet, la relativité du sentiment de la pudeur n'empêche pas qu'on puisse, à une époque donnée et dans un pays déterminé, définir le délit d'outrage aux bonnes mœurs. L'argument militerait plutôt pour la suppression du délit. Il s'appuie, d'autre part, sur le système aujourd'hui abandonné de la fiction de la personne morale dont il fait d'ailleurs une interprétation singulièrement hardie.

La Cour d'Appel de Bordeaux, saisie par appel de la partie civile déboutée, rendit une décision identique mais appuyée sur des attendus beaucoup plus juridi-

ques et probants. Elle déclare que les membres de l'Association n'ayant subi individuellement aucune lésion, *a fortiori* l'Association ne souffre aucun dommage. C'est le corps social qui seul est lésé par l'infraction et le Comité « ne peut substituer son action à celle du Ministère Public, seul chargé de poursuivre la répression des faits délictueux où l'ordre public est intéressé ».

Un pourvoi formé par le Comité fut rejeté le 18 octobre 1913 par la Cour de Cassation qui estima que la Cour d'Appel de Bordeaux avait déclaré à bon droit « l'action du Comité bordelais de Vigilance IRRECEVABLE FAUTE D'INTÉRÊT, AUCUN PRÉJUDICE ne pouvant résulter pour lui de l'infraction poursuivie; que reconnaître dans ces circonstances à l'association dont il s'agit le droit d'exercer une telle action serait lui attribuer un DROIT QUI N'APPARTIENT QU'AU MINISTÈRE PUBLIC » (1).

En l'état actuel de notre législation, cette solution ne saurait faire aucun doute. L'intérêt que peut avoir une association à la répression d'un délit ne saurait justifier son intervention devant la juridiction de répression. Son action ne sera recevable que si elle a éprouvé un préjudice certain, découlant directement du fait constitutif, du délit poursuivi. Or, lorsqu'une association s'est formée pour défendre des intérêts qui ne sont ni les siens, ni ceux de ses membres, l'atteinte portée à ces intérêts ne saurait être pour

(1) *D.P.*, 1920-1-320, note de M. HUGNENEY; *Gaz. Pal.*, 1913-2-603; *Revue pénitentiaire*, 1913, page 1200.

elle génératrice de dommages-intérêts puisqu'elle n'a subi personnellement aucun dommage.

La Cour de Cassation n'a, sur ce point, jamais varié dans sa jurisprudence. Elle a, le 18 octobre 1928, rejeté un pourvoi contre un arrêt de la Cour de Douai qui condamnait un libraire prévenu d'outrage aux bonnes mœurs à une peine d'emprisonnement et à un franc de dommages-intérêts au bénéfice de la partie civile. Or, cette partie civile était M. FERRET, président de la *Ligue de la Moralité publique de Roubaix*, mais rien dans le texte n'indique qu'il ait été pris en cette qualité.

Si la Jurisprudence de la Cour de Cassation est constante, celle de quelques Cours et Tribunaux est devenue hérétique au point de reconnaître la recevabilité de parties civiles constituées dans des conditions absolument semblables à celles dont la Cour Suprême eut à connaître. C'est le Tribunal de Marseille qui, le 31 janvier 1930, a, le premier, enfreint l'orthodoxie juridique en recevant l'*Association protestante marseillaise pour la moralité publique* en son intervention comme partie civile et en lui accordant, à titre de dommages-intérêts la somme de un franc. Le Ministère Public avait poursuivi pour outrages aux bonnes mœurs la directrice d'une poste privée qui publiait un journal contenant des annonces et correspondances immorales et l'association s'était portée partie civile. Le Tribunal déclara que « les outrages aux bonnes mœurs en tant que délit peuvent léser l'intérêt social et préjudicier aux intérêts des particuliers que représentent la Ligue » et que, dans ces conditions « la

concluante est bien venue à joindre ses efforts à ceux du Ministère Public pour réprimer conformément à ses statuts, l'immoralité sous toutes ses formes ».

Dans une espèce semblable, le même Tribunal rendit un jugement analogue le 11 mars 1931.

Quand une juridiction déroge d'une façon aussi flagrante à la jurisprudence dominante, il lui appartiendrait, paraît-il, d'étayer son opinion dissidente sur une argumentation approfondie. Tel ne paraît être le souci du Tribunal marseillais qui a motivé son jugement d'une façon excessivement sommaire et même incomplète. Il n'affirme même pas que les intérêts des membres ou de l'Association ont été lésés ; il déclare qu'ils peuvent l'être. Où est le préjudice direct exigé par la loi pour servir de base à l'action civile ?

Une analyse de la nature du préjudice subi par l'Association eût été également indispensable. Est-ce une entité distincte de ses membres ? Les représente-t-elle, agit-elle en leur nom ? Ils eut été intéressant de le savoir.

Quant à cette déclaration de principe qu'un délit qui lèse l'intérêt social préjudicie nécessairement aux citoyens, c'est un truisme. Mais il n'en résulte pas du tout qu'un citoyen quelconque puisse réclamer la réparation personnelle d'un préjudice qu'il a subi concurremment avec tous ses concitoyens. Tous les délits lésant l'intérêt social, si l'on suivait le raisonnement du Tribunal de Marseille, tous les Français, à l'occasion de toutes les infractions, pourraient se porter partie civile. En réalité, les membres des sociétés de moralité n'éprouvent pas le préjudice et ne peuvent

justifier de l'intérêt qui sont généralement exigés pour exercer le droit de citation directe ou se constituer partie civile. L'intérêt et le préjudice dont ils arguent sont sociaux de leur nature et, comme tels, confiés à la surveillance exclusive et à l'action souveraine des magistrats du Ministère Public. Admettre l'intervention des associations, c'est les substituer au Ministère Public dans des conditions qui constituent une violation flagrante de la loi.

Le jugement du Tribunal de Marseille a d'ailleurs fait jurisprudence.

Le 9 décembre 1931 (2), la Cour d'Appel de Bordeaux a condamné sévèrement, du chef d'outrages aux bonnes mœurs par dessins ou images, le tenancier d'un magasin, situé à proximité d'écoles, qui exposait et vendait des publications licencieuses et des photographies obscènes. Le même arrêt a déclaré recevable les interventions de cinq associations (3) et, constatant que les faits visés dans la poursuite avaient causé un réel préjudice à ces groupements qui « s'occupent de l'éducation et de la préservation morale de la jeunesse », il a octroyé mille francs à chacun d'eux. Les associations avaient réclamé deux mille francs, mais les éléments de la cause n'ont fait apparaître qu'un préjudice de mille francs.

Cet arrêt est en contradiction absolue avec celui rendu par la même Cour en 1913. Il eût été intéres-

(2) *Recueil Pouréty*, tome II, page 58 sqq.

(3) Ces cinq Associations sont: le Comité Bordelais de vigilance; l'Association des Parents d'élèves de l'Enseignement libre; l'Association de la plus grande famille; la Fédération des Familles nombreuses; la Société anonyme d'Education et d'Instruction.

sant et utile qu'au lieu de se borner à une affirmation, il répondît à son argumentation antérieure d'une façon précise. Toutefois, l'intention probable des conseillers bordelais n'a pas dû être d'opérer un revirement absolu. En effet, les circonstances n'étaient pas identiques. Alors qu'en 1913, le Comité de Vigilance avait poursuivi tout seul, en 1931 il s'est plus modestement joint au Ministère Public; d'autre part, il est intervenu en compagnie d'associations dont l'intérêt particulier peut plus aisément paraître distinct de l'intérêt général et il a profité sans aucun doute de leur participation. Enfin, le délit était beaucoup moins discutable, le péril plus grand pour l'enfance et plus grand aussi peut être le souci de protéger la moralité publique.

On avait un moment espéré que cet arrêt serait soumis à la censure de la Cour Suprême, qui aurait eu là l'occasion de confirmer ou de modifier sa jurisprudence antérieure, mais le condamné s'est désisté du pourvoi qu'il avait formé.

La Cour d'Appel de Lyon, le 24 mai 1932 (4) a également admis l'intervention de la *Ligue pour le relèvement de la moralité publique* dans une poursuite contre un propriétaire de cinéma qui avait publiquement exposé des affiches licencieuses. Elle lui a accordé un franc à titre de dommages-intérêts, mais n'a pas motivé sa décision.

Sur appel d'un jugement du Tribunal de Colmar, du 16 mars 1932, la Cour d'Appel de Colmar, par arrêt du 14 octobre 1932, a admis la recevabilité de la *Ligue Pro Familia* comme partie civile, au procès :

(4) *Recueil Pourésy*, tome II, page 148 sqq.

« Attendu que, tenant compte du but que poursuit la partie civile, il n'est pas contestable qu'elle a subi un dommage moral, et qu'elle peut se joindre à la présente poursuite pour en demander réparation ».

Si cette Jurisprudence dissidente est peu ou pas motivée, c'est qu'elle sent le terrain fragile; elle sait pertinemment bien que ni les membres, ni l'Association ne sont lésés et n'éprouvent de préjudice. Aussi les partisans du droit de citation directe fondent-ils plus d'espoir sur l'action des Association de Pères de Familles. L'arrêt précité de la Cour d'Appel de Bordeaux, illustre et confirme leur thèse ainsi qu'un jugement du Tribunal d'Avignon (5), en date du 26 janvier 1931, qui, dans une espèce similaire, a accordé un franc à la *Ligue des Familles nombreuses* d'Avignon, et à la *Ligue des Fonctionnaires pères et mères de familles nombreuses* d'Avignon, obéissant, à cet égard, « à une jurisprudence nombreuse », et « pour sanctionner le concours que ces ligues apportent au Ministère Public » !

Cette jurisprudence nous paraît aussi illégale (6) que la précédente, mais, du moins, les membres de ces associations de Pères de Famille, pris individuelle-

(5) *Recueil Pourésy*, tome II, page 147 sqq.

(6) C'est aussi l'avis du Tribunal de Lyon qui, par jugement du 3 avril 1935, a débouté M. le Docteur NOGIER, agissant ès-qualité de Président de *Ligue Lyonnaise pour le Relèvement de la moralité publique* contre la gérante d'une bibliothèque de la gare de Perrache, le chef du Secrétariat des Messageries Hachette et autres, à l'occasion de la vente du périodique *Bagatelle*. Le Tribunal rappelle les principes énoncés par la Cour de Cassation, en 1913, et estime que les décisions postérieures de certaines juridictions qui ont admis l'action des Associations, n'avancent « aucun argument de droit susceptible de l'amener à s'écarter des principes proclamés par la Chambre criminelle ».

ment, ont-ils pu parfois éprouver un préjudice suffisamment direct et appréciable pour servir de fondement à une action civile.

En effet, la Cour de Cassation (7) a déclaré que le délit d'outrages aux bonnes mœurs « NE LÈSE QUE LA GÉNÉRALITÉ DES CITOYENS, EN S'ATTAQUANT EXCLUSIVEMENT A LA MORALE PUBLIQUE » et qu'en conséquence, n'entraînant pas, EN PRINCIPE, un préjudice direct pour tel ou tel particulier, le Ministère Public a seul qualité pour le poursuivre. La Cour Suprême fait donc des réserves sur la portée absolue de la règle qu'elle pose et reconnaît implicitement que, dans certains cas, le délit d'outrage aux bonnes mœurs peut causer à un particulier une lésion directe et personnelle.

C'est cette interprétation qui a prévalu auprès des Cours et Tribunaux et, à plusieurs reprises, même antérieurement à l'arrêt précité de la Cour de Cassation, ils ont accueilli des actions engagées par des Pères de Familles, motivant l'octroi de dommages-intérêts parfois importants, tant par la violation du domicile que par l'injure ressentie et le préjudice auquel ont été exposés les enfants (8).

(7) Arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation, en date du 25 juillet 1913, rapporté au *D.P.* 1915-1-150, avec une note de M. Albert NAST.

(8) Tribunal de la Seine, 18 février 1891, *La Loi*, 19 février 1891; Tribunal de la Seine, 1^{er} juillet 1896, *D.P.* 1899-2-52. « Attendu que tout citoyen a le droit d'exiger que l'inviolabilité de son foyer domestique soit protégée contre l'envahissement de publications qui y pénètrent, malgré sa volonté, l'offensant dans sa propre dignité et exposant aux pires souillures la moralité de ses enfants et divers membres de sa famille; qu'en dehors de tout autre préjudice matériel, ce préjudice

Des Cours d'Appel ont également consacré le droit pour des pères de familles de saisir le Tribunal Correctionnel quand leurs enfants passent habituellement devant un étalage contraire aux bonnes mœurs (9) ou devant une baraque de foire contenant des statuettes licencieuses (10).

moral, qui est, dans l'espèce, non seulement éventuel mais actuel et direct... ».

Tribunal de la Seine, 24 février 1897, *Gaz. Trib.*, 25 février 1897;

Tribunal de Lille, 6 juin 1907, *D.P.* 1907, 2, 191;

Cour d'Appel de Paris, 1^{er} février 1910, *D.P.* 1912, 2, 209: « Considérant... que l'envoi à domicile, sans le consentement du destinataire, d'un imprimé obscène, constitue un acte dommageable à celui-ci et oblige la personne par la faute de qui le dommage a été causé à le réparer ».

Arrêt de la Cour de Cassation du 28 mars 1931, *Gaz. Pal.* 1931, 2, 80 (affaire de Bourmont-Anquetil).

(9) Cour d'Appel de Douai, 15 mai 1924, *Jurisprudence de la Cour de Douai* 1924, page 210.

Cour d'Appel de Douai, 7 janvier 1928, *Recueil Pourésy*, tome II, page 132 sqq. :

« Attendu qu'un père de famille dont les enfants, pour se rendre au collège, doivent passer chaque jour à côté d'un kiosque de libraire où est exposé aux regards un étalage obscène, susceptible d'éveiller dans de jeunes esprits des curiosités malsaines, subit du fait de ce danger moral un préjudice manifeste, dont il est en droit de demander réparation ». L'arrêt de la Cour de Douai a été l'objet d'un pourvoi en cassation par le condamné, mais le moyen tiré de l'irrecevabilité de l'intervention de la partie civile n'a pas été repris à l'appui du pourvoi.

Dans le même sens :

Arrêt de la Cour de Douai du 7 janvier 1928;

Jugement du Tribunal de Romorantin, du 22 juillet 1932;

Jugement du Tribunal de Lyon, du 3 avril 1935. Ce dernier jugement reconnaît le droit du père de famille, mais le déboute, car « il estime, qu'en fait, le fils âgé de 19 ans, et étudiant en médecine, n'a pu être impressionné par la lecture de *Bagatelle* et qu'en conséquence le père ne subit aucun préjudice direct et personnel ».

(10) Cour d'Appel d'Orléans, 16 décembre 1929; *Recueil Pourésy*, tome II, pages 124 sqq. « Attendu que la partie civile, chef d'une famille nombreuse, avait de justes motifs, si les statuettes sont licencieuses et obscènes, de poursuivre la répression du délit, parce que le

En élargissant la notion d'intérêt et en considérant le délit d'outrage aux bonnes mœurs comme un délit familial, portant atteinte au droit du père de famille d'assurer l'éducation sexuelle de ses enfants mineurs (11), la Jurisprudence est parvenue à admettre très libéralement l'action civile des particuliers. Dès lors, pensent les réformateurs, ainsi que la Cour de Bordeaux et le Tribunal d'Avignon, si les pères de famille se groupent pour une meilleure défense de leurs droits, la Jurisprudence ne pourra pas refuser à l'Association le droit qu'elle reconnaît aux membres pris individuellement. L'Association qui groupe les pères de familles, qui en exerce les droits individuels, est recevable dans son action directe (12). La question ne se pose pas, en effet, comme pour les Associations anti-pornographiques, formées de personnes de situations et de qualités diverses, groupées dans un but déterminé, mais qui n'éprouvent pas de préjudice. Il s'agit, ici, d'une Association de personnes qui, prises individuellement, ont le droit d'action à raison du préjudice qu'elles ont subi. « L'action du groupe se présentera, en un mot, avec la nature intéressée qu'elle doit avoir pour ne pas être l'action du Parquet » (13).

préjudice serait direct et qu'il serait personnellement victime de ce délit; que contrairement aux conclusions du prévenu, Mars, partie civile, aurait souffert un préjudice moral direct, si le Tribunal retenait comme constituant le délit d'outrage aux bonnes mœurs, les poupées figurant à l'étalage du jeu de Petterson ».

(11) Pierre ARNAUD, Réforme de la Législation relative à l'outrage aux bonnes mœurs, Thèse, Paris, 1927.

(12) Arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation en date du 23 juillet 1918, au S. 1921, I, 289: « les pères de famille peuvent... faire collectivement ce que chacun d'eux pourrait faire antérieurement à titre individuel ».

(13) Extrait de la note de M. CHAVEGRIN, sous S. 1921, I, 289.

Tel est l'état de la Jurisprudence relative au droit de citation directe ou de constitution de partie civile des Associations poursuivant, exclusivement ou non, un but de moralité publique. Il est souhaitable que la Cour de Cassation soit à nouveau saisie de la question pour ramener l'unité dans les décisions et pour se prononcer sur l'action civile des Associations de Pères de Familles (14).

SECTION II

Associations de protection animale (15)

Les infractions à la loi du 2 juillet 1850, sur la protection des animaux, étant des contraventions, c'est devant le Juge de Paix, que les Sociétés doivent porter leur action civile.

Au cours de ces dernière années, un assez grand nombre d'interventions de ces Sociétés ont été déclarées recevables, mais la plupart des jugements des juridictions de simple police étant motivés très sommairement, ils ne comportent pas un grand intérêt théorique. Il en est toutefois quelques-uns qui n'ont pas éludé la question, qui ont abordé de front la dif-

(14) Nous avons expliqué assez longuement la Jurisprudence relative à l'action des pères de familles et à leurs Associations parce que les succès remportés sur ce terrain par les partisans du droit de poursuite vont probablement multiplier leurs interventions. Nous approuvons pleinement la recevabilité de l'action individuelle des pères de familles lésés, et nous voyons là un des plus efficaces moyens de lutte contre la pornographie. Par contre, nous nous efforcerons de démontrer dans notre chapitre cinquième que l'action des Associations de pères de familles est irrecevable en l'état actuel de la législation.

(15) La plupart des décisions de jurisprudence, rapportées dans cette section, ont paru dans le *Bulletin du Comité juridique international pour la protection des animaux*, recueil trimestriel de doctrine, de législation et de jurisprudence, fondé en 1926, par M. Louis LESPINE.

ficulté et qui l'ont résolue. Il existe aussi quelques jugements de Tribunaux correctionnels, statuant comme juridiction d'appel des décisions du Tribunal de simple police.

§ 1. — DÉCISIONS NON MOTIVÉES

Ont admis l'action ou l'intervention des Sociétés protectrices d'animaux, en se bornant à constater souverainement l'existence d'un préjudice moral subi, du fait de la contravention, par la Société poursuivante ou intervenante, les juridictions suivantes :

Tribunal correctionnel de la Seine (11^e Chambre), qui, par jugement du 13 novembre 1929, a accordé 1 franc de dommages-intérêts, à la *S. P. A.* de Paris, intervenante: (coup de pied au poitrail et au ventre d'un cheval) (16).

Tribunal de simple police de Mostaganem : 500 fr. à la *S. P. A.* de Mostaganem, intervenante, par jugement du 4 octobre 1930 : (section de la langue d'une ânesse) (17).

Tribunal correctionnel de la Seine (13^e Chambre): 1 francs à la *S. P. A.* de Paris, intervenante, par jugement du 11 mai 1932: (coup de couteau à un cheval) (18).

Tribunal civil de la Charente-Inférieure, section de La Rochelle : 1 franc à la *S. P. A.* de La Rochelle, intervenue en appel, par jugement en date du 19 juillet 1932 (strangulation involontaire d'un bœuf par

(16) *Bulletin* n° 3, page 19.

(17) *Bulletin* n° 7, page 9.

(18) *Bulletin* n° 12, pages 29 et 30.

un maréchal-ferrant au cours de son travail (19). Il s'agissait d'une demande de dommages-intérêts, formulée par le propriétaire d'un animal domestique, involontairement détruit. La *S. P. A.*, était intervenue en appel. Ce jugement est particulièrement intéressant, en ce qu'il admet l'intervention d'une Société de protection animale devant la juridiction civile et surtout en cause d'appel. On sait, en effet, qu'aux termes de l'article 466 du Code de Procédure civile, cette intervention n'est possible que par ceux qui auraient le droit de former tierce opposition, en vertu de l'article 474 du même code, c'est-à-dire, ceux qui peuvent subir un préjudice du fait du jugement ou de l'arrêt et qui n'ont été ni appelés, ni représentés à l'instance.

Mais quelle est la nature du préjudice subi par la Société ? On ne le discerne pas aisément. Tout ce que l'on pourrait prétendre, c'est que le jugement pouvait occasionner, s'il rejetait la demande en dommages-intérêts du propriétaire de l'animal, un dommage moral, analogue à celui que lui occasionneraient des mauvais traitements infligés à un animal. Mais la réalité de ce préjudice, et surtout la recevabilité d'une intervention civile, basée sur ce fondement sont aussi contestables que la recevabilité de l'intervention sur une poursuite pénale. Le problème est le même au civil et au pénal.

Tribunal de simple police de Sceaux : 1 franc de dommages-intérêts à la *S. P. A.* intervenante par

(19) *Bulletin* n° 13, pages 41 et 42.

jugement du 9 novembre 1932 (tête de chien maintenue dans un seau d'eau) (20).

Tribunal de simple police de Nîmes : 1 franc de dommages-intérêts, à la *S. P. A.* de Nîmes, intervenante, par jugement du 19 février 1934 (âne laissé sans abri, ou sous abri insuffisant, par grand froid) (21).

Tribunal de simple police d'Alençon : 100 francs de dommages-intérêts à la *Société Normande de protection animale*, intervenante, par jugement du 9 février 1934. (Courses de taureaux, avec mise à mort; apposition de banderilles) (22).

Tribunal de simple police de Pont-du-Château : 1 franc de dommages-intérêts à la *S. P. A.*, par jugement de juillet 1934.

Tribunal correctionnel de Saint-Etienne : 300 fr., à la *S. P. A.* de la Loire, intervenante, par jugement du 29 janvier 1935 (destruction d'un chien, avec une pique de mineur) (23).

Tribunal de simple police d'Orléans : 200 francs, à la *S. P. A.* du Centre, intervenante, par jugement du 6 avril 1935. (Destruction d'un chat par noyade) (24).

Tribunal de simple police de Luneray : 200 francs de dommages-intérêts, à la *Société Dieppoise de protection des animaux*, intervenante, par jugement du

(20) *Bulletin* n° 13, page 45.

(21) *Bulletin* n° 19, pages 13 et 14.

(22) *Bulletin* n° 19, pages 12 et 13.

(23) *Bulletin* n° 21, pages 45 et 46.

(24) *Bulletin* n° 22, pages 53 et 54.

5 février 1935. (Jument laissée à l'abandon, sans nourriture et sans abri (25).

A la lecture de ces décisions, le tarif observé par les juridictions n'apparaît pas très clairement. La difficulté de justifier le montant des indemnités accordées explique certainement le silence des Magistrats.

N'est pas plus explicite, le Tribunal de simple police de Calais, qui, par jugement du 14 août 1930, a débouté la *Ligue de protection des animaux* du Calaisis, qui avait réclamé 100 francs de dommages-intérêts. (Combat de coqs) (26).

§ 2. DÉCISIONS MOTIVÉES

Des Tribunaux, désireux d'admettre l'intervention des Associations de protection animale, se sont cependant efforcés de baser juridiquement leurs décisions.

Le Tribunal correctionnel de Seine-et-Oise, section de Versailles, a déclaré recevable, par jugement du 12 février 1930, la *S. P. A.* de Paris, appelante d'un jugement de simple police de Poissy. (coups de fourche sur la tête et le nez d'un cheval). Le jugement déclare notamment : « qu'une *S. P. A.* reconnue d'utilité publique, est en droit de soutenir que des statuts, approuvés par le Conseil d'Etat, lui ont confié la tutelle et le soin d'assurer l'application des lois, qui protègent les animaux.

« Que toute infraction à ces lois, porte atteinte aux intérêts dont elle a la garde, et à elle-même ;

(25) *Bulletin* n° 23, pages 3 et 4.

(26) *Bulletin* n° 5, pages 46 à 49.

« Qu'elle peut donner à penser au public, que son action est sans effets ni résultats, ce qui lui cause indiscutablement un préjudice » (27).

Sous l'étiquette « préjudice moral », cette jurisprudence, tend à introduire illégalement la réparation du préjudice indirect et relèvent, sans aucun doute, de la notion du préjudice indirect, les conséquences envisagées dans le 3^e attendu. Malgré l'activité du Ministère Public et des Tribunaux répressifs, des infractions continuent à se commettre, sans qu'on puisse d'ailleurs constater une diminution de la criminalité. Le Public en conclut-il que l'action des Magistrats est sans effets ni résultats ? Appliquant le même raisonnement, le Tribunal correctionnel de Versailles, accorderait-il des dommages-intérêts à une Amicale de la Magistrature qui se porterait partie civile ?

C'est en s'appuyant sur des arguments identiques qu'un jugement du Tribunal de simple police de Cherbourg, du 24 juillet 1929, avait accordé 100 francs de dommages-intérêts à la *Société normande de protection des animaux*, et à la *Ligue pour la défense des animaux* de Cherbourg (28), et qu'un jugement du Tribunal de simple police de Bonneval, en date du 1^{er} février 1932, a octroyé 1 franc de dommages-intérêts, à la *S. P. A.* de Paris, intervenante, dans une affaire de combat de coqs (29).

Le Tribunal de simple police de Paris, par jugement du 26 février 1931, a accordé 1 franc de dom-

(27) *Bulletin* n° 3, page 19.

(28) *Bulletin* n° 23, pages 5 et 6.

(29) *Bulletin* n° 11, pages 13 et 14.

mages-intérêts, à la *S. P. A.* de Paris, partie jointe. (Déchargement brutal de moutons) (30) : « Attendu, déclare le Juge, que ladite Société a éprouvé un préjudice moral *direct* par le fait punissable, puisque, aux termes de ses statuts, elle a la charge de veiller au respect de la loi Grammont ».

Affirmer que le préjudice constaté est direct est déjà audacieux, mais, de plus — conséquence peut-être imprévue, — nous ne doutons pas, qu'utilisant cet attendu, toutes les Associations de moralité de France, vont se constituer partie civile, devant M. le Juge de simple police de Paris, à l'occasion de toutes les infractions à la Police des mœurs, commises par les filles dites soumises qui comparaitront devant ce Magistrat. Les Associations de moralité publique n'ont-elles pas la charge, aux termes de leurs statuts, de veiller au respect des lois protégeant les bonnes mœurs, lois que ces femmes enfreignent habituellement ?

Les mêmes associations auraient également grand intérêt à se présenter en cas d'appel devant le Tribunal de Versailles et, arguant du jugement précédent, demander d'importants dommages-intérêts aux filles soumises, car le nombre d'infractions à la Police des mœurs ne diminuant pas, chaque nouvelle infraction « peut donner à penser au public que (leur) action est sans effets ni résultats, ce qui (leur) cause indiscutablement préjudice ».

Plus circonspect s'était montré le Tribunal correctionnel du Nord, section de Lille, qui, par jugement

(30) *Bulletin* n° 7, pages 8 et 9.

du 4 février 1928, avait accordé 1 franc de dommages-intérêts à la *Ligue protectrice des animaux du Nord de la France*, partie jointe au Ministère Public, dans une poursuite pour destruction de canaris saxons (31). Il se garde bien d'aborder la question brûlante du préjudice subi. Il constate simplement l'aptitude générale de la Ligue à agir en justice, « attendu que cette ligue est fondée à se porter partie civile, en vertu de sa déclaration et du dépôt de ses statuts », conformément à la loi de 1901.

Le jugement ne dit pas que cette capacité générale est soumise à des conditions d'application et, en particulier, à l'existence d'un préjudice direct résultant de l'infraction. Il déclare bien que la *L. P. A.* « a pour but l'amélioration du sort des animaux, *par tous les moyens dont elle pourra disposer*, (et) que c'est un moyen d'améliorer le sort des animaux que de poursuivre en justice toute atteinte » à leur sort, mais cet argument est une véritable pétition de principe, car la question est précisément de savoir si la poursuite en justice est un des moyens dont elle puisse disposer légalement.

Le jugement rendu le 12 janvier 1935 par le Tribunal de simple police de Toulouse (canton centre) qui accorde 1.500 francs de dommages-intérêts à la *S. P. A.* est plus longuement motivé (32). Il n'éluide pas la question du préjudice; s'il ne prend pas parti pour la nature matérielle ou morale du préjudice subi et, dans le doute, emploie prudemment la conjonction *ou*,

(31) *Bulletin* n° 10, pages 55, 56 et 57.

(32) *Bulletin* n° 22, pages 54, 55, 56.

il en constate du moins l'existence par la lésion, consécutive à l'infraction, des intérêts collectifs représentés par l'Association. Mais, pour justifier le quantum des indemnités accordées, il reconnaît l'existence d'un préjudice plus aisément évaluable, celui qui résulte de la nécessité d'intervenir en justice, et, par conséquent, d'engager des frais. Toutefois, ces frais ne seront pas nécessairement couverts en totalité par les dommages-intérêts; l'appréciation des dommages-intérêts est confiée à la prudence souveraine du juge et déjà le Tribunal de simple police de Cherbourg ayant estimé, dans son jugement précité, que la *S. P. A.*, au lieu de provoquer des constats successifs et coûteux, aurait dû attendre le résultats des enquêtes de police, avait considéré que des frais trop élevés avaient été inutilement exposés par la Ligue et que, dès lors, il n'y avait pas lieu de lui en assurer le remboursement intégral.

Nous avons réservé, pour le citer le dernier, le jugement rendu le 3 octobre 1933, par le Tribunal de Pont-de-l'Arche qui accorde 50 francs de dommages-intérêts à la *S. P. A.* normande, partie jointe au Ministère Public, dans une affaire de bestiaux laissés à l'abandon l'hiver, sans abri ni nourriture. Le motif juridique, qui base l'octroi des dommages-intérêts, et, par suite, la recevabilité de l'intervention, mérite en effet, d'être signalé particulièrement.

« Attendu, dit le Juge normand, que la demande est fondée, *les faits reprochés...., ayant été révélés sur l'initiative de la Société concluante* » (33). Une prime

(33) *Bulletin* n° 17, pages 42 et 43.

judiciaire au dénonciateur, fondement de l'action civile, cela se passe de tout commentaire.

La simple lecture de ces décisions, si médiocrement motivées, pour ne pas dire plus, démontre la sagesse des Juges de Paix cités dans le 1^{er} paragraphe, qui, désireux d'admettre les parties civiles et d'accorder des dommages-intérêts aux S. P. A., se sont retranchés derrière l'appréciation souveraine qu'ils possédaient des éléments suffisants pour constater et apprécier le préjudice, dont ils ordonnaient réparation. Mais nous reconnaissons bien volontiers qu'il y avait, pour soutenir la recevabilité de l'action des Associations, des arguments juridiques, sinon péremptoires et probants, du moins sérieux et dignes d'examen.

Les jugements rendus à la requête des Associations de moralité publique en font état et les discutent avec intérêt, même s'ils les rejettent. Toutefois, les Associations de moralité publique obtiennent, au seul point de vue de la recevabilité de leur action civile, des succès plus rares que les S. P. A. et, en définitive, seul importe à ces dernières le dispositif et non les motifs. Le traitement plus favorable appliqué à la S. P. A. tient probablement à ce qu'elle joint prudemment son action à celle du Ministère Public, et, à notre connaissance, n'a jamais tenté de mettre seule en mouvement l'action publique.

Cette Jurisprudence n'en est pas moins illégale, et en contradiction flagrante avec la décision de principe rendue, le 18 octobre 1913, par la Cour de Cassation, à propos de l'affaire de Bordeaux (34).

(34) Cf. page 85 sqq.

C'est ce qu'a compris et décidé le Tribunal correctionnel de Saintes (35). Dans un jugement rendu le 30 janvier 1935, il infirme *in parte qua* la décision du Tribunal de simple police de Saujon du 6 novembre 1934, en ce qu'elle avait accueilli la demande de dommages-intérêts formée par la *S.P.A.* Pour démontrer le mal fondé de tous les jugements précités, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire l'essentiel du jugement de Saintes, qui pose le problème de la poursuite pénale par les Associations à but idéal d'une manière strictement juridique et le résoud conformément aux principes actuels qu'ils rappelle :

« Attendu qu'il appartenait à la partie civile... d'établir... l'existence d'un préjudice actuel, personnel, sérieux et appréciable, et à elle causé directement par les contraventions mêmes dont s'agit ;

« Qu'en effet, un intérêt direct et un droit formé sont nécessaires et indispensables, pour servir de base à une action civile, intentée devant la juridiction répressive ;

« Attendu que cet INTÉRÊT peut assurément être purement MORAL, mais doit toutefois être distinct de la contravention en elle-même, en ce sens qu'il NE SAURAIT ÊTRE CONSTITUÉ PAR LE SEUL DÉSIR ET MÊME LA SEULE NÉCESSITÉ DE RENFORCER LA SANCTION LÉGALE ;

« Qu'il appartenait par suite à la *S. P. A.* d'établir, en outre, la réalité d'un préjudice par elle subi, indépendamment du simple intérêt moral, qu'elle peut avoir à soutenir une action contre les organisateurs

(35) *Bulletin* n° 22, pages 52 et 53.

des courses de taureaux en aggravation des sanctions légales ;

« Qu'elle n'apparaît pas avoir démontré, en l'espèce, cet INTÉRÊT DIRECT et certain qui NE PEUT DÉCOULER, ainsi qu'elle le prétend, des termes mêmes de SES STATUTS, NI DES BUTS, si louables soient-ils, qu'elle se proposerait dans ceux-ci ;

« Qu'en effet, cette Société, formée dans un but essentiellement désintéressé, pour défendre des intérêts qui ne sont ni les siens ni ceux de ses membres, ne peut avoir subi personnellement aucun dommage, des faits qui ont été retenus par le premier juge ;

« Qu'elle ne saurait se substituer au Ministère public, pour demander un complément de sanction de ces fait délictueux ; d'où il suit que la demande d'allocation de dommages-intérêts, intentée par la S. P. A., manquant d'intérêt, ne saurait être accueillie... ».

C'est le seul jugement orthodoxe, rendu en France, à propos de l'action des S. P. A., mais nous verrons plus loin que sa doctrine est confirmée par la Cour de Cassation belge, dont l'avis est important puisqu'en cette matière les textes belges sont identiques aux nôtres.

SECTION II

Associations de chasseurs

L'Association de chasse poursuit-elle exclusivement la répression du braconnage ? C'est une Association à but idéal et son action civile est irrecevable comme n'étant fondée sur aucun dommage direct et person-

nel. Poursuit-elle, en outre, la défense des intérêts des chasseurs qu'elle groupe ? Alors, c'est une Association agissant dans l'intérêt de ses membres, et, comme telle, habile à exercer l'action civile lorsque l'un d'eux est lésé par un délit de chasse quelconque. Le point capital est donc de rechercher, au vu des statuts, quel est le but poursuivi par l'Association des chasseurs.

La décision de Jurisprudence la plus ancienne, sur la question, est un jugement du Tribunal de la Seine du 5 décembre 1894 (36). La *Société Centrale des Chasseurs pour aider la répression du braconnage* avait fait saisir dans des restaurants parisiens du gibier servi aux clients en temps prohibé et avait dénoncé le fait au Parquet. Une instruction fut ouverte au cours de laquelle la Société se constitua partie civile. A l'audience, le représentant du Ministère public requit dans le sens suivant : « La Société est dans l'impossibilité de faire la preuve d'un dommage qui, seul, peut servir de base à son intervention. Où le gibier servi dans le restaurant a-t-il été tué ? Nul ne le sait. A-t-il été pris sur les terrains des chasseurs faisant partie de la Société ? On l'ignore » (37). Le Tribunal, faisant droit à l'argumentation du Parquet, déclara la Société non recevable à se porter partie civile comme n'ayant pas été personnellement lésée. « Attendu, dit le Tribunal, que si, aux termes des articles 1 et 63 du Code d'Instruction Criminelle, toute personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit a qualité pour se porter partie civile, c'est à la condi-

(36) *Gaz. Pal.* 1895, 1, 124.

(37) *Gaz. Pal.* 16 janvier 1896.

tion d'articuler et de demander à établir qu'elle en a éprouvé un préjudice direct et personnel; que, dans l'espèce, la société demanderesse reconnaît n'agir qu'en vertu de l'intérêt qu'elle a d'assurer d'une façon générale la répression du braconnage; qu'elle n'allègue avoir subi aucun dommage direct et personnel; qu'elle n'a donc pas qualité pour intervenir dans l'instance » (37).

Le principe de l'irrecevabilité est ainsi nettement posé dès 1894. Mais quinze ans plus tard, deux Cours d'Appel posaient le principe contraire. C'est la Cour de Bordeaux (38) qui, la première, en 1909, déclara qu'une association ayant pour but la répression des faits de braconnage a le droit d'ester en justice non pas seulement pour l'exercice des droits de l'un ou de plusieurs associés, mais pour la défense des intérêts généraux définis par les statuts. Elle fut suivie peu après par la Cour de Toulouse (39) qui, dans une espèce analogue à celle du Tribunal de la Seine, déclara recevable l'action de la Société des Chasseurs pour ce motif que « le braconnage, qui détruit le gibier, porte directement atteinte à l'intérêt général que cette société a pour but de défendre ».

Le Tribunal de Castres (40), dont le jugement avait

(38) Arrêt du 9 décembre 1909; *Lois et Sports*, mars 1910, page 193.

(39) Arrêt du 12 octobre 1910 in *Gaz. des Trib.*, 9 novembre 1910; *Gaz. Pal.*, 1910, 2, 469.

(40) Jugement du 4 octobre 1912, *Gaz. Pal.*, 1912, 2, 455: « ... pour obtenir une réparation devant la juridiction pénale, elle (L'ASSOCIATION) NE SAURAIT AVOIR PLUS DE DROIT QUE CHACUN DE SES MEMBRES PRIS INDIVIDUELLEMENT OU QUE LES PERSONNES NE FAISANT PAS PARTIE DE L'ASSOCIATION. Or, pour agir par l'action civile de l'article 1^{er} du Code d'Instruction criminelle, IL NE SUFFIT PAS D'AVOIR INTÉRÊT, IL FAUT ENCORE AVOIR SUBI UN DOMMAGE DIRECT ET PERSONNEL; ...sans

été réformé par la Cour de Toulouse, n'en maintint pas moins sa jurisprudence et, deux ans plus tard il débouta, avec des attendus remarquables, le Président du Syndicat des Chasseurs de Castres qui s'était porté partie civile dans une poursuite pour chasse en temps prohibé. « La conservation du gibier, déclara-t-il, présente un intérêt général et public, dont la sauvegarde n'appartient qu'aux fonctionnaires à qui elle a été confiée par la loi ».

Le 13 avril 1923, la Cour de Cassation (41), saisie pour la première fois, cassa un arrêt de la Cour de Lyon qui avait admis l'intervention du *Saint-Hubert Club de France* dans la poursuite exercée contre un braconnier pour détention d'objets prohibés. Elle n'est pas opposée, en principe, à l'action des associations, mais elle exige la justification d'un préjudice direct et elle considère que ce dommage direct n'est pas

doute le Syndicat des Chasseurs de Castres a intérêt à la répression du braconnage, mais il n'a pas plus d'intérêt que les autres qui ne font pas partie de l'Association; que, même, tous les citoyens ont intérêt à la conservation du gibier qui constitue une richesse nationale; que cet intérêt n'est pas un intérêt direct et personnel au syndicat; que c'est l'intérêt général et public dont la sauvegarde appartient seulement aux fonctionnaires à qui elle a été confiée par la loi; que le prévenu n'a chassé ni sur le terrain du syndicat, ni sur celui d'un de ses membres; qu'il n'a donc porté de préjudice qu'à la Société dont le Ministère Public seul a la défense; que le syndicat ne justifie d'aucun dommage direct à lui propre et personnel en dehors de l'intérêt général qu'a tout citoyen à la répression d'un crime, d'un délit ou d'une contravention; ...QU'ADMETTRE, DANS L'ESPÈCE, L'ACTION DU SYNDICAT DES CHASSEURS SERAIT PERMETTRE A CELUI-CI DE SE SUBSTITUER DANS TOUTES LES POURSUITES AU MINISTÈRE PUBLIC; qu'on ne saurait puiser ce droit dans la loi de 1901 qui n'accorde à l'Association rien de plus que les droits que chaque associé possède individuellement, comme, du reste, les personnes non associées ».

(41) Arrêt du 13 avril 1923, *Gaz. Pal.*, 1923, 2, 622; *D.P.*, 1924, 1, 176.

constaté quand l'intervention de l'association est fondée uniquement sur le motif que « tout fait de braconnage ou tout fait connexe nuit au libre développement du gibier et nécessite les dépenses engagées par cette association pour l'exécution des lois ».

Se conformant à cette Jurisprudence, la Cour de Nancy (42) quelques jours après, rejetait l'action de la même Société dans une affaire de vente de gibier en temps prohibé. « Attendu que le dommage n'existe pas et, d'autre part, que L'INFRACTION RELÈVE EXCLUSIVEMENT DE L'ORDRE PUBLIC ».

Ces deux espèces posaient donc très nettement et résolvaient catégoriquement la question de la recevabilité de l'action d'une association lorsque cette action a pour but la défense d'intérêts généraux qui se confondent avec l'ordre public.

Toutefois, les Tribunaux de Jonzac (43) et de Riom (44), suivis bientôt par la Cour d'Appel de Nîmes (45), estimèrent que, dans les espèces qui leur

(42) Cour d'Appel de Nancy, 25 avril 1923, *D.P.* 1924, 2, 77. Note de M. André HENRY.

(43) Jugement du Tribunal de Jonzac du 22 mai 1924.

(44) Jugement du Tribunal de Riom du 28 mai 1924.

(45) Arrêt de la Cour d'Appel de Nîmes du 5 février 1925, *D.P.* 1925, 2, 103. Note de M. Marcel NAST: « Attendu qu'aux termes de l'article 2 de ses statuts, cette association a pour but général d'assurer par tous les moyens possibles l'amélioration et la protection de la chasse et de la pêche dans le département du Gard et elle se propose de rendre plus facile et plus économique à ses adhérents le repeuplement du gibier et des alevins; attendu qu'il n'est pas douteux qu'une association de chasseurs ni une fédération d'associations de chasseurs, dont le but n'est pas seulement de veiller à la sauvegarde des intérêts généraux de la chasse, mais qui a pour mission de contribuer à l'aide de ses ressources et dans l'intérêt de ses membres au repeuplement du gibier sur un territoire déterminé, éprouve un préjudice personnel et direct du fait d'actes abusifs de chasse qui annihilent toute une

furent soumises, les Sociétés de chasse avaient subi un préjudice certain, en relation directe avec l'infraction poursuivie; en effet, le délit avait été commis sur leur territoire et; en raison notamment des dépenses qu'elles effectuent pour le repeuplement du gibier, les actes délictueux de braconnage et de colportage en temps prohibé étaient de nature à leur nuire, puisqu'ils tendaient à annihiler leurs efforts.

Sous leur apparence contradictoire, les arrêts de la Cour de Cassation et des Cours d'Appel de Nancy et de Nîmes font en réalité l'application judicieuse des mêmes principes et la différence des décisions tient uniquement à la différence des buts poursuivis par les associations. C'est pourquoi nous déclarions au début de cette section que la recherche de ce but était le point crucial.

Cette distinction est d'ailleurs opérée par la Cour de Cassation. En 1923, elle avait rejeté l'action du *Saint-Hubert Club de France*, association nationale, poursuivant exclusivement la défense des intérêts généraux de la chasse; en 1925 (46), elle a déclaré

partie de ses efforts et portent atteinte à l'intérêt collectif de ses membres, abstraction faite de leurs intérêts individuels; attendu qu'il résulte des statuts que la Fédération a été constituée pour assurer et protéger à l'aide de ressources que lui procurent les cotisations de ses adhérents les droits de chasse et de pêche de ceux-ci dans le département, d'où il suit que le délit était de nature à préjudicier directement aux intérêts collectifs de ladite association et que, par conséquent, l'action introduite était recevable; au fond, attendu que la destruction abusive du gibier qui a contribué au dépeuplement dudit gibier, dont la Fédération, partie civile, doit, à l'aide de ses ressources, assurer le repeuplement dans l'intérêt de ses membres, a porté une atteinte directe à ladite association qui a droit à réparation de ce chef ».

(46) Arrêt de la Cour de Cassation du 3 janvier 1925. *D.P.*, 1925, 1, 85.

recevable la poursuite intentée par le Président d'une association de chasse agissant ès-qualité contre une personne ayant chassé sans droit sur le terrain de l'un des associés. L'arrêt constate que l'association avait pour but, outre la répression du braconnage, la défense des intérêts des chasseurs qui en faisaient partie et que le délit porte préjudice au groupement puisque les associés, ayant mis en commun le droit de chasse sur leurs propriétés, « les intérêts communs de tous les membres étaient lésés ».

Un jugement récent du Tribunal de Bourg (47), réformé par la Cour d'appel de Lyon (48), est venu jeter un certain trouble dans la Jurisprudence. Dans une espèce analogue à celle tranchée par la Cour de Nîmes, il a déclaré irrecevable la constitution de partie civile de la Fédération départementale des sociétés de chasse de l'Ain. « Attendu, sur l'intervention de la partie civile, qu'elle n'est pas recevable; qu'il faut retenir que le chevreuil n'a pas été tué sur un terrain appartenant à une société ou à un particulier affilié à la Fédération départementale de chasse; que dès lors, la fédération... ne justifie pas d'un préjudice direct et personnel; que le fait que la fédération a pour but l'intérêt général des chasseurs du département et dépense des sommes élevées pour le repeuplement en gibier et la répression du braconnage ne constitue pas l'intérêt direct et personnel exigé par la Jurisprudence de la Cour de Cassation; que l'intérêt

(47) Jugement du Tribunal de Bourg du 29 mars 1933. *Gaz. Pal.*, 1933, 2, 23.

(48) Arrêt de la Cour de Lyon du 1^{er} mai 1933. *Gaz. Pal.*, 1933, 2, 234.

direct et personnel ne peut entrer en jeu que lorsqu'il s'agit de sociétés propriétaires des terrains de chasse affiliés à la Fédération ».

Tel n'a pas été l'avis de la Cour d'Appel de Lyon, qui, infirmant le jugement précité, a accordé mille francs de dommages-intérêts à la Fédération susdite, motif pris de ce qu'elle « a pu être lésée par le délit commis par un individu qui a tué un chevreuil en temps prohibé, dès lors qu'il est constant que le repeuplement des chevreuils, opération des plus coûteuses, est assuré par la Société et alors même que le chevreuil n'aurait pas été tué sur le domaine d'un sociétaire, le gibier étant essentiellement mobile et tout faisant présumer que le chevreuil en question provenait du repeuplement de la Société ».

Il eut été intéressant que la Cour Suprême fût saisie car si le délit visé ici n'a pas porté une atteinte directe à l'un des associés, comme dans l'espèce de 1925, il n'en est pas moins vrai que l'intervention des Sociétés de l'Ain ne se présente pas exactement comme celle du Saint-Hubert Club de France en 1923. Le Saint-Hubert Club entretient, certes, une brigade volante d'agents chargés de veiller à la stricte application des lois et règlements sur la chasse, mais il ne se livre pas effectivement au repeuplement du gibier, il n'en lâche pas, il ne fait pas d'élevage. Dès lors, il ne participe qu'indirectement au développement du gibier et, par suite, comme l'a déclaré la Cour de Cassation, le préjudice que lui causent les actes de braconnage n'est ni personnel ni direct. Tel n'est pas le cas des sociétés départementales de chasseurs qui consa-

crent les fonds provenant de dons, de cotisations ou de subventions à l'élevage du gibier sédentaire qui est lâché ensuite sur un territoire déterminé en vue du repeuplement. Il semble donc que le Tribunal de Bourg ait interprété un peu trop étroitement la Jurisprudence de la Cour de Cassation. Toutefois, celle-ci est bien rigide, ainsi qu'il résulte encore d'une décision, rendue le 27 janvier 1927, dans un domaine voisin, la pêche (49). Elle déclare qu'une Société de pêche, fermière d'un lot de rivière, n'est pas recevable à exercer l'action civile contre les amodiataires d'un lot contigu, poursuivis pour délit de pêche, en temps de frai, bien qu'elle ait assuré le repeuplement de la rivière en l'empoissonnant, s'il n'est pas établi que le préjudice qu'elle allègue résulte directement du délit; or, en l'espèce, il résulte des constatations souveraines de l'arrêt attaqué, que le préjudice subi par la Société de pêche, n'est qu'une « circonstance éloignée » du délit.

Comme l'indique l'arrêtiste, M. Marcel NAST, le principe posé est incontestable. Il est certain que l'article 1382 du Code civil ne peut être invoqué que s'il y a rapport de causalité directe entre le fait incriminé et le dommage subi. Mais peut-être la Cour de Cassation applique-t-elle un peu étroitement, ce principe indiscutable.

Si l'on voulait comparer la Jurisprudence relative aux Sociétés de chasseurs et celle qui se rapporte aux Associations de moralité publique, on pourrait être

(49) Rapporté au *D.P.*, 1928, 1, 124, note de M. Marcel NAST.

porté à conclure que la Cour de Cassation est plus large à l'égard des premières dans l'appréciation de la notion d'intérêt. En réalité, il n'en est rien. Comme nous le verrons, la nature de l'action civile n'est pas la même dans les deux cas. L'Association de chasseurs est une association à but intéressé, agissant dans l'intérêt de ses membres. Son intérêt personnel se confond avec les intérêts communs de ses membres. Elle n'en a pas d'autres. Elle ne peut donc agir valablement que dans le cas où le délit a causé un préjudice à ces intérêts communs. Mais dès lors que ses membres ou elle-même prétendent confondre leurs intérêts avec l'intérêt général, l'action exercée sur ce fondement par l'Association, est, en fait, une action publique qui est, par conséquent, irrecevable.

CHAPITRE IV

RÉGIME JURIDIQUE ET ACTIVITÉ DES ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES

La question de la poursuite directe par les Associations à but idéal mettant en cause les principes les plus généraux du droit pénal, il est intéressant de connaître les différentes solutions qui ont été adoptées par les pays étrangers. Nous étudierons le régime anglo-américain, le plus fécond en enseignements, car les principes juridiques qui l'inspirent, très différents des nôtres, permettent aux nombreuses Associations anglo-saxonnes de jouer un rôle répressif très important. L'étude du régime écossais prouve que le monopole de l'action publique n'entrave pas l'activité féconde de puissantes Associations. L'étude de la jurisprudence belge est particulièrement instructive, car les Tribunaux belges appliquent les mêmes textes que les Tribunaux français, s'ils ne les interprètent pas toujours pareillement. Nous terminerons ensuite par quelques brefs aperçus sur les droits allemand, hollandais et polonais.

SECTION I

Grande-Bretagne

Le régime juridique auquel sont soumises les Associations, notamment au point de vue du droit de poursuite pénale, est différent en Angleterre et en Ecosse. Aussi, consacrerons-nous un paragraphe à chacune de ces provinces du Royaume Uni.

I. — ANGLETERRE

Pour comprendre le rôle considérable joué par les Associations anglaises dans la vie sociale du pays et plus spécialement dans la répression des délits, il est indispensable de connaître, au moins dans ses grandes lignes, l'organisation judiciaire du Royaume et la saisine des juridictions répressives, qui diffèrent profondément du système français actuel (1). Nous les exposerons aussi brièvement que cette matière touffue le permet, abordant seulement ensuite l'étude de l'activité propre des Associations.

Il n'y a pas en Angleterre de Ministère de la justice. L'Administration chargée des affaires judiciaires est le Ministère de l'Intérieur (Home Office) qui a à sa tête le Haut Chancelier.

LE HAUT CHANCELIER, membre du Cabinet et Président de la Chambre des Lords, est aussi un personnage politique. Mais il est plus particulièrement

(1) Pour une étude plus approfondie de la procédure pénale anglaise, nous renvoyons à l'ouvrage de M. SEITZ, dont nous nous sommes plus spécialement inspiré : « Les principes directeurs de la procédure criminelle de l'Angleterre » (Thèse de droit, Nancy, 1928).

chargé de l'administration de la Justice. Il a sous son autorité, tous les services judiciaires, à tous les degrés. Il présente à l'acceptation du Roi la nomination des Juges de la Haute Cour, des Juges de Paix et des Magistrats des Cours de Police. Il nomme seul les Juges des Cours de Comté. Pour motifs graves, incapacité ou inconduite, il peut suspendre ou révoquer, sans recours, tous les magistrats, sauf les Juges de la Haute Cour.

Le Lord Haut Chancelier a sous ses ordres, un SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'INTÉRIEUR (Home Secretary), chargé du maintien de l'ordre public. Ce haut fonctionnaire nomme les Juges et Greffiers des Cours de Police, ainsi que les Magistrats rémunérés (stipendiaries) qui siègent dans les Juridictions sommaires.

Nous étudierons successivement :

Les Tribunaux de répression ;

Les promoteurs de l'action criminelle.

A) *Tribunaux de répression*

Les Tribunaux de répression se divisent en deux catégories :

Les Cours inférieures de juridiction criminelle ou Cours de juridiction sommaire ;

Les Cours supérieures de juridiction criminelle ;

Dans la Haute Cour de justice, certaines Cours ont une juridiction criminelle.

Avant les Cours inférieures, il y a un degré de juridiction plus bas encore, constitué par un Juge de Paix, isolé, qui, dans les cas bénins, n'est pas obligé de renvoyer l'affaire devant les Petty Sessions et

peut se borner à admonester le délinquant ou à lui infliger une amende d'une livre sterling au maximum ou une peine de prison n'exédant pas 14 jours.

LES COURS DE JURIDICTION SOMMAIRE

Elles comprennent :

Les Cours de petites Sessions ou Petty Sessions ;

Les Cours de Police.

Elles connaissent des actes non *indictable*, c'est-à-dire des infractions peu graves ou *offences*, jugées sans jury.

En principe, il y a une COUR DE PETITES SESSIONS par district, mais elle a juridiction sur tout le Comté, dont elle dépend. Elle est tenue par 2 Juges de Paix, dont la fonction est gratuite.

Les Cours de petites Sessions peuvent infliger des peines allant de 3 à 6 mois d'emprisonnement avec travail pénible. Enfin, elles constituent la juridiction d'instruction dans les affaires criminelles. Suivant l'importance de l'infraction, elles renvoient les auteurs devant les Cours de Sessions trimestrielles ou devant les Cours d'Assises.

LES COURS DE POLICE, au nombre de 14, siègent dans les districts où il n'y a pas de Juges de Paix, et particulièrement à Londres.

Les Cours de Police sont tenues par un nombre variable de Magistrats — un seul quelquefois —. Les Magistrats qui y siègent sont rémunérés, contrairement aux Juges de Paix. D'où leur nom de « stipendiaries Magistrates ». Ils sont choisis parmi les avocats exerçant depuis au moins 7 ans.

Les Cours de police siègent en permanence, chaque jour, de 10 heures du matin à 5 heures du soir. Leur compétence *ratione materiæ* est la même que celle des Cours de petites Sessions.

L'appel des jugements rendus par les Cours de juridiction sommaire est porté devant les Cours de Sessions Trimestrielles. Il est intéressant de noter qu'un jugement bien motivé en fait ne peut être cassé pour vice de forme.

LES COURS SUPÉRIEURES DE JURIDICTION CRIMINELLES

Ce sont :

La Chambre des Lords;

La Cour des appels criminels.

La Haute Cour de justice.

Elles connaissent des actes *indictable*, c'est-à-dire des infractions les plus graves, qui exigent la procédure d'*indictment*, comportant normalement l'intervention du *Grand Jury*.

La CHAMBRE DES LORDS (House of Lords) est la plus haute Cour criminelle. Elle statue en dernier ressort sur les points de droit que lui soumettent les parties.

Elle peut cependant être appelée à juger de plano de hauts personnages, qui, par leur situation ou leur naissance, bénéficient, en cas de crimes graves, d'un privilège de juridiction.

LA COUR DES APPELS CRIMINELS se compose du *Lord Chef justicier* et des 8 Juges de la *Division du*

Banc du Roi de la Haute Cour. C'est, en somme, la section criminelle de la Haute Cour.

Elle n'a pas de juridiction particulière. Elle statue avec des pouvoirs très étendus, sur tous les cas qui lui sont soumis par la voie de l'appel. Ses arrêts sont définitifs.

LA HAUTE COUR DE JUSTICE, présidée par le Lord Chef Justicier (*Lord Chief Justice*), comprend un certain nombre de Cours qui ont juridiction criminelle. Elles sont compétentes pour connaître, comme les Cours supérieures, des actes *indictables* et statuent donc avec l'aide du Jury.

LA DIVISION DU BANC DU ROI (Crown Side) connaît des affaires qu'elle évoque d'office par ordonnance (*writ de certiorari*) et des infractions criminelles, c'est-à-dire des poursuites en matière très grave (par exemple des diffamations contre hauts fonctionnaires) effectuées à la requête du *Procureur de la Couronne* (Master of the Crown Officer), sans qu'il y ait eu préalablement, comme en droit commun, de mise en accusation par le Grand Jury.

La Division du Banc du Roi a une compétence *ratione materiæ* générale. Le nombre des juges est variable, mais en fait, un seul siège, assisté normalement d'un jury.

LES COURS D'ASSISES sont des juridictions temporaires, qui se tiennent 4 fois par an.

Elles sont présidées par un Juge de la Division du Banc du Roi. Les Cours d'Assises ne jugent que les infractions les plus graves.

LA COUR CENTRALE CRIMINELLE remplace la Cour d'Assises pour Londres et les faubourgs. Ses sessions ont lieu 12 fois par an. La présence de 2 Juges (*aldermen*) est nécessaire, mais, en pratique, un seul dirige effectivement les débats et rend la sentence. Sa compétence est à peu près identique à celle des Cours d'Assises.

LES COURS DE SESSIONS TRIMESTRIELLES se tiennent, comme leur nom l'indique, en principe 1 fois par trimestre, dans chaque Comté. Certaines municipalités ont des Sessions trimestrielles propres, ce qui les dispense de recourir aux Sessions du Comté.

Chaque Cour est tenue par 2 ou plusieurs Juges de Paix. Elles sont compétentes pour juger les délits les plus graves et les crimes les moins graves. Elles sont juges d'appel des juridictions sommaires.

Toutes les juridictions de la Haute Cour statuent avec l'aide d'un Jury. Le Jury est constitué par un nombre variable de citoyens, 24 au minimum pour le *Grand Jury*, 12 au minimum pour le *Petit Jury*, tirés au sort sur une liste dressée par le *Shériff*. Le Grand Jury est, en principe, seul qualifié pour prononcer la mise en accusation d'un individu ; le Petit Jury correspond à notre Jury de jugement, mais il ne participe pas à l'application de la peine.

B) *Promoteurs de l'action criminelle*

En vertu d'une fiction légale, tous les délits sont censés commis contre le Roi, par conséquent, contre l'ordre social établi. Or le citoyen anglais est profondément convaincu que tout ce qui porte atteinte à

l'ordre social le touche directement. C'est cette idée qui fonde le droit dévolu à tout particulier, apparemment non lésé, de traduire devant les Tribunaux répressifs l'auteur d'une infraction quelconque.

Mais les particuliers ne sont pas les seuls à pouvoir intenter des poursuites criminelles. Indépendamment des Associations, qui ne sont que des groupements de particuliers, il y a des organes officiels de poursuite qui sont la Police, les Coroners dans certains cas, les Solicitors des Bourg et des Comtés, et enfin les Jurisconsultes de la Couronne. Nous allons étudier successivement le rôle respectif des différents agents de poursuites pénales.

LES JURISCONSULTES DE LA COURONNE, sont l'Attorney Général et le Directeur des Poursuites publiques.

L'ATTORNEY GÉNÉRAL et son substitut, le SOLICITOR GÉNÉRAL, sont nommés par le Roi, et choisis parmi les plus éminents avocats dont l'Attorney Général est d'ailleurs *Benchér*, c'est-à-dire Bâtonnier de l'Ordre et il n'y a en Angleterre que le seul Barreau de Londres.

L'Attorney Général et le Solicitor Général ne peuvent être choisis que parmi les membres du Parlement. Ils ont la charge des poursuites engagées au nom du Gouvernement ou du Parlement et désignent, en conséquence, les *Solicitors* qui soutiendront l'accusation devant le Jury criminel.

L'Attorney Général n'agit d'office qu'en cas de crime de haute trahison ou de crime contre la sûreté de l'Etat.

Il a le pouvoir d'arrêter par un *nolle prosequi*, susceptible d'aucun recours, toute poursuite engagée.

Les interventions de l'Attorney Général sont donc exceptionnelles et, dans le courant du XIX^e siècle, l'augmentation de la criminalité a démontré que le système de répression était déficient. Sans doute, la plupart des citoyens lésés poursuivaient bien, mais ils ne connaissaient pas toujours l'auteur de l'infraction qui leur portait préjudice et ils n'avaient aucun moyen pour l'identifier et le rechercher. Quant aux particuliers non lésés, un grand nombre hésitaient à poursuivre dans le seul but de faire respecter l'ordre. Ils n'avaient à espérer aucun avantage et par contre, ils devaient engager des poursuites coûteuses dont les frais risquaient de rester à leur charge. Même s'ils obtenaient une condamnation, ils ne pouvaient récupérer les frais qu'ils avaient exposés, le condamné étant le plus souvent insolvable. En cas d'acquiescement faute de preuves suffisantes, le prévenu pouvait les poursuivre à son tour et les faire condamner, pour le préjudice causé, à d'importants dommages-intérêts, voire même à l'emprisonnement.

Le système favorisait aussi des collusions; des accusés riches achetaient le silence des témoins ou se trouvaient en butte à de véritables chantages de la part de particuliers qui les menaçaient de poursuites à défaut de paiement d'une forte somme.

En fait, seule poursuivait la police, mais ses agents n'étaient pas exempts de tentative de corruption, soit pour ne pas poursuivre, soit au contraire pour multiplier des poursuites, qui profitaient à des attorneys véreux.

Aussi, en 1856, fut constituée une *Judicature Commission*, chargée d'élaborer un projet de réforme judiciaire qui, après avoir cité dans un important rapport, tous les abus, les chantages, les intimidations, les colusions qu'elle avait établis, après avoir montré les dangers que présentaient pour une bonne administration de la justice, les vices inhérents au système de répression en vigueur, proposait que « toute poursuite, si légère que soit l'affaire (soit) soumise au contrôle, et s'il le faut, à l'action d'agents publics, responsables et nommés par l'Etat ». C'était, en somme, proposer l'institution d'un Ministère public, analogue à celui qui existait en France depuis longtemps, à la satisfaction générale.

La réforme proposée était trop radicale, et répugnait au tempérament anglais, profondément hostile à toute centralisation et à toute ingérence de l'Etat. Aussi, par une loi de 1879, le Parlement se contenta de donner au Solicitor de la Trésorerie, le titre de DIRECTEUR DES POURSUITES PUBLIQUES. (Director of public prosecutions).

Ce fonctionnaire, placé sous les ordres de l'Attorney Général, mais qui est nommé par le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, ne jouit pas d'un monopole. Son rôle est surtout de suppléer à l'indifférence ou à la défaillance des particuliers. La loi précise bien, dans son article 7, que « rien n'entrave le droit de toute personne d'intenter, entreprendre ou conduire n'importe quelle poursuite criminelle », et une circulaire de l'Attorney Général, de janvier 1880, confirme que « le nouveau système (n'a) pas pour objet de supplanter l'ancien, mais de le suppléer, au besoin ».

Un règlement du 25 janvier 1886 a déterminé les cas où le Directeur doit poursuivre. En plus du cas où il en reçoit l'ordre de l'Attorney Général ou du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, il doit engager des poursuites lorsqu'ont été commis des crimes punis de mort, et chaque fois qu'il pense que l'intérêt public est en jeu ou que la délicatesse et la difficulté des cas rendent nécessaire son intervention. Il peut reprendre toute poursuite interrompue ou abandonnée par un particulier et, pour lui permettre d'exercer cette prérogative, les fonctionnaires de police doivent porter à sa connaissance les crimes les plus graves et toutes les affaires qui sont susceptibles de provoquer son intervention.

Soit d'office, soit sur requête, il peut, dans les cas difficiles, donner toutes consultations utiles aux Clercks de justice (Greffiers qui sont en même temps Solicitors ou avoués), aux chefs de police et même aux particuliers qui les sollicitent. Il peut d'ailleurs aider les particuliers dans la recherche et l'établissement des preuves, en mettant certaines dépenses onéreuses à la charge du Trésor, ou même en chargeant un avoué (*solicitor*) ou un avocat (*barrister*) de poursuivre en son nom. Actuellement la fonction de Directeur des poursuites publiques ne se confond plus avec celle d'avoué de la Trésorerie. Le Director of public prosecutions est choisi parmi les maîtres du Barreau et les avoués près la Haute Cour les plus renommés.

Bien qu'il soit aidé par des assistants comparables à nos Substituts, le Directeur ne saurait poursuivre

toutes les infractions. Son rôle croît chaque jour en importance et en étendue, mais il n'intervient encore que dans un petit nombre d'affaires.

Dans les Comtés et dans les Bourgs, fonctionne un système qui présente quelque analogie avec le Ministère Public; les CLERCKS DE JUSTICE et les Greffiers de paix qui sont solicitors, poursuivent devant les Cours de Petites Sessions et les Cours de Sessions trimestrielles les infractions dont ils ont connaissance. Bien des Bourgs, même, rémunèrent un SOLICITOR, qui est chargé spécialement des poursuites pénales.

Lorsqu'ont été commis des crimes de sang, il y a un fonctionnaire qui est particulièrement qualifié pour mettre l'action publique en mouvement, c'est le CORONER. Elu par le Conseil du Comté et nommé à vie, le Coroner (2) est chargé d'effectuer une enquête dans tous les cas de mort violente, de mort suspecte, ou de décès dans les prisons. A cet effet, il convoque un jury pour examiner le cadavre et donner son avis sur les causes du décès. Si le Jury estime que des charges suffisantes pèsent sur un individu, le Coroner peut délivrer à son encontre un ordre d'arrestation (warrant). L'accusé est alors conduit devant une Cour de juridiction sommaire qui procède à l'instruction et renvoie l'affaire devant les Assises.

Un très grand nombre de poursuites sont effectuées par la POLICE, qui a été longtemps, le seul agent de poursuite avec les particuliers. La Police joue d'ailleurs dans le système judiciaire anglais un rôle con-

(2) Il y a un Coroner par district.

sidérable. Ses agents ou *constables* jouissent d'un pouvoir propre très étendu de perquisition, d'arrestation et de renvoi devant les Cours de Police, mais ils sont aussi soumis à de lourdes responsabilités pécuniaires en cas d'arrestations arbitraires et de poursuites téméraires.

Londres et ses environs relèvent de la *Police Métropolitaine*, administrée par le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur et placé sous les ordres du *Chief Police* (Commissaire de Police). La Police rémunère un *Solicitor* spécial qui la représente et se tient en liaison constante avec le Directeur des poursuites publiques à qui il en réfère dans tous les cas importants. Les Bourgs et les Comtés ont leur police qui est seulement contrôlée par le Home Office.

Les constables de la Police des Bourgs et des Comtés jouissent des mêmes prérogatives, quant à la poursuite pénale, que les constables de la Police Métropolitaine. Enfin les Policiers privés ou *Détectives*, souvent groupés en Associations, dont la plus importante est *Scotland Yard*, ont les mêmes droits que les constables.

Tous ces fonctionnaires ou hommes de loi sont plus ou moins spécialisés dans la poursuite des délinquants; du moins leurs fonctions, leur goût inné ou acquis, les exhortent à assurer la répression, par tous moyens dont ils disposent; ou un intérêt pécuniaire les incite à engager des poursuites pénales. Mais le grand principe anglais, base du système accusatoire, formellement maintenu par la loi de 1879, c'est que toute personne ou groupement de personnes, érigé en Asso-

ciations peut intenter et conduire toute poursuite pénale. Même en matière criminelle, un citoyen quelconque, muni d'une autorisation de l'Attorney Général (*Fiat*) peut, après versement d'une caution, se porter accusateur devant le *Grand Jury* contre un individu qui sera immédiatement incarcéré ou laissé en liberté sous caution. Il est toutefois assez rare qu'un particulier exerce une poursuite criminelle; c'est la police qui s'en charge.

Généralement, le particulier ne poursuit que pour de simples délits. Il se présente alors, sans avoir besoin d'un fiat de l'Attorney General, devant une Cour de juridiction sommaire et demande au Juge l'autorisation, obligatoirement accordée, d'assigner l'adversaire. Le plaignant doit commencer lui-même l'instruction, de façon à pouvoir démontrer au Juge le bien fondé de sa plainte, et, à cet effet, il s'adresse généralement à un Solicitor qui étudie l'affaire et délègue à l'audience un avocat.

Il arrive toutefois que des plaignants, ne pouvant supporter les frais, souvent onéreux, d'une poursuite, hésitent à l'intenter ou l'abandonnent en cours; d'autres n'osent pas poursuivre. C'est dans ces cas, que les associations interviennent.

Le droit d'association étant très libéralement reconnu, les Associations sont, en Angleterre, très nombreuses et très prospères. Leur activité est généralement spécialisée, mais une victime est toujours certaine de trouver une Association qui l'aidera à obtenir réparation du préjudice subi, ou, du moins, à en faire condamner l'auteur.

Les Associations, qui jouissent des mêmes droits que les particuliers, prennent la poursuite complètement à leur charge. Elles effectuent toutes enquêtes utiles, délèguent à l'audience leur solicitor pour soutenir l'accusation, font comparaître les témoins et exposent tous les frais nécessaires. Si le particulier ne veut pas, pour une raison quelconque, que son nom figure dans la procédure, l'Association exerce la poursuite en son nom propre.

Les Associations anglaises à but idéal, défenseurs patentés des humbles, des faibles et des timorés, et qui exercent d'office des poursuites pénales quand les intérêts de la morale publique ou de l'ordre social leur paraissent compromis, jouent, dans la vie judiciaire de leur pays, un rôle considérable que nous mettrons en lumière dans le paragraphe suivant.

De cet aperçu sommaire de l'organisation judiciaire anglaise et du système de poursuite pénale qui y est en vigueur, se dégage une impression générale de confusion (3). Que serait-ce si nous étions entrés dans le détail?

Les diverses juridictions paraissent ne pas avoir de composition ni même de compétence bien déterminées, et il semble que des conflits positifs ou négatifs de juridiction doivent être fréquents. Le nombre et la diversité des agents de poursuites sont aussi inquiétants. Cette confusion apparente tient à ce que les lois anglaises ne sont pas codifiées. Le droit pénal et la procédure criminelle résultent de coutumes anciennes

(3) Qui tient, nous l'espérons, exclusivement au sujet.

conservées et modifiées au cours des siècles. C'est un droit essentiellement historique et judiciaire, mais qui n'a pas évolué au hasard.

La *common law* (loi coutumière) a pu être dirigée, dans son évolution, grâce à l'autorité de la jurisprudence, respectée à l'égal de la loi (*a Judge made law*), ce qui est une manifestation particulière du respect que nos voisins d'outre Manche témoignent à la tradition.

Aussi ce droit, d'apparence si complexe, du moins pour un étranger, forme de l'aveu des praticiens anglais (4), un tout très homogène. Né de la jurisprudence, créé et modifié, suivant les nécessités de la pratique par ceux qui le possèdent à fond et qui, l'utilisant quotidiennement, sont qualifiés pour discerner ses défauts, il se trouve constamment et judicieusement adapté.

Le caractère essentiel de ce droit, au point de vue qui nous occupe, c'est un respect profond de l'individu qui est très efficacement protégé contre la puissance publique, au risque même de compromettre la répression.

L'état anglais est aux antipodes de l'Etat totalitaire; loin d'absorber l'individu, il rapporte tout à lui; il rapporte tout au citoyen, considéré comme une partie active et non passive de l'état, et qui, à ce titre, doit participer, au moins indirectement, et même directe-

(4) Notre opinion est le reflet des appréciations portées sur leur système de répression par les sollicitors des Associations anglaises, qui, avec une courtoisie à laquelle nous rendons hommage, ont bien voulu nous renseigner sur l'activité juridique des Associations qu'ils représentent en justice.

ment, s'il le juge bon, à l'administration de la Justice. L'Association, s'analysant comme un groupement volontaire de citoyens, il est logique qu'elle possède les mêmes droits, puisque c'est précisément pour donner à l'exercice des droits individuels une puissance accrue que les citoyens libres se sont unis.

C)* *Activité des Associations anglaises*

Il est remarquable qu'en Angleterre, comme aux Etats-Unis et en France, les premières associations constituées dans un but non lucratif, et qui ont servi de modèle aux autres, sont les Associations de protection animale. Ce sont aussi les plus importantes. La doyenne des grandes Associations anglaises est en effet la SOCIÉTÉ ROYALE POUR LA PROTECTION DES ANIMAUX (ROYAL SOCIETY FOR THE PREVENTION OF CRUELTY TO ANIMALS) (R. S. P. C. A.).

Fondée en 1824, cette Société est actuellement florissante et puissante. Elle est patronnée par les Souverains Britanniques et son Président est le Prince de Galles (5). L'organisation de l'Association est à la fois minutieuse et décentralisée. Son conseil d'administration, où siègent de hauts personnages, comprend 50 membres, répartis en 12 Commissions. d'une dizaine de membres chacune (Commission des

(5) Le Prince de Galles, Président de la R.S.P.C.A., se souviendra-t-il, maintenant qu'il est le Roi Edouard VIII, des propos qu'il a tenus, étant enfant, à M. Baden POWELL, l'apôtre du Scoutisme, propos que nous rapporte *Le Temps* du 22 janvier 1936: « Quand je serai Roi, je ferai trois lois: Personne ne coupera plus la queue des petits chiens; il n'y aura plus de péchés en Angleterre; et l'on ne se servira plus de rênes d'enrênement — les Bearing-reins — qui blessent les chevaux ».

Finances, Commission permanente, Commission de la destruction sans douleur des animaux, Comité Législatif, etc...).

Le territoire de l'Angleterre et du Pays de Galles est divisé en 16 Groupes, qui sont tous représentés également au Conseil. Ces groupes sont eux-mêmes rattachés à des Régions. Il y a 5 Régions, dirigées chacune par un *Regional Organiser*.

Le nombre des Sections de la R. S. P. C. A. s'élève actuellement à 2.500 et elle comprend près de 9.000 membres.

Une telle Société ne saurait agir utilement si elle ne possédait d'importantes ressources. Ces ressources, la R. S. P. C. A. s'enorgueillit de les tirer exclusivement de ses revenus propres et des contributions volontaires. Elle n'est pas subventionnée par le Gouvernement. C'est ainsi que pendant l'année 1934, elle a reçu à titre de souscriptions et de donations, 3.605 livres sterling (6), et à titre de legs, 70.442 livres sterling (7). Les libéralités adressées à ses sections ou à ses *fourrières*, se sont élevées à 37.498 livres sterling (8).

Ses dépenses sont également considérables; leur montant, pour l'année 1934, est de 145.994 livres sterling (9). La rémunération des inspecteurs de la Société et les frais de leur service y participent pour 82.146 livres sterling (10), les frais de justice pour

(6) Soit 270.375 francs, au cours de 75 fr. pour 1 livre sterling.

(7) Soit 5.283.150 francs.

(8) Soit 2.812.350 francs.

(9) Soit 10.949.550 francs.

(10) Soit 6.160.950 francs.

4.769 livres sterling (11), les frais de propagande (presse, films, conférences, etc...) pour 18.292 livres sterling (12).

Ces puissants moyens financiers sont consacrés à une activité méthodique qui s'exerce vers les buts suivants :

1° Diffusion des principes favorables à un traitement humain des animaux.

2° Vote de lois protégeant les animaux contre les mauvais traitements.

3° Mise en œuvre de la législation en vigueur.

Pour atteindre ses objectifs et faire respecter les lois protégeant les animaux, la Société a constitué un corps de 229 Inspecteurs répartis dans toute l'Angleterre.

Quelques chiffres suffisent à évoquer l'activité de la R. S. P. C. A. pendant l'année 1934.

19.615 avertissements ont été donnés, soit par les Inspecteurs, soit par le Conseil de la Société, à des personnes coupables de violences légères à animaux.

29.715 plaintes pour cruautés envers les animaux ont été instruites.

189.013 sujets, relatifs à la bienveillance envers les animaux, ont été traités par les élèves dans les écoles de Londres (et plus de 76.000 en province par les soins des Sections de la Société).

762 tueurs, exerçant leur profession avec humanité, ont été placés dans les abattoirs.

93 locaux de mise à mort d'animaux ont été installés.

(11) Soit 357.675 francs.

(12) Soit 1.371.400 francs.

32.348 pièces à lapins d'un fonctionnement non cruel, ont été délivrés.

173.577 animaux affamés, errants, malades ou blessés furent tués sans souffrance par les soins des Sections de la Société.

28.693 animaux malades ou blessés furent tués sans souffrance à la requête de leurs propriétaires ou de la police.

497 démonstrations des moyens de tuer sans douleur les animaux furent faites, au cours desquelles 3.289 animaux furent mis à mort.

82 sections nouvelles ont été établies.

74 médailles ont été remises.

1.069 conférences ont été faites dans les collèges et dans les écoles devant des Boy-Scouts et des Scouts-Girls, et même dans des prisons.

116 représentations cinématographiques ont été données, dans autant de lieux différents, par le cinéma ambulant de la Société, et 78 cinémas ont passé les films de la Société.

410.000 tracts et opuscules ont été distribués et 40.000 affiches apposées, en plus de 474.000 brochures et 56.000 affiches publiées pendant la Semaine consacrée à la destruction sans douleur des lapins.

On voit, par ces chiffres, combien est intense et variée l'activité de la Société Royale de protection des animaux, quels efforts considérables elle consacre à la propagande de ses idées, dans tous les milieux sociaux. Elle fait d'ailleurs paraître un magazine mensuel: *The Animal World*.

En vue d'intensifier la propagande chez les jeunes gens, une section spéciale a été créée pour eux, au sein de la Société; c'est la *Junior Division*, qui publie également un journal mensuel intitulé *Animal Ways*.

La R. S. P. C. A. jouit de puissants appuis parlementaires, qui lui permettent de faire soumettre ses doléances et ses vœux à l'attention de la Chambre des Communes. Elle renforce l'action des députés qui soutiennent ses suggestions, en prenant l'initiative de pétitions qui sont toujours signées de milliers de noms. Elle obtient ainsi, mais non sans difficultés, le vote de lois améliorant le sort des animaux. C'est ainsi que pendant l'année 1934, elle a provoqué le vote de trois lois, l'une réglementant l'exhibition et le travail public des animaux, l'autre permettant aux Tribunaux écossais d'interdire de posséder des chiens aux personnes coupables, à leur égard, de mauvais traitements, et enfin une dernière loi qui réglemente la pêche des baleines. Son programme de réformes législatives est cependant fort loin d'être passé dans la législation positive. La Société a étudié de nombreuses propositions de lois qu'elle s'efforce de faire adopter par le Parlement: projet sur l'exportation des chevaux; projet sur l'interdiction des films cinématographiques représentant des souffrances causées par des animaux ou à eux; projet sur la protection des animaux travaillant dans les mines; projet sur les pièges; projet sur la pollution des eaux, etc.

La puissance des moyens mis en œuvre par la Société depuis plus d'un siècle et la nécessité qu'elle proclame de les multiplier et de les intensifier,

démontrent d'ailleurs la difficulté d'obtenir des résultats sérieux et durables. Elles prouvent que de nombreux animaux continuent à être l'objet de mauvais traitements. Aussi, conjointement à son travail de propagande et de persuasion, la Société joue un rôle répressif. Elle ne s'y résigne d'ailleurs que lorsque conseils et avertissements sont demeurés sans effet, et, à cet égard, la seule présence des Inspecteurs est souvent efficace par la crainte qu'ils inspirent. Elle aime mieux empêcher les cruautés plutôt que de les réprimer, mais lorsque des poursuites lui semblent nécessaires, elle n'hésite pas à les intenter.

Les auteurs de cruautés, à l'égard des animaux, sont déférés aux Cours de petites sessions. Les Inspecteurs de la R. S. P. C. A. ne jouissent d'aucun privilège de poursuite. Ils peuvent assigner le délinquant mais au même titre qu'un citoyen quelconque. En pratique, c'est le Secrétaire de la Société qui seul prend l'initiative des poursuites pénales. Il s'engage à garder secrètes les dénonciations et surtout à ne pas livrer le nom du dénonciateur, mais, par contre, il ne tient pas compte des informations anonymes. En province, les Inspecteurs n'engagent des poursuites qu'après avoir sollicité des instructions du Secrétaire. Remarquons que le Directeur des Poursuites publiques n'intente jamais de poursuites en cette matière.

Le tableau ci-contre prouve d'ailleurs que si les plaintes adressées à la Société sont en augmentation constante, le nombre des poursuites et des condamnations décroît régulièrement.

Années	Condamnés pour cruautés envers les Animaux	Coupables de délits sans gravité qui ont reçu un avertissement	Plaintes suivies d'enquêtes
1900.....	7.894		
1901.....	8.033		
1902.....	8.210		
1903.....	8.798		
1904.....	8.927		
1905.....	7.953		
1906.....	6.704		
1907.....	6.586		
1908.....	7.174		
1909.....	6.550		
1910.....	6.556		
1911.....	—		
1912.....	6.906		
1913.....	6.555		
1914.....	4.835		
1915.....	4.062		
1916.....	3.741		
1917.....	3.570	16.526	11.958
1918.....	3.382	16.068	11.655
1919.....	3.963	19.380	11.552
1920.....	4.280	20.805	11.550
1921.....	4.105	21.160	12.926
1922.....	4.125	20.481	15.335
1923.....	4.153	21.731	18.470
1924.....	3.511	20.968	17.946
1925.....	3.428	21.753	18.911
1926.....	3.407	22.172	20.069
1927.....	3.325	21.635	20.673
1928.....	3.076	20.804	21.464
1929.....	2.624	21.630	23.817
1930.....	2.447	21.325	24.489
1931.....	2.128	20.439	25.328
1932.....	2.312	20.618	26.822
1933.....	2.342	20.109	27.815
1934.....	1.726	19.615	29.715

Sur les 1.726 personnes condamnées en 1934, pour cruautés envers les animaux, 1.671 l'ont été à l'amende et 55 à la prison, sans avoir la possibilité d'opter pour une amende. En 1933, elles étaient respectivement de 2.628 et 74; il y a donc une diminution des condamnations qui résulte certainement d'une diminution de la délinquance. Cette décroissance de la criminalité est confirmée par la diminution également importante des avertissements. Alors qu'en 1933 les inspecteurs ont donné 18.401 avertissements et le comité central 1.708, en 1934, les avertissements ont été respectivement de 18.134 et de 1.381. Ces chiffres indiquent que les cruautés les plus graves se raréfient.

Le Tribunal, saisi par la Société, a également décidé l'abattage de 713 animaux (dont 273 chevaux) en 1934, au lieu de 801 (dont 328 chevaux) en 1933. Là aussi, une diminution intéressante se manifeste.

Il y a toutefois une augmentation assez sensible des enquêtes effectuées à la suite des plaintes: 29.715 au lieu de 27.815. Mais la diminution des condamnations et des avertissements prouve que, parmi ces plaintes plus nombreuses, un plus grand nombre étaient injustifiées. Plutôt qu'une augmentation réelle des actes de cruauté envers les animaux, l'augmentation continue des plaintes prouve plutôt la tendance et le goût croissant du public de se conduire comme des inspecteurs amateurs. Elle prouve surtout que le public, sensible à la propagande de la R. S. P. C. A., se fait un devoir de collaborer bénévolement à l'action bienfaisante de la Société en lui signalant tous les

actes de cruauté, même peu graves, dont il a connaissance.

De l'examen de ces statistiques, on peut, semble-t-il, conclure que le sort des animaux tend à s'améliorer, grâce à l'action énergique de la Société Royale, mais de grands progrès sont encore possibles et nécessaires; les cas de barbarie restent assez fréquents, et si certains tribunaux, qui prononcent des condamnations par trop bénignes, ne se rendent peut-être pas suffisamment compte de la responsabilité qu'ils encourent, d'autres magistrats, parfaitement conscients de l'effet exemplaire et intimidateur de la peine, prononcent le maximum et regrettent seulement qu'il ne soit pas plus élevé. La Société fait d'ailleurs de grands efforts pour que le Parlement prévoie des peines plus sévères pour le délit de violences à animaux. Et cependant les peines prononcées sont bien supérieures à celles qui sont prévues et prononcées en France dans des cas similaires.

C'est ainsi que sur 163 personnes convaincues, en 1934, de mauvais traitements envers des chiens, 55 ont été privées, indéfiniment ou pour une période déterminée, du droit de posséder un chien. Le fait de précipiter son chien dans un puits a coûté 2 livres sterling d'amende à son propriétaire (13). Pour avoir laissé son chien sans nourriture et l'avoir ainsi contraint à manger de la paille, un individu a été condamné à un mois d'emprisonnement avec interdiction perpétuelle de posséder un chien. Un autre qui avait jeté son chien dans une rivière après lui avoir lié

(13) Soit 150 francs.

les pattes a été condamné à quatre jours de *hard labour* (prison avec travail pénible).

Le juge d'Eastbourne, après avoir condamné à trois mois de *hard labour* le propriétaire d'un bidet qui faisait travailler cet animal malgré qu'il soit décharné, usé et grièvement blessé, a publiquement regretté que la loi ne lui permît pas de faire fustiger le coupable.

Les chats sont aussi fort bien protégés: 7 jours d'emprisonnement ont été infligés à une personne qui avait laissé ses 5 chats exposés aux intempéries et les avait abandonnés sans nourriture; un mois de *hard labour* pour avoir tué un chat à coups de bâton.

Le propriétaire de 12 têtes de bétail qui les avait fait transporter par chemin de fer, alors que les bêtes étaient malades, fut condamné au maximum de l'amende, soit 60 livres sterling (14).

N'ayant pas donné à manger à ses poules pendant 5 jours, un paysan se vit infliger un mois de *hard labour*.

Ce rapide compte rendu de l'activité de la R. S. P. C. A. suffit à démontrer la puissance qu'elle peut mettre au service de ses idées et l'amélioration qu'elle peut apporter au sort des animaux par une surveillance constante et par la poursuite énergique des auteurs de cruautés.

Les Sociétés françaises poursuivant les mêmes buts auraient grand intérêt à s'inspirer de son organisation et de ses méthodes de propagande, mais l'opinion française, même éclairée par une active

(14) Soit 4.500 francs.

campagne de la S. P. A., approuvera-t-elle jamais une condamnation à 3 mois de hard labour pour avoir fait travailler un cheval malade et blessé? Pourra-t-elle jamais observer une attitude différente de l'ironie à la lecture des dissertations compendieuses élaborées par des notabilités sur la question de savoir si le lion exhibé par un dompteur est un animal sauvage ou un animal domestique? (15).

C'est plus de 60 ans après la création de la Société Royale pour la Protection des Animaux que des personnes charitables ont constitué une Société pour la protection des enfants. C'est la NATIONAL SOCIETY FOR THE PREVENTION OF CRUELTY TO CHILDREN (N. S. P. C. C.). Elle a été fondée en 1884, pour la protection physique et morale de l'enfance.

L'objet de la Société est :

1° De prévenir les maux dont les enfants peuvent être victimes dans le rue ou au sein de leur famille; de veiller à les soustraire au danger moral;

2° De faire renforcer les lois, pour la protection des mineurs;

3° De provoquer la création et le maintien de toutes organisations propres à atteindre les buts ci-dessus;

4° D'employer tous les moyens légaux qui, directement ou indirectement, servent la cause des mineurs.

Le Président de la N. S. P. C. C. est actuellement le duc de KENT, frère du roi. Dans le Comité de

(15) Les précisions apportées sur l'activité de la R.S.P.C.A. sont tirées de l'important rapport publié en 1935 par la Société et d'une lettre du Secrétaire en chef de la Société en date du 3 juillet 1935.

patronage figure toute la famille royale et les plus grands noms de l'aristocratie anglaise. Un directeur assisté d'une Commission exécutive, élue pour un an, administre la Société; qui comprend en Angleterre, Pays de Galles et l'Irlande, 675 centres et 2.625 sections, auxquels il faut ajouter les 214 sections de la *Children's League of Pity* (Ligue de la pitié envers les enfants), filiale de la Société.

Le budget de la N. S. P. C. C. est sensiblement aussi important que celui de la R. S. P. C. A. C'est aussi à la générosité privée qu'elle doit l'intégralité de ses ressources, qui se sont élevées, pour l'exercice 1934-1935 (du 1^{er} avril 1934 au 31 mars 1935), à 130.547 livres sterling (16); le montant des cotisations a été de 54.334 livres sterling (17); celui des donations, de 10.058 livres sterling (18), celui des legs, de 21.633 livres sterling (19). La *League of Pity* a versé 7.692 livres sterling et le produit des ventes de charité, des fêtes de bienfaisance et des diverses collectes, s'est élevé à 24.822 livres sterling (21). Enfin, la Société dispose de 4.233 livres sterling de revenus (22).

Mais les dépenses sont aussi considérables, et excèdent même l'actif (23). Les frais afférents au

(16) Soit 9.791.025 francs, au cours de 75 francs la livre sterling.

(17) Soit 4.075.050 francs.

(18) Soit 754.350 francs.

(19) Soit 1.622.475 francs.

(20) Soit 756.900 francs.

(21) Soit 1.861.650 francs.

(22) Soit 317.475 francs.

(23) Près de 7.000 livres sterling, soit plus de 500.000 francs de déficit.

service des Inspecteurs ont été de 64.690 livres sterling (24), les frais de justice se sont élevés à 2.432 livres sterling (25), l'entretien des maisons de refuge a coûté 2.303 livres sterling (26); 6.977 livres sterling (27) ont été consacrées aux frais de propagande (publications périodiques, brochures, tracts, meetings, séances cinématographiques); enfin l'administration intérieure est particulièrement onéreuse: 53.235 livres sterling (28).

L'importance des libéralités qui lui sont faites témoigne de l'intérêt agissant que l'œuvre suscite dans le public. Mais l'importance, plus grande encore, des dépenses engagées prouve que l'activité de la N. S. P. C. C. répond à une véritable nécessité sociale.

En effet, ni le Directeur des Poursuites, ni la Police, ni les Sociétés similaires ne poursuivent exactement les mêmes buts ni surtout n'utilisent les mêmes moyens.

Les autres Associations qui poursuivent la défense de l'enfance malheureuse fondent des maisons de refuge pour y abriter les enfants martyrisés ou abandonnés par leurs parents, alors que la N. S. P. C. C., désireuse avant tout de ne pas soustraire les enfants mineurs du foyer familial, consacre tous ses efforts à améliorer leur situation matérielle et morale au sein même de la famille, en exerçant sur les parents une pression énergique et constante par des conseils

(24) Soit 4.851.750 francs.

(25) Soit 182.400 francs.

(26) Soit 171.725 francs.

(27) Soit 523.275 francs.

(28) Soit 3.992.625 francs.

ou des menaces. Nous verrons qu'elle n'hésite pas à poursuivre et à faire déchoir de leurs droits les parents gravement coupables, mais elle s'efforce plutôt d'éveiller et de développer en eux le sens de la lourde responsabilité qui leur incombe. 265 inspecteurs se consacrent actuellement à cette tâche salutaire.

Les *Children's men*, les *Hommes des enfants*, ainsi qu'on les nomme, exercent sur tout le territoire une action bienfaisante de prévention. Choisis et instruits par le Siège Central, ils sont tous assistés d'un Comité de philanthropes bénévoles et désintéressés qui sont responsables des finances de la Société (29). Recherche des enfants qui ont besoin de protection, enquêtes consécutives à des dénonciations, conseils à ceux qui les sollicitent, menaces aux parents négligents ou coupables, surveillance attentive des familles suspectes, rapports à la Commission exécutive aux fins de poursuites dans les cas graves et alors que conseils et menaces se sont heurtés à une mauvaise volonté invétérée, tel est l'emploi du temps des *Children's men*; il exige, pour son exécution fructueuse, une expérience, un dévouement et un tact qu'ils possèdent tous à un haut degré et dont tout le monde les loue. Ils ne peuvent d'ailleurs exercer leur mission strictement privée qu'en gagnant la confiance des familles et ils y parviennent le plus souvent. Ce n'est pas en inquisiteurs dont on se méfie qu'ils se présentent, mais bien en amis à qui l'on peut se confier et

(29) Ce sont ces Comités qui élisent la Commission exécutive de la Société.

à qui l'on peut demander aide et conseil. Cette attitude pouvait seule leur ouvrir les portes et provoquer la collaboration bénévole des milieux populaires.

Recherche des enfants qui ont besoin de protection, cette première tâche des children's men, elle est, hélas ! assez facile, tant les cas sont nombreux d'enfants qui ne sont pas toujours l'objet de sévices, mais qui manquent du nécessaire ou qui sont en danger moral. La crise et le chômage qui sévissent encore durement en Angleterre ont une répercussion sensible sur le sort des enfants.

Le logement, tout d'abord, doit être restreint. Le tableau ci-dessous est éloquent, qui rapporte le nombre des cas où l'attention des inspecteurs a été attirée dans les années dernières sur des logements de une et deux pièces.

Années	Logements d'une pièce			Logements de deux pièces		
	Cas	Majeurs	Enfants	Cas	Majeurs	Enfants
—	—	—	—	—	—	—
1928-29 ..	5.633	10.057	13.633	6.277	12.319	19.486
1929-30 ..	5.633	10.058	13.912	6.266	11.708	19.151
1930-31 ..	5.361	9.454	12.975	6.350	12.462	19.406
1931-32 ..	5.189	9.267	12.366	6.523	12.582	19.521
1932-33 ..	5.276	9.385	12.079	6.709	13.006	19.336
1933-34 ..	4.892	8.610	10.942	6.952	13.433	19.763
1934-35 ..	4.351	7.445	9.653	6.533	12.543	18.419

Les logements exigus attirent instinctivement la surveillance de ceux qui se préoccupent de l'enfance, car il est presque fatal qu'ils se transforment en taudis où parents et enfants de tous âges vivent dans une promiscuité immorale et dans des conditions hygiéniques qui engendrent des maladies et réduisent la résistance de l'organisme.

Dans ce logement insalubre, l'homme et parfois aussi, hélas ! la femme se déplaisent. Chômeurs complets ou partiels, ils disposent de longues heures de loisirs que beaucoup sont tentés de passer au cabaret, où un certain nombre se livrent inconsidérément à la boisson.

Le relevé des cas dus à l'ivresse qui ont motivé l'intervention des inspecteurs souligne les dangers sociaux de l'intempérance. Il y a lieu, toutefois, de remarquer que ces cas sont en diminution constante. Il est aussi très consolant de constater que la proportion des femmes parmi les coupables est considérablement réduite. Cette amélioration est-elle l'œuvre de la Ligue pour la tempérance ?

CAS OÙ LES FAITS QUI ONT MOTIVÉ
L'INTERVENTION DES INSPECTEURS SONT DUS A L'IVRESSE

Années	CAS			COUPABLES		
	Total des cas examinés	Nombre de cas dus à l'ivresse	%	Hommes	Femmes	Total
1914-15..	49.046	19.755	40,27	13.117	10.748	23.865
1915-16..	44.051	16.667	37,83	7.402	11.691	19.093
1916-17..	42.835	13.365	31,20	5.748	9.427	15.175
1917-18..	38.422	8.852	23,03	3.750	6.239	9.989
1918-19..	34.397	5.864	16,46	2.744	3.690	6.434
1919-20..	36.780	6.735	18,31	4.516	3.469	7.985
1920-21..	38.174	7.640	20,01	5.634	3.521	9.155
1921-22..	36.027	6.097	16,92	4.592	2.651	7.243
1922-23..	38.027	5.649	14,85	4.340	2.320	6.660
1923-24..	39.430	5.683	14,41	4.440	2.155	6.595
1924-25..	38.559	5.769	14,96	4.694	2.036	6.730
1925-26..	38.959	5.577	14,31	4.551	1.943	6.494
1926-27..	38.005	4.658	12,25	3.785	1.565	5.350
1927-28..	39.774	4.490	11,28	3.728	1.477	5.205
1928-29..	40.541	4.285	10,56	3.558	1.405	4.963
1929-30..	43.073	4.722	10,97	3.929	1.537	5.466
1930-31..	42.601	4.189	9,83	3.529	1.286	4.815
1931-32..	43.776	3.572	8,25	2.978	1.086	4.064
1932-33..	43.521	3.121	7,17	2.660	869	3.529
1933-34..	44.356	3.310	7,46	2.810	893	3.703
1934-35..	44.886	3.442	7,66	2.969	881	3.850

C'est dans ce milieu et dans ces circonstances qu'on rencontre le plus d'enfants martyrs. Les parents, ivres, se livrent sur les enfants à des sévices ; le spectacle de leur dégradation physique supprime tout sentiment de respect et d'affection dans l'esprit et le cœur de leurs enfants, la crainte seule y subsiste. Les parents rentrant parfois tard, les pauvres petits n'ont pas mangé et ne mangeront peut-être pas, car les parents, ivres, n'ont pas faim et souvent ont dépensé l'argent du ménage. Non seulement, il n'y a plus d'argent pour acheter des vivres, mais le mobilier a été le plus souvent réduit au-dessous du nécessaire. Plusieurs enfants parfois couchent dans le même lit, mais est-ce encore un lit cette paille pourrie qu'aucun drap ne recouvre ?

Malheureusement, les enfants sont souvent victimes avant même d'avoir l'usage de la parole. Ils sont livrés sans défense à des parents inconscients. Nous avons vu que les inspecteurs parvenaient à pénétrer dans ces milieux de déchéance physique et morale ; leur présence simplement signalée dans la région suffit d'ailleurs à inspirer aux parents indignes une crainte salutaire ; mais ils ne peuvent tout voir ; obligés de se déplacer, leur surveillance est intermittente. Ils ne peuvent déceler bien des cas dignes d'intérêt qu'avec le concours des voisins. Bien souvent les voisins se taisent par peur justifiée de représailles. Il faut les obliger à parler en insistant, par une propagande étendue et tenace, sur la lourde responsabilité morale qu'encourent tous ceux qui, en ne révélant pas les agissements des parents indignes, se rendent

complices de leurs cruautés. Cette croisade pour la protection des mineurs, la N. S. P. C. C. la mène avec méthode et puissance. Nous avons rapporté qu'elle y avait consacré, pour l'année écoulée, plus de 500.000 francs. Elle publie un journal, le *Child's Guardian*, qui «tire» à près de 400.000 exemplaires; plus de 300.00 exemplaires de son rapport annuel et de ceux de ces filiales sont diffusés. De son côté, la *Children's League of Pity* publie un bulletin répandu à plus de 80.000 exemplaires. Des brochures, des cartes postales, des tracts, des publications de toute nature sont distribués au public en nombre considérable. La Société présente des films, organise des conférences, tient des réunions publiques (3.262 pendant l'année 1934-1935) pour exalter l'œuvre et démontrer sa nécessité, en représentant les souffrances et les besoins de l'enfance matériellement et moralement abandonnée.

Cette ardente propagande, menée depuis des années, a produit des résultats. Les dénonciateurs sont assurés d'une discrétion rigoureuse de la part de la Société qui ne révèle leur nom en aucun cas. Ils n'ont pas de frais à engager. Aussi le public prend-il une part effective à la protection des mineurs en dénonçant à la N. S. P. C. C. les cas dont il a connaissance, et sa participation à cette tâche nécessaire de divulgation est très importante, ainsi qu'il résulte du tableau ci-dessous.

TABLEAU.

ORIGINE DES CAS EXAMINÉS PAR LA SOCIÉTÉ

Origine	1930-1931		1931-1932		1932-1933		1933-1934		1934-1935	
	Nombre de cas	%	Nombre de cas	%	Nombre de cas	%	Nombre de cas	%	Nombre de cas	%
Public	27.203	63,9	28.151	65,1	28.207	64,8	28.879	65,1	28.977	64,6
Police	2.569	6,0	2.310	5,3	2.173	5,0	2.377	5,4	2.404	5,3
Fonctionnaires des écoles	6.236	14,4	6.231	14,4	6.256	14,4	5.908	13,3	5.962	13,3
Autres fonction- naires	4.986	11,7	4.838	11,2	5.116	11,8	5.448	12,3	5.849	13,1
Inspecteurs de la Société	1.707	4,0	1.716	4,0	1.759	4,0	1.744	3,9	1.644	3,7
TOTAUX	42.601	100	43.746	100	43.521	100	44.356	100	44.886	100

Informés, les inspecteurs vont pouvoir se livrer à une enquête et prendre toutes mesures que réclame la situation. Dans beaucoup de cas, les parents ne maltraitent pas leurs enfants et le défaut de soins ou de nourriture provient du manque de ressources. Le *Children's man* est un homme de bon conseil. Il dispense les avis éclairés et beaucoup les sollicitent. Il fortifie les courages défaillants. Il peut placer temporairement les enfants dans des maisons de refuge pour permettre aux parents de passer un moment difficile. Il fait soigner et même opérer les enfants malades. Mais si ses conseils ne sont pas écoutés, si la situation des mineurs ne s'améliore pas, si les enfants sont victimes de mauvais traitements, s'ils sont privés de nourriture, exposés à un danger moral, livrés à la mendicité ou au vagabondage, *l'homme des enfants* adopte une attitude plus énergique. Après le conseil viennent l'avertissement et la menace de poursuites pénales. Cet avertissement est le plus souvent accompagné d'une liste des condamnations prononcées à l'encontre de parents coupables de faits analogues à ceux qui leur sont reprochés. Aussi dans la majorité des cas (environ 90 %), l'avertissement est efficace. Mais pour s'assurer que l'amendement est durable et que les parents ne retombent pas dans leurs errements, les inspecteurs continuent à exercer une surveillance qui devient plus large et plus rare avec le temps. Par mesure de précautions, des cartes postales sont confiées aux voisins qui, en cas de besoin, pourront alerter rapi-

dement et sans frais le siège central (30). Ainsi la Société est toujours renseignée et prête à intervenir pour protéger les petites victimes.

Nous avons montré que la N. S. P. C. C. est différente des Associations analogues, car elle seule cherche à protéger le mineur sans le ravir au foyer familial. Son activité essentielle diffère aussi de celle du Directeur des Poursuites publiques et de celle de la Police.

Le « Director of Public Prosecutions » intervient lorsque le manque de soins et les mauvais traitements ont entraîné le décès du mineur. La N. S. P. C. C., elle, commence à agir lorsque le mineur est encoie vivant. Elle travaille précisément à éviter cette issue fatale.

Quant à la Police, son devoir et son rôle sont d'appliquer les lois. La N. S. P. C. C., elle, s'efforce de prévenir les cas où la Police devra faire application de la loi.

Toutefois, il arrive que, devant la gravité ou la répétition des faits délictueux, la N. S. P. C. C. soit obligée d'intenter des poursuites pénales. Elle n'hésite pas à le faire car ses menaces n'ont de valeur que si elles se réalisent en cas d'infractions répétées. Mais elle proclame bien haut — des tracts sont même

(30) Plutôt que de multiplier les statistiques, nous avons préféré établir un tableau d'ensemble de l'activité de la Société dans lequel on trouve, depuis l'origine, le nombre de cas qu'elle a examinés, la nature des cas, la solution qui leur fut donnée, les poursuites intentées et les décisions qui furent prises; aux postes importants, les nombres sont suivis d'un pourcentage de manière à mettre mieux en relief leur évolution.

consacrés à cette démonstration — qu'elle n'est pas une *agence de poursuites*. Elle ne poursuit qu'à la dernière extrémité, lorsqu'aucune autre solution n'est possible. Il lui arrive même de ne pas poursuivre, en présence de délits caractérisés, si les circonstances permettent de penser que la conduite des parents s'améliorera. C'est l'intérêt de l'enfant qui inspire toutes les décisions de la Société. Lorsque le *children's man* considère qu'un cas doit être déferé à la justice, il fait parvenir un rapport circonstancié à la Commission exécutive de la Société, seule qualifiée pour décider s'il y a lieu d'intenter des poursuites pénales. S'il y a eu flagrant délit, les inspecteurs, qui sont assermentés comme *constables*, peuvent procéder à l'arrestation du coupable. La Société est représentée à l'audience par son *solicitor*, qui soutient l'accusation. Ainsi il apparaît à l'étude des statistiques que la N. S. P. C. C. use modérément de son droit de poursuite, puisque la moyenne de cas résolue par une action pénale est d'environ 1 % depuis plusieurs années.

Pour mieux mettre en relief l'activité de la N. S. P. C. C., nous allons brièvement détacher les chiffres relatifs à l'année 1934-1935. Au cours de cette année, la Société s'est occupée de 44.886 cas, intéressant 109.471 enfants. Plutôt que des actes de violence, la plupart de ces cas (66,4 %) ont révélé un abandon matériel des mineurs, dépourvus des soins indispensables, privés d'une nourriture suffisante et placés dans des conditions d'existence nettement insalubres. Il y a cependant lieu de déplorer

4.814 cas de mauvais traitements et 361 cas de corruption morale.

Dans 64,6 % des cas, les interventions amiables des inspecteurs ont été couronnées de succès, soit qu'ils aient fourni du travail aux parents, soit que des enfants, abandonnés par leurs parents incarcérés, aient été recueillis par les chapelains des prisons, soit que d'une manière quelconque, les *children's men* soient parvenus à améliorer la situation des mineurs. 1.756 enfants malades ont été examinés par le service médical de la Société, qui a pratiqué avec succès près de 700 opérations. Des femmes-inspecteurs ont multiplié les visites aux enfants dans les hôpitaux (3.021) et dans leur famille (7.667). Elles accompagnent les malades à l'hôpital ou, après guérison, les reconduisent dans leurs foyers. Deux ambulances automobiles permettent le transport rapide des enfants dans les cas urgents.

Les *children's men* ont dû donner 42.396 avertissements, à la suite de 195.854 enquêtes diverses et 242.252 visites de surveillance.

504 cas seulement ont été déférés à la Justice, soit 1,1 %, et, sauf 11, ont tous fait l'objet de condamnation, dont voici le détail :

NOMBRE ET NATURE DES CAS. — SUITE DONNÉE																				NOMBRE D'ENFANTS, DE COUPABLES ET DE VISITES DE SURVEILLANCE DANS LES CAS DÉLICTEUX				POURSUITES PÉNALES												
ANNÉES	TOTAL des cas	NATURE DES CAS												SUITE DONNÉE								Enfants	Coupables	Visites de surveillance	TOTAL des poursuites pénales	RÉSULTAT DES POURSUITES										
		Défaut de soins	Homicide par imprudence	Abandon d'enfants	Vagabondage	Pourcentage des cas précédents	Mauvais traitements		Mendicité		Abandon moral		Cas divers		Avertissements et Conseils		Poursuites intentées		Transmission aux organisations compétentes		Cas classés après enquête					Nombre d'enfants compris dans les cas examinés	Cas classés par suite de décès	Nombre de coupables ayant reçu un avertissement	Nombre de visites de surveillance	Nombre	%	Nombre	%	PEINES		
							Cas	%	Cas	%	Cas	%	Cas	%	Cas	%	Cas	%	Cas	%	Cas													%	Années	Amendes Livre sterling
1884-1935	1.667.362	1.396.247	190	9.313	18.769		152.467		18.294		26.892		45.190		1.435.585		74.584		101.026		56.167		4.488.148	24.110	2.233.051	8.067.168	74.584	72.364		2.220		15.205	23.102			
1884	95	30	0	0	0	31,5	53	55,8	0	0	12	12,7	0	0	967	63,6	246	16,2	199	13,1	109	7,1	175	1	116	246	9			6						
1885	147	87	0	0	0	59,2	40	27,2	17	11,5	3	2,1	0	0									327	5	191		16			31						
1886-1887	258	48	6	14	0	26,3	131	50,8	29	11,3	13	5,0	17	6,6									899	6	397		29	88,2	29	11,8	16	82				
1887-1888	284	81	0	37	0	41,6	139	49,0	4	1,3	12	4,2	11	3,9									599	19	431		54			51	44					
1888-1889	337	280	0	4	0	38,5	336	45,5	45	6,1	25	3,5	47	6,4									1.165	16	971		109			32	21					
1889-1890	3.947	1.717	0	72	160	49,4	1.107	28,1	564	14,3	203	5,1	124	3,1	2.138	54,1	496	12,6	729	18,5	584	14,8	7.463	74	4.318	496	468	94,3	28	5,7	80	163				
1890-1891	6.413	3.248	0	190	326	58,7	1.622	25,3	407	6,4	292	4,5	328	5,1	3.427	53,4	936	14,6	1.099	17,1	951	14,9	13.955	78	8.234	936	870	92,9	66	7,1	160	279				
1891-1892	8.324	4.923	0	146	402	65,7	1.756	21,1	491	5,9	342	4,1	264	3,2	4.854	58,3	1.115	13,4	1.322	15,9	1.033	12,4	19.802	118	11.125	1.115	1.042	93,5	73	6,5	177	302				
1892-1893	11.336	6.938	0	178	416	66,4	2.528	22,3	550	4,9	462	4,1	264	2,3	7.205	63,6	1.306	11,5	1.660	14,6	1.165	10,3	27.637	123	15.271	1.306	1.250	95,7	56	4,3	258	535				
1893-1894	15.679	10.109	0	256	470	69,1	3.283	20,9	670	4,3	572	3,7	319	2,0	10.457	66,6	1.714	10,9	2.153	13,8	1.355	8,7	37.642	272	19.425	1.714	1.628	95,7	86	4,3	296	578				
1894-1895	19.156	12.522	10	285	536	69,6	3.956	20,7	931	4,9	568	3,0	348	1,8	13.088	68,3	2.192	11,4	2.453	12,9	1.423	7,4	47.212	258	24.111	1.1.013	2.192	2.120	96,7	72	3,3	349	634			
1895-1896	20.739	14.370	16	290	506	73,2	3.788	18,3	755	3,7	647	3,1	367	1,7	14.687	70,8	2.107	10,2	2.355	11,3	1.590	7,7	52.871	233	26.815	2.107	2.040	96,8	67	3,2	398	605				
1896-1897	23.124	16.842	7	284	541	76,4	3.865	16,7	670	2,9	642	2,8	273	1,2	16.883	73,0	2.279	9,8	2.254	9,8	1.708	7,4	61.625	204	29.883	2.279	2.216	96,9	69	3,1	425	721				
1897-1898	25.170	19.136	10	369	596	79,9	3.534	14,0	620	2,5	590	2,3	315	1,3	18.779	74,6	2.519	10,0	2.392	9,5	1.480	5,9	68.008	204	33.188	2.519	2.432	96,5	87	3,5	401	544				
1898-1899	28.165	21.749	6	414	666	81,1	3.748	13,3	574	2,0	633	2,3	375	1,3	21.096	74,9	2.873	10,2	2.571	9,1	1.675	5,8	75.732	199	36.662	2.873	2.706	95,5	107	4,5	511	665				
1899-1900	28.758	22.860	14	333	560	82,7	3.547	12,3	433	1,5	655	2,3	356	1,2	21.958	76,4	2.729	9,5	2.404	8,3	1.667	5,8	75.872	222	36.763	2.729	2.646	96,9	83	3,1	545	646				
1900-1901	31.725	25.958	8	357	527	84,6	3.428	10,8	383	1,2	630	1,0	434	1,4	24.600	77,6	2.884	9,1	2.674	8,4	1.567	4,9	85.506	246	39.841	2.884	2.795	96,9	89	3,1	655	620				
1901-1902	32.787	27.190	9	323	455	85,3	3.398	10,4	314	1,0	694	2,1	404	1,3	25.644	78,2	2.839	8,7	2.726	8,3	1.578	4,8	88.829	306	40.833	2.839	2.744	96,6	95	3,4	647	649				
1902-1903	34.946	29.320	9	384	480	86,3	3.390	9,8	314	0,9	668	1,9	381	1,1	27.673	79,2	2.883	8,2	2.829	8,1	1.567	4,5	95.560	445	44.531	2.883	2.800	97,1	83	2,9	697	688				
1903-1904	37.490	31.813	3	332	501	87,1	3.338	9,0	357	0,9	721	1,9	425	1,1	30.035	80,1	2.748	7,3	3.182	8,5	1.525	4,1	104.301	556	48.350	2.748	2.678	97,4	70	2,6	781	732				
1904-1905	38.036	32.192	7	304	451	86,8	3.569	9,4	375	0,9	754	1,9	384	1,0	30.977	81,4	2.374	6,3	3.107	8,2	1.578	4,1	105.926	617	48.980	2.374	2.290	96,4	84	3,6	618	537				
1905-1906	38.705	32.903	8	271	430	86,8	3.409	8,8	525	1,3	719	1,8	440	1,1	31.755	82,0	2.199	5,6	3.259	8,4	1.492	3,8	108.225	619	51.232	2.199	2.129	96,8	70	3,2	582	333				
1906-1907	40.433	34.674	10	236	494	87,5	3.333	8,2	549	1,3	712	1,7	425	1,0	33.935	83,9	2.253	5,5	2.819	6,9	1.426	3,5	115.1													

RÉSULTATS DES POURSUITES INTENTÉES
PENDANT L'ANNÉE 1934-1935 .

Décisions	Nombre	%
Prison	117	43,1
Amendes	62	12,3
Condamnations non suivies d'exécution de la peine	95	18,8
Ajournement dans l'espoir d'une amélioration.	41	8,1
Réprimandes	13	2,6
Compléments d'enquête	16	1,2
Divers	49	9,7
Acquittements	11	2,2
<i>Total</i>	504	100,0

La proportion de 1,1 % de poursuites, est la plus basse qui ait été enregistrée depuis le début de la Société. Cela est probablement dû au *Young Persons act* 1933. En vertu de cette loi, qui a organisé les juridictions spéciales pour les mineurs, la Société a déferé au nouveau tribunal, la *Juvenile Court*, 140 cas, relatifs à 262 enfants (112 garçons et 150 filles), qui ne sont pas considérés comme des poursuites pénales. Seules des mesures de sûreté peuvent être prises par les magistrats, tels que l'envoi dans des écoles spéciales, la délégation du droit de garde à une personne charitable, etc...

Bien que la Société répugne à intenter des poursuites, elle en augmenterait le nombre s'il lui était

toujours facile de rassembler des preuves et de trouver des témoins. Mais ceux-ci font bien souvent défaut, et la Société, pour éviter des acquittements dont le retentissement nuirait à son œuvre en diminuant son prestige, aime mieux ne poursuivre qu'à coup sûr. D'ailleurs, les membres de la Société se montrent hostiles à des poursuites nombreuses et il faut aussi compter avec la mentalité des magistrats, qui n'adoptent pas toujours les conclusions de la poursuivante, ainsi qu'en témoignent les quelques cas classés.

Avant de terminer ce rapide exposé de l'activité de la N. S. P. C. C., nous tenons à reproduire, sans le modifier, le tableau ci-dessous, qu'elle a publié dans son dernier rapport annuel :

EVOLUTION DE LA N.S.P.C.C.

Années	Centres d'activité	Inspec- teurs	Cas	Ressources en livres sterling	
				Cotisations etc.	Legs
1884	1	1	95	903	—
1885	1	1	147	1.096	—
1886-1887	1	1	258	1.680	—
1887-1888	6	2	284	2.193	—
1888-1889	25	10	737	3.189	500
1889-1890	52	29	3.947	8.835	—
1890-1891	66	52	6.413	19.047	—
1891-1892	109	73	8.324	26.643	20

Années	Centres d'activité	Inspec- teurs	Cas	Ressources en livres sterling	
				Cotisations etc.	Legs
1892-1893	226	96	11.336	36.473	584
1893-1894	371	125	15.679	25.873	2.945
1894-1895	459	122	19.156	49.677	3.305
1895-1896	590	137	20.739	37.997	3.510
1896-1897	699	139	23.124	44.914	4.083
1897-1898	720	150	25.170	44.309	3.607
1898-1899	775	159	28.165	48.237	3.082
1899-1900	812	163	28.758	46.330	9.199
1900-1901	840	171	31.725	53.865	4.543
1901-1902	877	180	32.787	53.279	6.935
1902-1903	924	189	34.946	55.342	9.060
1903-1904	980	198	37.490	53.451	9.650
1904-1905	1.025	198	38.036	55.322	6.807
1905-1906	1.101	198	38.705	55.608	9.772
1906-1907	1.137	202	40.433	56.141	11.329
1907-1908	1.189	213	46.212	62.513	8.682
1908-1909	1.277	226	49.792	62.303	19.398
1909-1910	1.346	250	52.670	62.320	14.480
1910-1911	1.432	250	54.173	62.459	24.150
1911-1912	1.497	250	54.118	66.742	4.481
1912-1913	1.544	252	54.541	67.558	10.247

Années	Centres d'activité	Inspec- teurs	Cas	Ressources en livres sterling	
				Cotisations etc.	Legs
1913-1914	1.666	258	54.772	67.391	14.322
1914-1915	1.693	204	49.046	57.051	11.660
1915-1916	1.723	200	44.051	57.019	9.210
1916-1917	1.746	209	42.835	57.461	11.192
1917-1918	1.748	212	38.422	61.145	6.920
1918-1919	1.758	228	34.397	68.023	9.512
1919-1920	1.774	244	36.780	80.024	18.629
1920-1921	1.831	243	38.174	92.108	19.837
1921-1922	1.913	245	36.027	90.137	27.505
1922-1923	1.951	249	38.027	98.374	26.129
1923-1924	2.025	249	39.430	94.002	18.374
1924-1925	2.076	246	38.559	98.232	17.341
1925-1926	2.139	247	38.959	100.632	18.654
1926-1927	2.172	247	38.959	101.802	33.029
1927-1928	2.243	250	39.774	101.245	30.544
1928-1929	2.355	254	40.541	103.810	29.670
1929-1930	2.458	256	43.043	108.690	26.123
1930-1931	2.540	259	42.601	108.542	15.314
1931-1932	2.614	260	43.296	104.800	27.736
1932-1933	2.690	262	43.521	103.085	32.908
1933-1934	2.732	263	44.356	104.956	27.102
1934-1935	2.839	265	44.886	108.914	21.663

Nous avons tenu à reproduire ce tableau, qui met en évidence les débuts modestes de la Société et les progrès constants qu'elle a accomplis depuis sa fondation.

Qu'il soit un enseignement pour les Sociétés françaises et en même temps un encouragement à adopter les méthodes de propagande et d'action sociale de la N. S. P. C. C., si elles veulent obtenir des résultats analogues (31).

Une année avant la création de la N. S. P. C. C., en 1883, un groupe de magistrats, de ministres des Cultes, de négociants, d'hommes de toutes classes sociales, avait fondé la LIVERPOOL SOCIETY FOR THE PREVENTION OF CRUELTY TO CHILDREN. Cette Société n'a pas pris l'extension de sa cadette, et est restée une œuvre purement locale; elle mérite, toutefois, une brève étude, car son importance, dans la région soumise à son influence, n'est pas négligeable, et surtout son histoire est liée à celle des progrès législatifs réalisés depuis 50 ans dans le domaine de la protection de l'enfance.

Le tableau suivant permettra d'apprécier son importance et de la comparer à celle de la N.S.P.C.C. C'est l'expansion de cette dernière par toute l'Angleterre qui explique probablement la diminution progressive des cas examinés par la Société; ses ressources sont aussi assez instables.

(31) Les prévisions fournies sur l'activité de la N.S.P.C.C., ont été extraites des rapports des dernières années, des tracts édités par la Société et d'une lettre du Directeur, en date du 31 juillet 1935.

La L. S. P. C. C. est présidée par le Lord Maire de Liverpool, assisté de deux Comités, dont l'un est composé exclusivement de dames, représentant la branche féminine de la Société, *Ladies Auxiliary*, créée en 1899, pour donner un nouvel essor à l'œuvre, en les affectant à des postes qui conviennent plus particulièrement à leur sexe, tel que l'entretien des enfants gardés temporairement dans les maisons de secours de la Société.

ACTIVITÉ DE LA L.S.P.C.C. DE 1883 A 1932

Années	Nombre de Cas	Nombre d'enfants	Parents pour- suivis	Coti- sations	Dons et Legs	Total
1883	211	378	3	127	670	788
1884	—	844	14	381	455	844
1885	—	1.150	52	460	212	672
1886	—	1.419	39	532	302	834
1887	621	925	12	634	310	945
1888	831	1.381	31	657	284	942
1889	778	1.502	6	685	582	1.268
1890	1.021	1.573	20	733	201	934
1891	1.413	2.039	145	717	346	1.073
1892	1.803	2.481	342	718	302	1.040
1893	1.496	2.394	176	725	470	1.155
1894	1.774	2.614	376	731	570	1.302
1895	2.127	3.435	444	773	508	1.282

Années	Nombre de Cas	Nombre d'enfants	Parents pour- suivis	Coti- sations	Dons et Legs	Total
1896	2.549	5.824	341	815	545	1.361
1897	2.594	5.367	427	818	1.234	2.053
1898	2.459	5.357	335	832	402	1.235
1899	2.390	4.908	343	857	629	1.487
1900	2.268	5.005	377	856	1.348	2.205
1901	3.086	7.894	362	838	1.214	2.053
1902	3.327	8.913	383	853	551	1.405
1903	3.532	9.985	316	812	965	1.778
1904	3.611	10.388	256	849	529	1.378
1905	3.524	10.288	211	781	404	1.185
1906	3.427	10.493	171	780	406	1.184
1907	3.613	11.232	194	778	285	1.064
1908	3.790	11.414	180	777	270	1.047
1909	3.774	11.109	113	757	600	1.358
1910	3.769	11.379	124	779	1.071	1.851
1911	3.454	10.614	114	772	231	1.003
1912	3.493	10.419	132	760	768	1.529
1913	3.497	10.622	88	729	541	1.250
1914	3.274	10.165	95	686	5.850	6.536
1915	2.801	8.852	73	608	2.546	3.151
1916	2.224	7.117	33	650	543	1.193
1917	1.837	5.951	31	595	1.355	1.951

Années	Nombre de Cas	Nombre d'enfants	Parents pour- suivis	Coti- sations	Dons et Legs	Total
1918	2.077	5.850	28	612	562	1.175
1919	2.615	7.142	21	572	943	1.516
1920	2.142	5.851	26	564	719	1.283
1921	2.164	6.085	16	647	983	1.631
1922	1.850	5.479	15	568	2.561	3.129
1923	1.783	5.441	6	529	2.738	3.268
1924	2.017	6.068	2	513	1.769	2.282
1925	1.964	5.950	8	506	475	982
1926	2.170	6.824	8	485	1.574	2.059
1927	1.879	6.151	7	467	910	1.377
1928	1.786	5.651	5	676	1.535	2.212
1929	1.483	4.564	1	601	764	1.425
1930	1.379	4.390	5	649	420	1.069
1931	1.307	3.988	1	651	4.033	4.685
1932	1.138	3.444	4	550	1.615	2.165

L'objet de la Société est de protéger les enfants contre les dangers dont ils sont victimes ou qui les menacent.

Les mineurs auxquels elle porte intérêt sont ceux qui sont en butte à de mauvais traitements ou dont les parents usent injustement ou avec excès du droit de correction; ceux dont la bonne santé et l'intégrité physique sont en danger, ou déjà compromises;

ceux qui n'ont pas une nourriture suffisante, qui manquent de vêtements, d'abri, ainsi que des soins et du bien-être que leur jeune âge exige; ceux que leurs parents envoient mendier et exposent ainsi aux intempéries pendant de longues heures; ceux qui sont employés à des travaux malsains, déshonorants, trop pénibles pour leur âge ou contraires à la loi ou à la morale.

Pour réaliser son objet, la L. S. P. C. C. effectue des enquêtes pour déterminer les causes de la souffrance des mineurs et accomplit ensuite des efforts tenaces pour écarter ces causes tout en diffusant largement le résultat de ses enquêtes.

Après une étude attentive des textes législatifs successifs qui règlent la condition, la protection et la sécurité des enfants, elle attire sur ces lois l'attention du public et l'exhorte à faire tout son possible pour les appliquer et les faire appliquer; elle propose les modifications législatives que l'expérience lui suggère; enfin, elle assure le rassemblement, la publication et la diffusion de toutes les informations relatives à l'enfance. Elle encourage tous les écrivains qui s'efforcent d'éclairer l'opinion publique sur les besoins des enfants et les dangers auxquels ils sont exposés. Par contre, elle combat tous les auteurs et les publications susceptibles de nuire à la jeunesse.

La Société n'a pas été créée pour assurer en permanence aux enfants la nourriture, le vêtement, un toit et tous les soins utiles; elle se propose seulement d'inviter, et, si besoin est, d'obliger les parents ou gardiens à remplir leurs obligations. Toutefois, elle

dispose de maisons de refuge où, en cas de nécessité, elle accueille des mineurs qui y reçoivent l'aide et l'assistance que leur situation individuelle exige.

La L. S. P. C. C. assure son concours à tous les services publics qui poursuivent des buts analogues aux siens et spécialement à l'Administration de la Justice, la Police, les Orphelinats, les Ecoles, les Dispensaires, les Sociétés publiques ou privées d'aide et de secours aux mineurs. En retour, elle sollicite instamment la collaboration de ces organismes et de ces autorités. Mais c'est surtout la collaboration indispensable du grand public qu'elle désire s'assurer. Aussi, chacun est-il invité avec insistance à dénoncer à la Société tous les cas où des enfants sont victimes de mauvais traitements ou abandonnés matériellement ou moralement.

Toutes suggestions et conseils relatifs aux moyens pratiques de faire reconnaître dans toutes les classes sociales les droits de l'enfant sont accueillis avec reconnaissance.

L'activité de la Société s'exerce, sans aucune intention de prosélytisme, politique ou religieux. Elle protège les enfants quelle que soit leur position sociale et sans tenir compte de leur religion ou de leur nationalité autrement que pour en assurer le respect en les confiant autant que possible, si leur situation l'exige, à des maisons de secours ou à des familles de la même nationalité ou de la même religion.

Les représentants de la Ville de Liverpool à la Chambre des Communes étant, d'après les statuts, Vice-Présidents de la Société, celle-ci dispose, au sein

du Parlement, d'une grande influence qu'elle utilise pour obtenir une amélioration et un renforcement des lois protégeant l'enfance malheureuse ou abandonnée.

Voici les lois dont le vote a été principalement dû aux ardentes et vigoureuses campagnes menées conjointement avec la N.S.P.C.C., et aux interventions puissantes et agissantes qu'elles ont suscitées :

En 1889, l'*Act for Prevention of cruelty to and Better Protection of Children*; son objet est de :

1° Prévenir les violences à enfants et tous actes ou toutes négligences de nature à leur causer des souffrances inutiles ;

2° Interdire l'emploi des enfants comme mendiants et réglementer leur emploi comme colporteurs.

En 1894, l'*Act for the prevention of cruelty* étend seulement les dispositions de la précédente loi. Il en est résulté un accroissement des poursuites pénales (32).

En 1901, l'*Intoxicating liquors (sale to children) Act*, interdit de vendre certaines boissons alcooliques aux mineurs de 14 ans.

En 1902, le *Licensing Act* a pour objet, non seulement de diminuer le nombre des ivrognes et des alcooliques, mais surtout de supprimer les maux que l'intempérance cause à l'ivrogne lui-même et à sa famille. Les dispositions rigoureuses de cette loi, sur laquelle de grands espoirs étaient fondés, concernent les individus trouvés en état d'ivresse dans un lieu public et ceux qui, ayant à leur charge un enfant mineur de 7 ans, ont été trouvés dans les mêmes con-

(32) Cf. tableau pages 160, 161 et grand tableau de la N.S.P.C.C.

ditons. Au cas où il s'agirait d'une intempérance habituelle, il est permis au conjoint de s'en prévaloir devant les juges pour leur demander de prendre des mesures provisoires pour la garde de l'enfant et l'entretien du conjoint.

En 1903, l'*Employment of children Act* prévoit des mesures propres à protéger les jeunes travailleurs en interdisant, par exemple, de leur faire soulever ou transporter des charges excessives.

En 1908, le *Children Act* aggrave les peines prévues par les lois précédentes et contient de nombreuses dispositions nouvelles. Avec la loi de 1889, il constitue la Charte de l'enfance. Voici ses principales dispositions :

Interdiction pour les enfants de dissimuler la mendicité par des offres de vente ;

Interdiction pour les mineurs de 11 ans de vendre à toute heure du jour et de la nuit ;

Interdiction pour les mineurs de 11 à 16 ans de vendre après 9 heures du soir ;

Interdiction de vendre du tabac à un mineur de 16 ans, à moins que ce dernier ne soit employé dans une manufacture de tabac ;

Interdiction pour les vagabonds d'emmener leurs enfants et de les empêcher ainsi de fréquenter l'école ;

Interdiction de servir des boissons alcooliques à un mineur de 5 ans, à moins qu'une ordonnance médicale ne l'enjoigne ;

Interdiction d'admettre et de tolérer la présence d'un mineur de 14 ans dans un bar ;

Interdiction aux parents de laisser leurs enfants sales et couverts de vermine;

Un mineur de 7 ans déplacé de chez sa nourrice pour plus de 48 heures doit être déclaré pour pouvoir être l'objet d'une surveillance;

Si un enfant est trouvé mort étouffé sous sa couverture et s'il est prouvé que les parents étaient ivres, ceux-ci sont passibles d'une peine d'emprisonnement;

Création de cours de police spéciales pour les enfants; sauf dans des cas exceptionnels, l'enfant ne pourra être envoyé en prison; il sera placé.

Deux paragraphes, ajoutés en 1910 au *Children Act*, permettent aux Constables et aux Inspecteurs de la Société de placer à la maison de secours, pendant le cours de l'enquête, les enfants qui vivent dans des conditions insalubres ou qui sont privés de soins et de nourriture.

En 1932, le *Young Persons and Children Act* apporte d'importants changements quant aux déplacements des enfants. Il est dorénavant obligatoire de notifier ce changement de garde à l'autorité locale avant de le faire. La loi précédente exigeait cette déclaration dans les 48 heures seulement après le changement. De plus, les dispositions s'étendent aux mineurs de 9 ans. Enfin, innovation remarquable, la loi de 1932 donne à la Société la possibilité de déférer devant la *Juvenile Court* tout enfant en danger moral ou qui a échappé au contrôle de ses parents.

On voit que la législation anglaise fournit aux Associations des armes nombreuses pour protéger l'enfance malheureuse. Ces armes sont d'autant plus

efficaces qu'elles ont été étudiées et proposées par les Associations mêmes qui doivent s'en servir, et en particulier la N.S.P.C.C. et la L.S.P.C.C. Aux prises quotidiennement avec les difficultés de leur tâche, elles étaient les mieux placées et les plus compétentes pour suggérer les mesures destinées à leur permettre d'atteindre le but généreux qu'elles poursuivent.

Un tableau sommaire suffira pour évoquer l'intérêt de la L.S.P.C.C. pendant l'année 1932.

	NOMBRE D'ENFANTS		
			Total
I. — <i>Actes de violences:</i>			
a) Châtiments excessifs	—	2	2
b) Mauvais traitements	32	57	89
II. — <i>Défaut de soins:</i>			
a) En général	1.411	1.605	3.016
b) Père ne subvient pas aux besoins	146	138	284
c) Défaut de traitement médical ou d'opération chirurgicale	10	23	33
III. — <i>Mendicité - Vagabondage:</i>			
a) De jour	1	1	2
b) De nuit	—	1	1
IV. — <i>Corruption morale:</i>			
Mauvaises fréquentations	12	5	17
	1.612	1.832	3.444

Solution des cas:

Placement dans une institution charitable	5	—	5
Placement dans un hôpital	1	—	1
Placement dans une maison de convalescence	15	—	15
Remise aux parents sous surveillance (cas peu graves)	1.549	1.699	3.248
Plaintes classées	42	132	174
Enquêtes spéciales	—	1	1
	1.612	1.832	3.444
Parents poursuivis et condamnés..	3	1	4
Avertissements infligés par le Comité: 26 cas concernant 75 enfants.			

On remarque combien sont peu nombreuses les poursuites pénales. Non seulement leur nombre diminue avec le nombre des affaires soumises à la Société, mais la proportion des cas examinés et des cas déférés à la justice a diminué considérablement au cours des dernières années.

Quand se présente un cas susceptible d'être déféré à la justice, le Comité directeur en réfère au Conseil juridique de la Société qui examine si une poursuite est nécessaire et opportune et surtout si une condamnation est assurée. Dans l'affirmative, la Société intente elle-même les poursuites pénales (33).

(33) La documentation utilisée a été puisée dans le rapport pour l'année 1932 et dans une lettre du Secrétaire du 31 juillet 1935.

L'année 1892 vit la création de la WOMEN AND CHILDREN'S PROTECTION SOCIETY, Société protectrice des femmes et des enfants, fondée par la fusion de deux anciennes Sociétés, la *Society for the Protection of Women and Children*, fondée en 1857, et l'*Associate Institution for the Improving and Enforcing the laws for the Protection of Women*, qui datait de 1844.

Cette Société, patronnée par S.A.R. la Princesse Louise, Duchesse d'Argyll, et dont le Lord-évêque de Londres est Vice-Président, a pour objet :

1° La protection des femmes et des enfants, en cas d'abandon matériel, de mauvais traitements, d'injures, d'abandon du domicile conjugal, etc... par des conseils gratuits, l'assistance et la représentation en justice, et même, s'il semble opportun, par des poursuites pénales contre les coupables ;

2° La réforme des lois en vue d'assurer une protection plus efficace des femmes et des enfants.

A la suite d'un accord conclu avec la N.S.P.C.C., la W.C.P.S. s'occupe seulement des enfants dont le sort est solidaire de celui de leur mère.

La Société s'efforce principalement de réconcilier les ménages désunis, mais, en cas d'échec, elle aide les femmes à faire valoir leurs droits en justice. Leur rôle est comparable en France à l'assistance judiciaire qui n'existe pas en Angleterre. Quand une affaire doit passer devant une cour de Police, la Société fait assister gratuitement le plaideur indigent par un avoué. C'est ce qui se produit généralement lorsqu'un mari ne contribue pas à l'entretien de sa

femme et de ses enfants, les maltraite ou a abandonné le domicile conjugal; c'est aussi le cas lorsqu'une fille-mère n'est pas parvenue à obtenir du père naturel qu'il fournisse bénévolement des aliments pour l'entretien de l'enfant commun; enfin, il en est ainsi dans presque tous les cas relatifs à la garde et à la tutelle des enfants.

Lorsqu'une instance judiciaire risquerait de donner à des questions intimes une publicité inopportune, la Société s'efforce d'aboutir à un accord, à une solution amiable. Ses dirigeants sont d'ailleurs particulièrement compétents pour fournir des renseignements éclairés sur les lois relatives à la femme et à l'enfant, ainsi que sur leur placement dans des maisons charitables ou dans des œuvres de secours.

Depuis la fondation de la W.C.P.S., des changements considérables ont été apportés à la législation de la famille. La W.C.P.S. s'enorgueillit de ne pas être étrangère au progrès qui a été accompli; c'est ainsi qu'elle a proposé des réformes qui ont été adoptées et d'où il est résulté une amélioration sensible de la situation de la femme; mais d'autres sont encore nécessaires et urgentes; la Société s'efforce de les faire aboutir le plus rapidement possible. Elle critique en particulier la compétence et la procédure des Cours de juridiction sommaire en matière matrimoniale; elle réclame à ce propos l'établissement de Cours matrimoniales spécialisées. Le Solicitor de la Société fait depuis quelques années une ardente campagne dans ce sens et il a été récemment invité à exposer et à défendre le point de vue de la Société

devant la Commission des juridictions sommaires au Ministère de l'Intérieur, preuve de la considération dont les Associations sont l'objet de la part des pouvoirs publics.

Le domaine dans lequel l'Association exerce son activité évolue depuis l'origine. Au début, son attention se portait de préférence vers les attentats aux mœurs dont d'autres Associations spécialisées ou les Juvénile Courts s'occupent maintenant. Puis vint l'ère des mauvais traitements infligés à leurs femmes par des maris habituellement ivres.

Actuellement, d'autres causes sont plus fréquemment à l'origine des mésententes conjugales. Les épouses se plaignent que bien des maris laissent le ménage sans ressources et même abandonnent le foyer; l'immixtion des parents dans la vie de leurs enfants mariés est surtout une cause permanente de discorde; le mari reproche à sa femme de passer trop de temps chez sa mère; la femme se plaint que son mari subit l'influence maternelle d'une façon excessive; tous deux critiquent âprement leur belle-mère, suivant une tradition qui n'est pas exclusivement anglaise. La situation atteint son maximum d'acuité si les beaux-parents habitent avec le jeune ménage. Tels sont les cas que l'évolution des mœurs propose actuellement à la sagacité de la Société. Il faut y ajouter un grand nombre de désaveux de paternité et de recherches de paternité naturelle qui sont une conséquence fatale de la dissociation de la famille, des séparations de fait, et de l'union libre. Combien de femmes font appel à la Société pour obliger un

père naturel à contribuer à l'entretien de son enfant, mais la preuve de la paternité est si difficile! Des épouses abandonnées avec des enfants obtiennent un jugement condamnant le mari volage à payer une pension alimentaire, mais elles ignorent son adresse et ne peuvent faire exécuter la décision. Dans son rapport pour l'année 1934, la Société déplore que son budget trop faible (1 million 105.350 francs) ne lui permette pas de soulager toutes ces situations poignantes, malheureusement de plus en plus nombreuses.

Voici un tableau relatant l'activité de la Société au cours des années 1932, 1933 et 1934 :

Nature des cas	Nombre de cas		
	1932	1933	1934
—	—	—	—
Mauvais traitements	163	158	184
Manque d'entretien du ménage	90	94	91
Abandon du domicile conjugal	105	83	63
Intempérance habituelle	—	2	3
Garde des enfants	22	29	33
Modifications des ordonnances des Magistrats ou accords amiables	164	127	135
Recherche de paternité	233	257	237
Divers	101	81	43
TOTAL	878	831	839

Solutions intervenues	Nombre des cas				
	1932	1933		1934	
	Cas	Rech. pater- nité	Autres cas	Rech. pater- nité	Autres cas
Décisions judiciaires	199	64	50	69	46
Arrangements à l'amiable..	47	42	21	40	26
Assignations renvoyées, re- fusées ou ajournées		13	24	8	15
Cas classés sans suite	55	18	7	20	8
Poursuites impossibles, inop- portunes ou inutiles	133	34	61	29	89
Retraits de plaintes	51	34	50	40	55
Adresse du mari défendeur inconnue	93	31	37	15	31
Avertissements écrits à ma- ris	72	—	79	—	72
Réconciliation des époux..	25	—	28	—	21
Intéressé n'a pas agi lui- même	42	9	14	6	27
Cas en dehors de l'activité de la Société (transmis aux organismes compétents)..	65	—	73	—	34
Avis ou solutions diverses..	76	6	54	9	54
Affaires en cours		6	2	1	12
Assistance accordée au su- jet de la modification des accords (34)		36	58	46	66
TOTAL	878	293	538	283	556

(34) Ces cas sont mis à part, parce que les soins donnés et l'assis-
tance accordée sont relatifs à des décisions judiciaires et à des accords
dans lesquels la Société était antérieurement intervenue.

Il résulte de ce tableau que la Société n'intente pas de poursuites pénales en son nom propre. Elle se contente d'assurer le concours gratuit de ses avoués et d'assumer la charge des frais de justice, à la place des plaideurs indigents.

Bref, elle accorde les avantages de notre Assistance judiciaire aux mères qui veulent intenter une action en recherche de paternité et aux épouses qui désirent plaider en séparation de corps devant les Cours de police métropolitaine, obtenir une pension alimentaire et la garde des enfants (35).

La N.S.P.C.C. et la W.C.P.S. s'occupent principalement de la protection physique des enfants. Une autre Association consacre exclusivement son activité à la protection morale: c'est la NATIONAL VIGILANCE ASSOCIATION FOR THE SUPPRESSION OF CRIMINAL VICE AND PUBLIC IMMORALITY, fondée en 1885 (36).

Son but est de protéger la moralité de la rue en faisant respecter et en améliorant les lois qui répriment l'immoralité publique.

Comme les autres Sociétés, elle agit surtout par voie de propagande. Elle édite de nombreuses publi-

(35) Documentation puisée dans les rapports de la Société pendant les années 1932, 1933, 1934, et dans une lettre des solicitors du 22 octobre 1935.

(36) Nous aurions aimé consacrer à cette importante Société une étude détaillée. Malheureusement, nous n'avons pas reçu de réponse à la lettre par laquelle nous lui demandions de bien vouloir nous fournir une documentation sur son activité. Nous concluons simplement que son service de propagande n'est pas aussi bien organisé que celui des autres Sociétés anglaises qui nous ont fourni de nombreux et précieux documents.

cations et distribue des millions de tracts. La propagande est un moyen particulièrement adéquat au but de la Société, car il s'agit avant tout, de réformer l'opinion publique, dont l'approbation est presque indispensable pour triompher dans la croisade entreprise contre la pornographie.

Grâce à une campagne menée avec ardeur et ténacité, la *National vigilance* a fait adopter par le Parlement une loi sur les prospectus obscènes : *the indecent advertissements Act*. De nombreux projets de loi qu'elle a élaborés sont à l'étude mais leur adoption se heurte à une résistance obstinée. Plusieurs sont relatifs à la traite des blanches et ils ont été étudiés par le Congrès international contre la Traite des Blanches, réuni à Londres, en 1899, par les soins de la National Vigilance.

Propagande, action législative, n'empêchent pas de nombreuses chutes, et la Société exerce une action réellement bienfaisante, en s'efforçant de secourir et de relever les victimes. Elle donne des conseils, assure des places, accueille dans ses maisons de refuge (*Preventive home*), ceux et celles qui n'ont plus de toit, recueille les femmes malades dans ses dispensaires (*Medical home*). Bref, elle tente d'arracher au milieu corrompue tous ceux qui ne lui paraissent pas irrémédiablement tarés.

Mais à l'égard des corrupteurs professionnels, insensibles d'ailleurs à toute propagande morale, elle se montre impitoyable. Elle utilise tout l'arsenal des dispositions législatives en vigueur et poursuit avec énergie les auteurs d'attentat aux mœurs, les éditeurs,

les vendeurs, et les recéleurs de livres, photos, gravures et publications obscènes ou contraires aux bonnes mœurs. Elle s'efforce de faire cesser les spectacles indécents et les exhibitions franchement pornographiques. Elle subit d'ailleurs un assez grand nombre d'échecs car la matière des outrages aux bonnes mœurs est très délicate et il est difficile de concilier équitablement la répression des abus commis par voie de presse avec le principe de la liberté de penser. Le critère de l'abus est difficile à établir et surtout à appliquer. La difficulté tient principalement à ce que l'on fonde cette matière sur le principe de la liberté de la presse, considérée comme intangible, hors de toute discussion et assimilée à la liberté de penser. La liberté de penser, qu'il semble difficile de juguler, est systématiquement confondue avec la liberté d'exprimer sa pensée. La question doit se poser différemment. Il s'agit, non de savoir si on doit posséder la liberté de penser, mais si on doit avoir la liberté d'exprimer tout ce que l'on pense.

La *National Vigilance* estime que tout ne doit pas être exprimé et elle a manifesté son opinion en poursuivant Zola et en faisant interdire la publication de ses œuvres en Angleterre; elle avait obtenu auparavant que soit interrompue l'exposition des illustrations extraites des œuvres de Rabelais. Certains penseront peut-être qu'elle a de la morale une conception un peu trop rigoriste.

Quoi qu'on pense de certaines interventions de la *National Vigilance*, il est certain qu'elle est parvenue à épurer les devantures de certaines publications in-

contestablement obscènes, et, par la surveillance attentive de ses agents, rend difficile et dangereux le commerce des livres et des brochures pornographiques. Malgré ces succès, la *National Vigilance* ne jouit pas auprès du public de la même sympathie que les autres Associations charitables. Mais cela prouve peut-être seulement la nécessité de son action moralisatrice, qui se heurte aux tendances, naturellement laxistes de la majorité du public.

La mendicité sévit à Londres comme dans toutes les capitales. Cette plaie sociale ne pouvait manquer de susciter la bienfaisance de philanthropes dévoués, et dans le cours du XIX^e siècle, fut fondée, sous le patronnage de la Reine, la LONDON MENDICITY SOCIETY, pour dévoiler les faux mendiants et secourir rapidement les misères intéressantes.

On estime qu'en 1818, alors que la Police métropolitaine n'existait pas, il y avait à Londres 10.000 mendiants. La Société a commencé son activité avec 12 agents (*Mendicity Constables*), nommés par le Ministère de l'Intérieur mais rémunérés par elle. Ils n'ont pas d'uniforme, mais portent une plaque d'identité.

La Société poursuit l'amendement des mendiants. A cet effet, elle a créé à Londres des chantiers où ceux-ci sont invités à venir travailler. Ceux qui s'y rendent sont nourris. Cela permet aux agents d'opérer une sélection, de déceler les cas intéressants et de distinguer les malheureux qui désirent être reclassés des faux mendiants contre lesquels il y a lieu de mettre en garde les personnes charitables. Les mineurs

sont tout spécialement signalés aux membres de la Société qui voudraient assurer leur relèvement. Les autres, les mendiants d'habitude, les mendiants professionnels pourrait-on dire, sont l'objet d'un avertissement. Ils devront cesser de mendier, exercer une profession, sinon les constables de la Société procéderont à leur arrestation, ainsi qu'ils en ont le pouvoir, et les traduiront devant les magistrats. C'est ainsi que de 1818 à 1894, 67.000 arrestations ont été opérées.

Aussi, lorsque le *Peel Act* eut institué un corps de Police métropolitaine, le nombre des mendiants avait déjà fortement diminué.

En 1824, le *Vagrancy Act* crée et réprime le délit de mendicité; cette loi est toujours en vigueur.

Au siège de la Société existe un répertoire général de tous les mendiants arrêtés; c'est un véritable casier judiciaire, très utile pour les magistrats. Ceux-ci le consultent fréquemment et fournissent toutes indications propres à les compléter.

La mendicité par lettres retient aussi l'attention de la Société. En 1894, elle possédait 217.000 lettres et ce stock n'a pu que s'accroître. C'est dire qu'aucune forme de mendicité ne lui échappe; elle connaît toutes les ruses employées et est ainsi à même de les combattre.

La police et les agents de la Société se montrent actuellement très actifs dans leur lutte contre la mendicité et leurs efforts sont couronnés de succès, car le nombre des individus inculpés au titre du *Vagrancy Act* est en décroissance. Cependant la moyenne est

encore de 1.000 par an. Malheureusement un grand nombre de vagabonds vendent des allumettes ou autres produits du même genre pour dissimuler la mendicité, et il est assez difficile d'obtenir des condamnations dans ces cas.

Le directeur des poursuites publiques ne s'occupe pas de cette catégorie de délits. C'est la Police, dont les agents de la Société sont membres, qui poursuit les coupables (37).

Les Anglais sont, paraît-il, des joueurs impénitents et ont la manie de parier à tout propos. Cette réputation est peut-être imméritée, mais elle n'est pas complètement dénuée de fondement puisque, depuis 1890, il existe une ligue spécialisée dans la lutte contre le jeu et le pari, la NATIONAL ANTI-GAMBLING LEAGUE.

Cette Ligue édite et répand un grand nombre de publications, de brochures et de tracts où elle dénonce les méfaits du jeu. Elle poursuit sa croisade dans les journaux qui lui prêtent ses colonnes et dans les écoles qui autorisent ses conférences.

Depuis sa fondation, elle lutte contre les bookmakers qu'elle est déjà parvenue à exclure des réunions autres que les courses.

Toutes les entreprises de paris clandestins trouvent en elle un adversaire résolu et tenace. Elle n'hésite pas à faire poursuivre devant les tribunaux toutes les Sociétés de paris qui lui semblent illégales et elle

(37) Renseignements fournis par le Secrétaire de la Société, dans une lettre du 8 août 1935.

a obtenu dans ce domaine un grand nombre de succès. C'est ainsi qu'elle a établi le caractère frauduleux de maints sweepstakes et loteries étrangères.

A la veille de la guerre, cette Ligue avait élaboré plusieurs projets de lois. Quelques-uns avaient même été adoptés par la Chambre des Lords, tels le *Betting inducements bill* et le *News Paper Competition Bill*, mais la tourmente mondiale a éloigné l'attention de ces projets qui n'ont jamais été discutés par la Chambre des Communes. Toutefois, en 1934, a été voté le *Betting and lotteries act*, mais la Société trouve que ses dispositions ne sont pas suffisamment sévères et elle multiplie actuellement les interventions auprès des membres des deux Chambres pour les faire renforcer.

De concert avec la Police, elle poursuit énergiquement la suppression des « appareils à sous » placés dans les cafés, dans les rues et dans les squares. Quelques-uns ont été détruits, mais la loi n'est pas suffisamment efficace et la Société préconise le vote d'un Bill analogue à celui qui est vigueur en Ecosse, le *Gaming machines act* (1917).

Le *Football Pool Betting* a pris dans ces dernières années une extension considérable. Les bookmakers recueillent des paris à propos de matches de football, constituent une « poule » et répartissent les enjeux entre les gagnants, mais non sans avoir retenu d'importantes commissions. Le danger de cette nouvelle application du pari, c'est le bas montant des enjeux qui permet la participation des petites bourses et étend ainsi les méfaits du jeu dans les classes labo-

rieuses et dans la jeunesse qu'elle risque de dépraver. Le vote d'une loi répressive est réclamé d'urgence par la Société.

Les Associations que nous avons étudiées jusqu'ici sont toutes *incorporated*, c'est-à-dire constituées en un corps juridique reconnu par une loi. A ce titre, elles peuvent, tout comme un particulier, poursuivre en justice en leur nom propre. Il n'en est pas de même de la *Nationale Anti-gambling League*. Elle n'est pas *incorporated* et ne peut donc plaider en justice. Aussi, quand elle estime opportun d'intenter des poursuites pénales en cas d'infraction aux lois sur les jeux et les paris, elle délègue à cet effet un membre de l'Association, en principe le Secrétaire, dont le nom figure seul dans la procédure. Ainsi, en 1934, le Secrétaire de la Ligue, en son nom propre, mais en réalité sur l'ordre de la Ligue, a poursuivi le *Greyhound Racing Association* (Association des courses de lévriers) pour infractions aux lois sur les paris commises sur une de ses pistes.

Il est d'ailleurs fréquent que des Associations, même aptes à plaider, préfèrent agir par personne interposée. De cette façon, un échec, toujours possible, ne porte pas atteinte à leur autorité. En général, la meilleure solution est de décider la Police à intenter des poursuites. Mais dans les cas importants, il est préférable que l'Association agisse elle-même et apporte dans la poursuite tout le poids de son prestige et de sa parfaite connaissance des délits dont elle requiert la répression (38).

(38) Documentation extraite du rapport pour l'année 1935 et d'une lettre du Secrétaire de la Ligue en date du 23 août 1935.

La NATIONAL TEMPERANCE LEAGUE a été fondée en 1876 pour combattre la consommation des boissons alcooliques et vanter les bienfaits de l'abstinence. Elle diffuse tous les renseignements concernant l'alcool et montre l'influence qu'il exerce sur la vie des individus et de la nation.

L'activité de la Ligue est toute de propagande, au moyen de réunions publiques, de discours, de conférences et de publications diverses. Elle publie un organe officiel: *The National Temperance quarterly and Medical Review*. Ses postes dirigeants sont occupés en grande partie par des dignitaires et des pasteurs de l'Eglise Anglicane.

Le rapport de 1935 constate avec satisfaction que la consommation des boissons alcooliques est en diminution. Toutefois un relèvement de la consommation s'est manifesté en 1934. La consommation d'alcool anhydre s'est élevée approximativement à 184.500.000 litres contre 380.250.000 litres en 1913 et 173.250.000 litres en 1933, chiffres qui accusent une réduction de 52 % par rapport à 1913 et une augmentation de 6,5 % par rapport à 1933. Près de 80 % de cet alcool a été consommé dans la bière. La consommation totale de boissons en Angleterre en 1934, fut de 3 milliards 505.500.000 litres, soit 869 litres par habitant.

Les condamnations pour ivresse sont tombées de 34.711 en 1931 dans le Comté de Londres, à 26.095 en 1932, et à 33.261 en 1934, soit une augmentation de 27,5 %. Il en est résulté aussitôt une augmentation considérable du nombre des accidents d'automobiles, 204.720, provoquant 7.343 décès et 231.603 blessures.

Les dépenses consacrées à la boisson par la population londonienne n'ont pas diminué, malgré le relèvement des prix, dû à l'impôt. Mais si l'on considère la quantité absorbée et surtout la teneur en alcool, on s'aperçoit que le peuple de Londres boit moitié moins d'alcool qu'il y a 40 ans. Les condamnations pour ivresse publique ont baissé de 85 à 15 pour 10.000 habitants de 1913 à 1932. Les consommateurs qu'on voit dans les cabarets ont, en majorité, plus de 35 ans. C'est la génération née après celle-ci qui boit beaucoup moins. Les cinémas, les sports, la T.S.F. à la maison ont fait une concurrence heureuse au cabaret.

La *National Temperance* se félicite de ces résultats satisfaisants qu'elle attribue aux effets de sa propagande, mais le prix élevé de l'alcool (la bouteille de gin ou de whisky vaut en moyenne 12 sh. 6 pence, soit plus de 45 francs) n'est certainement pas étranger à cette diminution de la consommation.

Cette Ligue ne semble pas tenter de poursuites pénales.

Telles sont les principales Associations charitables anglaises. Mais il en est quantité d'autres qui ont un champ d'activité limité. On a pu se rendre compte, au cours de la brève étude que nous avons consacré à chacune d'elles que, si la plupart intentent des poursuites pénales, le rôle répressif n'est qu'une manifestation restreinte de leur activité. Elles ne sont pas constituées pour réprimer, mais, bien au contraire, pour agir en sorte que la Police ou elles-mêmes n'aient pas l'occasion d'exercer des poursuites. Pourraient-

elles rendre les mêmes services si elles n'avaient pas le droit de poursuite directe? Il est difficile de répondre à cette question. Certes, leurs avertissements et leurs menaces auraient moins d'autorité, mais elles auraient toujours la possibilité de dénoncer les faits délictueux à la Police qui n'aurait aucune raison de ne pas poursuivre, car tous les faits actuellement déférés à la justice par la Société sont des délits nettement caractérisés. Au point de vue répressif, nous pensons donc que la situation ne changerait pas. Mais la Police saisie doit poursuivre tandis que la Société peut surseoir, transiger, obtenir des résultats sans condamnation, ce qui est bien préférable. L'activité sociale que déploient les Associations anglaises dans tous les domaines doit être, pour les Associations françaises, un exemple et nous en tirerons, à cet égard, les enseignements qu'il convient.

§ II

ÉCOSSE

La procédure pénale écossaise diffère profondément de la procédure anglaise. Cela tient à ce que les lois anglaises ont subi l'influence des traditions normandes à l'époque de la conquête, conquête qui n'a pas affecté l'Écosse, restée ainsi fidèle à la loi de Rome.

La différence essentielle, c'est qu'à l'instar de la loi moderne française, la loi écossaise consacre le principe du monopole de l'action publique, dont l'exercice est confié à un corps de magistrats. Toutes les

poursuites pénales sont effectuées au nom du Roi, don le représentant en Ecosse est le Lord Avocat (*Lord Advocate*). Le Lord Avocat est lui-même représenté dans chaque Comté par un Procureur Fiscal (*Procurator Fiscal*) assisté de Substituts (*Deputes*).

Une procédure pénale intentée par une personne lésée serait toutefois théoriquement possible, mais cette action de la victime est complètement tombée en désuétude et on n'en a jamais constaté d'applications pratiques.

Il est remarquable que la procédure anglaise tende depuis longtemps à s'inspirer de la procédure écossaise. Si le principe demeure ferme, que tout citoyen peut intenter une action pénale, par contre, des organes spécialisés dans l'exercice de l'action publique sont apparus au cours du dernier siècle. Le directeur des poursuites publiques est un véritable Procureur Fiscal qui, s'il n'a pas le monopole de l'action publique, a du moins le pouvoir de suppléer à l'inertie des particuliers.

Si, en Ecosse, les Associations n'ont pas le pouvoir de traduire des coupables devant les tribunaux répressifs, et d'y soutenir l'accusation par leur Solicitor, leur rôle dans la répression n'en est pas moins important ainsi que nous allons le constater en étudiant brièvement l'activité de la plus importante Association écossaise.

Fondée en 1884, la ROYAL SCOTTISH SOCIETY FOR PREVENTION OF CRUELTY TO CHILDREN poursuit les mêmes buts et comporte la même organisation que sa grande sœur anglaise. Placée sous le patronnage

des Souverains Britanniques, elle comprend parmi ses vice-présidents, les grands noms de l'aristocratie et du clergé écossais.

Au cours de ses 50 années d'existence, la *Royal Society* a eu son attention attirée sur 274.239 cas, concernant 822.717 enfants. Le tableau suivant permettra de se rendre compte de l'activité déployée par la Société au cours des années 1933 et 1934.

ACTIVITÉ DE LA R.S.S.P.C.C.
AU COURS DES ANNÉES 1933 ET 1934

	1933	1934
	—	—
Plaintes reçues	8.160	8.201
Parents et gardiens visés	11.945	11.883
Enfants victimes	24.077	24.393

Classification des cas.

Défaut de soins	6.588	6.749
Mauvais traitements	238	229
Abandon	35	32
Vagabondage dans les rues	180	138
Mendicité et colportage	95	79
Attentats aux mœurs	4	7
Mauvaises fréquentations	63	66
Divers	957	901

Décisions prises.

Avertissements	6.922	6.976
Rapports aux fins de poursuites	257	299
Solutions diverses	941	876
Classement sans suite après enquête..	40	50

*Résultats des poursuites intervenues sur
dénunciation de la Société.*

Emprisonnement	160	162
Amendes	11	13
Envoi dans les maisons de relèvement des buveurs	0	0
Blâmes	30	58
Sursis aux jugements	55	44
Enquêtes complémentaires	7	8
Acquittements	5	3

Condamnations.

Nombre total	252	296
Nombre de personnes condamnées	262	306
Nombre d'enfants intéressés	747	866

*Admissions d'enfants dans les endroits sûrs
(To Places of safety)*

498 571

Répartition des Enfants.

Remis à leurs parents ou gardiens	202	165
Envoi dans des écoles spéciales	52	111
Envoi dans des asiles de pauvres	343	304
Envoi chez des particuliers	301	254
Divers	76	114

Visites de surveillance 82.829 89.402

Enquêtes 21.937 24.571

La première année de sa fondation, la Société employait 2 inspecteurs qui ont examiné 595 cas concernant 1.173 enfants. 49 ans après, en 1933, le corps des inspecteurs comprend 57 membres, dont 4 fem-

mes, répartis dans les 30 sections de la Société. Ils ont examiné 8.160 cas, concernant 24.077 enfants. Les progrès sont sensibles. Toutefois, elle n'a pas atteint l'envergure de la N.S.P.C.C., car sa zone d'activité est plus restreinte. Son budget est cependant proportionnellement supérieur à celui de la Société anglaise. Il est de 72.869 livres sterling (39), soit plus de la moitié du budget anglais, alors que le total des cas examinés par la Société écossaise est seulement de 18 %.

Lorsque la Société reçoit une plainte, elle charge l'inspecteur compétent d'examiner si elle est fondée, en procédant à une enquête. Si l'enquête établit que des parents ou tuteurs dénaturés ou négligents abandonnent matériellement ou moralement les enfants dont ils ont la garde ou même les maltraitent, la Société apprécie si des poursuites sont opportunes. Dans l'affirmative, elle communique le résultat de son enquête au Procureur Fiscal du lieu. Ce magistrat prend alors l'initiative de déférer les coupables devant le tribunal répressif compétent si les faits lui semblent suffisamment caractérisés et prouvés.

Les cas qui sont ainsi déférés à la justice ne sont pas nombreux. La Société s'efforce de les réduire au minimum et elle y est parvenue puisqu'en 1934, 4 % à peine des cas ont fait l'objet de dénonciations au Ministère public.

Il est intéressant de remarquer que le Procureur Fiscal a mis l'action publique en mouvement dans les 299 cas qui lui ont été dénoncés en 1934 et il n'a subi

(39) Soit 5.465.175 francs.

que 3 acquittements; en 1933, les 257 dossiers transmis, ont tous fait l'objet de poursuites et il n'y eut que 5 acquittements. Ces chiffres prouvent combien sont fondées et établies les accusations portées par la Société et la parfaite entente qui règne entre le Ministère public et la Société.

Le plus souvent, les avertissements donnés par les Inspecteurs sont efficaces: 30 % des coupables s'amendent immédiatement; dans 30 % des cas l'amélioration n'est pas aussi rapide mais des avertissements répétés, des menaces précises obtiennent le résultat cherché. Il y a 10 % d'échecs, la plupart par suite du départ des coupables, qui changent de district et qui échappent ainsi, au moins pour quelque temps, à la surveillance de la Société; échecs aussi, dans l'esprit de la Société, les cas où elle est obligée de signaler les faits au Procureur Fiscal, en raison de leur fréquence et de la mauvaise volonté des coupables qui, malgré toutes les exhortations et les menaces, se révèlent incorrigibles.

SECTION II

Etats-Unis d'Amérique

L'organisation judiciaire des U.S.A. est analogue à celle de l'Angleterre. Les mêmes principes inspirent leur législation.

« ...aux Etats-Unis, chacun trouve une sorte d'intérêt personnel à ce que tous obéissent aux lois » (40), a écrit le Comte Alexis DE TOCQUEVILLE. Ce sentiment

(40) De la Démocratie en Amérique, tome II, chapitre VI, page 127.

légitimerait le droit, pour un citoyen quelconque, de poursuivre n'importe quelle infraction. Mais aux U.S.A., le droit de poursuite pénale n'est pas reconnu aussi libéralement aux citoyens non lésés qu'il l'est en Angleterre. Nous verrons qu'il est réglementé assez étroitement.

Les systèmes anglais et américain diffèrent sur un autre point important. Alors qu'en Angleterre le Ministère public est encore à l'état embryonnaire et ne comporte qu'une dizaine de membres, qui ne siègent d'ailleurs pas, il existe aux U.S.A. un Ministère public organisé auprès de chaque juridiction. Devant le Grand Jury, l'organe du Ministère public, l'Attorney, rédige et soutient l'acte d'accusation. Mais devant les Juridictions inférieures (Cours de sessions spéciales, Cours de Police), le Ministère public, s'il dirige la poursuite, l'engage rarement d'office. La poursuite est engagée à la suite d'une plainte (*Complainct*) présentée sous serment au magistrat par la victime ou quelquefois par un particulier quelconque. Pour que l'Attorney de district mette en mouvement l'action publique, cette plainte est nécessaire, à moins qu'il soit saisi d'un rapport, émanant d'un agent de police, témoin d'un fait délictueux.

La plupart des grandes Associations jouissent au point de vue de la poursuite pénale, d'une situation privilégiée. Elles revêtent même un certain caractère officiel qu'elles ne possèdent pas en Angleterre, mais elles ne l'ont pas de jure. Le droit de poursuite pénale doit leur être reconnu individuellement par une loi. La personnalité civile est d'ailleurs accordée très libé-

ralement à toutes celles qui se consacrent à des œuvres de bienfaisance ou d'instruction publique sans poursuivre aucun but politique. DE TOCQUEVILLE constate déjà en 1840 que « les autorités locales et la police, bien loin d'être jalouses de l'action des Sociétés, recherchent l'aide et le secours que peuvent apporter les particuliers dans l'accomplissement de leurs devoirs légaux » (41). Aussi, un grand nombre d'Associations philanthropiques américaines ont le droit de poursuite pénale devant toutes les juridictions, à l'occasion de tout fait constituant une violation des lois que l'Association se propose de faire respecter.

Magistrats, Sheriffs, Officiers de police doivent, en toute occasion, aide et secours aux Associations, à leurs membres et à leurs inspecteurs qui sont reconnus comme agents de l'autorité publique (*peace officers*). Les *peace officers* ont le droit d'arrestation et le droit de s'y opposer constitue un grave délit. Le prévenu, conduit par eux devant le magistrat de police, use rarement du droit qu'il possède de demander sa comparution devant le Jury. Il est jugé par la *Court of Special Sessions*. L'Attorney de la Société soutient l'accusation.

C'est encore DE TOCQUEVILLE, si instruit des mœurs américaines, qui a écrit : « Partout où, à la tête d'une entreprise nouvelle, vous voyez en France le Gouvernement, en Angleterre, un grand seigneur, comptez que nous possédons aux U.S.A. une Asso-

(41) *Loco citato*, tome III, 2^e partie, chapitre V, page 199.

ciation » (42). Les seigneurs anglais patronnent maintenant les Associations, mais cette phrase, écrite en 1840, reste exacte dans l'ensemble. Il y a aux Etats-Unis de puissantes et nombreuses Associations.

On compte en effet :

- 55 Sociétés protectrices de l'enfance ;
- 257 Sociétés protectrices des animaux ;
- 261 Sociétés protectrices de l'enfance et des animaux ;
- 16 Sociétés d'éducation humanitaire.

Ces nombreuses Sociétés se groupent et dans plusieurs Etats, elles sont constituées en Fédération. L'*American Humane Association* tient constamment à jour la liste de toutes ces Sociétés et la publie tous les ans.

L'AMERICAN HUMANE ASSOCIATION est elle-même une Société très puissante. Fondée en 1877, elle se consacre à la protection des enfants et des animaux. Beaucoup d'associations américaines poursuivent ces deux buts parallèlement. Mais la protection des animaux est, à l'intérieur de l'Humane Association, assurée exclusivement par une section, la *Red Star Animal Relief*. L'organe officiel de l'Association est *The National Humane Association* (43).

(42) *Loco citato*, tome III 2^e partie, chapitre V, intitulé : « De l'usage que les Américains font de l'Association dans la vie civile ».

(43) Les Associations américaines poursuivant par les mêmes moyens les mêmes buts que leurs sœurs anglaises, nous ne les répéterons pas. Moyens (propagande, avertissements, punitions pénales, etc...). Buts (protection des mineurs abandonnés matériellement ou moralement, placement, soins médicaux, etc..., protection des animaux, destruction sans souffrance des animaux blessés ou malades, etc...).

L'*Humane Association* qui comprend des membres correspondants dans tous les pays du monde est aussi un organe de coopération. Elle sert de lien entre les organisations locales existantes, facilite l'expansion des Sociétés qui débutent et les aide dans leurs campagnes. Elle est en quelque sorte une fédération de sociétés et d'individus qui, dans tous les pays, luttent pour la protection des enfants et des animaux. Elle les assiste et leur fournit des conseils mais sans régler leur activité et surtout sans porter atteinte à leur autonomie. Elle propose toutes les améliorations législatives qu'elle croit nécessaires et, à cet effet, publie de nombreux journaux et brochures.

L'AMERICAN SOCIETY FOR THE PREVENTION OF CRUELTY TO ANIMALS, fondée en 1866, s'occupe exclusivement de la protection des animaux. Son champ d'activité s'étend théoriquement à l'Etat de New-York et ses environs immédiats.

Cette Société zoophile fait une propagande intense. Une section spéciale de l'Association s'y consacre exclusivement: c'est l'*Humane Education department*, doté à lui seul d'un budget de 9.794 dollars (44); des conférences innombrables sont faites dans tout le pays pour intéresser surtout la jeunesse au sort des animaux.

Elle publie un manuel contenant toutes les dispositions légales relatives aux poursuites à exercer et les formules des actes de procédure.

La Société possède des abris où les animaux aban-

(44) Soit au cours de 15 francs le dollar: 146.910 francs.

donnés sont gardés. Elle a établi de nombreuses fontaines où l'on donne à boire aux animaux altérés. Enfin elle entretient un hôpital où les animaux malades reçoivent les soins nécessaires. Ainsi en 1934, 15.749 cas ont été traités dans cet hôpital. Des agents en uniforme parcourent les rues nuit et jour pour s'opposer aux mauvais traitements, que leur seule présence empêche d'ailleurs, recueillir les animaux errants, et arrêter les coupables. La Police leur prête main-forte à toute réquisition.

Voici d'ailleurs un tableau de l'activité de la Société, pendant l'année 1934 :

ACTIVITÉ DE L'A.S.P.C.A. DURANT L'ANNÉE 1934

Visites gratuites pour de petits animaux	156.997
Nombre de petits animaux examinés (dans les abris, hôpitaux, etc...)	316.802
Chiens rendus à leur maître	13.623
Chiens placés	4.878
Cas qui ont fait l'objet d'une enquête	12.943
Dénonciations de cruautés envers les animaux.....	8.717
Animaux fatigués ou malades dont le travail a été suspendu	1.307
Chevaux, mulets et autres animaux détruits sans douleurs	419
Cas examinés au marché aux chevaux	10.234
Fontaines permanentes	49
Fontaines temporaires pendant les mois d'été	44
Total des arrestations et des poursuites	738
Condamnations	676
Acquittements	63

Amendes (la Société n'en perceoit rien)	2.187	
Animaux de grande taille transportés en ambulances.	170	
Petits animaux recueillis dans la rue : Chats..	17.963	35.991
Chiens.	18.028	
Petits animaux détruits (malades, blessés, abandonnés) : Chats	218.417	
Chiens	61.010	281.580
Autres animaux	2.153	

On constate que les poursuites pénales ne sont pas très nombreuses et qu'elles se terminent le plus souvent par une condamnation. Dans l'Etat de New-York, les Sociétés zoophiles ont le droit de poursuivre elles-mêmes.

Elles ne font que rarement appel à un avocat. Les cas sont portés devant un magistrat siégeant sans l'assistance d'un jury, mais dans les arrondissements ruraux le jury est habituellement réclamé par les coupables, et dans ce cas, il doit obligatoirement être constitué. Le Ministère public, en la personne de l'Attorney de district, peut toujours être partie jointe dans les poursuites de la Société (45).

En 1874, a été fondée la NEW-YORK SOCIETY FOR THE PREVENTION OF CRUELTY TO CHILDREN, dans le double but de protéger les enfants contre les mauvais traitements et de renforcer par tous les moyens légaux les lois relatives à l'enfance.

Pour permettre à la Société d'exercer utilement son activité, elle fut dotée par une loi subséquente du

(45) Documentation puisée dans le rapport de la Société, pour l'année 1934, et dans une lettre du Vice-Président du 8 août 1935.

pouvoir « de porter plainte devant Cours et Tribunaux compétents, à l'occasion de toute infraction aux lois protectrices de l'enfance; dans chaque poursuite il lui sera possible de présenter les faits et de demander l'application de la loi ».

La loi ajoute que « tous les magistrats et officiers de paix doivent aider la Société, ses agents et ses membres à appliquer les lois, relatives à l'enfance ». Les fonctionnaires et agents de la Société sont, dans l'Etat de New-York, considérés comme des officiers de paix et ils jouissent de la même protection. Aussi, toute personne qui empêche un agent de la Société d'exercer ses fonctions, ou qui seulement les interromp, se rend coupable d'un délit.

En 1895, la Cour Suprême de l'Etat de New-York délégua un de ses membres pour enquêter sur l'activité de la Société. Voici un extrait du rapport qu'il rédigea :

« Cette Société déploie à New-York une activité qui lui est propre et exclusive. Son œuvre est essentiellement celle d'un service public; elle se consacre à l'application des lois relatives aux enfants qui, à défaut d'elle, se trouverait sans protection.

On peut dire que cette Société est une branche de la Police, du Parquet et des Tribunaux répressifs.

Elle prépare un rapport pour l'Attorney du district, chaque fois qu'une poursuite lui semble opportune; elle recueille les témoignages et aide ce magistrat dans la recherche et l'établissement de la culpabilité.

« Il est expressément spécifié dans le Code pénal et dans le Code de procédure criminelle que la Société est intégrée dans les pouvoirs publics de l'Etat de New-York pour renforcer les lois relatives aux enfants, porter devant les tribunaux les infractions aux dites lois, demander la punition des coupables, et, si le cas l'exige, placer les enfants dans un endroit où ils seront protégés ».

Le New-York Society, tout comme la National Society anglaise, évite d'engager des poursuites pénales et ne se résigne à en intenter que dans les cas d'absolue nécessité. Aussi a-t-elle acquis l'entière confiance des Tribunaux, des Attorneys, de la Police et de tous les services municipaux avec lesquels elle collabore, qui, en retour, lui apportent leur appui sincère.

Depuis sa fondation, elle a examiné 621.219 cas concernant 1.865.000 enfants. Si le nombre des cas et des plaintes augmente, le nombre des poursuites diminue. Voici, par exemple, un tableau relatif aux premières années de la Société:

Années	Plaintes	Poursuites	Condamnations
—	—	—	—
1883	2.966	1.176	1.128
1891	7.675	2.802	2.761
1895	8.523	3.301	3.249
1896	9.082	3.437	3.379
1897	8.172	3.017	2.934
1898	8.283	3.026	2.959
1899	8.621	3.002	2.913
1900	9.146	2.060	1.875

En 1934, les poursuites pénales sont tombées à 543 et ont abouti à une condamnation dans 91 % des cas.

Le tableau suivant, extrait presque textuellement d'un rapport de 1934, suffira à donner une notion exacte et complète de l'activité de la Société.

ACTIVITÉ DE LA N.Y.S.P.C.C. DURANT L'ANNÉE 1934

Total des cas examinés	10.883
Enquêtes et suppléments d'enquêtes, effectuées par les agents de la Société	36.033
Enfants abrités dans les asiles de la Société.....	4.677
Enfants perdus, reconduits chez leurs parents.....	179
Enfants privés de soins ou victimes d'attentats, etc., qui ont été nourris, abrités et soignés par la Société	1.251
Enfants recueillis provisoirement pour le compte de la municipalité ou d'autres organisations	778
Enfants ayant comparu devant les tribunaux pour enfants et recueillis par la Société	2.648
Jeunes vagabonds renvoyés dans leur foyer, situé dans d'autres villes ou d'autres états.....	251
Repas servis à des enfants dans l'asile de la Société.	211.425
Moyenne quotidienne des enfants abrités dans l'asile	192
Durée moyenne du séjour dans l'asile (en jours)...	15
Poursuites contre des majeurs devant le différentes Cours	543

Poursuites:

Cas portés devant les Sessions générales	101
Majeurs condamnés par les Sessions générales....	86
Cas portés devant les Sessions spéciales	160
Majeurs condamnés par les Cours spéciales.....	87
Majeurs condamnés par les juridictions sommaires.	102

Majeurs condamnés pour défaut d'entretien de leurs enfants	142
Institutions d'enfants qui ont fait l'objet d'une enquête (46)	730

Tout comme les Sociétés anglaises, les Sociétés américaines donnent aux parents des avertissements ; elles les invitent, sous peine de les poursuivre en justice, à mieux soigner leurs enfants et à cesser leurs mauvais traitements, mais il ne semble pas qu'elles y attribuent la même importance que les Sociétés anglaises car leurs rapports sont muets sur ce point.

La PENNSYLVANIA SOCIETY TO PROTECT CHILDREN FROM CRUELTY est une Société analogue à la *New-York Society*. Elle poursuit les mêmes buts, mais exerce son activité dans le seul Etat de Pensylvanie. Elle s'efforce surtout de protéger les enfants, tout en les laissant chez leurs parents. Nous nous bornerons à reproduire quelques chiffres relatifs à son activité, pendant l'année 1934 (47).

	Cas —	Enfants —
Nombre de plaintes qui ont fait l'objet d'une enquête	3.969	13.120
Cas nouveaux examinés	2.899	10.294
Cas anciens réglés	2.955	10.468
Cas portés devant la Cour municipale.	178	414
Cas en cours d'enquête à la fin de l'année	741	2.817
Visites effectuées par les agents de la Société	41.943	

(46) Documentation extraite du rapport de la Société pour l'année 1934 et d'une lettre du Directeur général du 7 août 1935.

(47) Chiffres extraits du rapport pour l'année 1934.

Les 3.969 plaintes qui sont parvenues à la Société provenaient de diverses sources :

Plaintes de particuliers	1.249
— de la famille	852
— d'autres comités	623
— anonymes	400
— de la police	383
— des écoles	323
— des inspecteurs	106
— des pasteurs	36
-- des employeurs	1

On voit par ces chiffres que la Société est renseignée de toutes parts. Le tableau suivant indique la nature des faits dénoncés dans les plaintes :

Abandon matériel	1.160
Intempérance	638
Défaut de surveillance	436
Violences	474
Demandes d'enquêtes	231
Abandon moral	220
Défaut de soins médicaux	199
Demandes d'enquêtes sur nourriture...	116
Demandes d'enquêtes hors la ville....	150
Attentats à la pudeur	75
Jeunes mendiants	72
Vols	58
Vagabondage	51
Mendicité	32
Demandes de secours temporaires	13
Divers	57

Le rapport ne précise pas le nombre des poursuites pénales qui ont été intentées. Nous savons toutefois qu'elles sont très peu nombreuses (48).

Nous présenterons aussi l'activité de la CHARITY ORGANIZATION SOCIETY OF THE CITY OF NEW-YORK sous forme de tableau. Cette Association dispose de ressources considérables. Son budget annuel a été en 1934, de 1.519.035 dollars (49).

AIDE AUX FAMILLES

<i>Nombre de familles ayant sollicité l'aide de la Société</i>		9.340
Demandes acceptées	5.731	
Demandes transmises à d'autres organisations ou précédemment classées	3.609	
<i>Total des familles assistées</i>		7.450
Nombre de personnes comprises dans les familles	27.885	
Report des familles déjà secourues l'année précédente	1.719	
Familles nouvelles secourues en 1934	5.731	
<i>Familles assistées en permanence</i>		3.781
— avec aide pécuniaire	3.352	
<i>Familles assistées par intermittence ..</i>		3.669
— avec aide pécuniaire	1.016	
<i>Nombre total des familles ayant reçu un secours pécuniaire</i>		4.368

(48) Documentation puisée dans le rapport de la Société pour l'année 1934.

(49) Soit 22.785.525 francs au cours de 15 francs le dollar.

<i>Sommes totales versées (en dollars) ..</i>	700.067 (50)
Tickets de nourriture distribués	22.010
Personnel professionnel participant au service de l'aide aux familles	92
Personnel volontaire	16

SERVICES DIVERS AUTRES QUE L'AIDE AUX FAMILLES

Vagabonds jeunes et vieux à la charge du <i>Men's and boys Bureaus</i>	1.293
Vagabonds jeunes et vieux à la charge du <i>Men's and boys Bureaus</i> qui ont reçu des ressources	583
Total des sommes versées (en dollars)	18.703 (51)
Familles dont le dossier a été transmis à d'autres organisations	6.418
Familles vivant dans d'autres villes, secourues par l' <i>Intercity bureau</i> à la requête d'organisations étrangères à New-York	1.536
Personnel professionnel affecté à ces services.	13

RÉSUMÉ

Total des familles et vagabonds secourus par la Société	16.697
Total des familles et vagabonds ayant reçu des secours en argent	4.951
Total des sommes versées (en dollars)	718.770 (52)
Personnel professionnel affecté aux différents services	105

La *Charity Organization Society* n'intente pas de poursuites pénales. Elle n'est d'ailleurs pas habile à

(50) Soit 10.501.005 francs au cours de 15 francs le dollar. Mais cette somme est en réalité plus considérable, car la dévaluation du dollar n'est intervenue qu'au cours de l'année 1934.

(51) Soit 280.545 francs.

(52) Soit 10.781.550 francs.

poursuivre et son activité bienfaisante ne la met que rarement en présence de faits délictueux. Toutefois, quand elle a connaissance d'infractions à la loi pénale, elle ne manque pas de les signaler à l'autorité compétente. (Police ou Attorney de District) pour qu'elle prenne toutes mesures et décisions utiles (53).

On ne s'étonnera pas que de puissantes associations anti-alcooliques existent dans une nation qui a connu pendant des années le régime de la « prohibition ». Les deux plus importantes sont la *World League against Alcoholism* et l'*Anti Saloon League of America*.

La WORLD LEAGUE AGAINST ALCOHOLISM, dont le siège social est dans l'Etat d'Ohio, est exclusivement une œuvre d'éducation et de propagande. Elle n'effectue aucune poursuite pénale, en cas de violation des lois relatives aux boissons alcooliques (54).

L'ANTI SALOON LEAGUE OF AMERICA est une fédération des Associations des différents états. Elle comprend des représentants attitrés, mandatés par les ligues d'Etats, comme l'*Anti saloon league of New-York*, la *Massachusetts anti saloon league*, l'*Oregone anti saloon league*, etc...

Son objet est de mettre fin au commerce des boissons alcooliques, et ses modes d'action sont les suivants :

(53) Documentation puisée dans le rapport de la Société pour l'année 1933-1934 et dans une lettre du Directeur général du 4 septembre 1935.

(54) Lettre du Secrétaire de la Ligue du 15 août 1935.

1° L'éducation du peuple par la publication d'études et de travaux scientifiques sur les effets physiologiques de l'alcool et les conséquences économiques et sociales du commerce des boissons fortes;

2° Faire élire aux élections législatives les candidats qui s'engagent à proposer ou à appuyer des lois de tempérance, mais en évitant toutefois d'inféoder la Ligue à un parti politique;

3° Créer un sentiment public favorable au renforcement des lois qui réglementent ou qui prohibent le trafic des boissons alcooliques.

L'*Anti Saloon* s'efforce d'obtenir des fonctionnaires chargés de la poursuite pénale une application rigoureuse des lois sur l'alcool. D'une façon générale, elle n'intente pas elle-même de poursuites judiciaires. Dans quelques états, il y a déjà longtemps, des lois prévoyaient que des particuliers ou un groupe de particuliers pouvaient, dans certains cas, prendre l'initiative de poursuites contre les auteurs d'infractions aux lois sur les boissons. Ces lois précisaient que des violations répétées pouvaient être considérées comme causant un dommage public et qu'en conséquence une action destinée à mettre fin à cet état de choses, devait être intentée au nom de l'Etat, par le *Public prosecutor* (55), ou par un citoyen quelconque. Ces dispositions ont été appliquées sans difficultés dans plusieurs états. C'est ainsi que la Cour suprême de Massachusetts a approuvé une loi de cet état qui reconnaissait

(55) Aucune traduction élégante n'étant possible, nous avons préféré reproduire l'expression américaine. Le *public prosecutor* est le fonctionnaire chargé de poursuivre la répression des infractions pénales. C'est l'équivalent du Procureur de la République en France.

à dix électeurs, le droit d'agir pour mettre fin aux méfaits du commerce de l'alcool. La Cour suprême de North Dekota a rendu une décision dans le même sens.

En général, la loi indique celui qui est chargé de son application et qui aura le droit d'intenter des poursuites pénales en cas d'infraction. Ainsi, dans l'Etat de Georgie, la poursuite est intentée sur plainte du public par le solicitor général de l'arrondissement judiciaire où les violations de la loi se sont produites. Mais il existe des dispositions qui autorisent un particulier quelconque à prendre l'initiative d'une instance judiciaire dès lors qu'il justifie des conditions de capacité requises, par exemple être un habitant de l'arrondissement. Il agit alors, non seulement en son propre nom, mais comme représentant de l'Etat et, à ce titre, il ne peut transiger ni acquiescer à une décision des magistrats qui aurait pour effet de laisser subsister le commerce des boissons alcooliques; s'il contrevenait à son devoir à ce sujet, n'importe quel autre citoyen pourrait porter l'affaire devant une juridiction répressive et spécialement dans les cas où le consentement du plaignant était nécessaire pour l'ouverture d'un *Saloon*.

Lorsque le particulier qui poursuit quitte l'arrondissement, la poursuite ne doit pas être abandonnée; un autre citoyen doit la reprendre à son compte. Mais en dehors de ce cas, lorsqu'une poursuite est en cours, et aussi longtemps qu'elle dure, personne n'a le droit d'intervenir pour le contrôler.

Au Kansas, la législation est différente. La *Public prosecutor*, saisi d'une plainte doit mettre l'action publique en mouvement et les particuliers ne peuvent agir mais les municipalités peuvent intenter une action à l'effet d'interdire la vente illégale de l'alcool à l'endroit prohibé.

Pour assurer une application rigoureuse et sans défaillance des lois sur les boissons alcooliques, les Etats ont pris diverses mesures. C'est ainsi que dans l'Etat de Virginie, en particulier, la loi spécifie qu'un citoyen quelconque ou une Association peut porter plainte contre un fonctionnaire public élu, qui a négligé d'appliquer ou de faire appliquer les lois concernant les boissons alcooliques, ou qui a été surpris dans un lieu public en état d'ivresse, mais la poursuite doit être néanmoins exercée par le *public prosecutor* seul; si c'est lui le coupable, c'est l'Attorney général qui poursuivra.

Au cas d'une action *in equity* (56), le Tribunal a seulement le pouvoir d'ordonner la fermeture du débit de boissons et d'interdire la continuation de la vente. Toute violation de cette décision constitue un outrage à magistrat, puni de prison.

Chacun des 48 Etats a donc eu, pendant la période de prohibition, une législation propre, et maintenant encore, les systèmes de réglementation ne sont pas uniformes. Mais, dans aucun Etat, un représentant

(56) *L'Equity* s'oppose à la common law, comme en France, l'équité au droit. L'action *in equity* est basée sur l'intention du Législateur plutôt que sur le sens littéral des termes de la loi.

d'une Association ne peut prendre à sa charge une poursuite pénale. Toutes les poursuites sont intentées et dirigées par le *prosecutor public*. Dans quelques Etats, toutefois, ce fonctionnaire est autorisé à se faire assister par un *Counsell*, délégué par des particuliers ou une Association, mais il n'a pas le droit d'exiger des poursuites (57).

Cette brève étude sur les ligues américaines suffit à montrer que ces Associations ne jouissent pas comme en Angleterre d'une situation égale. En Angleterre, toutes les Sociétés approuvées par *Act* du *Parlement*, peuvent poursuivre les délinquants en justice, sans aucun contrôle du Ministère public. Aux U.S.A., les Associations ne peuvent mettre l'action publique en mouvement que si le droit de poursuite pénale leur est formellement accordé par une loi spéciale. Mais elles entretiennent toutes d'excellents rapports avec le Ministère public qui est fortement organisé; leurs plaintes examinées avec intérêt donnent lieu, le plus souvent, à des poursuites pénales (58).

(57) La documentation sur les ligues antialcooliques et spécialement sur la mise en mouvement de l'action publique, en cas d'infraction aux lois sur le commerce de l'alcool, nous a été fournie par l'Attorney de l'Anti-saloon League, dans une lettre du 6 septembre 1935.

(58) Il existe une Société *of the suppression of vice*, à laquelle nous nous sommes adressé pour obtenir des renseignements sur son activité sociale et répressive. Par une curieuse coïncidence, cette Ligue de moralité publique, à l'instar de la *National Vigilance*, ne nous a pas répondu.

SECTION III

Belgique

Pour les juristes français, l'exemple belge présente toujours un intérêt considérable.

Les mêmes Codes étant à l'origine, il est instructif de discriminer, après plus d'un siècle, les principes qui sont demeurés en vigueur et les textes qui ont été abrogés ou modifiés. Il est plus intéressant encore d'étudier la jurisprudence des deux Cours Suprêmes. On s'aperçoit alors que les mêmes textes donnent parfois lieu à une interprétation différente, voire même divergente. Par contre, certains principes fondamentaux demeurent respectés, tant par les législateurs que par la majorité des juges. C'est le cas du monopole de l'action publique.

§ I. — DOCTRINE ET LÉGISLATION

La loi du 17 avril 1878, qui a réformé certains textes du Code d'instruction criminelle de 1808, n'en a pas modifié les articles 1, 3 et 63. Le monopole de l'action publique appartient au Ministère public. Néanmoins, la partie lésée peut mettre en mouvement l'action publique en poursuivant devant la juridiction répressive la réparation du préjudice personnel et direct à elle causée par une infraction.

La loi du 27 juin 1921 a accordé la personnalité aux Associations sans but lucratif créées pour la réalisation d'une œuvre philanthropique, religieuse, scientifique, artistique ou pédagogique, à condition

qu'elles soient approuvées par le Gouvernement. Elles ont donc le droit de plaider, de poursuivre directement et de se constituer partie civile dans les mêmes conditions que les individus. C'est dire qu'elles ne peuvent promouvoir l'action répressive quand elles ne subissent pas de préjudice personnel et direct et veulent seulement poursuivre la réparation du trouble apporté à l'action sociale par certaines infractions.

Néanmoins le Gouvernement belge a consulté le *Comité Permanent de législation*, pour rechercher s'il n'y aurait pas lieu, en vue de faciliter la tâche des Parquets et d'assurer une meilleure et plus complète répression, d'accorder aux établissements d'utilité publique créés par la loi précitée le droit de poursuite pénale à l'égard des infractions se rattachant à l'objet de leur activité.

Ce Comité a conclu qu'il était impossible et contraire aux principes les plus généraux de conférer ce droit à des Associations qui ne rempliraient pas les conditions exigées des simples particuliers.

Malgré cet avis nettement défavorable, le Gouvernement belge, au cours de la session parlementaire 1925-1926, a déposé sur le Bureau de la Chambre des Représentants un projet de loi destiné à constituer l'article 26 *bis* de la loi du 27 juin 1921 et qui consacrer la réforme. Ce projet de loi n'a pas encore été discuté (59).

(59) En voici le texte : « Les Associations sans but lucratif peuvent, pour la poursuite des infractions se rattachant à l'objet de leur institution, sans avoir à justifier d'un préjudice direct et personnel à un ou plusieurs de leurs membres, intervenir dans l'action publique. Elles peuvent aussi porter plainte et se constituer partie civile devant le juge

Il ne donne pas aux Associations le droit de citation directe. Il leur reconnaît seulement le droit de se porter partie civile devant le Juge d'instruction.

Si le Parquet a mis en mouvement l'action publique, les Associations peuvent intervenir dans la poursuite, sans avoir à justifier d'un préjudice direct et personnel à un ou plusieurs de leurs membres et elles ne sont pas obligées de conclure à l'octroi de dommages-intérêts.

Les mêmes obligations que la partie civile leur incombent, lorsqu'elles portent plainte devant le Juge d'instruction. Elles doivent consigner au Greffe les sommes nécessaires pour assumer les frais de la procédure. Elles peuvent être condamnées à des dommages-intérêts, en cas d'action téméraire ou vexatoire.

Dans leur rapport au Congrès de Bucarest de 1929 (60), M. COLLARD DE SLOVÈRE, Secrétaire Général près la Cour d'Appel de Bruxelles, et M. VAN PARYS, avocat, ont discuté les prétendus dangers et exposé les avantages réels de la réforme proposée par le Gouvernement belge. Leurs arguments sont semblables à ceux qui sont invoqués en France et ils appellent les mêmes critiques. Ils proposent toutefois de compléter le projet en accordant aux Associations l'exercice de l'astreinte, pour assurer l'exécution des décisions du Tribunal telles que la fermeture des débits de boissons, l'interdiction d'une pièce licencieuse ou la destruction d'ouvrages pornographiques.

d'instruction, soit du lieu du délit, soit du lieu de la résidence du prévenu, soit du lieu où il pourra être trouvé. Elles ont les droits et elles sont soumises aux obligations de toute partie civile ».

(60) Compte rendu du Congrès de Bucarest : Réponse à la quatrième question : La poursuite pénale par les Associations.

§ 2. — JURISPRUDENCE

La Jurisprudence s'est prononcée sur la question de la poursuite pénale par les Associations à propos d'actions intentées par des Associations de chasse et des Sociétés de protection animale.

Un arrêt de la Cour d'Appel de Gand du 6 mars 1912 (61), reconnaît au *Saint-Hubert-Club* le droit d'agir en se constituant partie civile contre ceux qui vendent du gibier en temps clos. Cet arrêt ne présente cependant pas l'intérêt théorique que lui prêtent certains commentateurs et surtout les partisans du droit de poursuite.

En effet, la Cour après le Tribunal, a constaté que le *Saint-Hubert-Club* n'était pas en l'espèce une Association à but lucratif. L'examen attentif des statuts a révélé que la Ligue « avait pour objet de grouper, non pas de simples amateurs du sport cynégétique, mais des chasseurs préoccupés de retirer de la chasse des avantages pécuniaires, et s'unissant pour atteindre plus efficacement des avantages, c'est-à-dire pour défendre des intérêts professionnels ». Les chasseurs groupés poursuivent donc un but lucratif, découlant directement de l'élevage et de la vente du gibier. Il s'agit donc d'une union professionnelle qui « peut poursuivre en justice les réparations des atteintes portées non seulement aux droits individuels de ses membres, mais encore aux intérêts collectifs que l'union s'est proposée de défendre ». Or, « le braconnage qui détruit le gibier, porte directement

(61) Arrêt rapporté au recueil belge *Pasicrisie*, 1912, 2, 104.

atteinte à l'intérêt général et collectif dont la défense constitue l'un des buts de l'union...; il est favorisé et provoqué par la vente du gibier pratiqué en temps clos, sur une vaste échelle...; ce délit cause (donc) un dommage direct à l'ensemble des chasseurs et éleveurs qui trafiquent du produit de leur chasse...; il constitue à leur égard un acte de concurrence déloyale ».

On voit que la Cour se retranche derrière l'affirmation de fait, souveraine, de l'intérêt né et actuel de la partie civile et de l'existence du dommage dont elle réclame la réparation. Cette position lui permet d'échapper sur ce point à la censure de la Cour de Cassation et l'arrêt serait, sous cet aspect, à l'abri de toute critique s'il n'y avait un dernier attendu : « Attendu qu'il importe peu qu'on ne puisse déterminer le terrain où le gibier vendu en délit a été capturé ou élevé. Qu'en effet, le gibier ne restant pas attaché à un champ déterminé, circulant et se multipliant, le dommage causé par sa destruction, ne se limite pas à une région particulière ».

En somme, la Cour reconnaît souverainement l'existence d'un dommage mais en déclarant que les conditions du délit ne lui permettent pas de le situer. Elle ignore si le délit a été commis sur les terrains de chasse du *Saint-Hubert-Club* et s'en désintéresse. Le fait que le dommage causé par le délit s'étend généralement à plusieurs régions, lui suffit pour affirmer qu'il a atteint la région intéressée.

Elle n'a même pas jugé utile de déclarer que les faits de la cause permettaient de présumer que le gibier avait été capturé ou élevé sur les terrains de la Société.

La Cour de Cassation saisi d'un pourvoi contre cette décision, l'a confirmée, par arrêt du 29 avril 1912 (62), mais elle s'est sagement abstenue de reproduire le dernier attendu. Elle s'est appuyée exclusivement sur les faits constatés et appréciés souverainement par la Cour d'Appel de Gand. Les membres du *Saint-Hubert-Club* exerçaient au moins accessoirement une profession à but lucratif et s'agit bien d'une Union professionnelle qui est recevable à réclamer, par voie de constitution de partie civile, la réparation d'un préjudice à elle causé par l'atteinte portée aux intérêts en vue desquels elle a été constituée. Et l'arrêt de Gand a constaté, « non pas la lésion de l'intérêt général in abstracto, mais un préjudice causé à l'Union professionnelle défenderesse et à ses membres comme tels ».

Ces arrêts ne sauraient donc, comme on l'a fait, être considérés comme atténuant les principes qui régissent l'action publique. Bien loin de reconnaître à une Association à but désintéressé, le droit de réclamer la réparation du dommage causé à la Société par une infraction, ils précisent qu'il s'agit d'une Association à but non lucratif et qui a été personnellement lésée par le fait délictueux.

Cette Jurisprudence relative aux Sociétés de chasse est constante et elle a été encore confirmée le 9 juillet 1926, par un arrêt de la Cour de Cassation (63).

La Cour suprême a considéré que n'est pas légalement motivé l'arrêt qui, sans rechercher en fait, si le

(62) Rapporté dans *Pasicrisie*, 1912, I, 228.

(63) Rapporté dans *Pasicrisie*, 1928, I, 227.

délit imputé aux prévenus était de nature à causer un préjudice direct et réel à l'ensemble des personnes constituant l'Union professionnelle ou aux membres de celle-ci, déclare la constitution de partie civile non recevable par le seul motif que le délit n'apparaît pas comme étant de nature à porter atteinte à l'un des droits privatifs que possèdent ladite Union ou ses membres.

Le *Saint-Hubert-Club* s'était porté partie civile dans une affaire de transport de cerf, pendant la fermeture de la chasse. Là comme dans les décisions précédentes, le *Saint-Hubert-Club* est considéré comme une Société à but non lucratif et tous ces arrêts ne peuvent, en aucune façon, être invoqués en faveur de la poursuite directe par les Associations à but idéal.

Les rapporteurs belges au Congrès de Bucarest ne disposaient, à l'époque, d'aucune décision jurisprudentielle qui abordât réellement la question. Depuis les Tribunaux belges, saisis par des interventions de Sociétés indiscutablement désintéressés les Sociétés zoophiles, ont tranché la question de recevabilité, mais en général par la négative.

Le Jugement rendu par le Tribunal correctionnel de Bruxelles, le 23 octobre 1931 (64), est la première décision belge qui admette l'intervention d'une Société de protection animale comme partie civile devant les Tribunaux répressifs au cas de poursuite du Ministère public pour actes de cruauté ou mauvais traitements envers les animaux. Les Juges de Bruxelles ont

(64) Rapporté dans le *Bulletin du Comité juridique international pour la protection des animaux*, n° 10, page 51.

accordé un franc de dommages-intérêts à la *Croix Bleue de Belgique*, comme « une réparation du dommage, à elle causé », sans motiver autrement leur jugement.

En contradiction avec cette décision, le Tribunal correctionnel de Mons, par jugement du 7 juin 1932 (65) a déclaré la *Ligue belge pour la protection du cheval de mine* non recevable en son intervention dans une poursuite exercée par le Ministère public contre les auteurs de mauvais traitements excessifs infligés à un cheval de mine.

Ce jugement, longuement et judicieusement motivé rappelle, au début, les conditions que doit remplir la partie civile pour être recevable. Elle doit justifier d'un intérêt qui ne peut se traduire qu'en un dommage né, actuel, matériel ou moral, résultant *directement* du fait délictueux.

En l'occurrence, elle n'a pu établir l'existence d'un préjudice moral ni d'un préjudice quelconque résultant directement des infractions reprochées aux prévenus.

Le fait que les statuts de la Ligue lui assignent pour but de protéger les animaux contre les mauvais traitements subis dans la mine et d'exercer des poursuites judiciaires contre les auteurs d'actes de cruautés, « ne lui donne pas le droit d'intervenir comme partie civile dans les poursuites actuelles, sous prétexte qu'elle aurait intérêt à la répression des infractions » ; « cet intérêt ne peut à lui seul, servir de fondement à une action civile » ; « *il ne faut pas confon-*

dre cet intérêt moral avec un dommage moral résultant directement de l'infraction » ; « seul ce dommage permettrait l'exercice de l'action civile, tandis que l'intérêt moral est sauvegardé par les poursuites exercées par le Parquet contre les prévenus ».

Le jugement ajoute que, « tout au plus, la partie civile pourrait prétexter éventuellement avoir subi un préjudice résultant *indirectement* des infractions, mais qu'à le supposer établi, ce préjudice ne suffit pas pour rendre recevable l'action civile ».

« ...Décider dans le cas actuel, que la partie civile est recevable en son action serait permettre à toute personne et à toute association, de se constituer partie civile dans la généralité des affaires pénales, en basant l'action civile sur un intérêt moral ».

Cette solution serait contraire à ce que « le législateur a voulu en organisant la procédure pénale qui est d'ordre public, et qui prévoit seulement l'intervention de la partie civile... dans des cas déterminés », et, « aucun texte ne permet l'extension de ces principes ».

Déféré à la Cour d'Appel de Bruxelles, par la voie de l'appel, le Jugement du Tribunal de Mons a été confirmé par un arrêt du 18 décembre 1933 (66). Cet arrêt maintient purement et simplement la doctrine retenue par les Juges de Mons.

« ... Un simple intérêt moral ne peut suffire pour justifier la recevabilité d'une constitution de partie civile » ; « ...il faut en outre que cette partie ait subi

(66) *Bulletin* n° 17, page 40.

un *préjudice* moral réel et que ce *préjudice* ait été la *suite et la résultante directe des faits délictueux* ».

L'arrêt déclare ensuite que « la répression pénale des auteurs des actes délictueux doit être, le cas échéant, pour elle, la satisfaction morale la plus complète, puisque la répression des actes de cruauté envers les chevaux de mines, rentre directement dans l'objet de son activité ».

La *Ligue belge pour la protection du cheval*, déboutée, comme n'ayant pu établir le *préjudice* moral direct sur lequel elle basait son intervention, s'est pourvue en cassation. A l'appui de son pourvoi, elle alléguait que la Cour d'Appel de Bruxelles, appelée à statuer sur la recevabilité de sa constitution civile, n'avait pas à vérifier la réalité et l'étendue du dommage allégué, questions liées au fond du débat. Elle prétendait encore que l'auteur d'une infraction doit en réparer même les conséquences indirectes.

La Cour de Cassation, par arrêt du 28 mai 1934 (67) a rejeté ces deux moyens. Elle a décidé que la Cour d'Appel avait souverainement jugé en fait, que la *Ligue Belge* pour la protection du cheval de mine n'avait pu subir aucun *préjudice* direct d'ordre matériel ou moral par suite du fait reproché aux prévenus (68).

(67) *Bulletin* n° 19, page 7.

(68) On pourrait être tenté d'opposer cette décision à un autre arrêt de la Cour de Cassation, du 9 juillet 1928, rapporté à la page 214. En 1928, la Cour de Cassation avait cassé un arrêt qui avait déclaré à priori que le délit n'était *pas de nature* à porter *préjudice* au Saint-Hubert-Club, ou à l'un de ses membres. En 1934, elle déclare *a contrario* que l'on peut écarter une partie civile avant tout débat sur le fond si elle n'a « pu » être victime directe de l'infraction. En réalité ces deux

Au moment où se pose la question de recevabilité, l'Association n'a pas à justifier de l'étendue du dommage par elle subi, mais elle doit justifier qu'elle est « de ceux qui ont « pu » être victimes directes de l'infraction ». Faute par elle de rapporter cette preuve souverainement appréciée par le Juge, elle doit être tenue pour étrangère à l'infraction et être écartée du débat par une fin de non recevoir.

L'arrêt ajoute *que l'intérêt à la répression pénale, dont pourrait se prévaloir la Ligue se confond avec l'intérêt social dont la sauvegarde est exclusivement dans l'exercice de l'action publique.*

Il serait très utile que la Cour de Cassation française eût l'occasion de se prononcer à nouveau sur la question de la recevabilité de l'action civile intentée par les Associations à but idéal, en cas d'infractions portant atteinte au but qu'elles poursuivent. Elle n'a pas statué à ce sujet depuis 1913 et il est désirable que dans une décision prochaine elle rappelle aux Tribunaux français qui les violent les principes du Code d'Instruction criminelle, si clairement énoncés et si judicieusement appliqués par les diverses juridictions belges.

décisions ne sont pas contradictoires. La Cour de Cassation estime que l'on peut admettre à priori une partie civile si elle n'a pu être victime ou si le délit n'était pas de nature à lui porter atteinte, mais elle exige que la Cour d'Appel constate souverainement cette impossibilité dans l'espèce en cause, ce qu'avait fait la Cour de Bruxelles en 1934, mais ce qu'elle n'avait pas fait en 1933, s'étant bornée alors à déclarer que le délit « n'apparaît pas comme étant de nature à porter atteinte au Saint-Hubert-Club », au lieu de rechercher si, *en fait*, et de déclarer qu'en l'espèce, il n'était pas de nature à causer un préjudice direct.

SECTION IV

Allemagne

La législation pénale, le régime et l'organisation même des Associations allemandes, subissent depuis quelques années des réformes profondes, mais le principe du monopole de l'action publique demeure ferme. Des Associations philanthropiques nombreuses existent en Allemagne. Satisfaites en général de l'activité du Ministère public, elles ne semblent pas demander le droit de mettre l'action publique en mouvement, du moins les Associations zoophiles et les Associations antialcooliques, sur lesquelles nous allons fournir quelques brefs renseignements (69).

§ 1. — PROTECTION DES ANIMAUX

Jusqu'au 1^{er} février 1934, il n'existait, dans le Code pénal allemand, qu'un seul texte relatif à la protection des animaux, l'article 360, § 13 :

« Est puni d'une amende, pouvant aller jusqu'à 150 marks, et même de prison (six semaines au maximum) quiconque aura publiquement ou d'une façon révoltante fait souffrir ou maltraité des animaux ». De l'avis de commentateurs allemands, ce texte ne consacre ni ne sanctionne le droit des animaux à l'existence et à être bien traités. Il est simplement fondé sur la volonté du législateur de répri-

(69) Ces renseignements sont dus à l'obligeance du Docteur Johannès HIPPE, avocat, notaire, membre titulaire, pour l'Allemagne, du *Comité juridique international pour la protection des animaux*, et du Docteur FLAIG, président de la *Ligue internationale contre l'alcoolisme*.

mer des actes qui, par leur nature, portent atteinte à la sensibilité humaine et dont le renouvellement risque de favoriser le développement de sentiments cruels et barbares.

La fréquence des infractions à cet article laissant supposer que les pénalités prévues n'étaient pas suffisamment sévères, diverses Associations zoophiles ont commencé, il y a plus d'un demi-siècle, une propagande tenace pour le renforcement des lois protectrices des animaux. Les textes votés à la suite de leurs campagne se trouvent disséminés dans diverses lois spéciales et ils se sont révélés sans grande efficacité, car ils n'ont pas été appliqués avec une énergie suffisante. Les Tribunaux étaient enclins à considérer les mauvais traitements infligés à des animaux comme des infractions insignifiantes et, même dans les cas graves, les poursuites se terminaient par une amende de 5 reichmarks ou même par un acquittement si le délinquant avait eu la précaution de recourir aux bons offices d'un « expert ».

Les juristes n'étaient même pas d'accord sur la portée d'application des textes. C'est ainsi qu'un certain nombre de Tribunaux, prétendant que la mise à mort des animaux et la vivisection ne tombaient pas sous le coup de la loi, acquittaient systématiquement tous les individus poursuivis de ce chef.

La loi du 24 novembre 1931 a marqué un réel progrès à tous les points de vue. Elle est très complète et prévoit tous les cas possibles de mauvais traitements envers les animaux. Elle comporte des définitions précises, qui ne laissent subsister aucune

ambiguïté. Les expériences sur les animaux vivants sont étroitement réglementées et des mesures sont ordonnées pour que les souffrances inutiles soient évitées; l'anesthésie, en particulier, doit être pratiquée chaque fois que le but de l'expérience le permet.

Les peines prévues sont sévèrement aggravées. Les infractions deviennent, pour la plupart, des délits punis d'emprisonnement dont la durée peut atteindre deux ans. Les expériences sur les animaux vivants, réalisées sans les autorisations nécessaires et accomplies en violation des conditions prescrites sont punies d'amendes et d'un emprisonnement maximum de six mois. Des peines accessoires sont prévues; la confiscation ou la mise à mort de l'animal maltraité peut être prononcée; il peut être ordonné que l'animal sera hébergé et soigné aux frais du condamné pendant une durée de trois mois au maximum. Enfin, reprenant une disposition de la loi anglaise, la loi de 1933 permet à l'autorité, au cas de condamnations multiples, d'interdire au condamné pendant une durée variable, la possession ou le commerce de certains animaux (70).

Le Législateur allemand n'a jamais été saisi d'aucun projet ou proposition de loi tendant à accorder aux associations à but idéal le droit de poursuite pénale. Les Sociétés de protection animale n'ont jamais demandé le droit, qu'elles ne possèdent pas, d'intervenir directement devant les Tribunaux. Elles

(70) Le texte allemand et la traduction française de la loi allemande sont contenus dans le n° 17 du *Bulletin du Comité juridique international pour la protection des animaux*.

examinent tous les cas qui leur sont soumis et effectuent des enquêtes, à la suite desquelles un assez grand nombre de plaintes sont classées comme non fondées. Dans les cas sérieux, la Société fait donner un avertissement au coupable par l'intermédiaire d'un homme de confiance qui est généralement un employé de la Société. Elle le fait mettre en garde contre une récidive éventuelle qui l'exposerait à des sanctions pénales. Enfin, dans les cas graves, l'Association zoophile avise le Parquet et lui donne connaissance des renseignements que son enquête lui a permis de recueillir. Mais son rôle répressif se borne à la dénonciation. C'est l'autorité judiciaire compétente qui apprécie souverainement l'opportunité de mettre en mouvement l'action publique.

La collaboration officieuse des Associations privées est, en général, fort appréciée par les différentes autorités publiques. Un grand nombre de préfectures de police délivrent aux membres des divers Comités zoophiles des cartes spéciales leur permettant de faire appel aux agents de la force publique lorsqu'ils constatent que des animaux sont maltraités. Cette carte confère à son titulaire un certain prestige qui donne plus d'autorité à sa réquisition; mais un particulier quelconque, témoin d'un acte de cruauté envers les animaux, jouit du même pouvoir de requérir un fonctionnaire de la police. L'influence des Sociétés n'est d'ailleurs pas égale dans les différentes villes allemandes. Elle tient aux résultats antérieurement obtenus, aux modes d'activité et surtout à la personnalité du président local.

§ 2. — LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME

Les Associations allemandes qui se consacrent à la lutte contre l'alcoolisme sont presque toutes affiliées à la *Fédération internationale contre l'Alcoolisme*, dont le siège social est à Berlin. Leur activité est uniquement dirigée vers la propagande et l'assistance. La Fédération publie un périodique, intitulé *Die Alkoholfrage*: la question de l'alcool.

Elle s'efforce principalement d'éduquer le public et de propager des habitudes de tempérance. A cet effet, elle crée et organise de nombreux centres de préservation, des maisons de désintoxications, etc... Aux victimes de l'alcoolisme, elle accorde des secours.

Lorsque les Associations antialcooliques ont connaissance d'infractions graves ou de situations qui exigent des mesures énergiques, elles attirent sur elles l'attention des autorités compétentes, en particulier des autorités de police; elles facilitent leur tâche par des campagnes de presse appropriées qui apportent à l'action préventive ou répressive des autorités le soutien moral indispensable,

Aussi les Administrations publiques apprécient-elles vivement l'aide bénévole de ces Sociétés, dont elles sollicitent fréquemment la collaboration officielle. Presque toutes les plaintes qui émanent des Associations sont suivies de poursuites pénales.

SECTION V

Hollande

Il existe, en Hollande, de nombreuses Associations à but idéal. Mais leur importance et leur mode d'activité sont très différents. Les Associations qui s'occupent de la protection des enfants et de la lutte contre l'alcoolisme ne cherchent pas à jouer un rôle répressif. Elles s'efforcent exclusivement de *reclasser* les alcooliques et les enfants vicieux. Quant aux Sociétés qui combattent la pornographie et l'immoralité publique, elles ne sont pas très actives. Les Associations les plus nombreuses et les plus actives sont les Sociétés protectrices des animaux, à but général ou à but spécial (contre l'emploi des chiens de trait, contre la vivisection, en faveur des oiseaux, pour un dressage humain, etc.). Elles font, à travers le pays, une propagande intense et publient plusieurs périodiques.

Ces Associations, qui ne sont pas d'ailleurs reconnues spécialement par la loi néerlandaise, n'ont aucune influence directe sur les poursuites pénales. Le Ministère public a le monopole absolu de l'exercice de l'action publique et les Associations ne peuvent se constituer parties civiles et demander des dommages-intérêts. Elles ont seulement le droit, à l'instar de toute particulier, de dénoncer au Ministère public les faits délictueux dont elles ont connaissance. Le Parquet décide souverainement s'il y a lieu d'intenter une action pénale. Il y a cependant un

moyen de vaincre l'inaction du Parquet, c'est de déférer les cas à la Cour d'Appel. La Cour d'Appel, saisie par le plaignant ou par les Associations, peut ordonner au Ministère public, qui est tenu d'obtempérer, d'intenter une poursuite pénale. La décision de la Cour d'Appel est définitive et sans recours. Si elle estime que des poursuites sont inutiles ou inopportunes, il lui suffit de déclarer que l'intérêt public n'exige pas d'action pénale. Ce droit d'injonction est d'un emploi très rare.

Les Associations de protection animale jouissent en Hollande d'une situation privilégiée. Elles ont à leur service des inspecteurs qui ont reçu du Gouvernement le titre de fonctionnaires de police et qui, en cette qualité, peuvent dresser des procès-verbaux. Ces procès-verbaux ont force probante jusqu'à preuve contraire et peuvent servir de base à une poursuite pénale. Il existe aussi une Association zoophile, qui groupe exclusivement des inspecteurs de police et des gendarmes.

Les poursuites contre les auteurs de mauvais traitements envers les animaux ne sont pas encore très nombreuses mais elles augmentent régulièrement, grâce surtout aux efforts de la *Société protectrice de la Police*. L'obstacle aux poursuites tient le plus souvent à l'imperfection de la loi qui n'est pas assez rigoureuse ou qui laisse impunies certaines formes de cruautés envers les animaux, telles que la vivisection.

Le Ministère public exerce des poursuites chaque fois qu'elles sont possibles et opportunes; il entretient

avec les diverses Associations des relations cordiales, basées sur une estime réciproque. Aussi les Associations hollandaises n'ont jamais envisagé une réforme législative qui leur donnerait le droit de poursuite directe, réforme qui, d'ailleurs, bouleverserait profondément les principes qui sont à la base de l'action publique (71).

SECTION VI

Pologne

Dans son rapport au Congrès de Bucarest, M. le Professeur GLASER, après avoir étudié l'évolution historique de la poursuite pénale en Europe et critiqué les différents systèmes, vantait le régime polonais qui consacre le monopole du Ministère public dans l'exercice de l'action pénale tout en le limitant par l'accusation subsidiaire ou auxiliaire. L'accusation subsidiaire ou auxiliaire consiste dans l'exercice de l'action pénale conjointement avec le Ministère public ou a sa place quand il refuse de l'exercer ou l'abandonne. Il prétendait que ce système de répression permettait l'intervention des Associations à but idéal tout en maintenant la prépondérance nécessaire du Ministère public.

Le système venait d'être mis en application quel-

(71) Nous devons ces quelques renseignements à l'obligeance de M. le Docteur DE BENEDETTY, juge au Tribunal d'Amsterdam, membre titulaire, pour la Hollande, du *Comité juridique international pour la protection des animaux*, et de M. VAN PRAAG, bibliothécaire de la même organisation.

ques mois plus tôt, exactement le 1^{er} juillet 1929, et avait été établi par le Code polonais d'instruction criminelle du 19 mars 1928. L'accusation subsidiaire pouvait s'étendre à toutes les infractions et permettait d'agir devant toutes les juridictions de droit commun: *Sady grodzkie* ou Tribunaux urbains de simple police; *Sady Okregawe* ou Tribunaux correctionnels de district; *Sady Przysiegnych* ou Cours d'Assises. Nous ignorons le résultat de cette réforme, mais il est permis de présumer qu'ils n'ont pas été satisfaisants, car une loi du 23 août 1932 a limité considérablement sa portée d'application et même supprimé l'expression d'accusation subsidiaire; d'après le nouvel article 67, la personne lésée est munie des droits de la *partie du procès* (elle est partie civile) et elle peut notamment exercer ou soutenir l'action publique à la place ou à côté du Ministère public, mais seulement devant les *Sady Grodzkie*, c'est-à-dire devant les Tribunaux de simple police, qui connaissent des infractions les moins graves.

Ce texte ne permet pas aux Associations philanthropiques d'intervenir en justice, car, d'après l'article 62 du Code d'instruction criminelle, on ne peut considérer comme personne lésée que celle dont les biens protégés juridiquement ont été atteints ou menacés d'une manière directe. Il s'agit donc ici exclusivement des délits portant préjudice aux individus.

Il faut ajouter que la Jurisprudence polonaise interprète la notion du préjudice direct d'une manière très restrictive. C'est ainsi que la Cour de Cas-

sation, par un arrêt de 1931 (72) a déclaré que la femme et l'enfant de la victime d'un meurtre ne sont *qu'indirectement* lésés par l'infraction, étant donné que l'instrument du crime (balle ou couteau), s'il vise d'une manière directe et immédiate le corps de la victime, ne peut atteindre de la même manière le droit alimentaire, dont l'objet est immatériel. Dans le même arrêt, la Cour Suprême insiste sur le caractère formel des droits de la partie civile, en décidant qu'ils ne peuvent se transmettre aux héritiers.

En présence de la rigueur de la Cour de Cassation, les partisans polonais du droit de poursuite pénale par les Associations à but idéal doivent abandonner tout espoir de voir bientôt les Associations assimilées à une personne lésée et admise à ce titre à exercer l'action publique (73).

(72) Rapporté au *Recueil des Arrêts de la Cour de Cassation*, 1931, n° 70.

(73) Nous devons ces renseignements supplémentaires à M. le Professeur GLASER.

CHAPITRE V

DANGER ET INUTILITÉ DE LA POURSUITE PAR LES ASSOCIATIONS

Après avoir rapporté l'argumentation des partisans du droit de poursuite, essayé de dégager les différentes tendances de la Jurisprudence et étudié le régime juridique de quelques associations étrangères, il nous reste à exposer, dans un dernier chapitre, les raisons pour lesquelles nous ne croyons pas devoir souscrire à la réforme proposée.

Quelle est la nature juridique de l'action des associations? N'y a-t-il pas, à leur reconnaître ce droit, des risques graves? Les garanties proposées à l'appui de la réforme seraient-elles efficaces? Enfin, en dehors du droit de poursuite, les associations ne pourraient-elles pas exercer une action utile et bien-faisante? Telles sont les principales questions que nous nous proposons d'examiner au cours de ce chapitre.

SECTION I

Nature juridique de l'action des Associations (1)

La manifestation unique de la personnalité sur le plan du droit, celle qui révèle son existence, c'est l'action. L'action exige, d'une part, un but vers lequel elle s'exerce et, d'autre part, un intérêt qui l'anime vers ce but. Quel est l'intérêt d'une personne morale? Il est variable. Il dépend étroitement du degré de concentration des intérêts individuels qu'elle groupe et qu'elle dirige vers une fin donnée. Ces intérêts individuels, à mesure qu'ils se concentrent et que se dégage l'intérêt collectif, perdent leur individualité. Dans le développement de l'idée d'unification des intérêts individuels et de personnification de l'intérêt collectif (2), il y a d'ailleurs des stades.

Ce que les juristes allemands dénomment la *communauté sur gesamte hand* constitue le premier. Il n'y a là, en réalité, aucun intérêt collectif mais simplement une indivision, une juxtaposition de patrimoines mis en commun.

Dans la *genossenschaft*, deuxième stade, l'unité apparaît. La pluralité des droits individuels subsiste. Ils ne sont pas complètement fondus dans l'ensemble, mais une personnalité collective se manifeste (ex.:

(1) Il ne saurait être question, à propos de la nature de l'action des associations, d'exposer et de justifier, dans le cadre de cette thèse, une théorie de la personnalité morale. Nous nous bornerons aux explications indispensables à la compréhension de notre sujet en indiquant que nos développements s'inspirent des idées de M. Raymond SALEILLES à exposées dans son ouvrage: *La personnalité juridique*.

(2) Terminologie de M. SALEILLES.

sociétés à but lucratif; sociétés de secours mutuels; syndicats de propriétaires).

La plénitude de la personnalité morale se trouve seulement dans le *Verein*, association à but idéal. Le *Verein* réalise à sa plus haute puissance le double phénomène d'unification et de personnification qui caractérise la personne morale (3). Complexe par son origine, elle est une par sa fin. La multiplicité des intérêts individuels y disparaît entièrement pour faire place à l'unité du but collectif, à l'affectation spécialisée qui domine tout, en somme, à la personnification de l'intérêt idéal, qu'il soit philanthropique (Association pour la protection de l'enfance) ou moral (Ligue de moralité publique). C'est en ce sens qu'on a pu dire que le but est désintéressé, c'est-à-dire qu'il ne tient pas compte des intérêts individuels. En effet, une telle association n'est pas constituée pour procurer des avantages à ses membres, comme c'est le cas des sociétés à but lucratif ou des associations à but intéressé. Ce sont, au contraire, les associés qui se dévouent pour le groupement ou plus précisément pour la réalisation de l'objectif qui leur est à la fois commun et transcendant.

(3) Il est remarquable que l'association à but idéal, qui renferme le plus de personnalité morale, est presque entièrement dépourvue de personnalité juridique. Cela s'explique par la tendance normale du droit de protéger les intérêts matériels et individuels de préférence aux intérêts moraux et généraux dont la défense est réservée à l'Etat.

Sur la distinction de la personnalité morale et de la personnalité juridique, cf. M. MICHOUX, *La Théorie de la personnalité morale et son application au droit français*, 3^e édition, mise à jour par M. TROTOBAS; HAURIOU, *Précis de droit constitutionnel*, 1^{re} édition, deuxième appendice; GÉNY, *Science et Technique en droit privé positif*, tome IV, page XVIII.

Supposons maintenant que soit commis un délit appartenant à une catégorie d'infractions dont l'association a assumé la répression. L'association subit-elle un dommage lui permettant d'exercer l'action civile? Dans l'affirmative, quel est le caractère de ce dommage et la nature réelle de l'action en réparation dont il est la base?

On entend par préjudice moral tout dommage qui ne porte pas atteinte, du moins directement, à des intérêts matériels, c'est-à-dire au patrimoine d'un individu ou d'une association. C'est donc une abstraction. Une infraction peut certainement léser l'intérêt collectif d'une association, mais elle ne peut atteindre, de ce fait, que des intérêts moraux. Or, à la différence des intérêts lésés doit logiquement et nécessairement correspondre une différence dans la réparation du dommage. A dommage moral, réparation morale; à dommage matériel, réparation pécuniaire.

La difficulté, c'est que, pour obtenir une réparation de l'une ou l'autre nature, il n'y a qu'un moyen, l'action civile, et que pour introduire cette action en justice, il faut évaluer pécuniairement le dommage subi, fût-il moral. Mais un préjudice moral peut-il être réparé pécuniairement? On a écrit: la réparation du préjudice moral est possible dans une société où « les notions d'honneur et d'argent tendent à se confondre, où elles deviennent choses fongibles, où quiconque découvre un trou dans le vêtement de son honneur, réclame à l'auteur du dommage quelques billets de banque pour boucher le trou..., les appli-

quer au bon endroit et se fait à lui-même la douce illusion de porter une robe d'innocence pure et sans tache » (4). Si nous ne vivons pas dans une telle société, l'adéquation est impossible entre le préjudice moral et la réparation pécuniaire. Comme toutefois l'on voit journellement des Tribunaux compenser un dommage moral par l'octroi de sommes d'argent, il faut bien en conclure que CETTE RÉPARATION N'A PAS UN CARACTÈRE INDEMNITAIRE; QU'ELLE A UNE APPARENCE MATÉRIELLE, mais qu'au fond sa nature est différente, sous peine de ne pas atteindre son but. Ce but c'est d'effacer le dommage moral, rôle qui, toujours et partout, a été dévolu à la peine. Donc, SOUS DES APPARENCES DE COMPENSATION PÉCUNIAIRE, LA RÉPARATION SERA UNE PEINE PRIVÉE ET L'ACTION CIVILE AURA EN RÉALITÉ UN CARACTÈRE RÉPRESSIF; suivant l'expression de M. HUGUENEY, elle sera « à reflet pénal »; bref, ce sera une action publique. Car la nature du préjudice subi par une association à but idéal lui interdit de conclure logiquement à une réparation pécuniaire qui ait un caractère indemnitaire.

Cette constatation n'a rien d'anormal; une association qui se propose la répression d'un délit entre en concurrence avec les pouvoirs publics; elle veut sinon les suppléer, du moins être leur auxiliaire. Elle n'agit pas comme un particulier ou une collectivité réclamant la réparation du préjudice que lui a causé une infraction; elle agit avec la même intention que l'Etat: pour assurer l'ordre et la morale publics. Dès

(4) BRÜNSTLEIN, dans le *Grenzpost* de Bâle, 1886, n° 151, cité par M. HUGUENEY, dans *L'idée de peine privée*.

lors, quoi d'étonnant à ce que son action ait un caractère répressif ? Elle ne peut pas l'avouer, certes. Pour parvenir à ses fins, elle utilise les ressources de la procédure en vigueur ; n'ayant pas l'exercice de l'action publique, elle se sert de l'action civile. Mais ne soyons pas dupes ! Son action civile est une action publique. Or, l'exercice de l'action publique ne saurait être l'objet d'une appropriation privée ou collective, voire même d'un partage. L'association à but idéal qui se propose la poursuite d'un délit confond son but avec la fonction de la souveraineté publique ; son intérêt, c'est l'intérêt de la répression, mais celui-ci s'intègre dans l'intérêt plus général de l'ordre public et fait l'objet d'un monopole qui est l'apanage du Ministère public « ... *les intérêts généraux ont des représentants investis d'un caractère d'ordre public auxquels les simples particuliers n'ont pas le droit de se substituer* » (5), même groupés.

Cette conclusion suffit à démontrer l'erreur de ceux qui prétendent que, dans le cadre de la législation actuelle, le droit de poursuite pourrait être reconnu aux associations par une extension des notions d'intérêt et de préjudice qui sont à la base de l'action civile. Ils n'ont pas dégagé la nature réelle de l'action des associations à but idéal. Contrairement à ce que pense M. CAIL, l'intérêt de la moralité publique ne s'incarne pas dans l'association. Il la dépasse de beaucoup, puisque c'est un élément de l'ordre public, et jusque maintenant elle n'a pas été habilitée à agir concurremment avec les organes de

(5) LAFFERRIÈRE, *Juridiction administrative*, tome II, page 437.

l'Etat pour la défense des intérêts généraux méconus et lésés par les infractions aux lois pénales.

Deux lois de 1915 apportent cependant une dérogation essentielle à ces principes et confèrent les droits de la partie civile à certaines associations qui n'auront à justifier d'aucun préjudice.

C'est ainsi que la loi du 9 novembre 1915 sur les *débîts de boissons* précise, dans son article 14, que « les associations constituées pour la lutte contre l'alcoolisme, ayant obtenu la reconnaissance d'utilité publique, peuvent exercer... les droits reconnus à la partie civile... relativement aux faits contraires aux prescriptions de la présent loi ». Le vote de cet article, dû à un amendement de M. LEROLLE, n'a soulevé aucune objection malgré le caractère exorbitant du droit conféré (6).

L'article premier de la loi du 10 juillet 1915, sur le *travail des femmes à domicile*, constitue une disposition encore plus exceptionnelle et dérogatoire à toutes les règles du droit public et du droit civil. Il modifie l'article 33 K du Code du Travail, titre III, livre premier, chapitre premier et est ainsi rédigé : « Les associations autorisées à cet effet par décret rendu sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale... peuvent exercer une

(6) A l'appui de son amendement, M. LEROLLE avait fourni les arguments suivants : « La loi n'aura d'effet social utile que si elle est strictement appliquée. Or le danger qu'on a évoqué souvent, le danger des débîts clandestins, comment arriver à le proscrire ? Il y a la police légale, mais nous sommes nombreux à penser qu'il serait utile d'aider ce contrôle officiel par le contrôle des associations professionnelles des débitants de boissons et des sociétés antialcooliques ». In *S.* 1916, lois annotées, page 9.

action civile basée sur l'inobservation de la présente loi, *sans avoir à justifier d'un préjudice*, à charge, si le défendeur le requiert, de donner caution pour le paiement des frais et dommages auxquels ils pourraient être condamnés, à moins qu'ils ne possèdent en France des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer ce paiement ». Les associations de caractère philanthropique constituées pour la défense des ouvrières auxquelles le législateur a voulu donner un droit d'action sont plus particulièrement les ligues contre le sweating system (7).

Le pouvoir exorbitant conféré aux Associations n'a pas échappé à certains députés qui ont provoqué sur cette question une ardente mais vaine discussion. En effet, l'action donnée aux Associations n'est pas seulement l'action civile née d'une infraction pénale, exercée, en l'occurrence, pour traduire le délinquant devant la juridiction répressive et faire prononcer une peine contre lui. L'article précité va plus loin que la loi du 9 novembre 1915 dans la violation des principes généraux qui inspirent les règles de la poursuite civile et pénale. « Action basée sur l'inobservation de la présente loi », contient-il. C'est dire que l'action civile peut tendre à obtenir la réparation d'une infraction à la loi qui ne serait pas passible d'une peine et qui ne pourrait donner ouverture qu'à des dommages-intérêts, par exemple l'article 33 j (8). Rien ne s'op-

(7) Le *sweating system*, littéralement « le système de la sueur », est une expression générique qui désigne tous les procédés utilisés par les patrons pour obtenir un grand rendement de leurs subordonnés en les payant à vil prix.

(8) L'article 33 j est relatif aux réclamations des ouvrières touchant le tarif appliqué au travail qu'elles ont exécuté.

pose donc, d'après le texte, à ce qu'une Association introduise une action en dommages-intérêts sans avoir à justifier d'un préjudice puisque la loi l'en dispense et obtienne ainsi malgré tout des indemnités dont le quantum sera, semble-t-il, difficilement évaluable.

On verrait donc une Association agissant en matière civile pour défendre les droits d'une ouvrière qui ne leur aurait confié à cet égard aucun mandat, pour défendre les droits dont elle-même aurait refusé de se prévaloir et demander une condamnation au profit d'un tiers qui ne serait pas partie dans l'instance.

Pour justifier de pareilles dérogations, le Ministre du Travail a prétendu que la défense des ouvrières à domicile présentait « en quelque sorte le caractère d'une mesure d'ordre public ». Soit ! Mais n'était-il pas plus opportun pour le gouvernement qui déposait ce projet d'inviter le chef suprême des Parquets, le Garde des Sceaux, à ordonner spécialement aux Procureurs de la République de mettre en mouvement l'action publique dans tous les cas d'infraction à la présente loi et en priant les Procureurs généraux d'y tenir la main ?

Mais si l'octroi de ce droit de poursuite présentait un tel caractère de nécessité, nul doute que les Associations n'en aient fréquemment usé pour mettre fin aux abus intolérables qu'elles avaient dénoncés. Or, pas plus d'ailleurs que les Associations anti-alcooliques, les Associations protectrices du travail des femmes n'ont intenté de poursuites pénales. Révélerai-je même qu'elles ignorent le droit que les lois

de 1915 leur confèrent? Dans ces conditions, est-il opportun de bouleverser dans notre législation des anomalies juridiques dont les bénéficiaires n'usent pas?

Les Associations de Pères de famille et les Sociétés usent au moins des droits que la loi leur octroie et c'est par la répétition de poursuites le plus souvent judiciaires et opportunes qu'elles s'efforcent de démontrer l'utilité de la réforme et ainsi de la provoquer. Mais elles n'ont pas pour la plupart la même nature que les Associations de moralité publique et les Associations anti-alcooliques. Ce sont des Associations constituées dans l'intérêt de leurs membres. Elles peuvent prendre la direction d'un procès comme mandataire et au nom d'un associé lésé. Elles peuvent agir dans les limites de l'action individuelle, mais là s'arrête leur pouvoir. Elles n'ont pas qualité pour poursuivre les actes délictueux dans un intérêt général conforme au but en vue duquel se sont réunis les adhérents.

Les décisions de jurisprudence que nous avons rapportées et qui ont admis l'action d'associations de Pères de famille ou de Sociétés de chasse s'expliquent fort bien (9) quand un de leurs membres a subi un préjudice direct et personnel; mais à défaut de lésion d'un intérêt individuel, les tribunaux ne doivent pas recevoir la constitution de partie civile, car une Association formée pour la défense des intérêts de ses membres ne saurait se proposer un objet qui

(9) Sauf l'arrêt de la Cour de Bordeaux de 1931 et le jugement du Tribunal d'Avignon.

ne touchât spécialement aucun d'entre eux ; or, *l'individu ne représentant jamais l'intérêt général, ne peut déléguer à son groupe un droit qu'il ne possède pas*. Une violation de la loi qui ne lèse pas ses intérêts propres ne confère à l'individu aucun droit lui permettant de saisir les tribunaux et, comme l'a dit M. LELOIR : « ... j'ai peine à me figurer que ce que les membres pris en détail ne peuvent pas faire, ils puissent le faire en groupe » (10).

On peut se demander si l'Association, inapte à se constituer partie civile, n'est pas habile à *intervenir* dans l'instance. Il convient, pour résoudre cette question, de distinguer l'intervention en matière civile et l'intervention en matière pénale (11).

En matière civile, l'intervenant doit être capable d'agir en justice et justifier d'un intérêt, au moins éventuel, qui peut être seulement moral. Cette condition suffit pour écarter les Associations à but idéal qui, ne pouvant juridiquement subir, du fait des infractions qu'elles combattent, aucun préjudice né et actuel, ne sauraient fonder leur intervention sur un préjudice éventuel.

En matière pénale, la seule intervention recevable est celle de la partie civile. Toutes les personnes ou les Associations directement lésées par une infraction peuvent se constituer partie civile et requérir, isolément ou conjointement, avec le Ministère public, la

(10) Bulletin de la *Société de Législation comparée*, année 1903, page 184.

(11) L'intervention, c'est l'immixtion volontaire ou forcée dans un procès auquel on était d'abord étranger, à l'effet d'y défendre ses intérêts.

condamnation du coupable. Leur intérêt particulier légitime leur intervention et leur participation à l'exercice de l'action publique n'est qu'incidente à l'exercice de leur action privée. Mais tout tiers non lésé par l'infraction, qui voudrait intervenir dans une poursuite pénale, agirait nécessairement dans un intérêt social. En se portant partie civile, l'Association à but idéal ne se bornerait pas à promouvoir l'action publique ; en intervenant au procès, elle ne se bornerait pas à réclamer la protection de ses intérêts propres, elle agirait en vue de la répression et l'action qu'elle exercerait serait l'action publique. Elle usurperait ainsi les fonctions du Ministère public, seul gardien de l'intérêt général (12).



Si certains juristes, comme M. le Professeur HENRY (13) ont reconnu le caractère répressif de l'action des Associations et, en conséquence, leur refusent le droit de réclamer des dommages-intérêts, la plupart des partisans du droit de poursuite ne « réalisent » pas ce caractère, ou plutôt ils craignent de le proclamer et peut-être même de se l'avouer. Ils souhaitent une réforme législative qui donne aux Associations à but idéal le droit d'agir en justice mais ils hésitent à reconnaître à cette action sa vraie nature parce que le seul emploi de l'expression : action

(12) Cf. sur la question, le *Traité d'Instruction criminelle* de GARAUD, tome I, pages 297 à 300.

(13) Dans ses rapports à la *Société Générale des Prisons* et au *Congrès de Bucarest*,

publique, fait apparaître avec évidence la profondeur du bouleversement et la révolution qui seraient opérées dans les principes de notre législation criminelle par cette innovation. Qu'on en juge !

Il est de principe dans notre droit criminel que l'exercice de l'action publique est réservé au Ministère public. C'est lui qui saisit le Juge d'instruction, la Cour d'assises ou le Tribunal correctionnel. La partie lésée par une infraction pénale peut porter son action civile devant la juridiction répressive et jouit à cet effet des mêmes droits de saisine que le Ministère public. Quant au particulier qui n'a pas été lésé, il n'a que le droit de dénonciation.

La disposition nouvelle apporterait dans ce système une modification considérable puisque des Associations, alors même qu'elles ne seraient pas lésées, pourraient prendre l'initiative de poursuites criminelles ou correctionnelles. C'est en réalité, leur déléguer une partie de la puissance publique. C'est non seulement détruire l'harmonie de notre système juridique mais encore bouleverser la pratique judiciaire et les mœurs nationales. Le Français critique l'activité ou l'inertie du Parquet, mais il lui fait confiance malgré tout ; il respecte ses décisions, tolère ses erreurs. Mais il n'observerait pas la même attitude à l'égard d'Associations. Hostile par tempérament à l'ingérence de particuliers dans ses affaires privées, il ne supporterait pas que les délégués, non investis de fonctions publiques, surveillent sa conduite, rassemblent des preuves et des témoignages en cas de délit et requièrent une peine. Et que de récriminations

en cas de poursuites injustifiées ou simplement téméraires!

On invoque l'exemple anglais, mais il est sans intérêt ni valeur probante, car la procédure anglosaxonne est diamétralement opposée à la nôtre. En Angleterre, tout particulier peut se porter accusateur. Il agit au nom du Roi, dans l'intérêt de la Société. Dès lors admettre le même droit pour une Association, ce n'est pas heurter le principe fondamental de la poursuite, l'accusation populaire, c'est l'appliquer ou au maximum l'étendre à son développement normal. Il en est tout autrement en France où, comme nous l'avons vu, règne le principe de l'accusation publique. Et d'ailleurs, suivant une remarque de M. PLANIOL (14): « Il est curieux de voir se produire en France un retour au droit de poursuite privée, sous la forme d'une imitation de la pratique anglaise, juste au moment où l'Angleterre commence à se rendre compte de l'utilité d'un Ministère public institué sur le modèle français ».

En somme, comme l'a déclaré au Sénat, le 1^{er} décembre 1932, M. DELTHIL, la réforme que l'on réclame « tend à revenir sur de longs siècles de luttes commencées par nos rois et terminées victorieusement par la Révolution française ». C'est une réaction ou une révolution, comme l'on voudra, en tout cas une résurrection restreinte de l'action populaire, une dérogation à nos principes fondamentaux. Ce n'est toutefois pas une raison pour repousser la réforme si elle correspond à des besoins réels et sérieux. Il y a

(14) Note sous *D.* 1898, 2, 131.

des révolutions ou des réactions salutaires, devant lesquelles on ne doit pas reculer. Mais est-ce le cas ? C'est ce que nous allons examiner.

SECTION II

Critique de la poursuite par les Associations

La criminalité augmente ; donc les organes chargés de la répression se révèlent insuffisants et il faut leur adjoindre, comme auxiliaires, des associations privées : telle est la thèse des partisans du droit de poursuite. Nous nous appliquerons à démontrer, dans cette section, que la criminalité en général ne s'accroît pas et qu'est donc injustifiée l'accusation d'inertie portée contre le parquet et ses auxiliaires ; certes, pour certaines catégories d'infractions, les poursuites sont sans doute insuffisantes mais le remède proposé est pire que le mal et son application engendrerait les plus graves inconvénients. Nous donnerons en appendice un exemple des exagérations auxquelles certaines associations se livrent.

§ 1. — LE PARQUET PEUT SUFFIRE A SA TÂCHE

Le nombre des affaires déferées au Parquet est en progression constante, déclarent les réformateurs. Or, poursuivent-ils, parallèlement à ce mouvement ascensionnel, on constate une élévation certaine du nombre des affaires classées sans suite et spécialement pour ce motif inquiétant que les auteurs des infractions sont demeurés inconnus, ce qui révèle une insuffisance flagrante des services de recherche.

Un humoriste anglais, Marc TWAIN a écrit : « Il y a trois façons de mentir : nier ce que l'on sait être, affirmer ce qu'on sait ne pas être, et faire de la statistique ». Si cette boutade est exacte, toute argumentation fondée sur des chiffres pècherait par la base. Mais si, en fait, toutes les statistiques ne sont pas mensongères, les conclusions que l'on en tire peuvent très facilement le devenir. En réalité, pour pouvoir interpréter judicieusement les statistiques judiciaires, il faut connaître l'état d'esprit qui préside à l'élaboration des chiffres de base et être initié à la pratique des Parquets. Ces connaissances paraissent ne pas être familières à la plupart des réformateurs qui ne tiennent aucun compte de l'importance relative des différents postes de la statistique et des causes nombreuses et diverses qui les font varier.

C'est ainsi que tirer argument de l'augmentation du nombre des affaires parvenant au Parquet pour conclure à l'augmentation de la criminalité peut paraître judicieux aux profanes. En réalité, rien n'est moins exact. Pour apprécier sainement, il faut être au courant de cette habitude du Parquet de « faire du numéro » sur leur registre d'entrée. Cette pratique, qui consiste à augmenter artificiellement le nombre des affaires, manifeste une tendance constante et normale pour chaque Parquet de grossir son importance, par amour-propre, pour faire preuve d'une activité plus intense et, surtout en cette période d'économies et de restrictions, pour éviter une suppression de siège ou un abaissement de classe qui menacent en permanence nombre de petits tribunaux. Rien n'est plus facile que

de « faire du numéro ». Il suffit d'inscrire tous les procès-verbaux reçus, sans distinction, par exemple coter sous plusieurs numéros les différents procès-verbaux relatifs à la même affaire, ou mentionner les procès-verbaux qui ne parviennent au Parquet que pour être transmis aux officiers de police judiciaire près du Tribunal de simple police, ainsi les procès-verbaux pour délit d'ivresse sans récidive. Peut-on soutenir que les chiffres portés dans ces conditions révèlent un mouvement réel de la criminalité ?

On s'étonne du nombre considérable des affaires classées sans suite. Avant d'en accuser la répression, il serait peut-être bon de vérifier tous les motifs de classement, hormis celui pour « auteur inconnu », qui lui sont imputables. Il suffit de les citer pour se rendre compte du contraire. Le compte général de l'Administration de la justice criminelle classe ainsi les motifs d'abandon des poursuites : faits ne constituant ni crime, ni délit; faits sans gravité et n'intéressant pas essentiellement l'ordre public; état mental de l'inculpé; charges insuffisantes contre les inculpés désignés; causes variées. Et les affaires classées pour ces motifs représentent une partie importante du nombre total des affaires laissées sans poursuites.

NOMBRE DES AFFAIRES LAISSÉES SANS POURSUITE
MOTIFS D'ABANDON (15)

Années	Faits ne constituant ni crime ni délit	Faits sans gravité	Etat mental de l'inculpé	Charges insuffi- santes	Causes variées
1926	91.425	33.152	1.385	59.889	13.205
1927	89.995	34.107	1.268	58.125	13.511
1928	89.949	34.404	1.138	62.970	11.324
1929	89.641	33.010	1.275	67.288	10.025
1930	73.575	30.456	1.306	75.627	10.913
1931	95.702	30.114	1.262	70.406	18.251
1932	97.680	28.882	1.604	73.813	17.885

Bien que le titre de ces rubriques suffise, s'il en était besoin, à disculper le Ministère public, il n'est pas sans intérêt d'examiner ce que représentent ces postes. Considérons, par exemple, l'année 1929. Le nombre total des affaires classées sans suite s'élève à 319.924. De ce nombre, il faut déduire, comme n'étant en aucune façon imputables aux organes chargés de la répression (16), 6.173 incendies par imprudence ou accidentels, 11.771 morts accidentelles, 9.123 suicides, soit 27.067 affaires.

Le nombre des affaires classées parce qu'il n'y a eu ni crime ni délit se trouve ainsi réduit de 89.641 à 62.574. Dans ce nombre, il y a beaucoup de prétendus délits contre la propriété. Bien des particuliers, victimes d'une indélicatesse, ne se rendent pas compte

(15) Tableau XXVIII du Compte général de l'Administration de la Justice criminelle.

(16) Il est bien entendu que nous avons déduit les affaires classées pour « auteur inconnu ».

que les éléments constitutifs d'un délit ne se trouvent pas réunis. Beaucoup de créanciers dénoncent des débiteurs récalcitrants sans doute mais qui, pour autant, ne deviennent pas des délinquants. A l'inverse, les débiteurs insolvable intentent une action pénale contre leurs créanciers pour retarder la date de l'échéance. Sont classées ainsi en 1929, 3.372 plaintes pour escroquerie, 6.794 pour vol, 7.300 pour abus de confiance, soit 17.466 affaires.

De plus, la gendarmerie et la police, fréquemment, n'apprécient pas assez strictement les conditions requises légalement pour constituer les délits de vagabondage et de mendicité. Le Parquet est alors obligé de relaxer les individus arrêtés et a, de ce fait, classé, en 1929, 489 affaires de mendicité et 2.024 affaires de vagabondage.

Enfin, on s'étonne parfois que des crimes puissent être classés pour défaut de base légale. Il suffit, pour comprendre, de savoir que l'inculpation est inscrite sur le registre d'entrée avec l'incrimination, souvent fantaisiste, du plaignant et avant toute enquête. Il faut tenir compte aussi de la pratique courante de la « correctionnalisation », qui fausse d'ailleurs toutes les statistiques.

La rubrique des faits sans gravité gonfle la statistique de 1929 de 33.010 affaires. Là encore aucune insuffisance ou négligence du Parquet. Sont compris dans ce nombre toutes les affaires d'injures, de diffamation, de contrefaçon, de chasse sur le terrain d'autrui que le Parquet classe en invitant les intéressés à poursuivre directement. Elles viennent le plus souvent

devant le Tribunal mais elles n'en sont pas moins portées comme des affaires laissées sans poursuites. Il faut également tenir compte des délits contre la propriété auxquels il n'est donné aucune suite parce que les victimes ont été désintéressées. Beaucoup de coups et blessures sont classées comme délits mais renvoyés en simple police sous l'inculpation de violences légères.

On a parfois critiqué la rubrique des affaires classées « pour tout autre cause ». Ce serait inexplicable ! Mais, à son défaut, où mettrait-on les infractions amnistiées, celles dont l'auteur est décédé, les plaintes qui ont été retirées, etc...

Toutes ces raisons, répliquera-t-on, expliquent peut-être bon nombre de classements, mais il n'en subsiste pas moins un fait constant : en 1929, 118.685 affaires n'ont pas eu de suite parce que les auteurs sont « restés inconnus ». Certes, le chiffre est considérable, mais il y a lieu de remarquer que ces affaires ne seraient pas toutes portées à l'audience, qu'un certain nombre serait classé pour d'autres motifs, que les brigades de gendarmerie, pour atteindre le quantum de rendement exigé par leur chef, multiplient à l'excès ces procès-verbaux faciles ; enfin sur 118.685 affaires, il y a 91.533 vols. On ne peut prétendre que cela représente 91.533 coupables qui échappent à la justice. Des vols multiples, et d'ailleurs peu importants, ont souvent le même auteur et lorsqu'il est découvert, à l'occasion d'un des vols, on joint les affaires sans changer la mention « sans suite » portée au registre d'entrée, base de la statistique.

Nous avons tenu à insister sur quelques-uns des motifs qui inspirent la décision de classement sans suite du Parquet, pour tâcher de réfuter la légende suivant laquelle le Ministère public, surchargé de travail, se montre inférieur dans la tâche qui lui est impartie. En réalité, s'il ne poursuit pas, c'est le plus souvent pour des motifs légitimes dont il est seul juge. Il a le loisir et les moyens de poursuivre. Une décision de classement demande d'ailleurs autant de temps pour son étude qu'une décision de poursuite. Les raisons que nous avons rapportées suffisent à expliquer l'augmentation du nombre des « sans suite » sans avoir recours à un prétendu accroissement de la criminalité et surtout à la faiblesse systématique et invétérée du Ministère public.

Toutefois, si la criminalité est stationnaire et l'activité du Procureur de la République et de ses auxiliaires satisfaisante en général, il faut reconnaître que certaines catégories d'infractions jouissent d'un traitement de faveur et que, en particulier, le nombre des poursuites intentées pour outrages aux bonnes mœurs est loin de correspondre à la fréquence de ces délits (17). Cette situation comporte des remèdes que nous envisagerons dans la troisième section, mais il nous faut auparavant écarter comme inefficace et dangereux celui qui consisterait à faire des associations des auxiliaires du Ministère public en leur octroyant le droit de poursuite pénale sans justifier d'un préjudice direct et personnel.

(17) Voir les statistiques pages 41 et 42.

§ 2. — CONSÉQUENCES FACHEUSES
DE LA POURSUITE PAR LES ASSOCIATIONS

Nous avons vu que ce sont surtout les Ligues de moralité publique qui réclament avec insistance le droit de poursuite. Cela s'explique aisément : parmi les associations constituées pour la répression des infractions, elles sont les plus puissantes ; elles comportent des sections dans la France entière et sont patronées par de hautes personnalités qui leur apportent l'appui de leur autorité morale. Mais il n'est pas chimérique de prévoir que si elles obtiennent satisfaction, des associations poursuivant des buts très divers vont se constituer, qui réclameront le même droit. Elles prétendront que l'insuffisance de la répression se manifeste non seulement dans la catégorie des outrages aux bonnes mœurs mais dans bien d'autres domaines où elles auraient un rôle utile à jouer. C'est ainsi qu'à côté des Ligues pour la protection des animaux et contre l'abus des boissons alcooliques, on verrait naître sans aucun doute des associations pour la défense des lois sociales et religieuses, contre l'athéisme et l'irréligion, pour la défense de la liberté de conscience et de la libre pensée, pour la répression de l'adultère ; les Compagnies d'Assurances formeraient des associations pour lutter contre l'incendie ; les banques, des associations pour aider à la répression du vol. N'en doutons pas, il se créerait même des associations pour poursuivre les abus des autres associations.

D'ores et déjà, on (18) réclame des associations ayant le droit de poursuivre les officiers ministériels et particulièrement les notaires. On prétend que le Ministère public n'exerce pas sur leurs agissements un contrôle suffisamment vigilant, que lorsque des délits, voire même des crimes, sont établis à leur rencontre, la seule sanction qui intervienne soit l'obligation de vendre l'étude, sanction qui est généralement compensée par une place de juge de paix. On propose que des associations aient le droit de surveiller les notaires suspects, d'examiner leurs comptes, et de poursuivre les coupables.

Si un membre de l'Institut propose une telle réforme, quelles propositions faut-il attendre et redouter ? Est-il, en effet, excepté l'outrage aux bonnes mœurs, une matière où l'appréciation du délit soit plus délicate, où l'opportunité de poursuivre doive être examinée avec plus de tact et de pondération, où une instance prématurée, même une enquête injustifiée ou opérée mal à propos puisse entraîner des conséquences plus graves, précipiter une catastrophe. la rendre inévitable, ruiner tout une contrée ? Que des associations, irresponsables en fait, aient la possibilité de causer des désastres de cette importance, voilà qui est intolérable !

Nous entendons bien que l'extension de la réforme doit se réaliser progressivement et que le premier essai sera limité aux associations de moralité publique. Mais le terrain d'expériences est particulièrement mal

(18) Henri JOLY, dans *Revue Politique et Parlementaire*, année 1895, page 430.

choisi. En effet, nous nous trouvons là encore en présence d'un délit qui, s'il ne présente pas les difficultés techniques de l'abus de confiance, par exemple, exige de la partie poursuivante un esprit de finesse et de mesure reposant sur une expérience profonde et un sens très sûr des nécessités de la répression, qui tiennent compte, en même temps, des exigences de la morale et de l'art. Il est très délicat d'apprécier si tel fait constitue ou non une atteinte suffisante à l'ordre public. Ces associations offrent-elles toutes garanties de compétence et de saine interprétation ? Agiront-elles avec la circonspection et le discernement qui s'imposent ? Auront-elles même entre elles une unité de vues et d'action ? Il y a tout lieu de craindre le contraire et les excès de zèle sont probables.

En effet, les associations ont à leur tête des personnes généreuses et dévouées, ayant la passion du bien et la haine du vice contre lequel elles partent en croisade. Elles ont ainsi une tendance naturelle à en exagérer la gravité et à lui attribuer des conséquences très néfastes et d'un rapport très lointain, tels les ligueurs contre l'abus du tabac qui le rendent responsable de tous les maux, la diminution de la natalité, l'accroissement de la mortalité, l'affaiblissement des caractères, etc... Cette spécialisation et cette ardeur dans l'action ne sont pas de sûrs garants d'impartialité et de sang-froid. Pour exercer cette fonction redoutable de traduire des individus devant les Tribunaux répressifs, il faut plus d'indépendance d'esprit et une haine du mal moins localisée, moins obsédante.

Si le rigorisme outré de quelques-uns ne manquerait pas de provoquer des poursuites abusives et injustifiées en matière d'outrage aux bonnes mœurs, l'excès de zèle serait également dangereux dans la répression des délits contre l'enfance. Il s'agit là, en effet, d'infractions secrètes, qui parviennent difficilement à la connaissance du Ministère public, les victimes n'osent pas se plaindre, les témoins, s'il y en a, hésitent à parler, par peur des représailles. Les associations, si elles veulent effectivement protéger l'enfance, devront donc enquêter d'office, tâcher de découvrir les parents dénaturés, coupables d'actes immoraux ou de violences répréhensibles. Auront-elles, dans cette recherche, le souci d'éviter une immixtion indiscreète dans les affaires individuelles et privées ? Une ardeur intempestive ne les incitera-t-elle pas à pénétrer dans l'intérieur des familles pour en explorer les secrets, les tristesses et les défaillances ? Les parents victimes de dénonciations calomnieuses verront leurs actes épiés, ils devront se méfier des oreilles indiscreètes, des yeux investigateurs ; ce serait une intolérable inquisition ! Et il est inadmissible d'exposer la tranquillité et l'honneur des familles à un tel risque. On objecte que les délégués des associations n'auraient pas le droit de s'introduire dans les domiciles, ni de verbaliser ; qu'ils devraient se borner à recevoir les dénonciations, à en vérifier la légitimité, à entendre officieusement les témoins et, si les faits leur paraissent constants, à saisir le Tribunal. Soit ! Mais s'ils bornent là leur activité, ils n'obtiendront pas de meilleurs résultats que les Commissaires de police actuellement et la réforme est inutile.

Nous n'avons envisagé jusqu'ici que les abus qui pourraient provenir d'un zèle excessif ; il faut malheureusement prévoir que des abus se commettront sciemment, de mauvaise foi. Les associations actuelles sont honorables, certes, et elles le resteront, sans doute. Mais, s'il n'en existe pas de véreuses, c'est qu'elles seraient sans arme. Du jour où une loi mettrait à la disposition des associations ce moyen incomparable de pression et de chantage qu'est la citation directe, surgiraient de toutes parts, mais groupés et agissant sous le couvert de la personne morale, tous ceux qui, déjà, font métier d'exploiter à leur profit les vilenies des autres, les mêmes qui maintenant opèrent des extorsions de fonds par la crainte, la perspective du chantage, la terreur du scandale et qui bénéficieraient d'un moyen d'action encore plus efficace, la menace de l'assignation en justice.

Bien que nous soyons sous le régime de l'accusation publique, nous avons déjà un exemple des inconvénients qui pourraient résulter de la réforme, c'est l'expérience de la citation directe accordée à la partie lésée. « Trop souvent, les particuliers usent avec une facilité déplorable du droit qui leur est confié par la loi de citer un adversaire devant le Tribunal de répression et cela sans aucune instruction préalable. Tantôt la citation directe n'a pas d'autre objet que de satisfaire des rancunes mesquines ou de répondre à un sentiment de basse vengeance. Tantôt, elle sert d'instrument à d'odieuses tentatives de spéculation ou d'intimidation : la crainte d'être obligé de comparaître en personne sur les bancs de la police correc-

tionnelle a été souvent exploitée par un adversaire peu scrupuleux qui a trouvé dans une assignation plus ou moins fondée le moyen de triompher des résistances opposées à ses prétentions. Dans bien des cas, les affaires ainsi portées devant les tribunaux répressifs par la partie civile sont, par leur minime importance, indignes de la justice » (19). C'est le promoteur du droit de poursuite par les associations qui a écrit ces lignes. Citons maintenant un auteur qui n'est pas habituellement porté à l'exagération, M. FAUSTIN-HÉLIE : « ... la citation, au lieu de constituer une voie judiciaire ouverte à la réparation d'un préjudice véritable, ne peut-elle pas devenir quelquefois, entre les mains des parties, un moyen d'intimidation et de spéculation ? N'est-il pas arrivé que le plaignant, en notifiant sa citation, ait calculé le prix du désistement que la faiblesse du défendeur pourrait lui offrir ? Que d'hommes honnêtes consentent à de tels sacrifices à la seule idée de se voir publiquement appelés sur les bancs de la police correctionnelle et redoutent la flétrissure d'une prévention même dénuée de fondement ! » (20).

Les statistiques sont d'ailleurs éloquentes (21).

(19) Paul NOURRISSON : *De la participation des particuliers à la poursuite des crimes et délits*.

(20) FAUSTIN-HÉLIE : *Traité d'Instruction Criminelle*, tome VI, n° 2811.

(21) Tableau XXII du Compte général de l'Administration de la Justice criminelle.

RÉSULTATS DES POURSUITES
EU ÉGARD AUX PARTIES POURSUIVANTES

NOMBRE DE PRÉVENUS POURSUIVIS A LA REQUÊTE
D'UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE

Années	Total	Acquittés	Proportion pour 1.000
1926	3.093	200	64
1927	3.826	116	30
1928	3.680	152	41
1929	4.006	248	61
1930	2.920	113	38
1931	3.375	119	35
1932	4.187	198	47

NOMBRE DE PRÉVENUS POURSUIVIS A LA REQUÊTE
DU MINISTÈRE PUBLIC

Années	Total	Acquittés	Proportion pour 1.000
1926 ...	201.852	11.962	59
1927 ...	209.898	11.374	54
1928 ...	204.571	11.661	57
1929 ...	201.499	11.855	58
1930 ...	201.621	13.462	66
1931 ...	209.128	13.818	66
1932 ...	203.081	14.998	73

NOMBRE DE PRÉVENUS POURSUIVIS A LA REQUÊTE
D'UNE PARTIE CIVILE

Années	Total	Acquittés	Proportion pour 1.000
1926	4.017	639	159
1927	3.964	639	159
1928	4.377	717	163
1929	4.131	754	182
1930	4.268	801	187
1931	4.877	999	205
1932	4.054	949	234

Utilisant cette statistique, on a prétendu que malgré la proportion des acquittements, presque 25 %, la procédure de citation directe avait néanmoins l'avantage de permettre aux victimes dans 75 cas sur cent de faire valoir en justice des droits méconnus par le Ministère public. Si ces 75 % de personnes lésées sont dignes d'intérêt, s'il est heureux qu'elles aient été indemnisées, il ne faut pourtant pas oublier les 25 % qui ont été traduites sur les bancs de la Correctionnelle par erreur ou mauvaise foi, qui ont souvent perdu, de ce fait, leur situation, qui ont exposé des frais, parfois élevés, et qui, en tout état de cause, même acquittés, ont subi un préjudice moral souvent considérable. Et, nous l'avons vu, un préjudice moral est irréparable pécuniairement. Il est, en outre, faux que les droits de ces personnes aient été méconnus. Le Parquet invite fréquemment les particuliers lésés à poursuivre eux-mêmes les délits qui n'intéressent pas essentiellement l'ordre public, mais si la citation directe n'existait pas, le Ministère public poursuivrait, sans aucun doute, les injures, les diffamations, les adultères, les contrefaçons, les délits de chasse sur terrain d'autrui, qui font l'objet de la presque totalité des citations directes de la part de particuliers lésés.

Les abus de la citation directe sont incontestables, réplique-t-on, mais ils proviennent de son exercice par le particulier lésé ou qui s'y croit. Son action est inspirée par la rancune et le désir de se venger, ce qui explique les assignations abusives, téméraires, vexatoires ou injustifiées. Avec l'association, ces inconvénients ne sont pas à redouter. Non lésée personnelle-

ment, l'Association serait plus indifférente à l'égard de celui qu'elle poursuivrait; dès lors son action serait plus impartiale.

N'en croyons rien ! La même passion du bien, le même rigorisme qui provoqueraient des excès de zèle inspireraient aux poursuivants une animosité égale à celle de l'individu lésé.

Et que dire de l'action des associations véreuses ? Nous les avons vues usant de la citation directe comme d'un moyen de chantage. Nous les verrions aussi essayant par cette procédure de faire échapper les coupables à la condamnation qu'ils encourent. Le procédé est simple et déjà utilisé par les particuliers. Il consiste pour le délinquant à se faire assigner par un compère prétendument victime, dès le début de l'enquête officieuse ordonnée par le Parquet. En effet, au reçu d'une plainte ou d'une dénonciation, le Procureur de la République attend, pour intenter l'action publique, d'avoir recueilli les explications des parties en cause, les déclarations des témoins; si l'affaire est délicate, il surseoit, pour prendre une décision, jusqu'à l'arrivée de nouvelles plaintes qui, corroborant les premières, établissent la mauvaise foi de celui qui, jusqu'à la condamnation, n'est juridiquement qu'un innocent présumé, sur lequel pèsent des charges. Cette enquête préliminaire est parfois très longue dans les affaires compliquées. L'habileté du coupable sera de susciter une citation directe basée sur les mêmes faits, mais présentée différemment, en omettant ceux qui sont délictueux, citation qui sera appuyée par des preuves défectueuses, des témoins qui, par leurs dépo-

sitions contradictoires, mettront le doute dans l'esprit du Tribunal. Un acquittement s'ensuivra que le délinquant opposera au Ministère public lorsque celui-ci, ayant réuni des éléments de preuve, le poursuivra à son tour.

La collusion qui se produit maintenant se produira plus encore avec des associations irresponsables d'autant plus qu'il n'y a pas actuellement de moyens commodes et efficaces pour l'empêcher. Lorsque le Tribunal est saisi par voie de citation directe, le Parquet ne peut plus saisir un Juge d'instruction. Il reste au Tribunal la possibilité de charger un de ses membres d'effectuer un supplément d'information, mais s'il s'agit d'un grand Tribunal, ce moyen ne peut être qu'exceptionnel, étant donné l'encombrement du rôle.

En réalité, les inconvénients présents qui résultent de l'usage de la citation directe par la partie lésée seraient accrus par la puissance des associations. L'union fait la force, pour le bien comme pour le mal et l'association, en répartissant et en dispersant les responsabilités, rend les sanctions illusoires, « Nous avons aujourd'hui une loi admirable, c'est celle qui veut que le prince établi pour faire exécuter les lois, prépose un officier dans chaque Tribunal pour poursuivre en son nom tous les crimes, de sorte que la fonction du délateur est inconnue parmi nous » (22). Si cette loi admirable était violée par la création de « Ministères publics aux petits pieds », si le droit de citation directe était accordé aux associations désin-

(22) MONTESQUIEU, *Esprit des Lois*, livre 6, chapitre 8.

téressées, alors s'ouvrirait l'ère d'un régime de poursuites pire que celui de l'accusation populaire qui déjà érigeait la délation à l'état d'institution permanente.

§ 3. — INEFFICACITÉ DES GARANTIES PROPOSÉES

Tout en étant l'adversaire du droit de poursuite, nous reconnaissons volontiers l'honorabilité et les généreuses intentions de ceux qui le réclament; les associations qui le postulent sont certainement convaincues qu'il leur fournirait un moyen de combat efficace dans la lutte qu'elles ont entreprise pour le bien public contre toutes les formes du mal. Mais les dirigeants changent et surtout d'autres associations se constitueront. Que valent les garanties qui sont prévues pour empêcher la formation d'associations suspectes et qu'elle est l'efficacité des mesures proposées pour réprimer les excès commis ?

De bons esprits craignent que des sociétés animées d'un esprit de prosélytisme politique ou religieux se servent des pouvoirs qui leur seront dévolus pour exercer des représailles contre leurs adversaires ou s'inspirer dans leur activité humanitaire et moralisatrice de considérations qui doivent lui rester étrangères. Ces craintes, qui ont motivé les votes hostiles du Sénat, sont partagées par les partisans du droit de poursuite; de plus, ils accusent les magistrats du Parquet d'être trop dépendants du pouvoir exécutif, donc de la majorité parlementaire du moment. Mais, par une singulière contradiction, quand il s'agit de doubler le Parquet, suspect de servilité, par des organis-

mes indépendants, on les soumet précisément au contrôle du pouvoir dont ils ont pour objet de limiter les interventions arbitraires.

En effet comment s'obtient la reconnaissance d'utilité publique ? Par un décret rendu en Conseil d'Etat, organisme judiciaire indépendant, mais qui délibère au vu d'un dossier constitué par des personnages politiques. Avant de parvenir au Conseil d'Etat, la demande est soumise à l'examen du Préfet qui la transmet, avec son avis, au Ministre de l'Intérieur, lequel a qualité pour saisir la haute juridiction administrative. Dans quel esprit est examinée la demande ? Sans doute, au point de vue administratif, exige-t-on que les statuts soient en harmonie avec les modèles proposés ; des garanties financières et comptables sont demandées. Toutefois, le Ministre de l'Intérieur enquête plus spécialement sur l'objet et le but de l'association, sur sa moralité. Mais du fait que le Gouvernement intervient, on peut être certain que la question sera placée sur le plan politique et que ce sont des considérations politiques qui inspireront les avis d'où résulteront les autorisations, les refus ou les retraits. Les parlementaires de tous partis l'ont d'ailleurs bien discerné ainsi qu'en témoigne la conversation rapportée par le *Matin* (23). Les réformateurs animés du louable désir d'écarter la politique et la religion des questions pénales suggèrent donc un moyen qui aurait immanquablement pour effet de provoquer les inconvénients qu'ils redoutent à juste raison.

(23) Cf. page 22.

Certains parlementaires et juristes, plus confiants dans les magistrats de l'ordre judiciaire pour apprécier sévèrement et interrompre avec célérité les abus possibles des associations, ont subordonné à une deuxième condition le droit de poursuite; les associations habilitées par le Conseil d'Etat devront, en outre, être autorisées par une décision annuelle de la Cour d'Appel, décision révocable. Est-il besoin de beaucoup insister sur cette hérésie juridique qui porte une atteinte flagrante au principe de la séparation des pouvoirs ? Comment la Cour d'Appel pourrait-elle conférer un droit qui ne lui appartient pas ? L'action publique est, en effet, exercée par le Procureur de la République en vertu d'une délégation que le Président de la République peut seul accorder. N'est-il pas étrange, d'autre part, de demander l'habilitation des associations à des magistrats qui seront ensuite appelés à statuer sur les poursuites qu'elles engageront ? Enfin le système aboutirait à ce résultat paradoxal qu'une société autorisée dans le ressort d'une Cour ne le serait pas dans d'autres ressorts.

Le système de M. CAMOIN DE VENCE (24) n'est pas plus soutenable qui consiste à accorder le droit de citation directe à toutes les associations reconnues d'utilité publique, sauf pour le Ministère public le droit de s'opposer, quand il le juge bon, à l'exercice des poursuites. Il supprime en effet l'avantage prétendu de la réforme proposée, à savoir le libre accès à la barre de justice. De plus, M. CAMOIN DE VENCE envisage la possibilité pour l'association d'en appeler

(24) Cf., page 80.

de la décision de veto du Procureur de la République auprès du Tribunal, ce qui constitue encore une violation de la séparation des pouvoirs. Ce Tribunal n'a en effet aucune qualité pour contrôler l'exercice de l'action publique.

Faut-il enfin prévoir une grande efficacité des garanties pécuniaires envisagées ? Consignation des frais, *cautio judicatum solvi*, condamnation aux dépens, à des dommages-intérêts ? Nous ne le croyons pas. D'abord, la bonne foi étant présumée, il faudra établir la mauvaise foi des poursuivants. Or, rien n'est plus difficile à prouver que des mobiles. D'autre part, une condamnation pécuniaire n'atteindra sérieusement ni les associations fortunées, ni les associations dénuées de ressources. Quant à exiger des consignations préalables, qui devront être assez importantes, c'est empêcher les jeunes sociétés de fonctionner en paralysant leurs efforts dès le début. Or, les plus pauvres ne sont pas les moins honnêtes. Se contentera-t-on de l'assurance que l'Association possède une source permanente de revenus ? Mais l'insolvabilité peut survenir ; elle peut être provoquée et c'est ce qui se produira le plus souvent dans les associations de chantage lorsqu'elles seront débitrices. Enfin, nous le répétons une fois encore, une réparation pécuniaire ne compense pas un dommage moral. Et les abus préliminaires à la poursuite, les indiscretions, les chantages, les calomnies, on ne les supprime pas pour des dommages-intérêts. « Calomniez toujours, aimait à répéter Philippe de Macédoine, si la blessure guérit, la cicatrice reste ».

Avions-nous raison d'écrire que les garanties contre la constitution et le fonctionnement d'Associations véreuses étaient illusoires? Les avantages de la réforme seraient minimes comparativement aux risques courus et aux dangers probables. Donner le droit de poursuite aux associations, « c'est armer d'un pouvoir terrible ceux qui n'ont rien à perdre, contre qui-conque a une fortune ou une réputation à conserver » (25).

§ 4. — ATTEINTE AU PRESTIGE DU MINISTÈRE PUBLIC

Méconnaissance et bouleversement des principes de notre Code d'instruction criminelle; lutte et perturbation introduites dans la vie sociale. Ainsi s'établit le bilan de la réforme. Il faut y ajouter un effet incalculable dans ses conséquences : l'atteinte portée à l'autorité du Ministère public, suprême défenseur de l'ordre public.

Les *suspensions* « *illégitimes* », dont est l'objet le Ministère public, les accusations portées contre son indépendance, les critiques dirigées contre son activité, et qui sont utilisées au maximum par les promoteurs de la poursuite pénale, par les Associations et toutes ces attaques à l'encontre du Parquet, dont quelques-unes sont sincères, ont pour effet de diminuer son prestige dans l'esprit public. Mais il s'en faut de beaucoup que toutes les Associations s'associent aux blâmes adressés au Ministère public. Un grand nom-

(25) Benjamin CONSTANT, *Commentaire sur Filangieri*.

bre d'entre elles rendent hommage à la diligence des Parquets avec lesquels elles sont en liaison et au concours empressé qu'elles trouvent auprès d'eux, pour la poursuite des infractions qu'elles portent à leur connaissance. C'est ainsi que la *Ligue Nationale contre l'Alcoolisme* (Fédération des Société Anti-alcooliques Françaises), déclare :

« ... Lorsque nous signalons une violation de la loi aux fonctionnaires chargés de la poursuite, ILS SE HATENT DE POURSUIVRE » (26).

La *Société Centrale des Chasseurs* reconnaît que : « ... dans presque tous les rapports de délits constatés par les hommes précités (il s'agit d'inspecteurs de la police judiciaire faisant contre-signer leurs procès-verbaux par la Société), LE PARQUET A GÉNÉRALEMENT POURSUIVI » (27).

L'Association pour la Répression de la Traite des Blanches et la Préservation de la Jeune Fille, n'a « jamais constaté du mauvais vouloir ou de l'indifférence », de la part du Parquet; « il semble, dit-elle, que nos plaintes aient été prises en considération », et « nous n'avons AUCUN REPROCHE SÉRIEUX à adresser aux pouvoirs publics et AUX PARQUETS » (28).

L'Union française pour le sauvetage de l'Enfance se plaint à reconnaître que « en ce qui concerne les relations de nos Associations avec les Parquets de la Seine et de la Seine-et-Oise, avec lesquels, nous sommes en liaison constante, nous n'avons JAMAIS DE

(26) Lettre du 23 août 1935 du Secrétaire de la Société.

(27) Lettre du 25 juin 1935 du Secrétaire général de l'Association.

(28) Lettre du 23 août 1935 du Directeur de la Société.

DIFFICULTÉS à faire admettre notre point de vue; les relations sont excellentes; sur notre intervention, simplement officieuse, CES PARQUETS SONT TOUJOURS PRÊTS A SUIVRE LES AFFAIRES QUE NOUS SIGNALONS A LEUR ATTENTION » (29). Certes, nous ne pouvons citer de pareils témoignages, émanant d'Associations de moralité publique (30) proprement dites, et nous reconnaissons bien volontiers que l'attitude des Parquets à l'égard des outrages aux bonnes mœurs n'est peut-être pas propre à les provoquer.

Mais ces seuls témoignages, émanant d'Associations qui consacrent leur activité à la recherche et si possible à la répression d'infractions réputées pour ne pas retenir suffisamment l'attention du Parquet, prouvent que la carence du Ministère public n'est pas générale, qu'il n'y a pas de sa part une faiblesse systématique, cause d'une prétendue augmentation de la criminalité, justifiant la participation des Associations à l'exercice de l'action publique.

(29) Lettre du 5 juillet 1935, adressée à l'auteur par le Directeur de l'œuvre. Cette attestation est particulièrement importante car elle rend hommage à deux parquets qui sont parmi les plus attaqués et dont est fréquemment niée, non seulement la possibilité de poursuivre toutes les infractions établies, étant donné le nombre des affaires déférées à leur appréciation, mais même la volonté de mettre en mouvement l'action publique à l'occasion de certains délits cependant constants.

(30) A la raison donnée dans le texte s'ajoute un motif péremptoire, c'est que les ligues de moralité publique et en particulier le *Comité d'action contre la licence des rues*, n'ont pas cru devoir répondre à notre demande de renseignements concernant l'activité de leurs associations, à la différence des ligues précitées, qui ont très aimablement mis à notre disposition la documentation dont elles disposaient en l'accompagnant d'avis très précieux. Nous exprimons à ces dernières notre vive gratitude.

L'inertie, sans doute réelle, du Ministère public se limitant ainsi à la matière des outrages aux bonnes mœurs doit-elle logiquement entraîner un changement radical des principes essentiels de la poursuite pénale? La gravité des effets causés par cette catégorie d'infractions permettrait d'hésiter s'il n'y avait d'autres moyens, que nous indiquerons, d'assurer la répression et de combattre la pornographie, tout en restant dans la ligne des principes consacrés par une expérience séculaire. C'est ainsi que parmi les nombreux auteurs et journalistes qui se lamentent de l'encombrement des Parquets par la multitude des affaires, aucun ne propose l'augmentation du nombre des magistrats qui serait, semble-t-il, la solution adéquate et qui, on l'avouera, ne comporte aucun inconvénient d'ordre juridique ou pratique.

Un grand nombre d'Associations estime que la législation en vigueur n'est pas un obstacle à leur activité et leur permet d'obtenir des résultats qu'elles estiment satisfaisants dans le domaine auquel elles consacrent leur activité philanthropique. Satisfaites de la collaboration officieuse, que bien des Parquets leur permettent et même sollicitent, elles ne réclament pas de nouvelles prérogatives « ... il ne me semble pas que le droit de citation directe puisse avantager nos sociétés en quoi que ce soit », déclare la *Société Centrale des Chasseurs* (31). « ... le Comité exécutif de l'*Union Française pour le Sauvetage de l'Enfance* estime inutile de prendre l'initiative d'une proposition de loi donnant aux Sociétés de protection de l'enfance,

(31) *Loco citato*.

le droit de se constituer partie civile et de mettre par suite en mouvement l'action publique ».

Qu'aurait pensé le sénateur BÉRENGER de cette indifférence des Sociétés intéressées, lui qui s'était efforcé de faire voter la réforme à l'occasion de la loi du 19 avril 1898, sur les violences à enfants ? (32).

Les Associations à but non lucratif ne sont donc pas unanimes à critiquer l'activité des Parquets. Toutes ne prétendent pas à jouer directement un rôle répressif, beaucoup se bornent à renseigner le Parquet, et reconnaissent qu'il est le seul organe qualifié et palcé pour apprécier sainement, avec le minimum d'erreurs, l'opportunité de promouvoir l'action publique.

Donner la faculté à des associations privées de traduire des individus devant le Tribunal correctionnel ou la Cour d'Assises, alors que le Procureur de la République, documenté et éclairé par une enquête approfondie, a décidé, dans sa haute conscience professionnelle et morale, n'y avoir lieu à poursuivre, c'est permettre à des groupements irresponsables d'ébranler quotidiennement le prestige nécessaire du Parquet. Il est enfin intolérable que des Associations groupant un nombre infime d'adhérents et ne représentant aucunement l'opinion publique, prétendent agir au nom de l'intérêt général, en passant outre aux décisions de l'organe qualifié délégué par la Société pour sa défense.

Il est toutefois une réforme ou plutôt une pratique à laquelle nous ne voyons pas d'inconvénients. Elle

(32) Cf., page 22.

consiste à faire part aux Associations de la suite donnée par le Parquet à leurs plaintes, les Parquets n'y sont pas tenus et donnent rarement avis de leur décision. Cette décision est, en effet, essentiellement provisoire ; elle peut être rapportée jusqu'à ce que la prescription de la poursuite soit atteinte. De plus cette communication surcharge la tâche de la gendarmerie et de la police alors que les plaignants peuvent aisément se renseigner oralement au secrétariat du Parquet. Une circulaire de la Chancellerie suffirait pour instaurer cette pratique qui ne nous paraît pas toutefois présenter pour les Associations un grand intérêt. Elles connaîtront la décision de rejet, mais les motifs du rejet ? Si le Ministère public les leur communique, ils seront conçus en termes très généraux : « délit non caractérisé », « incompétence ».

Quant à instaurer un recours hiérarchique contre la décision de classement du Procureur de la République, c'est inutile car ce recours existe et fonctionne. Le plaignant dont la plainte n'a pas été suivie peut, sous le régime actuel, s'adresser au Procureur Général ou au Garde des Sceaux qui ont le pouvoir d'enjoindre au Procureur de la République qualifié de mettre l'action publique en mouvement. On peut penser que les dirigeants des Associations n'usent pas suffisamment de ce recours mais, sans doute, sont-ils sans illusions sur son efficacité, car rien ne permet de supposer que les Procureurs Généraux soient d'un avis différent de leurs substituts, qui ne manquent pas d'ailleurs de leur en référer dans toutes les affaires importantes ou délicates.

APPENDICE

La *Société Protectrice des Animaux de Nîmes et du Gard* est une des associations zoophiles les plus actives. Elle édite un grand nombre d'affiches, de brochures et de tracts qu'elle distribue à profusion, et ses campagnes sont en général fort bien menées. Depuis quelque temps, elle consacre plus particulièrement sa propagande à la lutte contre la vivisection. Nous n'avons aucune compétence pour apprécier la vivisection. Les tracts de la Société nîmoise reproduisent des déclarations de médecins éminents et qualifiés, qui condamnent la vivisection, considérée comme causant aux animaux des souffrances atroces, sans aucun profit pour la science. Nous enregistrons ces opinions, mais « si HIPPOCRATE dit oui, GALLIEN dit non ». De nombreux médecins pratiquent la vivisection, et rien ne permet de suspecter leur loyauté scientifique. Que la *Société Protectrice des Animaux du Gard* s'efforce de soulever l'opinion publique contre la vivisection, c'est son droit ; mais n'en abuse-t-elle pas ?

Dans une brochure d'une vingtaine de pages, intitulée : « Les grands savants contre la vivisection », cette Société reproduit différentes opinions hostiles à la vivisection, considérée comme immorale, inutile et dangereuse. Elle condamne aussi la microbiologie, la vaccination et la sérothérapie. Les citations des grands savants sont troublantes et parfois catégoriques, mais elles restent empreintes de la sérénité qui convient aux discussions scientifiques. Elles sont malheureusement insérées dans un texte d'une violence inouïe. Les pires sentiments sont attribués aux vivisecteurs et des corps de savants universellement respectés pour leur probité scientifique sont grossièrement qualifiés. Qu'on en juge !

L'*Institut Pasteur* n'est « que l'Institut du meurtre par les cadavres que ses gestes accumulent et par l'empoisonnement à jet continu auquel il soumet la race humaine toute

entière... » ; « ...dans cette maison du martyr, les bourreaux sont encore plus malades que leurs victimes » ; « la science, pour eux, c'est la peau des autres ».

« Les physiologistes n'ont en vue, dans la majorité des cas, que la course aux honneurs et à l'argent... ». « Sadiques et lâches ! ils sont complets, ces découpeurs d'animaux vivants. Que leur importe, ça leur rapporte ! ».

« Rien n'est sacré pour les monomanes de l'expérimentation, ni vie humaine, ni vie animale. Tout être vivant qui se trouve en leurs mains est, pour eux, sujet d'expériences. »

Avis aux microbiologistes :

« La microbiologie lançait la médecine sur une voie encombrée de cadavres, mais sous ces charniers, il y avait des trésors à ramasser, procurer des situations et des titres à des hommes qui seraient incapables d'occuper dans la vie une situation normale. »

Le grand savant Claude BERNARD, nous doutions-nous que « nul n'égala son raffinement sadique et sa joyeuse férocité » ?

La brochure est illustrée. Elle contient deux dessins particulièrement choquants. L'un, intitulé « La chair à vivisection », représente un soldat qui recule, horrifié, à l'arrivée du médecin militaire qui va le vacciner contre la fièvre typhoïde. Un air sadique et goguenard est prêté au médecin qui est accompagné d'un boucher couvert de sang.

Un autre dessin représente un soldat allongé sur un lit, le corps couvert de piqûres. Une dizaine de médecins — dont un médecin commandant et un nègre — vont lui injecter des vaccins différents. La légende est éloquente : « Et ce sera beaucoup plus probant que sur des lapins !... ».

Il est criminel de semer chez les jeunes recrues un sentiment de défiance et de haine envers les médecins militaires qui se dévouent à leur chevet.

Et que penser de cette suggestion, au moins inopportune, suivie d'une appréciation fort discutable, qui prétend : « L'Angleterre, pays de la vaccine, reconnaît à ses citoyens le droit d'invoquer le cas de conscience pour se soustraire à l'inocu-

lation » ; « plus on vaccine, plus la variole se manifeste ».

Un nouveau prétexte est fourni aux ennemis de l'armée et de la patrie, aux objecteurs de conscience.

Ces citations suffisent pour évoquer le ton des campagnes menées contre la vivisection. EST-CE A DES ASSOCIATIONS SI DÉNUÉES DE LA PONDÉRATION INDISPENSABLE QUE L'ON VIENDRAIT RECONNAÎTRE OU ACCORDER LE POUVOIR REDOUTABLE DE METTRE EN MOUVEMENT L'ACTION PUBLIQUE DEVANT UN TRIBUNAL RÉPRESSIF ? Il s'agit là d'une section provinciale, dira-t-on peut-être, et les poursuites seraient intentées par le seul comité central. Qu'on se détrompe ! La section nîmoise est présidée par le président de la *Confédération des Sociétés de Protection animale de France*, vice-président de la *Société française d'Education humanitaire*, QUI DIRIGE PERSONNELLEMENT CETTE PARTIE DE LA PROPAGANDE.

Nous reprocherons plus loin aux associations françaises à but idéal leur manque d'activité, leur défaut de propagande. Il convient, pour être juste, de faire une notable exception pour la Société Protectrice animale Nîmoise qui a eu l'idée originale d'affecter à la publicité et à la propagande des S.P.A... le catéchisme. Il s'est trouvé un abbé, docteur en théologie, pour rédiger un projet de chapitre supplémentaire consacré au « Devoir chrétien envers les animaux ». L'idée, en soi, est orthodoxe. N'est-il pas dit dans le *Livre des Proverbes* (XII, 10) : « Le juste prend soin des bêtes » ? La douceur envers les animaux étant certainement une des formes de la charité, il est tout à fait normal que les prêtres y exhortent en enseignant le catéchisme, mais n'est-il pas ridicule d'un introduire ces questions : Doit-on détruire, dès leur naissance, les chiens et les chats qui naissent en surnombre ? Que faut-il penser des combats de coqs ? Et que penser de cette réclame directe pour les S.P.A. :

« D. — Par quels moyens pratiques pouvons-nous nous intéresser à la cause des animaux ?

« R. — Nous pouvons — et devons — soutenir par notre propagande et notre adhésion, les différentes ligues créées pour

leur protection; nous devons, autant que possible, répandre les nombreux tracts édités par ces ligues..., distribuer à profusion les brochures qui enseignent nos devoirs particuliers envers chaque espèce d'animaux et les besoins spéciaux de chacun d'eux » (33).

SECTION III

Moyens de lutte contre la pornographie

Si nous sommes résolument hostile à l'octroi du droit de poursuite aux Associations à but idéal, si nous considérons cette innovation comme inutile et dangereuse, nous n'en reconnaissons pas moins la gravité de la situation à laquelle les Sociétés qui le réclament prétendent remédier par ce moyen.

Il y a, certes, des milliers d'enfants qui sont l'objet de sévices ou qui sont privés de soins. Des milliers d'animaux subissent des mauvais traitements ou sont mis à mort d'une manière cruelle. La pornographie, enfin est un fléau social. Nous nous efforcerons de prouver, dans cette section, qu'il existe des armes légales contre la pornographie mais que les autorités responsables ne les utilisent pas parce qu'elles ne se sentent pas soutenues par l'opinion publique. L'opinion publique soutiendrait encore bien moins les Associations. C'est pourquoi la tâche préalable des Associations doit être la réforme de l'esprit public. Ce qui est vrai pour les Sociétés de protection des animaux, l'est encore plus pour les Sociétés de moralité publique; aussi avons-nous choisi pour notre démonstration la lutte contre la pornographie.

(33) Les brochures et tracts sont envoyés sur simple demande adressée à la Société protectrice des Animaux du Gard.

On dit que l'immoralité est de tous les temps, qu'elle était aussi répandue chez les Romains et au XVIII^e siècle. C'est exact, mais les époques auxquelles on se réfère étaient absolument différentes. Il y avait, certes, un assez grand nombre d'auteurs et d'artistes licencieux mais les rares lecteurs appartenaient presque tous à une classe restreinte, la noblesse et la riche bourgeoisie. La masse du peuple n'avait ni l'instruction, ni le loisir, ni l'aisance suffisante pour lire de telles œuvres. Le péril était circonscrit.

Aujourd'hui tout est changé. De puissantes maisons d'éditions usent de tous les procédés de la technique et de la publicité modernes pour se livrer méthodiquement à l'exploitation commerciale du vice. Une grande partie de la littérature pornographique est à la portée de tous, le prix s'est abaissé considérablement, l'instruction et les loisirs sont répandus. L'œuvre d'émancipation des masses populaires a été poursuivie sans aucun souci de protection et de direction morales. Bien au contraire, toutes les disciplines intérieures qui constituaient autant de forces de résistance individuelle, ont été battues en brèche. Au respect de la tradition, on a substitué le culte de l'admiration du nouveau, quel qu'il soit. Y a-t-il lieu, dès lors, de s'étonner de cette expansion des désirs et des instincts les plus bas de la nature humaine qui ne sont plus comprimés et redressés par les forces unies et convergentes de la morale et des institutions. « Une flamme féérique, qui se développe en incendie, s'élève et court sur la face du monde. Elle éclaire bizarrement la danse des principes et des ressources. Les mœurs, les patrimoi-

nes fondent. Le respect se dissipe et toutes les chaînes s'amolissent dans une ardeur de vie et de mort qui va croître jusqu'au délire » (34).

Il est grand temps de réagir; si nous avons pour cette œuvre nécessaire de relèvement de la moralité publique des moyens légaux, ceux-ci pourraient être perfectionnés pour donner aux organes chargés de la répression des armes efficaces. Enfin, l'Association a un rôle considérable à jouer. Il lui appartient de modifier l'opinion publique, mais point n'est besoin pour cela d'opérer une révolution juridique en lui octroyant le droit de poursuite.

§ I

MOYENS ACTUELS (35)

La Justice dispose de moyens répressifs, l'Administration de moyens préventifs.

Sont réprimés par la voie judiciaire:

1° Les exhibitions obscènes au cours de représentations théâtrales; la poursuite est portée devant le Tribunal correctionnel sous l'inculpation d'outrage public à la pudeur (art. 330 du Code pénal). Si le délit résulte du texte lui-même, du dialogue, le délit est assimilé à l'outrage par la voie du livre.

2° La vente, la mise en vente, l'offre même non publique, l'exposition, l'affichage, la distribution sur la voie publique ou dans les lieux publics, la distribution à domicile, même sous enveloppe fermée, la mise

(34) Paul VALÉRY: *Journal intime*.

(35) Nous nous bornons volontairement à des notions sommaires.

à la poste sous bande ou sous enveloppe ouverte d'écrits, imprimés autres que le livre, affiches, gravures, peintures, emblèmes ou images obscènes ou contraires aux bonnes mœurs, prévu par la loi du 2 août 1882, modifiée par celles du 16 mars 1898 et 7 avril 1908. Il est passible d'un mois à deux ans d'emprisonnement et de 100 à 5.000 francs d'amende. La juridiction compétente pour en connaître est le Tribunal correctionnel; la prescription est de 3 ans.

3° Les outrages aux bonnes mœurs par la voie du livre (art. 28 de la loi du 29 juillet 1881 et art. 2 de la loi du 2 août 1882). Ils relèvent de la Cour d'assises. La poursuite doit être exercée dans l'année de la publication.

Les moyens préventifs de l'Administration préfectorale et municipale sont particulièrement efficaces.

Si les théâtres et les cinémas sont maintenant soustraits au régime de l'autorisation préalable, les spectacles « dits de curiosités » (café-concerts, music-halls, théâtres de marionnettes, musées anatomiques) y restent soumis. En vertu de leurs pouvoirs de police, les maires, ou, en cas de carence des maires, les préfets, ont le droit d'interdire préventivement une pièce ou un film qui seraient une cause de trouble de l'ordre public. La jurisprudence récente interprète d'ailleurs très largement la notion d'ordre public. Un arrêt du Conseil d'Etat du 7 novembre 1924 (36) y fait entrer tout ce qui intéresse « l'hygiène morale ». Dans le même arrêt, le Conseil d'Etat a estimé que le droit d'interdiction du maire entraînait comme corollaire

(36) D. 1924, 3, 58.

celui d'exiger préalablement la communication du livret ou la projection du film. Si un entrepreneur de spectacles passait outre à la décision du préfet ou du maire, ces magistrats pourraient ordonner la fermeture du théâtre ou retirer aux spectacles de curiosités l'autorisation d'ouverture accordée.

Les décrets du 25 juillet 1919 et du 18 février 1928 spécifient que « les lois sur la police et la fermeture des théâtres sont applicables aux cinématographes ». Toutefois, bien des maires estiment que le visa de la commission de censure du Ministère des Beaux-Arts les prive de leurs pouvoirs d'appréciation et d'interdiction. C'est une erreur. « ...Le décret qui a institué la censure n'a pas enlevé aux préfets et aux maires, dans leur département ou leur commune, le droit de prendre des mesures d'interdiction à l'égard de certains films susceptibles de provoquer des désordres ou dangereux pour la moralité publique... En effet, un décret en forme de règlement d'administration publique ne saurait détruire les effets de la loi et la création d'un organisme administratif, effectué sans l'intervention du législateur, ne saurait avoir pour résultat de priver les préfets et les maires des pouvoirs qu'ils tiennent de l'article 4 du titre XI de la loi du 16 août 1790, de l'article 3 de la convention du 1^{er} septembre 1793, de l'article 6 du décret du 6 janvier 1804 et des articles 91, 97 et 99 de la loi du 5 avril 1884 » (37).

(37) Jugement du Tribunal de simple police de Nice rapporté dans le recueil Pourésy, tome I, page 159.

§ 2

RÉFORMES PROPOSÉES

L'erreur capitale de la loi du 29 juillet 1881, c'est d'avoir posé le principe que l'outrage aux bonnes mœurs est un délit de presse et de l'avoir ainsi fait bénéficier des règles exceptionnelles de compétence et de procédure qui ont été établies pour les délits d'opinion. En réalité, l'outrage aux bonnes mœurs est un délit qui s'apparente plutôt à l'outrage public à la pudeur et à l'excitation de mineurs à la débauche. Il devrait donc relever exclusivement du droit commun. Les raisons qui peuvent justifier la compétence du Jury pour la connaissance des délits d'opinion n'existent nullement ici. Le législateur l'a très vite remarqué puisque, après avoir voté la loi sur la presse, il a soustrait à la Cour d'assises les dessins, gravures, peintures, emblèmes et images obscènes. Pourquoi lui a-t-il laissé les discours, les cris et surtout les livres? la différence de compétence est injustifiable. On a prétendu que le danger résultant du livre est infiniment plus restreint que celui résultant des écrits, prospectus et dessins parce qu'il est limité par le prix, par le public auquel il s'adresse, par les circonstances dans lesquelles il est mis en vente et par la surveillance que le père de famille peut exercer. C'est un leurre. Le livre obscène est, par son bas prix, à la portée de presque toutes les bourses. Il est aussi dangereux que les dessins et les imprimés et la répression devrait être uniforme.

Introduire dans le droit commun la législation sur les outrages aux bonnes mœurs, ce n'est pas porter atteinte à la liberté d'opinion. La presse honnête et morale n'a rien à perdre à cette réforme qui rehausserait son prestige. Il s'agit de lutter non contre des doctrines mais contre une industrie qui spéculé sur les bas instincts des foules. « Une certaine presse étant devenue chez nous le principal agent de la démoralisation et une des sources de la criminalité juvénile, il n'est que temps de la ramener sur les lois communes de la justice » (38).

A la suite du vœu émis en 1923 par la *Conférence Internationale de Genève pour la répression du trafic des publications obscènes*, le Ministre de l'Intérieur avait institué une *Commission extraparlamentaire* chargée de préparer la réforme de notre législation sur l'outrage aux bonnes mœurs. Cette Commission présidée par M. le Sénateur BUHAN, et dont M. Marcel GEGOUT, alors substitut au Parquet de la Seine fut le rapporteur, a élaboré un projet de loi qui, remanié par le Gouvernement, a été déposé sur le bureau du Sénat le 18 avril 1930. Il est regrettable que le Gouvernement ait cru devoir rétablir pour le livre la compétence de la Cour d'assises qui avait été supprimée par la Commission. Tel qu'il est, le projet, dont voici l'économie générale, représente pourtant une amélioration sérieuse de la législation en vigueur.

Il s'efforce d'abord d'atteindre toutes les formes de l'outrage aux bonnes mœurs alors qu'actuellement sont impunies la fabrication, la détention en vue du

(38) FOUILLÉE: *La France au point de vue moral*, page 113.

commerce, l'importation, l'exportation, la mise en location.

Sera puni quiconque aura :

Fabriqué ou détenu en vue d'en faire commerce, distribution, location, affichage ou exposition ;

Importé ou fait importer, exporté ou fait exporter, transporté ou fait transporter sciemment aux mêmes fins ;

Affiché ou exposé aux regards du public ;

Vendu, loué, mis en vente ou en location, même non publiquement ;

Offert, même à titre gratuit, même non publiquement, sous quelque forme que ce soit, directement ou par un moyen détourné ;

Distribué ou remis, en vue de leur distribution par un moyen quelconque, tous imprimés, autres que le livre, tous écrits, dessins, affiches, gravures, peintures, photographies, films ou clichés, emblèmes, tous objets ou images contraires aux bonnes mœurs.

Sera puni des mêmes peines :

Quiconque aura proféré publiquement des chants, cris ou discours contraires aux bonnes mœurs ;

Quiconque aura publiquement attiré l'attention sur une occasion de débauche ou aura publié une annonce ou une correspondance de ce genre, quels qu'en soient les termes.

L'article 3 du projet renferme une proposition discutable : En cas de délit commis par la voie de la presse, il considère comme auteurs principaux les gérants ou éditeurs ; à défaut, l'auteur de l'article qui, en tout état de cause, *pourrait* être poursuivi

comme complice. Or, la loi de 1881 précise que l'auteur sera obligatoirement poursuivi avec le gérant ou l'acheteur, ce qui est plus logique et bien préférable. D'ailleurs, la gérance ne devrait-elle pas être supprimée? A quoi sert-elle sinon à créer des coupables fictifs et à permettre au véritable auteur du délit d'en éviter les conséquences, « en sacrifiant un pauvre diable qui, pour une mensualité dérisoire, totalise sur son casier toutes les amendes et tous les mois de prison; » (39). La seule garantie efficace, c'est d'obliger le propriétaire du journal à répondre sur ses fonds des condamnations prononcées contre le directeur du journal et l'auteur de l'article.

Pour obvier au trafic international des publications obscènes, le projet déclare que les peines sont applicables « alors même que les divers actes qui constituent les éléments des infractions auraient été accomplis dans des pays différents ».

Enfin, l'article 8 permet aux officiers de police judiciaire, avant toute poursuite de « saisir les écrits, imprimés (autres que les livres), dessins, gravures, dont un ou plusieurs exemplaires auront été exposés aux regards du public, et qui, par leur caractère contraire aux bonnes mœurs, présenterait un danger immédiat pour la moralité publique. Ils pourront de même, saisir, arracher, lacérer ou recouvrir les affiches de même nature.

« Le tribunal ordonnera la saisie et la destruction des objets ayant servi à commettre le délit; il pourra

(39) Extrait d'une réponse de M. POINCARÉ à une enquête de la *Revue Bleue*, 1896.

toutefois, après avoir pris l'avis de personnes compétentes et si le caractère artistique de l'ouvrage en justifie la conservation, ordonner que tout ou partie en sera versé aux collections ou dépôts de l'Etat.

« Les écrits, imprimés, dessins, affiches, gravures, peintures, photographies, films ou clichés, emblèmes ou autres objets ou images visés à l'article premier ci-dessus, importés en France, pourront, avant toute poursuite, être saisis à la frontière par les officiers de police judiciaire ».

Ce projet n'a pas encore été mis en discussion depuis 1930. Le sera-t-il jamais ?

§ 3

L'ACTIVITÉ DES ASSOCIATIONS DE MORALITÉ PUBLIQUE

Une organisation qui dispose de moyens puissants et qui spéculé sur la faiblesse humaine est assurée d'obtenir des résultats considérables. Aussi la prospérité des entreprises pornographiques est-elle normale. A la tête du mouvement, il y a d'importantes maisons d'édition et des entreprises de spectacles animées du seul esprit de lucre et peu soucieuses de la moralité du pays. Les associations de moralité n'obtiendront elles-mêmes des résultats que par une propagande intense et opiniâtre. La propagande pour le mal est certes plus facile, mais il faut reconnaître aussi qu'elle est mieux organisée. Il faut lui opposer une propagande pour le bien, munie comme l'autre de tous les procédés modernes de diffusion de la pensée

et de la parole. Par la persuasion individuelle, les conférences, la téléphonie sans fil, le cinématographe, les campagnes de presse, les tracts, les brochures, les affiches, etc..., les Associations doivent révéler à un public étendu les dangers de l'immoralité et la nécessité urgente d'entraver son développement.

Elles déplorent actuellement l'inefficacité de ces moyens, mais les emploient-elles avec une intensité suffisante? Qui oserait le prétendre? Croit-on sincèrement pouvoir réformer l'opinion publique et même seulement attirer son attention par une conférence annuelle et un journal confidentiel? C'est sur ce point que les Associations devraient s'inspirer de l'exemple anglais. Voici ce qu'écrivait déjà en 1894 un spécialiste de la question au sujet de la *National Society for prevention of cruelty to children*: « Qu'a-t-elle fait? Elle ne s'est pas bornée à réclamer une circulaire ou même un texte de loi, elle a voulu introduire l'idée et la pratique de la justice envers les enfants, dans le sentiment et dans la pratique de toutes les classes de de la société. Elle a passé plusieurs années dans la préparation et dans l'étude de ses moyens d'action; puis, dans une seconde période, l'idée ayant pris corps, elle a commencé sa propagande; elle a parcouru 100.000 milles (40) sur les chemins de fer et sur les routes; tenu 1.500 meetings; distribué 300.000 pamphlets; fait circuler plusieurs millions de petites feuilles; groupé autour d'elle un personnel actif, dont l'énumération remplit 29 pages serrées d'un rapport; étendu son réseau sur 23 millions d'habitants; cons-

(40) Soit 160.900 kilomètres.

titué enfin un revenu annuel de 40.000 livres-sterling (41) » (42). Que l'on ne s'étonne pas dès lors des résultats obtenus par la N.S.P.C.C. La *National Vigilance* a agi de même et est devenue une importante Société, alors que la *Ligue française pour le relèvement de la moralité publique* végète dans une médiocrité permanente. Son agent général et d'ailleurs unique — dont le dévouement n'est pas en cause — multiplie les conférences, mais que peut-il faire, seul pour toute la France, avec un budget de 40.000 fr. Le journal officieux de la Ligue, le *Relèvement social*, qui est le plus répandu des périodiques de ce genre, paraît une fois par mois pendant 10 mois et « tire » péniblement à 5.000 exemplaires.

Certes, les Associations anglaises ont eu des débuts aussi modestes, mais elles ont pris rapidement de l'extension. Après 43 années, la Ligue française compte environ 80 sections, mais dont l'activité est singulièrement restreinte. Qu'on on juge !

Périodiquement, quelques personnalités fort honorables effectuent une démarche auprès des municipalités, des administrations ou des compagnies de chemins de fer, en vue de faire interdire l'exposition et la vente des publications licencieuses. Si, après cette démarche, un arrêté n'est pas pris, le Comité déplore l'inertie des pouvoirs publics..., et attend le bon vouloir d'une municipalité ou d'une direction futures. Un

(41) Soit trois millions de francs, au cours de 75 francs.

(42) Article de M. JOLY, membre de l'Institut, dans la *Revue de Paris*, numéro de décembre 1894.

arrêté est quelquefois pris (43), mais il est rarement appliqué avec rigueur. C'est ainsi que le maire élu n'a pas intérêt à s'aliéner une partie des commerçants et la Police le comprend.

Que fait le Comité? Il déplore encore et fait une nouvelle démarche, au cours de laquelle il enregistre des promesses, qui ne se réaliseront pas. Et c'est tout! Le Comité de vigilance ne bougera plus jusqu'à la nouvelle démarche qu'il espère plus fructueuse.

(43) a) Circulaire du maire de Lyon, du 17 février 1930, rappelant aux tenanciers de kiosques à journaux qu'il leur est formellement interdit d'exposer et de vendre des publications contraires aux bonnes mœurs, qui sont désignées, et avisant les concessionnaires que ne seraient pas admis à la prochaine adjudication ceux qui auraient été l'objet d'une mise en demeure pour ce motif.

Par arrêté du 8 mars, le maire de Lyon renouvelle son interdiction, mais en l'étendant à tous les magasins.

Ont pris des arrêtés dans le même sens: le maire de Rodez le 20 février 1925, le maire de Chambéry le 8 août 1930, le maire de Saint-Etienne le 24 octobre 1930, le maire de Tours en 1934, le maire de Calais le 21 juin 1934, le maire de Dijon le 9 mai 1934, le préfet du Bas-Rhin. Le texte de la plupart de ces arrêtés est contenu dans le *Recueil Pourézy*, tome II, chapitre I bis.

b) Circulaire du 1^{er} octobre 1901 du Directeur général des Contributions indirectes aux Directeurs départementaux pour réprimer l'abus scandaleux que font certains débitants de tabacs de la vente de journaux pornographiques et de cartes postales licencieuses.

Note de service du 17 septembre 1924 (Cf. *loco citato*, chapitre XII). Circulaire du 10 février 1926. Note de service du 1^{er} septembre 1930 (voir *Bulletin d'informations antipornographiques*, avril 1931, page 405).

c) Instruction de l'Administration des Postes, n° 493, aux gérants de recettes auxiliaires.

Circulaires de décembre 1907, du 7 novembre 1912, du 4 février 1928 (Cf. *loco citato*, chapitre XIII).

d) Des clauses, dans les cahiers des charges des réseaux, interdisent les publications immorales dans les bibliothèques des gares et réservent à la direction des compagnies un droit d'intervention, dont elles usent assez fréquemment, et parfois sur la requête des sociétés contre l'immoralité publique (Cf. *loco citato*, tomes I et II, chapitre IX).

Un film ou un spectacle plus particulièrement licencieux est-il annoncé? Des démarches du même genre sont parfois effectuées. Mais alors que les Sociétés se lamentent sur l'immoralité du cinéma et du théâtre contemporain, alors qu'à les entendre des scènes d'orgies d'une obscénité révoltante sont représentées quotidiennement, on voit les Comités intervenir une fois par an. S'ils parviennent à « surprendre » un arrêté au maire (44), le spectacle est interdit... (45), mais il aura lieu, et le directeur contrevenant sera condamné

(44) Arrêté du maire de Grenoble du 22 novembre 1933 qui interdit « La Marche au Soleil ». Plusieurs municipalités ont interdit « Le Rosier de Madame Husson ». Les maires de Lyon, Bordeaux, Marseille, Lille, Tarbes, Belley, Pontarlier, Remiremont (*Bulletin* n° 10), de Dreux, Arles (*Bulletin* n° 11), les préfets du Calvados et de Meurthe-et-Moselle (*Bulletins* nos 24 et 34), ont pris des arrêtés interdisant, d'une manière générale, tous films licencieux et criminels.

(45) Le maire de Saint-Etienne a pris, le 11 décembre 1925, un arrêté subordonnant à son autorisation écrite la représentation de pièces de théâtre ou de films quelconques. A cet effet, une déclaration doit lui être faite dix jours avant la représentation et il peut exiger la communication du livret ou la projection du film.

Le maire de La Rochelle a pris un arrêté analogue le 6 janvier 1931. Le maire de Lille également (délai de quinze jours).

Cf. *loco citato*, chapitre VIII, et *Guide*, de M. M. GAND, page 103.

Signalons encore un arrêté du préfet du Bas-Rhin, du 30 juillet 1926, réglementant les représentations cinématographiques pour enfants et adolescents, rapporté au *Recueil Pourésy*, tome I, page 161. Mais cet arrêté a été déféré au Conseil d'Etat et n'est pas en application.

Enfin la *Ligue Française* a obtenu de M. le Ministre de l'Intérieur une réponse aux vœux du Congrès tenu à Marseille en 1935. En voici un extrait: « J'ajoute que M. le Ministre de l'Education nationale propose de mettre à l'étude un projet de réglementation, tendant à interdire à des mineurs l'entrée des salles cinématographiques, lors de la projection de certains films... Quant au nudisme... mes prédécesseurs, par circulaires des 7 août 1928 et 22 mai 1933, ont prescrit à MM. les Préfets d'inviter les maires à prendre toutes les mesures nécessaires, en vue d'assurer le bon ordre et la décence... ».

Le projet ministériel est toujours à l'étude, et rien ne permet de supposer que cette étude prendra fin.

à une amende très légère (46), qui sera largement couverte par la publicité gratuite de l'arrêté. En pareil cas, les membres des Associations anglaises se rendent dans la salle pour siffler et protester — ce qui est un droit reconnu — et obliger ainsi la Police récalcitrante à exécuter l'arrêté municipal. En France, le spectacle aura lieu, sans qu'aucune protestation se manifeste alors que l'arrêté municipal se fondait en général pour interdire le spectacle sur la crainte de troubles et de désordres. Les membres du Comité de Vigilance se sont abstenus. Peut-être ont-ils craint, que les seules personnes inquiétées soient celles qui protestent contre le spectacle interdit. Est-ce à tort?

Les Sociétés françaises s'enorgueillissent des résultats obtenus depuis quelques années dans la lutte contre la prostitution. Il est exact qu'un certain nombre de maisons, dites « de tolérance », ont été fermées (47) et que plusieurs grandes villes n'en possèdent pas — officiellement —. Mais y a-t-il lieu d'être satisfait de cette abolition? L'abolitionnisme n'a pas

Quant aux maires, ils ont pris des arrêtés réglementant la tenue des plages et des établissements publics de bains.

Ainsi les maires de La Seyne, de Malo-les-Bains (1922), de Deauville (31 août 1929), d'Hendaye (1929), de Biarritz (3 juin 1925, 20 juillet 1926), de Bayonne, de Vimereux (1929), du Pouliguen (1929), le préfet du Bas-Rhin (1^{er} juillet 1931). L'analyse de ses arrêtés est faite dans le *Recueil* de M. GAND, pages 60 à 62.

(46) Il n'est pas toujours condamné. Un arrêté du maire de Grenoble avait interdit le film de nudisme intégral « La Marche au Soleil ». Le juge de paix, saisi d'une infraction à cet arrêté, a acquitté le directeur de la salle de cinéma pour ce motif que l'arrêté était illégal. A la suite d'une récidive et d'une nouvelle poursuite, il s'est déjugé et a condamné à une amende de un franc par représentation.

(47) Notamment à Strasbourg (février 1926), Mulhouse, Haguenau, Grenoble (1^{er} août 1930).

rallié l'unanimité des autorités médicales et spirituelles compétentes. La question de son opportunité est fort débattue et il n'est guère discutable que l'abolition de la réglementation est néfaste, lorsqu'elle n'est pas accompagnée de la suppression intégrale de la prostitution clandestine. Or, il semble bien établi que celle-ci ait augmenté dans les villes où la réglementation a été abolie. Le succès, en cette matière, des Sociétés de moralité n'est qu'apparent.

On peut donc conclure que, sauf quelques rares exceptions, les sections de la Ligue contre l'immoralité ne sont guère actives. De leur propre aveu, elles n'obtiennent que des résultats modestes et mettent toute leur ambition, non à remonter le courant de l'immoralité, mais seulement à l'endiguer. Il faut cependant reconnaître qu'elles ne jouissent pas des mêmes facilités qu'en Angleterre, où les mœurs publiques favorisent singulièrement l'action des Associations. L'autorité publique y est entourée d'un traditionnel respect, mais, dans ce pays où la liberté individuelle est puissamment garantie, elle voit sans jalousie l'initiative privée concourir au maintien de l'ordre public, voire à la répression des actes coupables. De son côté, le simple citoyen est habitué à prendre directement intérêt à la chose publique. Il ressent très vivement l'atteinte portée à l'ordre social, et pour y mettre fin ou pour la réprimer, il s'unit instinctivement à d'autres citoyens ayant les mêmes aspirations que lui. La propagande, les pétitions, les démarches, les requêtes des Associations et même les poursuites pénales — que la loi anglaise permet —

répondent en Angleterre aux mœurs publiques et aux tendances naturelles de la masse des citoyens. L'esprit public n'est pas du tout le même en France où les particuliers sont habitués à recevoir tout secours et toute impulsion du pouvoir central. Le Français contemporain répugne à l'exercice de toute autorité qui n'émane pas du Gouvernement et il n'admet aucun contrôle privé. Il n'est pas animé de l'esprit de prosélytisme anglo-saxon, allié au puritanisme, qui s'enflamme pour toutes les causes moralisatrices. La tâche est donc plus difficile pour les Associations françaises qui se heurtent à une indifférence presque générale, mais elle n'est pas impossible.

La réussite dépend principalement de la méthode. Les Associations auraient obtenu des résultats plus fructueux si elles avaient porté leur activité sur le plan convenable et il semble qu'elles l'aient compris. Il est exact que l'immoralité et la licence soient des maux sociaux de leur nature mais c'est une erreur de tactique que de les envisager sous cet aspect au cours d'une propagande opérée dans une société qui n'a plus le sens de la vraie morale. Il n'y a quelque chance d'efficacité et de réussite qu'en se plaçant à un point de vue admis par le public et il n'en existe qu'un, c'est le point de vue familial de la protection de l'enfance. On fait ainsi appel, non plus aux notions abstraites et malheureusement abandonnées de morale et de péril social, mais aux sentiments innés et toujours vifs d'amour des enfants.

Dans la lutte contre l'indifférence populaire, c'est aux groupements de parents d'élèves et de pères de

famille qu'il appartient de jouer le rôle d'aile marchante. Ne sont-ils pas déjà parvenus à ébranler la jurisprudence? (48).'

Les Associations contre l'immoralité publique prétendent qu'elles n'obtiennent pas de résultats parce qu'elles n'ont pas la possibilité de poursuivre les délinquants en justice ou, tout au moins, de les menacer de poursuites. Elles prétendent encore que c'est ce droit de poursuite pénale qui fait la force des Associations anglaises.

C'est une erreur. Les Associations anglaises sont prospères parce qu'elles sont soutenues moralement et matériellement par une opinion publique qu'elles ont contribué à former; leurs poursuites pénales n'aboutissent que parce qu'elles sanctionnent un idéal de moralité qui est commun à la majorité des Anglais.

L'idéal des Associations françaises est, au contraire, celui d'une minorité. Il convient de le déplorer, mais c'est un fait. Aussi ne représentent-elles qu'elles-mêmes et comme elles ne sauraient être juridiquement lésées par les délits contre les mœurs, leur action en justice est irrecevable. Leur accorder, par une loi, l'exercice de l'action publique, serait non seulement contraire à tous les principes juridiques en vigueur mais contraire aussi aux principes mêmes du régime démocratique, tel qu'on le conçoit généralement en France; l'action publique appartenant au peuple souverain doit être exercé dans les cas et dans les conditions où il l'exercerait lui-même et donc conformé-

(48) Cf., la section première du chap. 3.

ment à sa conception de la moralité. On a présenté cette réforme comme étant dans la ligne de nos institutions, comme réalisant un contrôle du peuple sur le pouvoir judiciaire. C'est exactement le contraire. La réforme aurait pour effet d'attribuer une influence sur la répression à une minorité. Cette influence serait-elle salutaire: elle est contraire à la Loi du Nombre qui nous régit.

On peut affirmer que l'inertie du Ministère public et l'échec des Sociétés de moralité publique procèdent de la même cause: l'état de l'opinion publique. Nous nous efforcerons de démontrer brièvement que sous l'empire des idées régnantes l'état de l'opinion publique justifie l'inertie du Parquet et condamne toute tentative des Associations de parler et d'agir au nom de la Société. Mais elles ont par contre le droit et le devoir de travailler à la modification des idées et de l'opinion publique afin de permettre au Ministère public d'agir, ou de l'y contraindre moralement.

« L'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi », dit l'article 1^{er} du Code d'instruction criminelle. Cette rédaction est défectueuse et il est presque unanimement admis que la société seule ayant le droit de punir, c'est à elle seule qu'appartient l'action qui a pour objet la punition du coupable. La société en délègue seulement l'exercice à des fonctionnaires ou à certaines administrations publiques qui la représentent à ce point de vue, et notamment, en règle générale, à un corps judiciaire, constitué dans ce but, et désigné collectivement sous le nom de Ministère pu-

blic (49). Or, ce qui constitue la souveraineté dans la Société, c'est la volonté de la majorité. Le Ministère public, représentant la société, il doit agir comme agirait elle même la majorité s'il était pratiquement possible de la consulter dans chaque cas particulier. Le Ministère public est aussi un agent du Gouvernement, dira-t-on. Mais on ne saurait mettre en opposition la volonté du peuple et celle du Gouvernement puisque l'Exécutif tient son pouvoir du peuple pour réaliser ses volontés.

Quelle est donc la volonté ou plus précisément le sentiment du peuple (50), au sujet de la morale publique?

« L'opinion est tellement complice de cette religion malsaine, que si des hommes chrétiens ou simplement honnêtes protestent contre ces provocations à l'honnêteté, réclament une protection pour la morale, des lois qui proscrivent la licence des rues et des places, on *sourit à leur entreprise*. Le torrent de la honte passe au milieu de notre septicisme, et sur ses bords, les philosophes, les poètes, les artistes chantent des hymnes, les gens du monde ne rougissent pas d'admirer le murmure harmonieux de ses flots, la grâce de ses mouvements. C'est trop fort. Que Babylone,

(49) Le Code du 3 brumaire an IV disait, en effet, dans l'article 31 : « l'action publique *appartient* essentiellement au peuple. Elle est *exercée* en son nom par des fonctionnaires spéciaux, établis à cet effet ». Rien dans les travaux préparatoires du Code de 1808 n'indique que le législateur ait modifié son sentiment sur ce point.

(50) Nous entendons ici par peuple, non pas une classe sociale, mais l'ensemble des Français, et, suivant la pure doctrine de ROUSSEAU, l'inspirateur de nos institutions, « nous assimilons la majorité à la Volonté générale ».

que Byzance se livrent à leurs appétits, mais du moins qu'elles n'essaient pas de nous faire prendre leurs infâmies pour des élégances et des vertus » (51). Rien n'est changé depuis 1905, s'il faut en croire une personnalité particulièrement qualifiée, M. le Professeur GEMAHLING, président de la *Ligue Française pour le relèvement de la moralité publique*. « C'est un fait qui ne peut échapper à aucun observateur de notre temps, que le désordre n'est plus seulement dans les mœurs, mais dans les esprits, et que, quelle que soit la phraséologie traditionnelle en usage, la morale sexuelle dans notre temps, est en voie de disparaître peu à peu du domaine de la morale... le respect de la morale sur ce point n'est plus considéré en France par une fraction grandissante de l'opinion comme un de ces « dogmes sociaux » indiscutés sur lesquels repose la vitalité profonde d'une nation, mais une affaire d'opinion et de goût personnel, une préférence esthétique ou sentimentale dont personne n'ose plus prendre publiquement la défense. De l'immoralité, nous avons glissé à l'amoralité... ».

Citons encore cette phrase de M. Paul BUREAU, dans son étude si documentée sur les manifestations de l'indiscipline sexuelle: « ...Si toutes ces entreprises licencieuses et pornographiques sont manifestement *cause* de démoralisation et pervertissent chaque jour des milliers d'adolescents et de jeunes gens des deux sexes, elles sont aussi, et avant tout, *l'effet* d'une

(51) Troisième conférence du chanoine JANVIER, donnée à Notre-Dame-de-Paris, le 16 mars 1905.

démoralisation persistante, qui les suscite, les entretient et les réclame » (52).

L'opinion publique est à l'égard des auteurs obscènes ou immoraux d'une indulgence qui confine à la complicité et si la répression n'est plus assurée, elle en est responsable, par l'action débiliteante qu'elle exerce sur le Gouvernement, sur le Ministère public, sur le Jury. Le Ministère public, en particulier, ne se croit pas tenu d'assurer la défense d'une morale publique qui n'existe plus. Certes, il doit appliquer le Code pénal, mais les textes, bien qu'interprétés restrictivement, sont susceptibles d'une compréhension plus ou moins large. La notion d'obscène et de contraire aux bonnes mœurs est essentiellement relative, ainsi que l'a formulé le jugement du Tribunal de Bordeaux (53). On a écrit que si « les Sociétés modernes n'ont plus de religion d'Etat, elles ont encore une morale d'Etat: le Code pénal » (54). C'est une pensée judicieuse. Aussi beaucoup de pénalités, contraires au sentiment public, ont cessé d'être appliquées avant d'être abrogées. Les peines trop élevées provoquent de la part des jurys des acquittements systématiques. Les hommes qui poursuivent ou qui jugent ne sont pas isolés du milieu social: s'ils ont pour devoir professionnel de faire respecter la loi, ils n'en subissent pas moins l'influence de l'opinion. Les membres du Ministère public, représentants de la société, se montrent comme elle de moins en moins

(52) *L'indiscipline des mœurs*, par Paul BUREAU, page 55.

(53) 20 juin 1912, in D.P., 1920, I, 320.

(54) *La vie du Droit*, par Jean CRUET, page 236.

rigoristes dans l'appréciation de la notion de « contraire aux bonnes mœurs ». On peut affirmer que dans tous les cas où le Parquet classe sans suite une affaire d'outrages aux bonnes mœurs (outrages par voie de presse, brochures, annonces, spectacles obscènes, etc...), le peuple, consulté par un référendum, confirmerait sa décision. Il se montre donc un mandataire fidèle de la société puisqu'il exerce l'action publique conformément à l'esprit même de son mandant.

Et si le peuple se trompe? objecte-t-on. Si sa conception de la moralité est tellement large qu'elle équivaille à l'immoralité ou à l'amoralité? Il est facile de répondre que l'esprit de nos institutions exclut cette hypothèse. C'est leur Père spirituel qui l'a écrit: « ...la volonté générale est toujours droite et tend toujours à l'utilité publique » (55). Autrement dit, la volonté du peuple est l'expression absolue du vrai. Et d'ailleurs, « en tout état de cause, un peuple est toujours maître de changer ses lois, même les meilleures, car s'il lui plaît de se faire du mal à lui-même, qui est-ce qui a le droit de l'en empêcher? » (56). Ces conclusions sont parfaitement logiques dès lors qu'on en admet les postulats initiaux et ils sont couramment admis, ils inspirent notre droit public orthodoxe.

Le Ministère public, représentant et délégué de la société, c'est-à-dire de la volonté générale, ne se croit

(55) *Contrat social*, livre 2, ch. 3.

(56) *Contrat social*, livre 2, ch. 12. DURKHEIM trouve même que « l'existence d'une criminalité... est indispensable à la santé collective », car il règnerait dans une société sans criminels « un nivellement des consciences qui n'est ni possible ni désirable... ».

donc pas tenu d'assumer la défense d'une morale publique périmée. Il serait presque seul à la défendre et on ne voit pas bien à quel titre il la défendrait puisqu'il n'est qu'un mandataire, puisque l'action publique ne lui appartient pas, qu'il en a seulement l'exercice, et que cet exercice doit être conforme à la volonté du pouvoir déléguant et souverain. Sous l'empire des principes constitutionnels et superconstitutionnels en vigueur et en présence de l'amoralité ou du laxisme de la majorité du peuple, l'inertie du Ministère public est légitime dans la plupart des cas. Mettre l'action publique en mouvement serait l'exercer contrairement au sentiment immanent de la société à qui elle appartient (57).

En présence d'une telle situation, la tâche des Associations contre l'immoralité publique se dégage d'elle-même : c'est la restauration des valeurs morales.

Mais n'oublions pas non plus qu'il y a un grand nombre de juristes dans les Comités de vigilance, et d'éminents professeurs de droit appartiennent à la Fédération des Ligues contre l'immoralité. Pourquoi n'aiguilleraient-ils pas le droit public vers une

(57) Les termes de *mandat*, *représentation*, *délégation* ne doivent pas être entendus dans le sens étroit du droit civil. Au sens strict, le Ministère public n'est pas le mandataire de la Société, car cette conception du droit intermédiaire n'a pas été maintenue par le Code d'Instruction criminelle. Sous l'empire du Code de 1808, le Procureur de la République jouit d'une certaine autonomie dans l'exercice de l'action publique. C'est ainsi qu'il peut s'abstenir de la mettre en mouvement même au cas où un délit est nettement caractérisé et imputable. Il a le pouvoir d'apprécier l'opportunité de la poursuite pénale. Mais c'est précisément pour apprécier cette opportunité qu'il doit s'inspirer du sentiment de la Société et de la conception *actuelle* de l'ordre public et des bonnes mœurs.

conception plus large et plus souple de la délégation populaire. Le droit naturel de la société d'élire ses chefs n'est pas niable, mais s'accompagne-t-il nécessairement d'un mandat impératif détaillé. Chaque acte du pouvoir doit-il nécessairement comporter pour sa validité l'approbation présumée ou tacite du mandant? Si la doctrine et surtout la pratique constitutionnelles admettent que la désignation du titulaire du pouvoir implique le droit de lui imposer un « programme » détaillé de Gouvernement, on peut concevoir, et les membres qualifiés des Associations peuvent suggérer une délégation plus générale: mandat impératif de gouverner en vue du bien commun. L'autorité qui reçoit ce mandat reçoit *ipso facto* le mandat impératif de rechercher et de mettre en œuvre les moyens requis en vue de cette fin. C'est toute la technique du pouvoir, et, dans ce domaine, il doit jouir d'une certaine autonomie, d'une certaine liberté. D'après cette conception, le pouvoir n'est pas une simple machine à enregistrer et à réaliser les caprices de la société.

Cette conception des rapports entre la Société et le Pouvoir peut s'appliquer aux rapports entre la Société et le Ministère public pour l'exercice de l'action publique. Le droit de punir appartient à la Société. Ne pouvant l'exercer elle-même, elle délègue cet exercice à un corps de magistrats choisi en vue d'une fin, la fin de la peine, c'est-à-dire la défense sociale, le maintien de l'ordre et de la morale publics. Nanti de cette délégation générale, le Ministère public jouit d'une certaine liberté d'action et d'appréciation. En

accord avec la Société sur la fin, il a le droit de différer sur le choix et l'emploi des moyens. S'il considère à bon droit que la durée et la force d'une Société exigent la salubrité des mœurs et que celle-ci est compromise ou menacée par les publications ou les spectacles obscènes ou simplement licencieux, il a dès lors le pouvoir de poursuivre les délinquants au nom de la Société, même si cette Société, momentanément égarée dans sa majorité, n'approuve pas sa poursuite et, mise à la place de son délégué, ne l'exercerait pas.

Mais de toute façon, une différence de sentiment durable et essentielle entre la Société et le Ministère public ne saurait se traduire légalement dans l'exercice de l'action publique. A l'amoralité actuelle de la Société dans sa majorité correspond chez les magistrats du Parquet une haute conception de la morale publique. Ils déplorent tous de ne pouvoir mettre fin, par une répression énergique, au commerce des publications pornographiques et à la représentation des spectacles contraires aux bonnes mœurs. Mais étant donnée la profondeur du dissentiment avec l'opinion publique, il leur est le plus souvent impossible d'exercer l'action publique, à l'occasion d'actes qui sont, de toute évidence, sinon approuvés, du moins tolérés par la Société, au nom de laquelle elle serait exercée.

Les Associations contre l'immoralité ne représentent qu'une minorité, qui a d'ailleurs de la morale une conception très rigide. Elles ne seront jamais qualifiées pour agir en justice au nom de la Société, mais elles ont un rôle important à remplir qui est la restauration des valeurs morales dans l'opinion publique,

condition préalable et nécessaire de toute action efficace du Ministère public. C'est là une rude tâche d'éducation et de propagande qu'elles doivent mener avec ardeur, par tous les moyens légitimes et avec l'appui financier et moral de tous les Français préoccupés de la grandeur et de l'avenir de leur pays.

Cette œuvre généreuse, qui consiste à alarmer l'opinion publique pour obtenir son aide nécessaire dans la croisade contre l'immoralité, comporte des difficultés sans nombre, mais nous sommes persuadés qu'elle n'est pas au-dessus du dévouement des hommes de cœur et de courage qui animent les Associations.

En créant un esprit public qui permette aux magistrats du Parquet de poursuivre sans scrupule de conscience et sans risque d'acquittement les outrages aux bonnes mœurs, les Associations se révéleront les auxiliaires les plus efficaces et les plus appréciées du Ministère public.

VU:

Nancy, le 27 mars 1936.
Le Président de la Thèse,
G. HENRY.

VU:

Nancy, le 29 mars 1936.
Le Doyen de la Faculté de Droit,
H. SENN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Nancy, le 30 mars 1936.
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
L. BRUNTZ.

BIBLIOGRAPHIE

- ABAUZIT. — Influence des associations sur l'exercice de l'action publique. Thèse Paris, 1907.
- ABOUT. — Le Progrès. Hachette, 1864.
- ARNAUD. — Réforme de la législation relative à l'outrage aux bonnes mœurs. Thèse Paris, 1927.
- BOUCAUD. — Du droit pour les syndicats professionnels et les associations d'agir en justice. Thèse Dijon, 1910.
- BOULBES. — Essai sur la nature juridique de l'action civile exercée par les collectivités en fonction de leur personnalité morale. Thèse Montpellier, 1930.
- BUREAU. — L'indiscipline des mœurs. Bloud et Gay, 1924.
- CAIL. — De la personnalité des groupements à but non lucratif, in *Gazette des Tribunaux*, 26 novembre 1905.
- CESTAN. — Essai sur le droit collectif. Thèse Toulouse, 1927.
- CHAVEGRIN. — Note sous S. 1921, 1, 189.
- CRÉMIEU. — L'action civile exercée sous la forme collective dans la législation française actuelle. Conférence de Droit pénal de la Faculté de Droit de Paris, n° 3. Larose.
- DEMOGUE. — Traité des obligations, tome IV.
- DUTEILLET. — La poursuite pénale et les associations. Thèse Poitiers, 1911.
- ESCARRA. — Etude sur la recevabilité des recours exercés par les syndicats et les groupements analogues. Thèse Paris, 1907.
- ESMEIN. — Note sous S. 1926, 2, 65.
- EYQUEM. — De la répression des outrages à la morale publique et aux bonnes mœurs ou de la pornographie au point de vue juridique, législatif et social.
- FAUSTIN-HÉLIE. — Traité de l'instruction criminelle, 1886, tome VI.

- FOUILLÉE. — La France au point de vue moral. Alcan, 1900.
- FOURNIER. — Des associations à but charitable. Thèse Montpellier, 1919.
- GAND. — Guide juridique et pratique pour la lutte contre la licence des rues. Recueil Sirey, 1932.
- GARRAUD. — Traité d'instruction criminelle, tome I. Recueil Sirey, 1907.
- GAST. — Du droit des particuliers d'agir en justice dans l'intérêt général. Thèse Paris, 1909.
- GRASSERIE (de la). — Dans quelle mesure est-il à désirer que les particuliers et les associations puissent participer à l'exercice du droit de poursuite en matière correctionnelle et criminelle? Rapport au Congrès des Sociétés savantes, in *Revue générale du Droit*, années 1898 et 1899.
- HENRY. — La poursuite par les associations. Rapport à la Société générale des Prisons, in *Revue Pénitentiaire*, année 1923.
- La poursuite par les associations. Rapport au Congrès de Bucarest, 1929.
- HUGOT. — Du droit de poursuite des associations. Thèse Paris, 1911.
- HUGUENEY. — Note sur D.P. 1920.1.320.
- JOLY. — Problèmes de Science criminelle. Hachette, 1910.
- KIEFE. — La poursuite criminelle par les associations. Rapport à la Société de Législation comparée, in *Bulletin*, année 1930.
- LAPEIRE. — Essai juridique et historique sur l'outrage aux bonnes mœurs par le livre, l'écrit et l'imprimé. Thèse Lille, 1931.
- MADON. — Du droit des groupements en matière criminelle. Thèse Aix-Marseille, 1909.
- MAXWELL. — Le Crime et la Société. Flammarion, 1924.
- MICHOUD. — Traité de la personnalité morale, 3^e édition, revue par Troabas, tome II.
- MOTHES. — L'association et sa place dans l'Etat. Thèse Paris, 1930.

- NAST (Albert). — Note sur D.P. 1915, 1, 150.
- NAST (Marcel). — Note sur D.P. 1925, 2, 103.
- NOURRISSON. — De la participation des particuliers à la poursuite des crimes et des délits. Larose et Tenin, 1894.
- La poursuite criminelle par les associations. Rapports à la Société de Législation comparée. *Bulletin*, années 1896 et 1903.
- L'association contre le crime. Larose, 1901.
- Etude sur la répression des outrages aux bonnes mœurs. Larose et Tenin, 1905.
- La poursuite par les associations, Sirey, 1932.
- PASCAUD. — De conditions requises pour la participation des particuliers et des associations à l'exercice du droit de poursuite en matière criminelle et correctionnelle. Mémoire au Congrès des Sociétés savantes, in *Revue générale du Droit*, années 1898 et 1899.
- POURÉSY. — Recueil des décisions juridiques et administratives concernant les outrages aux bonnes mœurs, tome I, 1927, tome II, 1932.
- RENARD (A.-J.). — Du contrôle des services publics et de l'application des lois pénales par les associations privées. Thèse Montpellier, 1914.
- RIPERT. — La règle morale dans les obligations civiles. Librairie générale du droit et de jurisprudence, 1927.
- ROUVILLIERS. — De la répression des outrages aux bonnes mœurs. Thèse Rennes, 1899.
- SALEILLES. — De la personnalité juridique.
- SAUVANET. — L'action de justice des associations déclarées. Thèse Paris, 1929.
- VAN DEN HEUVEL. — De la situation légale des associations sans but lucratif en France et en Belgique.
- WATRIN. — Les actions de responsabilité civile nées des actes contraires aux bonnes mœurs. Thèse Paris, 1917.

PÉRIODIQUES

Bulletin de la Société de Législation comparée. Année 1903 : février, mars, avril ; année 1905 : avril, mai ; année 1930 : juillet, septembre.

Bulletin du Comité Juridique international pour la Protection des Animaux.

Comptes Rendus de l'Académie des Sciences morales et politiques. Année 1892 : tome 137 ; année 1902 : tome 157 ; année 1908 : tome 170.

Correspondant (1e), numéro du 10 mars 1905.

Journal des Economistes, 1894-1897.

Journal officiel. Débats parlementaires du Sénat, 22 mars 1898 ; annexes n^{os} 122 et 142 de l'année 1909 (proposition Bérenger) ; annexe n^o 4156 de 1922 (proposition Godart) ; débats parlementaires du Sénat, 1^{er} décembre 1932.

Rapports annuels des Associations philanthropiques françaises, anglaises et américaines.

Réforme sociale, année 1899.

Revue critique de Législation et de Jurisprudence, 1895-1910.

Revue de Droit pénal et de Criminologie, année 1926.

Revue de Paris, 1^{er} décembre 1894.

Revue générale du Droit, de la Législation et de la Jurisprudence, 1898-1899, mai à octobre ; 1900, mars à juin (mémoire Pascaud).

Revue Pénitentiaire, notamment : 1896, avril, mai (rapport de M. Nourrisson) ; 1910, juillet, octobre (Congrès de Droit pénal de Reims) ; 1923, avril, mai (rapport de M. Henry).

Revue Politique et Parlementaire, 1895-1896.

CONGRÈS

1^{er} Congrès national contre la Pornographie, Bordeaux 1905.

2^e Congrès national contre la Pornographie, Paris 1912.

3^e Congrès national contre la Pornographie, Lyon 1922.

- 4^e Congrès national contre l'Immoralité publique. Lille 1927.
6^e Congrès national de la Natalité, Strasbourg 1924.
7^e Congrès national de la Natalité, Clermont-Ferrand 1925.
Congrès de Droit pénal de Rennes, 1915.
2^e Congrès international de Droit pénal, Bucarest 1929.
5^e Congrès national contre l'Immoralité publique, Marseille
1934.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
CHAPITRE PREMIER. — <i>Développement de l'idée de la poursuite par les Associations</i>	15
CHAPITRE II. — <i>Argumentation en faveur du droit de poursuite pénale</i>	35
<i>Section I. — Argumentation générale</i>	35
§ 1. Augmentation de la criminalité	36
§ 2. Insuffisance de la répression	37
§ 3. L'Association, auxiliaire du Ministère public	53
<i>Section II. — Reconnaissance du droit de poursuite par la Jurisprudence</i>	70
<i>Section III. — Octroi du droit de poursuite par une loi</i>	73
§ 1. Prérogatives des Associations	74
§ 2. Garanties	78
CHAPITRE III. — <i>Etude de la Jurisprudence</i>	83
<i>Section I. — Associations de moralité publique.</i> ..	83
<i>Section II. — Associations de protection animale.</i>	94
<i>Section III. — Associations de chasseurs</i>	105
CHAPITRE IV. — <i>Régime juridique et activité des Associations étrangères</i>	115

<i>Section I. — Grande-Bretagne</i>	116
§ 1. Angleterre	116
A) Tribunaux de répression	117
B) Promoteurs de l'action pénale	121
C) Activité des Associations anglaises	131
Royal Society for the prevention of cruelty to animals	131
National Society for the prevention of cruelty to children	141
Liverpool Society for the prevention of cruelty to children	159
Women and children's Protection Society.	170
National Vigilance Association for the suppression of criminal vice and public immorality	175
London mendicity Society	178
National Anti-Gambling League	180
National Tempérance League	183
§ 2. Ecosse	185
Etude de la Royal Scottisch Society for pre- vention of cruelty to children	186
<i>Section II. — Etats-Unis d'Amérique</i>	190
American Humane Association	193
American Society for the prevention of cruelty to animals	194
New-York Society for the prevention of cruelty to children	196
Pensylvania Society to protect children from cruelty	200
Charity organisation Society of the City of New-York	202
Anti-Saloon League of American	204
<i>Section III. — Belgique</i>	209
§ 1. Doctrine et législation	209
§ 2. Jurisprudence	212

<i>Section IV. — Allemagne</i>	220
§ 1. Protection des animaux	220
§ 2. Lutte contre l'alcoolisme	224
<i>Section V. — Hollande</i>	225
<i>Section VI. — Pologne</i>	227
 CHAPITRE V. — <i>Danger et inutilité de la poursuite par les Associations</i>	231
<i>Section I. — Nature juridique de l'action des Associations</i>	232
<i>Section II. — Critique de la poursuite par les Associations</i>	245
§ 1. Le Parquet peut suffire à sa tâche	245
§ 2. Conséquences fâcheuses de la poursuite par les Associations	252
§ 3. Inefficacité des garanties proposées	262
§ 4. Atteinte au prestige du Ministère public..	266
 APPENDICE	272
<i>Section III. — Moyens de lutte contre la pornographie</i>	275
§ 1. Moyens actuels	277
§ 2. Réformes proposées	280
§ 3. L'activité des Associations de moralité publique	284
 BIBLIOGRAPHIE	303
 TABLE DES MATIÈRES	309
